



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 009 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 26 janvier 2016

—
Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 26 janvier 2016

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président: Conformément au paragraphe 23(5) de la Loi sur le vérificateur général, j'ai l'honneur de déposer les rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable pour l'automne 2015. Ces rapports sont renvoyés d'office au Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

* * *

PÉTITIONS

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur d'intervenir aujourd'hui pour présenter deux pétitions. La première a été signée par des résidents de la Colombie-Britannique, surtout d'Armstrong et de Vernon, qui demandent à la Chambre de prendre des mesures en matière de réforme électorale. Les pétitionnaires soulignent que l'actuel système uninominal majoritaire à un tour est antidémocratique. Ils exigent une réforme électorale, un engagement qui figure d'ailleurs dans le discours du Trône.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, la deuxième pétition a été signée par des résidents de ma circonscription, surtout de Salt Spring Island, mais je vois aussi que certains signataires habitent aussi loin que Vancouver et White Rock. Ils demandent à la Chambre d'adopter une politique sur le carbone en vertu de laquelle les gaz à effet de serre pourront être maintenus à des niveaux permettant d'éviter des désastres et une crise climatique aux conséquences catastrophiques.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 25 janvier, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je suis très honoré de répondre au discours du Trône au nom des habitants de la nouvelle circonscription de Central Okanagan—Similkameen—Nicola. Je vous informe que je partagerai mon temps de parole avec l'excellent député de Thornhill.

Comme le temps est précieux à la Chambre, je fais sans plus attendre quelques commentaires sur des questions qui revêtent une grande importance pour ma circonscription.

La plus grande omission qu'on puisse signaler au sujet du discours du Trône tient à ce qu'il n'y est fait aucune mention de la nécessité de prioriser la conclusion d'un nouvel accord canado-américain sur le bois d'oeuvre.

Permettez-moi de prendre un moment pour exposer la situation.

Depuis quelques décennies, à Princeton, en Colombie-Britannique, c'est une scierie qui est le plus grand employeur privé. Il en est de même à Merritt, également en Colombie-Britannique, où on compte de nombreuses scieries. J'ajoute que la situation est la même dans ma localité, West Kelowna.

Dans la région, ce sont les scieries qui font tourner l'économie locale. Soyons clairs: de nombreux emplois indirects sont créés dans le sillage de chaque usine de bois d'oeuvre, et nombre de petites entreprises dépendent de la vigueur du secteur forestier de la Colombie-Britannique.

Le discours du Trône ne passe pas sous silence uniquement l'industrie du bois d'oeuvre et le secteur forestier: il ne fait pas non plus mention de l'industrie minière.

Dans la circonscription de Central Okanagan—Similkameen—Nicola, nous avons la chance de compter deux exploitations minières importantes qui offrent des centaines d'emplois bien rémunérés.

À l'heure actuelle, le secteur minier est très inquiet, car le premier ministre s'est récemment moqué de son prédécesseur à Davos précisément au sujet des ressources naturelles.

L'Adresse

Je tiens à dire sans ambages aux députés que les ressources naturelles et le développement des ressources ne sont pas des expressions à proscrire. Elles ne cadrent peut-être pas avec le style du nouveau premier ministre, qui parle de voies ensoleillées et multiplie les égoportraits, mais il ne fait aucun doute que les collectivités de ma circonscription dépendent énormément de ces emplois bien rémunérés.

Le premier ministre devrait aussi savoir que les gens qui travaillent dans ce secteur sont extrêmement ingénieux, mais qu'ils sont aussi largement tributaires de la technologie. En fait, le Canada est reconnu comme un chef de file en matière d'exploitation minière robotisée. Au Canada, seul le gouvernement fédéral utilise davantage les ordinateurs que l'industrie minière. Selon moi, ce sont des choses que les gens devraient savoir.

L'innovation est le fer de lance du secteur forestier, qui dépend grandement de la productivité. En fait, l'industrie recourt constamment à la robotique et aux nouvelles méthodes de géolocalisation et de travail par satellite pour devenir plus productive.

Dire que l'ingéniosité ne contribue pas à faire parvenir nos ressources aux marchés étrangers, c'est insulter ceux qui travaillent très fort à faire croître nos économies.

L'autre aspect du discours du Trône qui me préoccupe vivement est le manque de clarté au sujet des infrastructures.

Le discours du Trône fait allusion à des investissements dans le transport en commun, à l'infrastructure sociale et à l'infrastructure verte, mais il ne fournit pratiquement aucune précision au sujet de l'infrastructure municipale.

Je vais expliquer pourquoi ce manque de clarté est extrêmement préoccupant, non seulement dans ma circonscription, mais aussi dans beaucoup d'autres secteurs de la Colombie-Britannique.

Le premier ministre n'a nommé que trois députés de la Colombie-Britannique au sein de son Cabinet, mais aucun d'entre eux n'a été désigné ministre responsable de cette province. Une telle situation représente un problème pour les municipalités, surtout celles situées à l'extérieur de la vallée du bas Fraser, car ces ministres libéraux représentent tous des circonscriptions non loin l'une de l'autre.

J'éprouve des inquiétudes en ce qui concerne le discours du Trône, mais pour terminer, j'aimerais attirer l'attention sur un aspect qui n'y est pas du tout abordé, en l'occurrence les oléoducs.

Pourquoi cet aspect me préoccupe-t-il? Je vais citer en exemple l'oléoduc Trans Mountain, qui génère 13 millions de dollars en recettes fiscales annuelles pour le district régional de Thompson-Nicola. La ville de Merritt, qui reçoit à l'heure actuelle 150 000 \$ de l'oléoduc existant Trans Mountain, verrait cette somme augmenter à 250 000 \$ par année si l'oléoduc était prolongé.

Ce sont des recettes très importantes pour les administrations des petites localités. De plus, on estime que les activités de construction liées à cet oléoduc à proximité de Merritt et des autres collectivités généreraient des retombées de 419 millions de dollars.

Soyons clairs. L'oléoduc Trans Mountain a été construit en 1953. Il doit être remplacé, et le doublement est une solution rentable qui viendrait en aide aux collectivités de ma circonscription.

• (1010)

Cependant, le projet visant l'oléoduc Trans Mountain n'est pas le seul à ne pas être abordé dans le discours du Trône. C'est également le cas d'un projet de gazoduc pour le transport de gaz naturel liquéfié, ou GNL, en Colombie-Britannique.

Ce projet pourrait générer des milliards de dollars de nouveaux investissements pour la Colombie-Britannique. Nous ne devrions pas passer sous silence le bon travail qu'a fait le gouvernement britanno-colombien en signant approximativement 61 accords avec 28 collectivités des Premières Nations vivant le long du tracé proposé pour le gazoduc de GNL.

Le gouvernement libéral appuie-t-il ce projet extrêmement important? Nous ne le savons pas. Le discours du Trône ne fait aucunement mention de ces projets du secteur privé. Des milliards de dollars d'investissements sont proposés pour ces projets à un moment où nous avons besoin d'emplois et d'investissements, et le discours du Trône est muet à leur sujet.

Est-ce que tout le monde est en faveur de ces projets? Non, mais y a-t-il jamais eu de grand projet dans une province n'ayant pas d'opposants? Non, il n'y en a jamais eu. C'est la dernière observation que je ferai à la Chambre sur le discours du Trône.

Tous les gens ayant déjà fait partie d'un gouvernement — peut-être comme conseiller municipal, maire ou ministre au sein d'un gouvernement provincial — savent que des décisions difficiles doivent être prises tôt ou tard. Des calendriers doivent être établis. Les processus doivent être transparents et clairs. C'est nécessaire afin d'attirer des investissements, de créer des emplois et de mener à terme des projets.

Ce ne sont ni l'opposition ni l'approbation sociale qui ont créé notre pays. Ces choses n'ont pas bâti le Canada. Ce sont plutôt les efforts, les investissements, la vision et le leadership des personnes qui ont osé prendre des décisions difficiles pour bâtir un pays plus grand et plus fort. Voilà la vision que les gens de ma circonscription attendaient du discours du Trône. J'ajouterai que non seulement ces préoccupations sont absentes dans le document, mais bien des choses que j'ai mentionnées aujourd'hui sont également absentes des lettres de mandat, ce que je trouve inquiétant et quelque peu alarmant.

Prenons par exemple l'important sujet du commerce interprovincial. Le premier ministre s'est attribué le rôle de ministre des Affaires intergouvernementales. Or, où est la lettre de mandat qui accompagne ces fonctions? Elle n'existe pas. Quel genre de message est-ce que cela envoie?

De nombreuses préoccupations méritent d'être soulevées. Toutefois, je m'en suis tenu aujourd'hui aux principales préoccupations qui touchent ma circonscription et ma province ainsi qu'aux choses que j'aimerais voir en tant que fier Canadien. Je remercie les députés d'avoir pris le temps d'écouter mes préoccupations aujourd'hui. Je suis impatient de travailler avec chacun d'eux pour bâtir ensemble le Canada. Bon nombre des gens de ma circonscription seraient d'accord pour dire que nous devons y travailler ensemble.

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, après avoir écouté le député d'en face, je ne sais pas trop par où commencer pour corriger certaines faussetés. Commençons par les lettres de mandat.

Le ministre des Ressources naturelles a été très clair à ce sujet, surtout hier à la Chambre lorsqu'il a répondu à une foule de questions sur certaines des mesures qu'il entend prendre. Quant à la modernisation de l'ONE, le ministre parcourt le pays afin de discuter avec les intervenants.

On vient de dire que l'opposition systématique et l'approbation sociale n'ont pas créé notre pays. C'est l'esprit de collaboration qui a permis de bâtir le Canada, et je dirais que c'est ce que démontrent notre position et notre intention, car nous n'allons pas écarter les opposants. Au contraire, nous allons les inviter à la table. Nous allons essayer de leur faire comprendre les points de vue de beaucoup d'autres personnes, et c'est la seule façon dont nous ferons avancer ces projets.

Nous avons dit clairement que la modernisation de l'ONE se concrétisera, comme le ministre l'a rappelé hier, et que nous veillerons à établir un processus intérimaire pour les plans déjà en cours. La seule façon d'y arriver, c'est de donner aux Canadiens l'assurance que le gouvernement tient compte de leurs besoins.

●(1015)

M. Dan Albas: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de ses observations. Elles semblent toutefois constituer en elles-mêmes une mini-allocation.

Je me contenterai de dire, premièrement, que tous les points que j'ai soulevés ne faisaient pas partie du discours du Trône. C'est le point de vue que je voulais donner. Deuxièmement, le gouvernement se contente de réagir au lieu d'agir s'il faut attendre que l'opposition officielle pose des questions au ministre pour en savoir plus sur l'orientation que le gouvernement compte prendre en ce qui concerne les importants projets privés d'exploitation des ressources naturelles, pour lesquels le Canada est réputé. Le gouvernement a tort, et j'estime que la députée devrait l'admettre.

Troisièmement, je soulève des questions qui comptent pour la population. Ce sont les emplois bien rémunérés dont j'ai parlé qui permettent à de nombreuses familles de ma région de subvenir à leurs besoins. La tâche des dirigeants consiste à atteindre des consensus. Je suis content de ce que le premier ministre a fait ce matin avec le maire de Montréal, mais les initiatives de ce genre doivent être plus courantes.

Au forum sur les ressources naturelles qui a eu lieu la semaine dernière à Prince George, en Colombie-Britannique, j'ai entendu deux mots: « flou » et « incertitude ». Voilà ce que pense l'industrie du gouvernement. Celui-ci pourrait chercher plus activement à créer un consensus et à dissiper l'incertitude pour favoriser les investissements dont le Canada a besoin.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de la Colombie-Britannique pour son enthousiasme et les propos qu'il a tenus ici, aujourd'hui, durant le débat. J'ai été frappé par un certain passage de son intervention où il a parlé de la vision des gouvernements précédents pour que nous puissions bâtir ensemble un pays meilleur. Il a parlé de vision. Or, le nouveau gouvernement semble miser sur la division. Dans l'allocation qu'il a prononcée à Davos, le premier ministre a parlé avec désinvolture du rôle que l'exploitation des ressources naturelles joue au Canada. Qu'on parle des industries forestière et minière en Colombie-Britannique, des secteurs pétrolier et gazier dans tout le pays ou de la potasse, ces ressources naturelles nous aident à financer les programmes dont bénéficient les Canadiens. Se moquer d'un secteur ou parler favorablement d'un secteur au détriment d'un autre, ce n'est pas faire preuve de leadership.

L'autre chose que nous voyons est une tendance à diviser les provinces. Le gouvernement a déjà semé la bisbille. Le premier ministre a dû aller à Montréal ce matin pour demander à son ancien collègue parlementaire, Denis Coderre, d'arrêter de freiner le progrès et les possibilités pour le Nouveau-Brunswick et les provinces de l'Ouest.

L'Adresse

Le député pourrait-il nous parler de l'importance d'avoir une vision dans laquelle tous les secteurs, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve, jouent un rôle dans notre réussite économique?

M. Dan Albas: Monsieur le Président, je vais simplement faire une remarque. J'ai été un peu déçu, comme bien des gens, je suppose. Le premier ministre a dit qu'il se ferait rassembleur auprès des Canadiens. Je comprends qu'un premier ministre, en qualité de chef, se présente sur la scène mondiale pour faire valoir des idées et influencer sur l'opinion mondiale, mais il ne devrait pas y attaquer bassement son prédécesseur. Un premier ministre devrait profiter de l'occasion pour présenter une position que tous les Canadiens trouvent acceptable.

À Kelowna, le secteur de la technologie est en plein essor. Nous voyons comment la technologie a permis d'innover dans le secteur forestier et l'a rendu plus productif. Je pense que c'est une chose que le premier ministre devrait reconnaître. Je crois que la vision dont il parle est possible, sauf, je le répète, si nous voyons le premier ministre persister sur la voie de la division et que le pays ne fait pas cause commune.

●(1020)

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole aujourd'hui pendant la suite du débat sur le discours du Trône.

Étant donné que la loyale opposition de Sa Majesté espère que le premier ministre et son Cabinet ont été assez bien informés au cours des deux derniers mois pour reconnaître que certaines promesses faites pendant la campagne électorale ne peuvent et ne doivent pas être tenues et pour revenir sur celles-ci, je vais résister à la tentation de répéter: « Nous vous l'avions dit. », et je vais leur soumettre des suggestions constructives afin d'apporter certains changements et améliorations.

Je souhaite utiliser le temps dont je dispose aujourd'hui pour aborder plusieurs dossiers dont il est question en termes généraux dans le discours du Trône et qui constituent des priorités dans ma circonscription, Thornhill, ainsi que, j'en suis convaincu, dans des circonscriptions partout au pays.

Au fil des ans, j'ai été heureux de participer à diverses activités visant à accueillir des réfugiés irakiens et syriens, plus particulièrement ceux issus des minorités opprimées de ces deux pays déchirés. J'ai été impressionné et inspiré par ces nouveaux membres de la société canadienne, qui ont accepté un premier logement modeste et un premier emploi tout aussi humble, et qui ont entrepris d'apprendre de nouvelles langues, processus qui ressemble parfois à un marathon, ou de faire reconnaître leurs qualifications professionnelles.

En dépit de la générosité traditionnelle du Canada dans l'accueil de réfugiés de partout dans le monde, l'empressement du gouvernement à atteindre les objectifs relatifs au nombre de réfugiés syriens a de nombreuses conséquences importantes, bien qu'elles soient, pour être juste, imprévues. Accueillir des réfugiés est une chose, mais les réinstaller avec efficacité et sollicitude en est une autre.

L'Adresse

La promesse initiale des libéraux d'accueillir 25 000 réfugiés avant la fin de l'année, issue de la surenchère faite durant la campagne électorale, était manifestement irréaliste. Dans le cadre du processus accéléré, où près de la moitié des 10 000 réfugiés attendus avant janvier étaient parrainés par le secteur privé, des problèmes importants se sont posés très rapidement quant à la capacité des parrains privés et des groupes de parrainage privé, comme les organismes religieux et les groupes communautaires, d'installer des centaines de nouveaux arrivants chaque semaine: leur trouver des logements, des meubles et des vêtements, les mettre en rapport avec des écoles et les informer au sujet des services.

Les réfugiés parrainés par le secteur privé ont droit à une nuit dans un hôtel, après quoi ils sont sous la responsabilité des parrains. Les réfugiés parrainés par le gouvernement, eux, peuvent rester à l'hôtel pour une durée illimitée, pendant des semaines et même des mois, mais ce n'est pas nécessairement mieux. Je suis sûr que les députés ont vu des reportages dans lesquels des réfugiés parrainés par le gouvernement et gardés dans des hôtels durant des semaines se sont dits tellement exaspérés qu'ils préféreraient rentrer dans leur pays. Je suis persuadé qu'ils ne l'ont dit que sous le coup de la frustration, mais c'est une chose dont nous devons tenir compte.

Pour être juste, je dirais que le gouvernement a admis que les répondants privés doivent assumer un fardeau inattendu, et il a entamé, la semaine dernière, une pause qui n'a cependant duré que cinq jours. L'un des répondants privés les plus expérimentés m'a dit qu'une pause d'au moins un mois serait la bienvenue.

C'est une question non partisane. Il ne s'agit pas de jeter le blâme sur qui que ce soit, ni de faire des récriminations. Les Canadiens sont capables de mener à bien cet effort humanitaire. Cependant, il faut apporter des ajustements afin de gérer l'affluence vers certains centres urbains. Par exemple, dans ma circonscription, Thornhill, la disponibilité des logements locatifs est très limitée. Dans la région d'York, plus de 12 000 personnes attendent un logement abordable.

Je crois que le gouvernement devrait aussi revoir l'offre d'hébergement pour une nuit dans un hôtel de manière à ce que des répondants privés et des organismes sociaux puissent trouver des logements appropriés ou avoir plus de temps pour en trouver.

Le deuxième sujet que j'aimerais aborder aujourd'hui a trait à l'engagement pris dans le discours du Trône de « travailler avec [les] alliés [du Canada] dans la lutte contre le terrorisme. »

Le gouvernement demeure encore incroyablement vague et incohérent lorsqu'il s'agit d'expliquer son idée fixe de mettre fin aux frappes effectuées par les CF-18 dans le cadre de l'opération Impact. Cela va à l'encontre de ce que souhaitent nos alliés, de l'efficacité de l'Aviation royale canadienne, de la logique, et de l'opinion de la population canadienne. Ce n'est pas le temps pour le Canada de se retirer, et d'alourdir ainsi le fardeau de nos alliés dans la lutte contre Daech, le groupe État islamique.

• (1025)

Les Canadiens ont été extraordinaires en accueillant des dizaines de milliers de victimes déplacées venant de Syrie et d'Irak. En toute honnêteté, il s'agit toutefois des quelques personnes chanceuses. À long terme, la chose la plus importante que les nations démocratiques et pacifiques peuvent faire pour les millions de personnes qui souffrent au Levant est d'y rétablir la paix et la stabilité, ce qui permettrait aux déplacés de regagner un jour leurs collectivités dévastées pour commencer à refaire leur vie dans leur pays d'origine.

Enfin, je crois que le gouvernement a des intentions exagérément optimistes lorsqu'il veut établir des relations diplomatiques avec certains des individus et des groupes les plus dangereux dans le

monde aujourd'hui. Je sais que les députés d'en face justifient leurs positions en disant simplement « parce que nous sommes en 2016 ». Parce que nous sommes en 2016, je ferai remarquer qu'il est temps que le Parti libéral mette de côté certains de ses concepts dépassés en ce qui concerne la diplomatie, la guerre et la paix, le maintien de la paix, ainsi que les solutions nécessaires pour relever les défis mondiaux actuels. Il y a certainement place à l'optimisme, à l'espoir et aux voies ensoleillées, mais sûrement pas place aux vœux pieux et aux solutions simplistes.

En ce qui concerne l'Iran, le gouvernement devrait être réaliste et réévaluer ses plans en ce qui touche la levée des sanctions, le rétablissement des liens diplomatiques, la réouverture de l'ambassade canadienne à Téhéran et de la mission iranienne à Ottawa, et la promotion de relations d'affaires entre les entreprises canadiennes et le régime iranien.

En toute honnêteté, j'ai trouvé décevant que des pays européens se précipitent pour profiter des débouchés commerciaux que rendrait possible la levée des sanctions contre l'aventurisme nucléaire de l'Iran. Je trouve aussi décevant qu'un ministre du nouveau gouvernement fédéral juge les changements suivants acceptables, en s'appuyant sur le même argument commercial: retirer l'Iran de la liste des pays parrainant le terrorisme; rouvrir notre ambassade à Téhéran, une situation dangereuse pour les employés du service diplomatique étant donné la protection inégale que le régime iranien accorde aux établissements diplomatiques; et chercher à traiter avec un régime qui continue ouvertement de faire l'essai de missiles balistiques et promet qu'une fois les sanctions économiques levées, il commandera à coup de milliards de dollars les groupes terroristes résolus à détruire Israël.

En conclusion, j'espère que, pendant les mois et les années à venir, l'optimisme et les voies ensoleillées prônés par le gouvernement ne mettront pas en péril les Canadiens et les victimes potentielles des groupes terroristes parrainés par l'Iran.

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le député nous encourager à délaissier notre idéologie dépassée, puis je l'ai écouté dresser une liste des lacunes du système d'immigration qui créent des difficultés alors que nous tentons de réinstaller non pas 25 000 réfugiés syriens, mais le plus grand nombre possible de réfugiés syriens.

Selon ce que j'ai entendu, il y a une pénurie de logements abordables, notamment dans la circonscription du député, et les services d'aide à l'établissement des immigrants manquent de ressources, en grande partie en raison des compressions effectuées par le gouvernement précédent.

L'Adresse

On pourrait dire la même chose de la question du logement. C'est en bonne partie en raison des compressions imposées au secteur du logement et de son sous-financement par le gouvernement précédent que nous ne disposons pas d'un programme de logement nous permettant de loger non seulement les nouveaux arrivants, mais également les Canadiens qui ont besoin d'un toit. En conséquence, comme le député nous encourage à délaissier notre idéologie dépassée, qualificatif qui, selon moi, n'est pas tout à fait exact, cela signifie-t-il que les députés d'en face, notamment ceux du caucus conservateur, cesseront enfin de s'opposer à des investissements dans les logements sociaux et aux subventions à l'intention des occupants de logements sociaux, qu'ils appuieront des investissements dans les services d'aide à l'établissement des immigrants et qu'ils favoriseront le développement d'une société ayant la capacité d'absorber, d'encourager et d'embaucher les nouveaux arrivants au Canada? Délaissieront-ils leur idéologie cynique, qui a donné lieu à la situation actuelle au Canada et qui, selon eux, doit maintenant être modifiée?

L'hon. Peter Kent: Monsieur le Président, j'aime toujours discuter avec mon collègue de Spadina—Fort York.

Pour ce qui concerne les concepts libéraux dépassés en matière de diplomatie, de maintien de la paix, de guerre et de paix, je pense que Lester Pearson suivrait aujourd'hui une tout autre voie qu'à l'époque dorée où l'ONU était une organisation bien différente, et les protagonistes et antagonistes du monde entier — ou les parties en guerre — finissaient par conclure des règlements négociés et raisonnables. Nous sommes aujourd'hui aux prises avec un nouveau phénomène dans le cadre duquel on préfère jouer les martyrs plutôt que de trouver des solutions raisonnables et promouvoir la coexistence pacifique entre divers groupes de partout, pas seulement du Moyen-Orient.

Pour ce qui concerne le logement, j'aimerais contredire gentiment mon collègue d'en face. Pendant notre injection massive et historique de fonds dans l'infrastructure en 2009, 2010 et 2011, j'ai eu l'honneur et le plaisir d'être présent à l'inauguration d'un certain nombre de nouveaux projets résidentiels au centre-ville de Toronto. Dans la région d'York, nous avons collaboré avec les municipalités. Elles ont convenu qu'elles avaient été peu prévoyantes au plan de l'urbanisme et de la prise de règlements municipaux en n'encourageant pas les constructeurs de gratte-ciel et de condominiums à prévoir des logements abordables et locatifs, et en ne modifiant pas les dispositions des règlements municipaux dans les 12 collectivités de la région d'York qui permettent aux propriétaires de résidence privée d'offrir des logements locatifs dans leur maison.

Il reste beaucoup à faire. Après que le ministre a demandé que l'on donne suite à la question des dépenses d'infrastructure, j'ai suggéré que nous réexaminions les plans originaux de la SCHL, qui ont malheureusement déraillé au cours des dernières années. C'est une façon de régler la crise du logement qui sévit actuellement au Canada.

● (1030)

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, dans son excellente allocution, mon collègue a fait ressortir certaines des lacunes du discours du Trône. Il a notamment parlé des défis associés au dossier des réfugiés. Quand un nouveau gouvernement arrive en poste, il doit non seulement avoir une vision d'avenir claire, mais aussi un plan pour lui donner forme. L'une des choses qui comptent le plus, en ce qui concerne les réfugiés, ce sont les emplois. Il s'agit d'une priorité dans la circonscription que je représente, Oshawa.

Que ce soit dans le discours du Trône ou dans la plateforme du gouvernement actuel, il n'était nulle part question d'un plan pour le secteur manufacturier et plus particulièrement pour celui de l'automobile. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a dit qu'il souhaitait que l'on se retire graduellement du secteur manufacturier.

Mon collègue aurait-il un conseil à donner au gouvernement? C'est bien d'avoir une vision sur toutes ces choses, mais où est le plan de mise en oeuvre? Ne vaut-il mieux pas se doter de plans pour certains secteurs, comme créer d'excellents emplois dans le secteur manufacturier, que de se contenter d'une vision qui ne repose sur aucun plan?

L'hon. Peter Kent: Monsieur le Président, je suis bien d'accord avec le contenu de la question de mon collègue. J'ai rencontré le nouveau ministre responsable du développement régional et je l'ai invité à ne pas abandonner les choses qui avaient déjà prouvé leur efficacité, du moins en Ontario sous la responsabilité de FedDev Ontario, en ce qui concerne le financement du renforcement des capacités des PME et la création d'emplois.

[Français]

M. William Amos (Pontiac, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai le temps qui m'est alloué avec l'honorable député de Mont-Royal. C'est un grand honneur pour moi de pouvoir livrer mon premier discours à la Chambre, devant mes parents et ma femme, Regina.

Je tiens à remercier les gens de Pontiac qui m'ont donné un mandat fort et le privilège de représenter Pontiac. Je jure que je vais les servir avec détermination, énergie et intégrité, pour qu'ils soient fiers de leur député fédéral.

Le discours du Trône établit clairement la vision démocratique de notre gouvernement libéral qui est un changement dramatique dans notre identité politique au Canada. Nous avons pris expressément l'engagement d'écouter et de travailler avec les autres parties prenantes et avec les autres juridictions, qu'elles soient communautaires, municipales ou autochtones, pour le bénéfice du pays et pour notre région dans l'Ouest du Québec.

Mon défi sera non seulement de représenter la diversité de l'électorat dans les banlieues d'Aylmer et de Gatineau, mais aussi de donner une voix à la partie rurale de Pontiac qui a si souvent été oubliée dans la grande région de la capitale nationale.

En partenariat avec mes trois collègues du Parti libéral dans l'Outaouais, j'aiderai à développer une approche régionale basée sur l'amélioration des infrastructures sociales et environnementales.

● (1035)

[Traduction]

Je vais défendre le Pontiac rural, si souvent négligé par la région de la capitale nationale. Nous allons développer une image fondée sur le côté sauvage de Pontiac, ses fermes, ses forêts, ses artistes et ses communautés autochtones. Sa ressource la plus précieuse est sa population, que je vais écouter. Je vais être à l'écoute des diverses voix canadiennes qui cherchent à redéfinir le système électoral du pays, qui réclament l'égalité et qui appellent à la protection du droit à un environnement sain.

Au cours des derniers mois, j'ai sillonné ma circonscription et on m'a exprimé toutes sortes de préoccupations. Le constat est simple: l'économie canadienne ne sert pas les intérêts de Pontiac. La plupart des personnes à qui j'ai parlé à la campagne semblent penser que l'économie favorise ceux qui ont le plus de ressources ou qui vivent dans les grands centres.

L'Adresse

Une vision de Pontiac s'est dessinée au fil de mes conversations avec les gens, à Cantley et à Chelsea puis, en suivant la route 148 vers l'ouest, à Shawville, Baie Campbell, Fort-Coulonge et jusqu'à l'Isle-aux-Allumettes et Rapides-des-Joachims. C'est la même vision qui m'a été décrite lorsque j'ai emprunté la route 105 et traversé Low, Kazabazua, Gracefield, Maniwaki et toute la vallée de la Gatineau. Les gens veulent une économie stable et des emplois. Ma tâche et celle de mes collègues de l'Outaouais est de répondre aux besoins des petites entreprises et de concrétiser la vision énoncée dans le discours du Trône en lançant des projets d'infrastructures et en offrant de nouvelles perspectives d'emploi.

Pétri d'histoire, le Pontiac était habité à l'origine par un peuple algonquin, les Anishinabes, une Première Nation vénérable qui a connu de graves et de nombreuses difficultés. Il est temps d'amorcer une réconciliation avec le peuple anishinabe afin de nous pencher sur notre passé colonialiste et les revendications visant des territoires non cédés. Je dis *meegwetch* aux communautés de Kitigan Zibi et de Lac-Barrière qui collaborent avec moi dans le but de sceller cette réconciliation.

Depuis les années 1600, le Pontiac a également accueilli des colons agricoles, des commerçants et des forestiers originaires d'Europe. Des communautés irlandaises, anglaises et françaises vivent côte à côte en harmonie. C'est l'une des régions les plus bilingues au pays. Cette communauté très diversifiée est maintenant le lieu de résidence de quelques familles syriennes nouvellement arrivées au Canada. Nous en sommes très fiers.

Les résidents du Pontiac, qui se rallient derrière une vision d'unité canadienne, sont des fédéralistes convaincus depuis de nombreuses années. Un grand nombre de personnes dans le Pontiac travaillent au service de notre pays dans la fonction publique.

[Français]

Des milliers de fonctionnaires fédéraux se consacrent à soutenir les efforts du gouvernement fédéral pour obtenir un Canada meilleur.

Le Pontiac est un immense terrain de jeu, avec les chutes de Coulonge et le rafting sur la rivière des Outaouais. Il y a un grand potentiel pour un nouveau parc national. Pour ne nommer que quelques-uns des attraits de notre région, il y a aussi la vallée de la Gatineau avec tous ses chalets, et le spa Nordik, un spa renommé partout dans le Nord américain.

[Traduction]

Le Pontiac est un territoire de forêts, de lacs et de rivières qui offre un moyen de subsistance à un très grand nombre de résidents et de vastes possibilités d'activités récréatives. C'est une région agricole et forestière.

[Français]

Le Pontiac a une fière tradition de producteurs de terroir, de petits et de grands agriculteurs qui approvisionnent les marchés de l'Outaouais, de Montréal et aussi d'Ottawa. Nos meilleurs restaurants se situent à 20 minutes d'Ottawa. Ils offrent une table régionale, s'approvisionnant auprès des producteurs du Pontiac.

[Traduction]

Cependant, tout ne va pas pour le mieux dans la région du Pontiac.

[Français]

La société canadienne est moins égalitaire que par le passé. Les écarts de revenus se sont accrus. C'est ce que le discours du Trône de notre gouvernement expose clairement.

Je m'inquiète, et en fait je m'indigne de la situation économique du Pontiac. Il n'est pas normal que certaines parties du Pontiac et de la

Haute-Gatineau affichent un des taux de pauvreté les plus élevés de la province de Québec. Notre région a été trop longtemps oubliée.

Depuis la fermeture des scieries, le taux de chômage a augmenté dans la région. La situation de nos aînés ayant un revenu fixe et des jeunes est très difficile. Cela, c'est sans parler des coupes majeures effectuées dans la fonction publique fédérale, durant la dernière décennie, et dans les prestations d'assurance-emploi.

● (1040)

[Traduction]

Les familles ne savent plus où donner de la tête pour parvenir à tout faire avec leur budget serré. Les dépenses augmentent plus rapidement que les salaires. C'est ce que les gens me disent partout où je vais.

Une mère célibataire de Shawville m'a raconté avoir du mal à joindre les deux bouts avec un salaire et trois enfants à élever. Une hausse de ses prestations pour enfants pourrait l'aider. Notre gouvernement sera là pour apporter son aide.

Une grand-mère de La Pêche, qui garde ses trois petits-enfants, travaille sans relâche. Elle est fière de ce qu'elle fait, mais son salaire est à peine suffisant pour payer son loyer. Elle a besoin d'un logement pour personnes âgées abordable. Notre gouvernement fera le nécessaire.

Il y a aussi de jeunes entrepreneurs qui rêvent d'ouvrir une petite entreprise, mais la connectivité pour Internet et la téléphonie cellulaire n'est pas à la hauteur et cela fait obstacle à leur projet. Notre gouvernement les aidera.

Ce sont là des réalités qui ne disparaîtront pas, mais qui ne détermineront pas notre avenir. Les choix que nous faisons pour le pays et le Pontiac sont importants. Les choix que nous ferons au cours des quatre prochaines années prépareront le terrain pour la classe moyenne et ceux qui aspirent à en faire partie dans l'Ouest du Québec.

[Français]

Notre région, l'Outaouais, a besoin d'un coup de pouce. C'est pour cette raison qu'elle a choisi des députés libéraux et un gouvernement qui sauront relever le taux d'emploi et le développement économique dans la région et rétablir le respect envers la fonction publique, nos travailleurs et nos aînés.

Je m'engage à travailler avec les gens de Pontiac afin que nous puissions, ensemble, protéger et exploiter de manière respectueuse et durable les ressources naturelles qui font notre fierté et qui nous unissent: nos lacs, nos rivières, nos forêts et nos terres agricoles, sources de bien-être et de prospérité et garants de notre identité.

[Traduction]

J'aimerais conclure en disant que j'ai hâte d'accueillir les administrations municipales et régionales de la circonscription à l'occasion d'un sommet économique. J'ai hâte de réunir toutes ces petites entreprises et représentants communautaires qui souhaitent unir leurs forces pour bâtir un meilleur Pontiac.

[Français]

J'espère que les quatre prochaines années seront les meilleures pour le Pontiac.

L'Adresse

[Traduction]

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député de l'efficacité de son premier discours à la Chambre. C'est un politicien né. Je pense qu'il n'a omis aucune localité de sa circonscription dans son discours. Très bien joué.

Il y a une chose dont j'aimerais que le député nous parle. J'ai écouté ce qu'il a dit à propos des électeurs de sa circonscription qui trouvent que certaines banlieues et régions rurales au Canada sont laissées pour compte alors que les centres urbains se développent. Je disais justement à un collègue plus tôt qu'il est problématique de dresser un secteur économique contre un autre, de favoriser l'avenir de l'un plutôt que de l'autre, et d'affirmer que le Canada s'éloigne des secteurs de la fabrication et des ressources pour miser entièrement sur la haute technologie, la technologie de l'information ou l'économie de l'information.

En tant que représentant d'une circonscription comptant des régions rurales, que pense le député de la possibilité d'avoir un plan assurant le respect de nos divers secteurs économiques afin que les régions urbaines et rurales du pays puissent se bâtir un avenir meilleur ensemble?

M. William Amos: Monsieur le Président, je remercie le député de m'avoir posé cette excellente question qu'on m'a déjà posée à maintes reprises.

Le Pontiac est une circonscription qui présente des difficultés particulières, car bon nombre de ses habitants vivent maintenant à Gatineau, et beaucoup de ses petites localités connaissent une baisse de population et sont à la recherche de nouvelles activités économiques et de moyens de stimuler les économies déjà établies dans la région, comme l'agriculture et la foresterie.

[Français]

Honnêtement, nous devons accepter qu'il faudra bonifier certains aspects de notre économie du passé, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de la foresterie. Il faut appuyer ces domaines et réduire les barrières à l'échange interprovincial des produits agricoles. Il faut développer la transformation des produits forestiers de différentes façons, et ce, partout en Outaouais. Nous ne pouvons pas oublier ces aspects de notre économie.

● (1045)

[Traduction]

Étant donné la situation dans le Pontiac, nous devons tenir compte de l'économie du passé et de l'économie de l'avenir, et les jumeler. Il n'existe pas de solution unique.

La plus grande richesse du Pontiac, c'est son capital naturel. Notre région est bordée par la rivière des Outaouais et la rivière Gatineau. Il y a de nombreux lacs et endroits pour faire du canot, pour pêcher et pour camper. Nous devons donc établir la marque du Pontiac. Si nous pouvons forger une marque autour de la nature, de l'agriculture et de la foresterie, et l'associer à la technologie et à la connectivité grâce à Internet, nous pourrions créer des petites entreprises qui nous aideront à réussir.

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député de Pontiac pour son élection. Nous nous connaissons depuis assez longtemps. Je suppose qu'il partagera les préoccupations de ses anciens collègues d'Ecojustice, qui demandent un processus de transition associé au projet de l'Office national de l'énergie, le rétablissement des protections des eaux navigables — des lois qui étaient le principal critère des évaluations fédérales —, de même que la mise en place de protections fédérales

relatives à la participation, à l'accès à l'information et à l'application efficace de la charte des droits environnementaux.

Le député de Pontiac va-t-il défendre ces questions, qui préoccupent la population, devant son caucus?

M. William Amos: Monsieur le Président, il va sans dire qu'il s'agit d'une question qui me tient à cœur et je constate qu'il en est de même pour la députée. J'envisage avec enthousiasme la perspective de collaborer avec elle au cours des mois et des années à venir à l'égard de ces importantes questions. Je reconnais que nous avons effectivement beaucoup de terrain à rattraper.

Le régime de gouvernance environnementale fédéral a littéralement été réduit au strict minimum et la capacité scientifique a été sérieusement amputée. Nous devons rétablir et améliorer le régime réglementaire, d'une part pour qu'il soit efficace et qu'il appuie les entreprises et, d'autre part, pour qu'il assure un niveau de protection environnementale qui respecte le droit des Canadiens de jouir d'un environnement sain.

L'ensemble du système doit être rebâti, qu'il s'agisse d'évaluation environnementale, de gestion des toxines, d'espèces en péril et de protection de l'habitat ou des parcs nationaux. J'ose même espérer qu'un parc national sera un jour créé dans la circonscription de Pontiac. Nous devons également faire des progrès au chapitre de la durabilité. Je crois que nous pouvons y arriver en collaborant avec nos collègues des autres partis.

[Français]

M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur de me lever à la Chambre afin de me prononcer sur le discours du Trône.

[Traduction]

Comme nous le savons tous, lorsqu'on répond au discours du Trône ou qu'on l'analyse, on le fait dans le contexte de nos antécédents. Pour ma part, je l'examine à travers le prisme de mes antécédents professionnels. J'ai été l'avocat général d'une multinationale qui exerce des activités partout dans le monde. Je suis conscient des frustrations des entreprises canadiennes qui tentent de faire des affaires à l'étranger et de celles du secteur de la recherche et du développement, compte tenu des sommes que les entreprises peuvent percevoir grâce aux crédits d'impôt pour la recherche et le développement ou d'autres mesures.

J'examine aussi le discours du Trône avec les yeux d'une personne qui a été un élu municipal pendant 21 ans — 11 ans en tant que conseiller et 10 ans comme maire. Je comprends parfaitement que les municipalités représentent un ordre de gouvernement qui doit être présent à la table.

Enfin, nous examinons le discours du Trône en pensant à la circonscription que nous représentons. Chacun des députés pense que sa circonscription est la meilleure du pays. Je ne fais évidemment pas exception à la règle. Ma circonscription englobe les villes de Mont-Royal, de Côte-Saint-Luc et de Hampstead, ainsi que Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, un arrondissement de la Ville de Montréal.

Il s'agit d'une circonscription extrêmement diversifiée, qui a été représentée dans cette Chambre par des hommes et des femmes d'exception, dont le très honorable Pierre Elliott Trudeau, Sheila Finestone et Irwin Cotler.

C'est tout un héritage à assumer. Je promets d'être un député du Québec qui luttera pour l'unité du Canada, ici comme ailleurs.

L'Adresse

• (1050)

[Français]

Il serait très important de reconnaître que le Canada, c'est plus que des communautés. Le Canada est un pays d'un océan à l'autre, avec un peuple vibrant.

Je serai aussi un député qui va se battre pour le bilinguisme partout au Canada afin que les francophones puissent se sentir chez eux en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve.

[Traduction]

Un anglophone peut se sentir chez lui dans Pontiac, à Montréal ou à Québec.

Je me battrai pour que la Charte des droits et libertés reste forte et pour que les libertés individuelles soient respectées. Je me battrai pour un pays qui reconnaît notre patrimoine multiculturel et le fait que, peu importe le pays dont on est originaire, il est possible d'enrichir le Canada et de contribuer à sa diversité.

[Français]

Je compte aussi, tout comme mon prédécesseur, Irwin Cotler, être un député qui respecte tous les partis à la Chambre.

[Traduction]

Nous devons vivre en harmonie, sans esprit de parti. J'ai été heureux que le discours du Trône annonce un changement de ton au gouvernement, un renforcement des comités qui donnera plus de pouvoir aux députés et le refus de recourir aux projets de loi omnibus, qui regroupent différentes questions et amènent les gens à voter différemment de ce qu'ils voudraient. Surtout, il y aura davantage de votes libres à la Chambre, de sorte que nous pourrions tous nous prononcer selon la volonté de nos électeurs et nos propres principes.

Je me suis également réjoui qu'il soit question dans le discours du Trône des infrastructures et du plus important programme d'investissements à ce chapitre jamais présenté au Canada. Ceux qui ont oeuvré à l'échelon municipal dans une des villes de notre vaste pays, que ce soit en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba ou au Nouveau-Brunswick, savent que nous avons besoin d'argent pour les infrastructures matérielles, comme les routes, les aqueducs et les égouts. Il nous faut plus de fonds pour le transport en commun dans les grandes métropoles, notamment à Montréal, pour la STM.

[Français]

Dans mon comté, il y a un projet particulièrement important: le prolongement du boulevard Cavendish.

[Traduction]

Le boulevard Cavendish est l'élément manquant le plus important du réseau routier de l'île de Montréal. Nous en parlons depuis 50 ans, mais rien n'a encore été fait. Toutes les villes de l'agglomération de Montréal, qui est notre administration régionale, appuient fortement le prolongement du boulevard. Au cours de la dernière décennie, nous avons affecté 5 millions de dollars à l'élaboration d'un plan d'ingénierie en vue de la réalisation de ce projet.

[Français]

On a mis de côté 44 millions de dollars dans les villes de l'agglomération de Montréal pour payer un tiers des coûts. Il faut aussi de l'argent des gouvernements fédéral et provincial. Je veux engager tout le monde à la Chambre. C'est un projet très important pour moi.

[Traduction]

J'espère aussi que nous pourrions parvenir à un consensus à cet égard.

Pendant la campagne électorale, bon nombre d'entre nous ont fait beaucoup de porte-à-porte et ont donc usé bien des paires de chaussures. Heureusement, je porte souvent des espadrilles. Dans le cadre de la campagne, j'ai rencontré beaucoup de gens qui ont besoin de notre aide, des gens qui ont besoin de logements sociaux, des gens qui habitent dans des logements sociaux visés par une entente avec le gouvernement fédéral qui a pris fin et n'a pas été renouvelée. Leur loyer a augmenté en flèche. Ainsi, des aînés qui vivent seuls ont dû décider s'ils achèteraient des médicaments ou de la nourriture.

Je suis très heureux que ce budget prévoie des fonds pour les infrastructures du logement social, de l'argent pour les aînés grâce à l'augmentation de 10 % du Supplément de revenu garanti pour les aînés qui vivent seuls, ainsi que de l'argent pour les familles grâce à l'allocation aux enfants. Les personnes qui ont un plus faible revenu obtiendront ainsi plus d'argent du gouvernement pour pouvoir sortir leurs enfants de la pauvreté.

[Français]

Je suis aussi très content qu'il ait été question de l'amélioration des relations avec notre meilleur partenaire et ami, les États-Unis d'Amérique.

[Traduction]

Puisque j'ai travaillé pour une entreprise qui effectuait 80 % de ses transactions avec les États-Unis, je sais à quel point les relations que nous entretenons avec ce pays sont importantes. Je suis donc ravi que le gouvernement ait annoncé dans le discours du Trône qu'il est essentiel de renforcer ces relations.

Enfin, j'aimerais parler de la diversité. Comme bien des députés qui représentent des circonscriptions urbaines, je représente moi aussi une circonscription où la population est très diversifiée.

[Français]

Je viens d'un comté où il y a des personnes parmi les plus riches ainsi que des plus pauvres.

[Traduction]

Uniquement dans ma circonscription, Mont-Royal, il y a des gens qui viennent de toutes les régions du monde, de plus de 100 pays, et qui parlent plus de 100 langues.

• (1055)

[Français]

Notre comté est unique au Québec; c'est un comté où la communauté juive constitue la pluralité des gens. C'est très rare.

[Traduction]

Le coeur de la communauté philippine de Montréal se trouve dans ma circonscription. En dépit de nos différences sur le plan linguistique, religieux et culturel, nous nous entendons très bien. C'est cela la diversité canadienne. Par conséquent, si je peux laisser un message à la Chambre, c'est que nous devons apprécier la diversité que nous observons dans notre magnifique pays, des territoires à Terre-Neuve jusqu'à la Colombie-Britannique. Réjouissons-nous des différents peuples ayant élu domicile au Canada et soyons reconnaissants envers les Autochtones qui sont les fondateurs de notre pays, ainsi qu'envers les anglophones, les francophones et les diverses communautés venues s'établir ici. Reconnaissons que, en travaillant ensemble comme Canadiens, nous avons bâti le meilleur pays au monde.

L'Adresse

Je sais maintenant que c'est un grand honneur pour nous d'avoir été élus à la Chambre. Tous les partis ont la chance de convaincre les Canadiens que les politiciens ne devraient pas se classer après les vendeurs de voitures d'occasion, au bas de la liste des gens auxquels ils font confiance, mais plutôt en tête de celle-ci. Si nous travaillons tous ensemble sans partisanerie, nous pourrions réaliser de grandes choses pour le Canada.

L'hon. Deepak Obhrai (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de féliciter le député de son élection à la Chambre des communes. Il a tout à fait raison de dire que le Canada est un grand pays où règne la diversité. Au cours de mes 18 années à la Chambre, nous avons travaillé en vue de réaliser l'objectif dont parle le député. J'ai bien aimé visiter le Québec et le reste du pays.

J'aimerais poser une question au député. À l'heure actuelle, le maire de Montréal, ville d'où vient le député, dit ne pas avoir l'intention d'appuyer l'un des plus importants projets qui unifierait le pays. J'aimerais savoir si le député discutera avec mon bon vieil ami. Je dis qu'il est un vieil ami parce qu'il a déjà fait partie de la Chambre. Il siégeait exactement à la place du député, en tant qu'ancien ministre de l'Immigration. C'était un ami.

Le député dira-t-il à Denis Coderre ce qu'il vient de dire, que cette unité est nécessaire, qu'il ne faut pas dresser l'Est contre l'Ouest, et qu'il devrait approuver le projet et en faire la promotion? Le député s'engage-t-il à l'en convaincre?

M. Anthony Housefather: Malheureusement, monsieur le Président, je ne crois pas que j'occupe la place exacte de l'ancien député de Bourassa à la Chambre. Je suis placé un peu plus à l'arrière. Cela dit, comme j'ai déjà servi en tant que maire sur l'île de Montréal au sein de l'administration régionale, je m'entretiens fréquemment avec le maire de Montréal. Je lui transmettrai volontiers les observations du député.

Le gouvernement a dit clairement que nous étudions la situation sous tous les angles et nous devons examiner la question dans l'optique de l'intérêt de l'ensemble du pays.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'en face de son élection à la Chambre.

Aujourd'hui, je tiens à attirer l'attention sur une décision historique du Tribunal des droits de la personne sur le sous-financement par le gouvernement fédéral et la discrimination dont il fait preuve envers les enfants des Premières Nations. Malgré les nombreuses déclarations que nous avons entendues à la Chambre sur la volonté de réconciliation, la question que beaucoup se posent est celle de savoir si le nouveau gouvernement fédéral prendra des mesures immédiates.

J'aimerais souligner que, malheureusement, le bilan des gouvernements libéraux précédents n'a fait qu'accentuer les inégalités dont souffrent les jeunes des Premières Nations, qu'il s'agisse de l'imposition du plafond de 2 %, des compressions dans les principaux programmes de logement, de santé, d'éducation, de formation, et j'en passe.

Le nouveau gouvernement tournera-t-il la page en donnant suite immédiatement à cette décision historique et en prenant des mesures pour mettre fin à la discrimination que subissent les jeunes des Premières Nations dans notre pays?

M. Anthony Housefather: Monsieur le Président, le gouvernement et la ministre elle-même ont fait valoir notre détermination à corriger les erreurs commises à l'endroit des peuples autochtones de

notre pays. Tout ce que je peux dire, c'est que la députée peut être assurée que non seulement la ministre, mais aussi tous les députés de ce côté-ci de la Chambre sont résolus à faire en sorte que les Canadiens autochtones soient traités comme des citoyens à part entière et qu'ils jouissent de tous les droits et avantages qui leur sont dus, entre autres de l'accès à l'eau potable, d'une éducation de qualité et de l'équité dans tous les domaines.

• (1100)

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, je voudrais souhaiter la bienvenue à mon nouveau collègue de Mont-Royal. Il vient remplacer une grosse pointure. Son prédécesseur s'était fait le champion de la lutte contre le terrorisme, et il n'hésitait pas à en parler ouvertement.

Je me demande ce que le député pense du refus du ministre des Affaires étrangères de condamner explicitement l'incitation à tuer des Israéliens pratiquée par les dirigeants palestiniens.

M. Anthony Housefather: Monsieur le Président, je peux seulement affirmer et souligner qu'il est inacceptable que des civils innocents se fassent poignarder en Israël. Je m'y oppose complètement.

[Français]

M. Steven MacKinnon (Gatineau, Lib.): Monsieur le Président, avant de commencer, j'aimerais indiquer que je partagerai mon temps de parole avec ma collègue, l'honorable députée de Rivière-des-Mille-Îles.

Puisqu'il s'agit de mon premier discours en cette enceinte, j'aimerais prendre le temps de remercier la population de Gatineau de m'avoir fait confiance en m'élisant le 19 octobre dernier. C'est un honneur. Après bon nombre d'années de service public dédié à l'avancement des valeurs progressistes et libérales, je me consacrerai entièrement au mieux-être de ma région et de mon pays.

Je m'en voudrais de ne pas remercier mon équipe de campagne qui a non seulement travaillé jour et nuit pendant les 80 jours de campagne officielle, mais dans certains cas, depuis juin 2009. Nous avons cogné à beaucoup de portes et participé à un grand nombre d'activités ensemble. Ce fut une expérience agréable et excitante pour tous. En outre, le travail et l'esprit communautaire de l'équipe m'ont inspiré.

Je remercie mon épouse, Janelle, une entrepreneure et une maman hors pair, ainsi que mes trois enfants, Liam, Cassandra et Alex, qui m'ont appuyé lors de la campagne électorale. Comme les membres de toute famille qui se consacrent à une telle aventure, ils ont fait de nombreux sacrifices, et ils prêtent leur papa et leur conjoint pour les quatre prochaines années.

[Traduction]

Je tiens aussi à remercier tous les gens avec qui j'ai travaillé depuis que je suis au service de la population. Mon collègue de la circonscription d'Egmont se souviendra de notre première expérience avec le regretté Joseph Ghiz. Je remercie aussi mon premier patron, Frank McKenna, le meilleur mentor qu'on puisse avoir et l'un des plus grands défenseurs et philanthropes du Canada.

Enfin, je tiens à remercier le très honorable Paul Martin, qui m'a demandé d'assumer une modeste fonction en politique nationale et que je serai toujours fier de compter parmi mes amis.

*L'Adresse**[Français]*

J'ai l'honneur de représenter une circonscription des plus dynamiques, mais je suis également humble devant un tel défi. Je suis un Gatinois fier de sa ville, fier d'y élever une famille et fier de vivre dans une région si spectaculaire que l'Outaouais québécois, comme l'a dit mon collègue de Pontiac. Que ce soit du fait de nos entrepreneurs dynamiques, notre histoire, nos exploits culturels et sportifs, nos travailleurs ou notre tradition de service public, les Gatinoises et les Gatinois ont contribué à bâtir le Canada d'aujourd'hui.

Les Gatinoises et les Gatinois sont fiers d'être à la fois Québécois et Canadiens, d'être très majoritairement francophones, mais ouverts sur le monde et à toutes les cultures, de faire partie de la quatrième ville en importance au Québec et de la quatrième agglomération urbaine du Canada, et finalement, de faire partie de l'une des villes les plus dynamiques au pays.

Entre 2005 et 2011, Gatineau a vu sa population augmenter de 10 %. Cette croissance se poursuit aujourd'hui. Cela n'arrive que dans les villes qui offrent à leur population une bonne qualité de vie et des possibilités économiques.

Je salue au passage les élus de la région, tant au niveau municipal que provincial, avec qui nous avons amorcé une belle collaboration. Pour ma part, je continuerai d'appuyer tous ceux et celles qui voient grand pour Gatineau, qui mijotent des projets et qui nous aident à faire progresser notre ville.

Cependant, notre croissance est liée aux défis qui s'y rattachent. Gatineau estime que ses besoins en infrastructure se chiffrent à 1,3 milliard de dollars. Ce déficit sert de frein à notre croissance et à notre qualité de vie. Que ce soit en infrastructure de base, comme les systèmes d'eau et d'égout, le transport en commun ou les routes, Gatineau a besoin de soutien.

En outre, depuis le rapport Gréber déposé en 1950, on a défini le besoin d'un nouveau pont interprovincial entre Ottawa et Gatineau, afin d'alléger la circulation, de créer des possibilités économiques sur les deux rives et d'améliorer la vie quotidienne de la population.

Le gouvernement précédent, les Villes d'Ottawa et de Gatineau, ainsi que les provinces de l'Ontario et du Québec ont convenu que le rapport déposé en 2013 serait la base de la décision d'aller de l'avant avec ce projet tant attendu. Je demeure optimiste que tel sera le cas.

Je suis donc particulièrement content de voir que notre gouvernement s'est engagé à investir dans les infrastructures dans le discours du Trône. Ces investissements profiteront à Gatineau, créeront de l'emploi et stimuleront notre économie.

• (1105)

Les Gatinois demandent également qu'on aide à diversifier l'économie de la région. C'est ce que j'ai de nouveau entendu lors des consultations prébudgétaires que j'ai tenues la semaine dernière avec mes collègues de l'Outaouais. Gatineau a beaucoup de potentiel et on y trouve diverses possibilités pour attirer de nouvelles industries et entreprises. Nous avons un aéroport, des institutions postsecondaires, comme l'UQO, ainsi que des entrepreneurs prêts à investir. J'appuierai ces efforts de diversification.

Tout député de l'Outaouais doit rester attentif aux besoins de la fonction publique canadienne. Je suis le fils de deux fonctionnaires et je comprends à quel point ces gens sont fiers de travailler pour le bien-être des Canadiens. Toutefois, au cours des 10 dernières années, sous le règne de l'ancien gouvernement, ils se sont découragés. Ils sont déçus de la culture de non-respect de la fonction publique établie par le gouvernement précédent. Nous avons promis de

rétablir ce respect au coeur de notre fonction publique, et je me réjouis du nouveau climat qui s'y installe.

Les fonctionnaires sont aussi préoccupés par l'utilisation du français au sein de la fonction publique fédérale, laquelle s'érode de plus en plus. Dans son rapport annuel de mars 2014, le commissaire aux langues officielles, M. Graham Fraser, a parlé d'une « érosion subtile du bilinguisme dans la fonction publique fédérale en raison de négligence et des conséquences imprévues des compressions budgétaires. »

J'ai pris note de l'engagement du gouvernement énoncé dans le discours du Trône et dans les lettres de mandat des ministres, soit celui de se consacrer à la place qu'occupent les deux langues officielles du pays. Je suis certain que notre gouvernement fera progresser la situation et l'utilisation du français au sein de l'appareil fédéral. Lorsque le français progresse, le pays entier en sort plus riche. Le Canada est plus fort lorsque le Québec et les Québécois sont présents dans toutes les instances fédérales.

Sur le plan économique, les familles et les aînés de Gatineau vivent les mêmes pressions que partout ailleurs: difficulté à joindre les deux bouts, perspectives d'emploi parfois limitées et réels besoins sur le plan de la santé et sur le plan social.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui priorise la croissance et la progression de la classe moyenne. Nous avons déjà baissé les impôts de la classe moyenne, et nous nous sommes engagés à aider les familles dans le besoin en créant la nouvelle allocation canadienne pour enfants. Nous allons améliorer les perspectives d'avenir pour les jeunes Canadiens en travaillant avec les provinces pour rendre l'éducation postsecondaire plus abordable et pour créer davantage d'emplois pour les étudiants.

[Traduction]

Dans la mesure où le cours des produits de base s'est effondré, où l'ancien gouvernement a laissé au gouvernement actuel une croissance anémique et où peu de progrès ont été accomplis au cours de la dernière décennie pour créer une économie fondée sur l'innovation, le gouvernement actuel devra se retrousser les manches pour ouvrir des possibilités économiques aux Canadiens. Je sais que mes collègues conviennent avec moi que c'est précisément ce que nous comptons faire.

[Français]

Nous l'avons vécu au Québec, en foresterie et dans le secteur minier.

[Traduction]

Il est indéniable que, si nous voulons créer une économie du XXI^e siècle, instaurer un régime fiscal qui favorise les investissements extérieurs et intérieurs et transporter nos produits de façon durable et sûre jusqu'aux marchés, il faudra collaborer avec l'ensemble des industries canadiennes.

Je suis convaincu que le gouvernement trouvera le moyen d'atteindre un consensus sur la création de cette future prospérité. L'exacerbation des tensions régionales dans le présent débat économique est stérile. J'estime plutôt que lorsqu'une région y trouve son compte, nous en sortons tous gagnants.

Pour ma part, je m'engage à collaborer avec tous les députés qui sont prêts à se retrousser les manches et à proposer aux Canadiens de véritables solutions économiques.

L'Adresse

• (1110)

[Français]

Je suis convaincu que les priorités du gouvernement libéral reflètent les aspirations des Gatinois. Nous voulons une économie plus prospère et plus diversifiée. Nous voulons le respect de la fonction publique et de la langue française. Nous voulons des investissements dans nos infrastructures. Nous voulons que le Québec reprenne sa place au sein du Canada et au sein du gouvernement du Canada.

Finalement, je suis heureux de faire partie d'une équipe qui veut collaborer avec tous les Canadiens afin de redonner un élan à notre pays, un élan de prospérité, un élan progressiste.

Avec l'équipe du premier ministre et du gouvernement, nous saurons relever ces défis. Gatineau répondra présent!

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé un peu de la classe moyenne et j'ai une question précise à lui poser à ce sujet.

Le gouvernement a réduit considérablement le nombre de personnes pouvant épargner dans un compte d'épargne libre d'impôt, en dépit du fait que toutes les données montrent que les personnes de la classe moyenne et à faible revenu sont plus susceptibles de recourir à ce mode d'épargne. Plus de la moitié des personnes qui ont versé le maximum dans leur compte d'épargne libre d'impôt gagnent moins de 60 000 \$ par année.

Pendant ce temps, les nouvelles mesures fiscales du gouvernement n'ont en rien allégé l'impôt des personnes gagnant moins de 45 000 \$ par année. Ils disent se soucier de la classe moyenne. Or, les gens doivent gagner encore plus pour être pris en considération. Pendant ce temps, un grand nombre de gens à faible revenu qui profitaient des comptes d'épargne libre d'impôt sont moins avantagés par le plan du gouvernement.

Comment le député arrive-t-il à concilier ces réalités économiques avec les observations qu'il a faites au sujet de la classe moyenne?

[Français]

M. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, j'étais très fier de me présenter aux élections au sein de l'équipe du Parti libéral, qui s'est engagé à fournir aux Canadiens un système d'impôt équitable qui va redonner de l'espoir à la classe moyenne et à ceux qui aspirent à en faire partie.

[Traduction]

Je ne sais pas d'où le député tire ses statistiques en ce qui concerne les CELI. Je ne suis pas convaincu que les gens qui gagnent 60 000 \$ par année ont 10 000 \$ à déposer dans un CELI après impôt.

Nous permettons à ceux qui gagnent 60 000 \$ par année de garder leur argent afin qu'ils puissent prendre soin de leurs enfants. Dans le prochain budget, le député constatera que c'est non seulement ce que nous ferons, mais que nous ferons aussi preuve d'équité envers les parents de tout le pays. C'est précisément grâce aux mesures promises par le gouvernement que neuf familles canadiennes sur dix seront tirées de la pauvreté. Ces mesures toucheront des centaines de milliers d'enfants et elles seront mises en oeuvre.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Gatineau de son élection.

Je remercie le député de nous faire part de ses préoccupations au sujet des personnes âgées et des familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. Le dernier rapport de la Banque du Canada révèle que la chute du prix du pétrole à un plancher record, qui ébranle l'économie

canadienne, ne s'est pas traduite par une réduction du prix à la pompe.

La semaine dernière, à Oceanside, dans ma collectivité, le prix de l'essence était de 1,16 \$ le litre. C'était le prix le plus élevé au pays, plus encore que dans les Territoires du Nord-Ouest. Le gouvernement précédent n'a rien fait pour protéger les consommateurs à la pompe, ni pour mettre en place un système plus équitable pour les Canadiens, les personnes âgées et les propriétaires de petites entreprises.

Je veux savoir ce que fera le gouvernement libéral pour protéger les consommateurs, assurer l'équité à la pompe et prendre au sérieux le prix abusif de l'essence. J'espère que le député peut faire quelque chose pour nous, et que le gouvernement peut faire preuve de respect envers les consommateurs canadiens.

M. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, comme le député le sait bien, le solide cadre de concurrence est l'un des grands legs des gouvernements libéraux du Canada, parmi leurs nombreux legs. Je sais que le Bureau de la concurrence, qui est un organisme indépendant du gouvernement, ne ménagera aucun effort et suivra de près l'évolution des prix de l'essence au pays. Je sais qu'il continuera d'être attentif à ce dossier.

Le député parle de l'équité envers les personnes âgées, la classe moyenne et les enfants. Je répète que le gouvernement et mon parti politique ont pris un engagement qu'ils ont l'intention de respecter et qui consiste à diminuer le fardeau fiscal des Canadiens et à aider les familles qui en ont besoin. Neuf familles sur dix pourront bénéficier de nos nouvelles prestations canadiennes pour les enfants, pour la famille. Des centaines de milliers d'enfants seront tirés de la pauvreté. Si nous voulons insuffler de l'espoir aux gens de la circonscription du député, de la mienne et de celles de tous les députés, il nous faut stimuler l'économie par des investissements records et des travaux d'infrastructure.

• (1115)

[Français]

Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter à mes chers collègues et aux Canadiens et Canadiennes mes plus sincères voeux pour la nouvelle année. Je souhaite que 2016 soit pour tous synonyme de bonheur, de paix et de prospérité.

2015 fut une année mouvementée sur plusieurs plans. Je félicite tous et chacun ici pour leur élection. D'ailleurs, je remercie du fond du coeur les citoyens et citoyennes de Rivière-des-Milles pour la confiance qu'ils m'ont témoignée le 19 octobre. Il s'agit d'un véritable privilège, et je leur assure que je travaillerai avec persévérance et acharnement pour mener à terme les dossiers de ma circonscription et représenter dignement les citoyens de Rivière-des-Milles. Sans l'appui précieux des électeurs et de mon équipe de bénévoles, il n'aurait pas été possible pour moi de prendre la parole en ces lieux et d'adresser une réponse à ce discours du Trône.

D'entrée de jeu, j'aimerais profiter de ces précieuses minutes qui me sont accordées pour exprimer mon profond attachement à ma circonscription, qui m'a vue grandir et m'a donné les moyens de mes ambitions. Rivière-des-Milles est située dans la couronne nord de Montréal et est composée de quatre municipalités et de deux MRC aux caractéristiques tout aussi différentes les unes des autres. Ces différences constituent l'essence même de la richesse de Rivière-des-Milles, qui peut être qualifiée de porte d'entrée de la région des Laurentides.

L'Adresse

[Traduction]

Voici des exemples d'effets directs du Discours du Trône puisés dans ma circonscription.

[Français]

Premièrement, la municipalité de Deux-Montagnes, autrefois appelée Saint-Eustache-sur-le-Lac, est une ville majoritairement résidentielle où il fait bon vivre pour les familles. Pourquoi? C'est parce que cette municipalité bénéficie d'installations communautaires et sportives de qualité et d'infrastructures récentes en matière de transport électrifié.

Deux-Montagnes est la preuve des conséquences positives d'infrastructures modernes sur le développement de nos municipalités et de nos communautés.

Tel qu'il est énoncé dans le discours du Trône, notre gouvernement mettra en place un programme d'investissements en infrastructures ambitieux qui se base sur les réelles préoccupations des Canadiens. Que l'on sache que notre gouvernement croit en nos familles canadiennes, et c'est pourquoi nous investirons dans leur quotidien.

Par ailleurs, ce plan en infrastructures me permettra de mener à terme, en collaboration avec mes homologues de l'Assemblée nationale du Québec, le dossier du parachèvement des autoroutes 13 et 19 et l'élargissement de l'autoroute 15 pour y instaurer une voie réservée en transport collectif de Blainville jusqu'à la station de métro Montmorency, à Laval.

Deuxièmement, la ville de Saint-Eustache, autrefois connue pour la célèbre bataille des patriotes en 1837, est aujourd'hui une ville rayonnante. En effet, Saint-Eustache bénéficie d'une économie diversifiée, passant de l'agriculture à l'acériculture, à l'ingénierie manufacturière et à l'éclosion de PME. Je n'ai qu'à nommer Nova Bus, une usine manufacturière d'autobus hybrides. J'ai eu la chance de visiter ses installations en décembre dernier et j'ai réalisé l'ampleur de son incidence sur le transport en commun canadien. Prochainement, on mettra en place un modèle entièrement électrique qui aura le potentiel d'être utilisé partout au Canada par les compagnies de transport en commun.

Au plan agroalimentaire, je ne peux parler de Saint-Eustache sans citer la cabane à sucre Constantin, qui en est maintenant à sa quatrième génération d'exploitation, et à celles de Lalande et de Jean Renaud & Fils qui font la fierté de chez nous. Le moins qu'on puisse dire c'est que le Canada est riche de par son innovation, et Rivière-des-Mille-Îles ne fait pas exception à la règle.

Saint-Eustache est diversifiée non seulement au plan économique, mais également au plan démographique. De loin la ville la plus peuplée de Rivière-des-Mille-Îles, Saint-Eustache, comme une majorité de municipalités au Canada, vieillit. Il est donc primordial pour notre gouvernement de soutenir et d'assurer une retraite digne pour nos aînés, car nous ne devons jamais oublier tous les efforts qu'ils ont faits pour nous léguer un pays prospère et tourné vers l'avenir.

Notre gouvernement prendra des mesures directes avec les provinces et les territoires afin d'offrir aux Canadiennes et aux Canadiens une retraite plus sûre et plus saine. Dans Rivière-des-Mille-Îles, Saint-Eustache a la chance d'avoir un centre hospitalier qui dessert la majeure partie du territoire des Basses-Laurentides.

Les objectifs du discours du Trône seront poursuivis de concert avec les différents paliers du gouvernement et c'est pourquoi notre gouvernement fera preuve d'une écoute active avec les provinces pour assurer la santé et le confort de nos aînés.

Le discours du Trône s'inscrit dans un effort visant à instaurer le vrai changement. Ce vrai changement vient montrer le soutien du gouvernement envers les Canadiens qui travaillent fort et qui incarnent l'engrenage même de l'économie canadienne. Oui, nous parlons ici de la classe moyenne.

● (1120)

[Traduction]

Quelle chance d'être députée du parti qui forme le gouvernement actuel, un gouvernement qui comprend les vrais enjeux et qui investira dans la classe moyenne!

[Français]

À ceux qui peinent à joindre les deux bouts, à ceux qui ont le courage de partir à leur compte, aux nouveaux arrivants, voici ce que nous disons.

[Traduction]

Nous leur disons que nous avons confiance en eux, en leurs rêves et en leurs aspirations.

[Français]

J'ai rencontré des gens de cette classe moyenne dans le cadre de la récente campagne électorale, et plus particulièrement dans des endroits résidentiels tels que Rosemère. Rosemère est une municipalité champêtre où j'ai habité neuf ans. J'y ai d'ailleurs élevé mes enfants en bas âge. Il s'agit d'une ville où le secteur économique repose directement sur l'économie des ménages de la classe moyenne. Comme il est énoncé dans le discours du Trône, nous abaisserons le taux d'imposition pour la classe moyenne. Cela bénéficiera non seulement aux ménages moyens, mais également aux commerçants.

C'est d'ailleurs dans le domaine du commerce de détail que mon père a travaillé. Il a ouvert l'épicerie familiale en 1969, à Boisbriand, appelée à l'époque Sainte-Thérèse-Ouest. Comme plusieurs villes canadiennes de l'époque, où un seul secteur économique assurait la prospérité de la municipalité, General Motors employait une bonne partie des résidents de Boisbriand.

Aujourd'hui, Boisbriand est un pôle économique, agroalimentaire, industriel et commercial important. Nous n'avons qu'à penser au Faubourg Boisbriand ou encore à l'étonnante offre sur le plan de la restauration et du commerce de détail. Boisbriand est une municipalité où l'innovation et l'entrepreneuriat me rendent très fière d'y être résidente depuis maintenant plus de 18 ans.

Au cours des deux dernières décennies, le paysage technologique et les pratiques ont connu de multiples mutations. De nouveaux secteurs ont été développés et ont vraiment pris leur envol. À Boisbriand, ces changements se traduisent par la diversification de huit quartiers industriels où des industries de renommée mondiale ont vu le jour. Pour n'en nommer que quelques-unes, citons Elopak, les Aliments O'Sole Mio et plusieurs sous-traitants du domaine aéronautique, dont DCM Aéronautique.

Le discours du Trône apporte son soutien à ces industries. En effet, notre gouvernement fera des investissements stratégiques en faveur de l'innovation et dans le secteur des technologies propres. Ce leadership canadien en matière environnementale contribuera à réaliser le vrai changement. Une chose est certaine, les Canadiennes et les Canadiens désirent une économie prospère, mais ils souhaitent également qu'elle soit en parfaite synergie avec le respect de l'environnement.

L'Adresse

Aujourd'hui, en 2016, il est tout à fait insensé de ne pas croire aux répercussions possibles d'un statu quo en matière environnementale. D'ailleurs, il est aussi irresponsable de bâillonner les scientifiques militant pour une intervention politique en ce qui concerne la diminution des émissions de GES. Le discours du Trône fait d'ailleurs part d'un engagement à consulter les communautés civile et scientifique pour les années à venir. Dans Rivière-des-Mille-Îles, cet aspect est mis en valeur, alors que le développement constant des parcs industriels et la densification des portions urbaines se font dans le plus grand respect de normes environnementales de plus en plus strictes.

L'environnement social est également une sphère importante du discours du Trône. En effet, l'investissement massif dans les infrastructures sociales, notamment dans les logements sociaux, permettra une meilleure répartition de la richesse entre les Canadiens et les Canadiennes. Cette initiative aura des répercussions positives importantes dans l'ensemble du Canada et dans ma circonscription, plus spécifiquement à Saint-Eustache.

Je suis fière de faire partie de ce gouvernement et d'une équipe expérimentée, dévouée et à l'écoute des véritables préoccupations des Canadiens. Je suis fière de faire partie du premier gouvernement fédéral à former un cabinet paritaire. Je suis fière de participer au retour du Canada sur la scène internationale. Je suis fière de représenter les citoyens de Rivière-des-Mille-Îles et d'être leur députée. Depuis très longtemps, je m'implique dans ma communauté, tant dans le cadre de ma carrière politique antérieure au niveau provincial qu'en tant qu'employeuse et créatrice d'emplois, de même que par mon engagement communautaire. Je suis fière de pouvoir poursuivre mon engagement par le dévouement public, et je chéris le mandat que mes concitoyens m'ont accordé le 19 octobre dernier.

J'ai de l'espoir pour les citoyens de ma région et je leur fais confiance. J'ai de l'espoir pour leur ambition et leurs rêves. Les Canadiens peuvent enfin rêver et aspirer à mieux. Je crois en un Canada plus inclusif, ouvert et tourné vers l'avenir.

• (1125)

[Traduction]

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement le discours de la députée. Elle a parlé de l'importance de l'infrastructure et des emplois qui en découlent dans le secteur public. Or, dans son discours et dans le discours du Trône, il est très peu question de projets pour le secteur privé. Étant donné son expérience, ma collègue doit bien savoir que le secteur privé est le moteur de la création d'emploi.

À Oshawa, nous fabriquons et assemblons des automobiles. Le secteur manufacturier représente 8 % du PIB. Toutefois, dans le programme des libéraux et dans le discours du Trône, il n'y a absolument aucun plan pour les secteurs manufacturier et de l'automobile. Ma collègue a mentionné qu'il y a un fabricant d'autobus dans sa circonscription; il n'y a aucun plan pour ce fabricant. Il n'y en a pas non plus pour le secteur aérospatial, qui n'est pas mentionné dans le discours du Trône.

C'est une année de contrat pour les assembleurs d'automobiles. Notre gouvernement avait mis en place un plan d'action qui soutenait la recherche, le développement et l'investissement dans le secteur de l'automobile. Je sais que les secteurs manufacturier et de l'automobile sont importants pour ma collègue. J'aimerais simplement savoir si elle poussera son gouvernement à présenter un plan pour le secteur de l'automobile et quand ce plan sera proposé.

[Français]

Mme Linda Lapointe: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et je le félicite pour son élection. Je l'ai bien écouté.

Notre priorité sera la classe moyenne et la réduction des taux d'imposition, qui permettra de relancer l'économie sur le plan commercial. C'est ce que je crois sincèrement, puisque je viens moi-même de ce secteur.

M. Randy Boissonnault (Edmonton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma très honorable collègue pour son élection et pour son discours.

Comment ce gouvernement va-t-il améliorer la qualité de vie de nos concitoyens, et comment le travail entre nos régions va-t-il consolider l'unité nationale?

Mme Linda Lapointe: Monsieur le Président, je crois sincèrement qu'en investissant dans les infrastructures, notamment les infrastructures sociales, et en aidant les gens à avoir un meilleur logement, nous allons nous améliorer.

[Traduction]

M. Colin Carrie: Monsieur le Président, j'ai une question complémentaire pour la députée d'en face.

Le secteur manufacturier est très compétitif à l'échelle internationale. C'est fantastique que le gouvernement se soit engagé à investir dans de nouvelles infrastructures, mais il n'en demeure pas moins qu'il faut avoir un plan, une vision et une façon d'aider le Canada à soutenir la concurrence. Ce que le gouvernement libéral a proposé — des politiques qui feront augmenter le coût de l'énergie, l'imposition d'un prix pour le carbone et des modifications au régime de pension — rendra le Canada moins compétitif. Par conséquent, si nous n'avons pas de plan, il nous sera impossible d'attirer des investissements et de soutenir la concurrence à l'échelle internationale.

C'est l'année des contrats. Nous devons avoir un plan. Le gouvernement doit trouver comment collaborer avec les fabricants d'automobiles afin d'attirer des investissements au pays. Or, cette question n'a été abordée ni dans le discours du Trône, ni dans le programme électoral du Parti libéral, ni dans l'allocation de la députée. Nous avons besoin d'un plan pour attirer ces investissements afin de conserver de bons emplois pour la classe moyenne dans ma circonscription, mais aussi dans celle de la députée.

Ma question à la députée est très simple. Collaborera-t-elle avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique à l'élaboration d'un plan pour le secteur de l'automobile? Présentera-t-elle ce plan rapidement à la Chambre, et quand entend-elle le faire?

[Français]

Mme Linda Lapointe: Monsieur le Président, je remercie mon cher collègue de sa question.

Nous allons investir dans la recherche afin de faire ressortir les industries à énergie propre. Il ne faut plus que les scientifiques soient muselés. Nous devons être des chefs de file sur la scène mondiale en investissant dans de nouvelles entreprises environnementales.

L'Adresse

• (1130)

[Traduction]

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à propos du discours du Trône. Tout d'abord, comme il s'agit de la première fois depuis les dernières élections qu'un temps de parole de 10 minutes m'est accordé à la Chambre, j'aimerais que mes collègues expriment leur reconnaissance envers les personnes qui font du bénévolat, comme nous en faisons tous pendant nos campagnes. Tout le monde ici a un certain nombre de bénévoles à remercier. Je veux commencer par mon directeur de campagne, David Parker, et toute l'équipe. Shelley a fait un travail absolument remarquable en veillant à ce que je sois toujours au bon endroit et en me gardant sur la bonne voie, ce qui n'est pas chose facile pendant une campagne de longue haleine. Jonathan a quant à lui fait de l'excellent travail sur Facebook. Je remercie également toutes les personnes qui ont fait du porte-à-porte.

J'ai une toute nouvelle circonscription, dont au moins la moitié ne m'est pas familière. J'ai été député de Wetaskiwin pendant les 10 dernières années, et la circonscription englobe maintenant la moitié nord de Red Deer, la troisième ville en importance en Alberta. Faire du porte-à-porte dans un grand centre urbain s'est révélé être pour moi une expérience fort instructive. Je suis un campagnard ayant grandi dans une ferme au nord de Lacombe et, même si j'ai toujours considéré Red Deer comme la grande ville la plus proche, celle où nous faisons des affaires, notre épicerie et, de temps à autre, tout notre magasinage, j'ai constaté que l'endroit a assurément changé depuis mes jeunes années, lorsque je m'y rendais souvent avec ma famille.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier ma famille, c'est-à-dire mon épouse Barbara et mes enfants, Eryk, Kasandra et Krystian. Je me souviens toujours de leur nom même après 10 ans comme député. Comme je viens de l'Ouest canadien, je consacre environ 14 heures par semaine à mes déplacements pour venir ici et retourner chez moi, sans compter toutes les activités auxquelles un député doit participer pendant les week-ends et à d'autres moments. Je ne pourrais pas faire tout ce que je fais au nom des personnes que je représente sans l'amour, la patience et la compréhension de ma famille, et le travail que j'accomplis dans le cadre de mes fonctions de député en témoigne. Je suis reconnaissant à ma famille de tout ce qu'elle fait.

Ma circonscription a changé, mais les enjeux qui touchent les gens du centre de l'Alberta n'ont pas changé. Que l'on habite à Lacombe, à Sylvan Lake, à Ponoka ou à l'extrémité nord de Red Deer, les enjeux sont les mêmes. Nous nous donnons au maximum au travail et dans nos loisirs et, bien sûr, nous aimons l'endroit où nous habitons, peu importe où cela se trouve dans la région du centre de l'Alberta.

Je tiens d'abord et avant tout à parler de l'absence, dans le discours du Trône, des enjeux qui sont les plus importants pour les habitants du centre de l'Alberta et qui auraient dû s'y trouver. J'aborderai d'abord la question de l'agriculture, qui n'a pas été mentionnée une seule fois dans le discours du Trône.

J'ai grandi dans une ferme. J'ai eu beaucoup de chance. J'ai grandi dans la même ferme que mes grands-parents. J'ai donc en quelque sorte eu deux couples de parents. Il y avait mon grand-père et ma grand-mère, qui ont laissé la ferme à ma mère et à mon père. Ces derniers y habitent toujours, ainsi que ma soeur et ses enfants. La ferme familiale et les générations continuent de croître. L'agriculture est très importante.

Le discours ne contenait pas un seul mot, pas un seul rayon d'espoir pour les quelque 2,2 millions de Canadiens oeuvrant dans le

secteur agricole, qu'ils soient agriculteurs ou producteurs dans l'une des 90 000 exploitations agricoles du pays ou qu'ils travaillent dans le secteur des produits à valeur ajoutée. Certains d'entre eux, par exemple, travaillent à Canadian Premium Meats, une entreprise de Lacombe spécialisée dans l'abatage sur commande de différents animaux, principalement du bétail. C'est actuellement le seul abattoir canadien accrédité par l'Union européenne. Canadian Premium Meats peut exporter les produits demandés n'importe où aux États-Unis ou en Europe. Elle fait un excellent travail. La seule chose qui freine son succès, c'est la faiblesse de nos échanges commerciaux et le fait que le Canada n'ait pas été en mesure de ratifier des ententes telles que l'accord commercial Canada-Europe.

Ces obstacles nuisent aux producteurs de bison qui vendent leurs produits dans le centre de l'Alberta. On peut se procurer, dans cette région, des produits du bison parmi les plus délicieux qui soient. Ces produits devraient être offerts partout au Canada, en Amérique du Nord et en Europe. Il n'a pas été question, dans le discours, de la valeur qu'apporte ce secteur.

Nous produisons de grandes quantités de boeuf, de porc ou d'autres produits moins courants. Ma circonscription est celle qui compte le plus grand nombre de producteurs laitiers en Alberta. Il y en a plus d'une centaine. Le président et le vice-président d'Alberta Milk, que j'appelle par leurs prénoms, Albert et Heini, vivent sur la même route que moi. Ce sont des amis avec qui j'ai grandi. Ils travaillent fort tous les jours et méritent une mention. À tout le moins, leurs produits, les services qu'ils fournissent et leur contribution à l'économie devraient être soulignés, ce que le discours fait à peine. Voilà qui est très frustrant.

Le discours est également muet sur les questions de l'accès aux marchés ou de leur diversification. Rien non plus sur la diversification des produits, ni sur la recherche ou les avancées technologiques qui renforcent la vitalité du secteur de l'agriculture. Au centre de l'Alberta, où je vis, la saison agricole ne dure que quelques mois. Si ce n'était des progrès de la recherche et de la technologie en agriculture, nous ne pourrions pas soutenir la concurrence.

• (1135)

Nous ne pouvons pas sortir notre bétail dans les pâturages 12 mois par année comme au Brésil, en Argentine et dans d'autres régions du monde. Nous devons dépendre de ces technologies pour pouvoir être compétitifs.

Avant de poursuivre et de me lancer dans une diatribe sur le secteur énergétique, je tiens à rappeler à la Présidence que je vais partager mon temps de parole avec mon collègue de Souris—Moose Mountain.

Je veux exprimer la grande frustration des agriculteurs, producteurs et éleveurs du centre de l'Alberta que je rencontre au café de Ponoka ou ailleurs, qui me disent que la question de la capacité les inquiète vivement. Nous avons connu de bonnes saisons ces dernières années, mais le gouvernement libéral actuel ne s'est aucunement manifesté pour nous faire savoir s'il s'agit d'une priorité pour lui, ce qui suscite beaucoup d'inquiétude chez les gens que je représente.

Permettez-moi maintenant de parler du secteur énergétique. Je vais en faire une affaire un peu personnelle, avec votre permission, monsieur le Président.

L'Adresse

J'ai bien de la chance d'avoir suivi le cheminement que j'ai suivi. Comme je l'ai mentionné, j'ai grandi dans une ferme, alors j'ai du gros bon sens. Je suis un peu mécanicien, un peu soudeur, un peu électricien et un peu menuisier. En fait, je sais comment travailler. Je pense avec ma tête et je travaille avec mes mains, qualités facilement transférables dans le secteur de l'énergie, ce qui explique pourquoi tant de gens travaillent dans ce secteur en Alberta. Si une personne se présente à un endroit qui assure la maintenance des plateformes ou des appareils de forage et dit avoir été élevée dans une ferme, elle n'a pas besoin de présenter de curriculum vitae. L'employeur lui demande quand elle peut commencer, car il sait ce qu'il va probablement trouver: une personne pleine de bon sens, capable de se lever tôt le matin et de travailler fort toute la journée pour un salaire décent, avant de rentrer à la maison. C'est ce que je pouvais faire.

Je travaillais l'été dans les parcs. J'aime le plein air. J'aimais beaucoup ces emplois. Cependant, l'hiver, j'avais décidé que c'était insensé pour un garçon de ferme de demander des prestations d'assurance-chômage ou autre chose du genre. Je suis allé travailler sur les plateformes de maintenance. J'ai travaillé pour le compte de Trimat Well Servicing, de Roll'n Oilfield, et de Northstar pour faire du forage dirigé, car c'est le type de compétences que je possédais.

Je ne parle pas seulement de moi. En ce moment, il y a des dizaines de milliers de personnes comme moi dans le centre de l'Alberta qui sont au désespoir, et pas simplement à cause du faible prix des produits de base. On ne peut pas tout mettre sur le compte de ce prix. Oui, il entre en jeu. Je sais que certains facteurs sont indépendants de la volonté de tout gouvernement, mais il ne faut pas empirer une situation déjà mauvaise.

Présentement, les Albertains qui travaillent dans le secteur de l'énergie en ressentent les effets directs. Ils ne nous ont peut-être pas crus quand, il y a de cela quelques années, nous les avions prévenus que les choses tourneraient au vinaigre s'ils élistaient une première ministre provinciale néo-démocrate et un gouvernement fédéral libéral. Ont-ils déjà oublié les années 1980? Ont-ils déjà oublié qu'ils ont dû quitter leur maison, à l'époque? À l'heure actuelle, les habitants du centre de l'Alberta qui travaillent dans le secteur de l'énergie et qui ont remboursé à peine 10 % de leur emprunt hypothécaire sont dans le pétrin. Leurs clés vont sans doute se retrouver sur le bureau de leur prêteur hypothécaire d'ici quelques mois si le vent ne tourne pas.

On ne règle pas les problèmes en créant un tel vide à la tête du pays que les maires des petites et grandes municipalités en sont rendus à prendre les décisions — c'est en tout cas ce qu'ils prétendent — dans un dossier comme celui des pipelines, qui devrait au contraire renforcer l'unité nationale. C'est tout simplement atroce. Je ne peux même pas concevoir que de telles discussions aient lieu. À moins de parcourir le Canada à bicyclette et armé d'un couteau de bois avec un manche en os, il faut être hypocrite pour ne pas comprendre que de l'énergie, on en utilise. Si nous retirions tous les objets de cette salle qui sont fabriqués à l'aide d'un produit pétrochimique, nous ne pourrions même pas consigner l'information devant nous.

Soyons réalistes quant au rôle que jouent vraiment l'industrie pétrochimique et l'industrie énergétique, et commençons à discuter sérieusement, parce que ce sont la vie des gens, leur bien-être, leurs moyens de subsistance et leur capacité de subvenir à leurs besoins qui sont en jeu. La tâche du gouvernement consiste à laisser faire ceux qui sont capables de prendre soin d'eux-mêmes et à utiliser les vastes sommes qui restent dans l'assiette fiscale pour voir aux besoins de ceux qui ne le peuvent pas. Voilà en quoi consiste le rôle

du gouvernement, et voilà en quoi le discours du Trône a échoué lamentablement.

• (1140)

M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député d'en face de son élection et de son discours à la Chambre.

Quand j'étais garçon dans le Nord de l'Alberta, j'accompagnais mon père lorsqu'il faisait la tournée des fermes pour ramasser du lait. Je semais des patates dans notre ferme familiale. Des membres de ma famille aussi sont durement frappés par le ralentissement économique, notamment ceux qui travaillent dans les champs de pétrole et les secteurs connexes.

Je n'ai aucun doute que le député d'en face et ses collègues se réjouiront d'apprendre que notre gouvernement a obtenu les résultats voulus dans le dossier de l'étiquetage indiquant le pays d'origine et que les efforts du Canada en la matière ont porté fruit.

Ma question pour le député porte sur l'accès au marché. Comment vous et les membres de votre caucus comptez-vous travailler de façon constructive avec nous afin de réaliser en une poignée de mois ce que vous et vos collègues n'avez pas su réaliser en 10 ans au gouvernement, soit trouver un moyen d'acheminer nos produits vers les côtes?

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Avant d'accorder à nouveau la parole au député de Red Deer—Lacombe, j'aimerais rappeler aux députés de s'adresser à la présidence plutôt qu'aux autres députés directement.

Le député de Red Deer—Lacombe a la parole.

M. Blaine Calkins: Monsieur le Président, permettez-moi d'expliquer certaines choses à mon collègue d'en face.

Mais avant, j'aimerais l'accueillir à la Chambre en tant que concitoyen albertain. Il aura beaucoup à expliquer aux 4,5 millions d'Albertains d'ici la fin de son mandat, parce que je ne crois pas que les choses se passeront bien pour lui.

Je tiens à lui rappeler qu'avant le dernier gouvernement conservateur, le Canada avait conclu des accords avec cinq pays seulement. Aujourd'hui, le député et son nouveau gouvernement ont hérité de plus de quarante partenaires commerciaux actuels ou imminents. Tout ce qu'il a à faire, c'est d'approuver la ratification de l'accord commercial Canada-Europe et du Partenariat transpacifique pour en faire une réalité.

On ne sait pas vraiment ce que vont faire les libéraux à cet égard, mais s'ils parlent de pipelines, ils ne devraient pas laisser entendre qu'ils interdiront la circulation des pétroliers au large de la côte Ouest pour apaiser un groupe d'intérêts particulier. Une telle décision sonnerait le glas de l'oléoduc Northern Gateway, qui permettrait pourtant de mettre des milliards de dollars de brut albertain sur le marché, éliminant du coup l'écart de prix associé au marché captif de l'Alberta dans le marché nord-américain.

L'Adresse

Si vous me permettez, monsieur le Président, voici les projets des 10 dernières années: le pipeline Alberta Clipper, qui se trouve au nord, qui a fait l'objet d'une demande le 30 mai 2007 et qui est entré pleinement en service en avril 2010, a transporté 450 000 barils de pétrole par jour; le pipeline TransCanada Keystone, pas Keystone XL, pour lequel une demande a été soumise le 12 décembre 2006 et qui est entré pleinement en service en juin 2010, a produit 435 000 barils par jour; le projet Anchor Loop de Kinder Morgan a augmenté la capacité de transport de 40 000 barils par jour et a été réalisé en octobre 2006; l'inversion de la canalisation 9 d'Enbridge, qui a fait l'objet d'une demande en 2014, a permis le transport de 300 000 barils de pétrole par jour. Plus de 1,2 milliard de barils de pétrole ont été transportés grâce à des projets réalisés au cours des 10 dernières années. Ces chiffres ne comprennent pas les projets pour lesquels une demande a été acceptée et dont la réalisation commencera lorsque le gouvernement actuel aura envoyé un signal favorable au marché.

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de Red Deer—Lacombe pour sa réélection.

J'ai eu, moi aussi, l'occasion de rencontrer les producteurs agricoles de l'Alberta la semaine dernière. J'ai assisté à la réunion de la fédération albertaine de l'agriculture en compagnie de la porte-parole du NPD en matière d'agriculture. J'ai passé une journée formidable avec les producteurs, puis j'ai pris part à une réunion avec Albert De Boer, qui oeuvre avec Les Producteurs laitiers du Canada.

J'aimerais que le député nous parle des enjeux qui ont été portés à notre attention, à moi et mon collègue, par les producteurs agricoles. Les producteurs de l'Alberta sont encore insatisfaits des mesures prises par le gouvernement précédent pour les aider à acheminer leurs récoltes sur les marchés, et j'aimerais que le député nous dise si les libéraux, qui forment le gouvernement fédéral, sont favorables à l'idée de commencer à réglementer davantage l'industrie ferroviaire.

Deuxièmement, on m'informe que l'industrie laitière continue de s'opposer au Partenariat transpacifique et qu'elle est déçue de l'inaction du gouvernement précédent concernant les protéines laitières.

M. Blaine Calkins: Monsieur le Président, je souhaite à ma collègue d'Edmonton—Strathcona un bon retour à la Chambre. Il est toujours agréable de la voir ici, dans cette enceinte.

Ma collègue a parlé du transport ferroviaire. Le gouvernement conservateur avait instauré un processus d'examen du transport ferroviaire et adopté une mesure législative pour faire en sorte que les grains et les oléagineux soient acheminés au port de Vancouver ou à tout autre port au moment prévu afin que les navires en attente n'imposent pas de frais de surestaries aux agriculteurs. Ces mesures ont été mises en oeuvre par le gouvernement précédent, qui a collaboré avec les sociétés ferroviaires. La vérité, c'est que, si le NPD et ses partisans n'étaient pas si déterminés à faire obstacle à la construction de pipelines, nous pourrions dégager une bonne partie du réseau ferroviaire, ce qui nous permettrait d'acheminer les produits agricoles vers les ports.

• (1145)

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole à la Chambre des communes.

J'aimerais remercier tous les électeurs de ma circonscription, Souris—Moose Mountain, de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir choisi pour les représenter en ce lieu honorable. J'ai toujours cru et affirmé que ce siège appartient aux habitants de Souris—

Moose Mountain, et je me ferai leur porte-parole ici, dans cette enceinte.

Tous les députés élus à la Chambre le sont grâce au travail acharné accompli par de nombreuses personnes. Je tiens donc à remercier tous les bénévoles qui ont travaillé sans relâche pour moi. J'aimerais également témoigner ma reconnaissance inconditionnelle à l'équipe responsable de ma campagne et aux membres de mon association de circonscription et les remercier bien humblement.

Je tiens aussi à souligner que si je suis ici aujourd'hui, c'est grâce à l'encadrement, à l'éducation et à l'amour que j'ai reçus de ma famille, de mes amis et de mes professeurs. Mes parents m'ont appris à croire en quatre choses: mon pays, ma famille, Dieu et la reine. Je leur en suis extrêmement reconnaissant. Mon père, le regretté major-général Gordon Kitchen, a servi le Canada avec distinction et m'a donné la possibilité de visiter de nombreuses régions du monde et d'en apprendre plus sur d'autres sociétés et gouvernements. Je sais que là où ils sont, mon père et ma mère, la regrettée Joan Kitchen, m'observent avec une grande fierté.

Quand on me demande quelle personne m'inspire le plus, je réponds spontanément que c'est ma femme, Donna. Comme nous le savons tous, nos conjoints constituent notre force. Depuis 32 ans, Donna m'appuie sans réserve, peu importe mes décisions sur le plan professionnel. Elle a élevé trois enfants merveilleux, qui sont devenus des membres productifs de la société. En tant que mère et infirmière, elle fait preuve de bienveillance et de compassion. Qu'il s'agisse de prendre soin de nouveau-nés à l'hôpital pour enfants, d'enseigner à des étudiants en soins infirmiers ou d'évaluer les besoins d'âmes en matière de soins de longue durée, elle se dévoue corps et âme dans chacun de ses emplois. Elle travaille toujours avec diligence auprès de ses clients aujourd'hui.

Je dois également souligner l'encouragement et le soutien que me prodiguent mes enfants, Andrew, Kathryn et Stephen. Je m'en voudrais de ne pas remercier ma fille Kathryn des efforts remarquables qu'elle a consacrés à ma campagne électorale. Je suis aussi reconnaissant de l'appui de mon beau-frère, de mes beaux-parents, de mes frères et de ma soeur, qui se trouve aujourd'hui dans la tribune.

Pour ceux qui ne connaissent pas la merveilleuse circonscription de Souris—Moose Mountain, il s'agit d'une circonscription rurale de 43 000 kilomètres. Elle est délimitée par le Manitoba à l'est et par les États-Unis au sud. Ses deux grands centres sont Weyburn et Estevan. Il faut cinq heures de route pour passer du nord-est au sud-ouest, de Rocanville à Coronach, et quatre heures pour passer du sud-est au nord-ouest, de Carnduff à Kronau.

Si je mentionne la géographie, c'est parce qu'au cours des 26 dernières années, j'ai parcouru ces routes et j'ai été témoin de la croissance constante de l'économie, du trafic, des activités et du nombre d'habitants. Aujourd'hui, en raison de l'effondrement de l'industrie pétrolière, la région traverse une période difficile. Samedi, lorsque je me suis rendu à Regina à bord de ma voiture, le silence causé par l'inactivité était assourdissant. Avant, je voyais des plateformes de forage et de maintenance, des transporteurs d'eau, des pétroliers et des travailleurs; aujourd'hui, rien de tout cela. Il y a eu des milliers de mises à pied, de fermetures de magasins, de fermetures de restaurants, de chambres d'hôtel inoccupées et de maisons à vendre. Les demandes de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 33 %. Les travailleurs des plateformes ne sont pas les seuls à être touchés; il y a aussi les employés de bureau et les consultants, qui sont maintenant à la recherche d'emploi.

L'Adresse

Notre économie bat de l'aile. Les Canadiens peinent à joindre les deux bouts. Les producteurs de pétrole canadiens connaissent une période difficile. Notre vaste et prospère secteur de l'énergie est durement frappé par la chute du prix du pétrole sur la scène mondiale. Cette chute a sérieusement plombé l'économie nationale et entraîné son lot de difficultés pour nombre de familles canadiennes.

On ne peut passer sous silence le fait que, dans le sillage de la chute du cours du pétrole, de nombreux Canadiens perdent leur emploi et ferment leur entreprise. Le gouvernement du Canada n'est pas responsable du cours du pétrole sur la scène mondiale, mais il sera responsable des difficultés qui se poursuivront si nous ne prenons pas des mesures conséquentes pour aider les Canadiens à traverser cette période de crise.

De nombreux électeurs m'ont dit que l'Ouest, en particulier l'industrie pétrolière, éprouve des craintes à cause du traitement que les gouvernements libéraux ont réservé à cette région du pays par le passé. Le discours du Trône n'a absolument pas dissipé ces craintes. L'appui au projet d'oléoduc Énergie Est, qui passe dans la partie nord de ma circonscription, contribuerait à rassurer les gens de l'Ouest.

Par surcroît, ce projet serait très avantageux pour l'ensemble des Canadiens. Il s'agit de la façon la plus sûre de transporter le pétrole. L'oléoduc améliorerait l'acheminement du pétrole de la Saskatchewan et de l'Alberta jusqu'aux côtes. Le raffinage et l'acheminement du pétrole jusqu'aux côtes et aux marchés mondiaux stimuleraient l'industrie et contribueraient à en rehausser la valeur. Les emplois bien rémunérés créés dans le cadre de la construction de l'oléoduc bénéficieraient à l'économie canadienne et contribueraient à renforcer la classe moyenne, objectif que le gouvernement libéral considère, selon ses dires, comme prioritaire.

Le discours du Trône n'a guère rassuré les électeurs de ma circonscription. Le gouvernement n'y fait aucune mention de l'industrie agricole, laisse le secteur de l'énergie faire face tout seul à la tempête et promet des dépenses d'infrastructure qui ne seront apparemment pas concrétisées avant longtemps. Je suis chiropraticien de profession. À mes yeux, l'industrie agricole constitue la colonne vertébrale de ma circonscription et le secteur de l'énergie en est le prolongement.

● (1150)

En faisant des recherches sur les anciens discours du Trône, je suis tombé sur la réponse de mon prédécesseur, M. Ed Komarnicki, ancien député de Souris—Moose Mountain, au discours du Trône de 2004, du gouvernement libéral. Il a lui aussi déclaré, à cette époque, que le gouvernement ne soutenait pas l'agriculture. La même chose se produit actuellement.

Pour continuer de survivre, les agriculteurs et les éleveurs doivent pouvoir vendre leurs produits à des marchés. La Saskatchewan exporte une grande part de ses ressources, et l'ouverture de nouveaux marchés est très avantageuse pour nos producteurs. Le Partenariat transpacifique nous donne justement l'occasion de le faire. En plus d'ouvrir de nouveaux marchés pour nos producteurs, il réduirait les droits exagérés qui s'appliquent au canola et au bétail canadiens. Le gouvernement doit agir et présenter cet accord commercial à la Chambre; il ne doit pas se contenter de le signer et d'y souscrire, il doit aussi le ratifier.

Au cours des dernières semaines, j'ai reçu de nombreuses requêtes et demandes de renseignements sur les investissements dans les infrastructures. En fait, la semaine dernière, le directeur municipal d'Estevan a communiqué avec mon bureau pour en savoir plus sur un investissement de 1 milliard de dollars dans les infrastructures dont il avait entendu parler. Ma région a grand besoin qu'on investisse dans

ses infrastructures. Aux prises avec des structures vieillissantes, et après avoir connu une croissance rapide, les municipalités accusent un retard en matière d'infrastructures de base, notamment les installations de traitement des eaux.

Le discours du Trône parle d'investissements dans les infrastructures. Si le chiffre avancé de 1 milliard de dollars est vrai, nous devons connaître les règles et les procédures auxquelles les municipalités devront se conformer pour en profiter; plus précisément: quels sont les paramètres, qui peut présenter une demande, quand les fonds seront-ils disponibles et comment les régions touchées par la baisse du prix du pétrole seront définies?

Il est question dans le discours du Trône d'investissements dans les technologies propres et d'un soutien aux entreprises qui cherchent à exporter ces technologies. Il semble que les mesures économiques visent principalement à développer simultanément un environnement sain et une économie forte. Bien que nous soyons tous d'accord pour dire que la protection de l'environnement et la vigueur économique ne sont pas incompatibles, le gouvernement doit comprendre que nous ne pouvons pas attendre l'adoption et la mise en oeuvre de la politique environnementale pour commencer à stabiliser et à stimuler l'économie du Canada. Nous devons utiliser les technologies dont nous disposons aujourd'hui, comme le captage du carbone, pour redresser dès maintenant la situation économique.

Un projet d'essai d'une technologie à la fine pointe est actuellement mené dans Souris—Moose Mountain. Il s'agit du projet de captage et de stockage postcombustion du carbone à la centrale au charbon de Boundary Dam, qui se traduit par une production à faible émission. Le gouvernement conservateur précédent avait accordé un financement de 249 millions de dollars pour ce projet. La centrale de Boundary Dam d'Estevan peut ainsi réduire d'un million de tonnes par année ses émissions de gaz à effet de serre dans l'environnement, ce qui équivaut à retirer 250 000 voitures de la circulation.

Le charbon sert à fournir de l'énergie partout dans le monde. Il coûte moins cher. Nous devons cependant réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Cette technologie atténue notre incidence sur l'environnement. Le projet est tout prêt. Il ne reste qu'à le mettre en oeuvre.

Les commentaires formulés au sujet de l'ingéniosité du Canada ont exacerbé les craintes de mes électeurs. Pour extraire nos vastes ressources naturelles, il faut utiliser ce que nous avons entre les oreilles. Pour les gens de Souris—Moose Mountain, l'extraction du charbon et du pétrole est un processus complexe qui fait appel aux capacités intellectuelles d'ingénieurs, de géologues, d'économistes et de comptables. Il faut des études, une formation en matière de sécurité et, surtout, du bon sens.

Il en va de même pour les agriculteurs. Il serait tout à fait inexact de penser que les agriculteurs s'appuient uniquement ce qui se trouve sous leurs pieds. Les agriculteurs et les éleveurs de Souris—Moose Mountain sont des propriétaires d'entreprise qui planifient, sèment, récoltent, vendent leurs produits, entretiennent leur équipement et gèrent leur personnel. Je suis convaincu que tous les agriculteurs et les travailleurs du secteur de l'exploitation des ressources seraient d'accord avec moi: ils peuvent être les plus intelligents de leur domaine et faire preuve d'une grande ingéniosité pour réduire les coûts et trouver des acheteurs, mais si les ressources n'existent pas et que les marchés pour les écouler sont fermés, ce qu'il y a entre les oreilles devient inutile.

L'Adresse

Je terminerai en remerciant sincèrement la chef de mon parti de m'avoir nommé porte-parole de l'opposition officielle en matière de sports. J'ai hâte de travailler avec la ministre des Sports et des Personnes handicapées à améliorer la santé des Canadiens grâce au sport et aux loisirs.

J'invite tous les députés à s'étirer régulièrement et à bouger le plus possible, par exemple en prenant l'escalier au lieu de l'ascenseur et en se déplaçant à pied.

Une dernière observation: le parti au pouvoir dit que les Canadiens veulent voir leur gouvernement faire des choses différentes et faire les choses différemment. J'espère sincèrement que d'autres choses sont à venir, parce que, comme je l'ai mentionné, on a l'impression que c'est du pareil au même.

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souhaiter la bienvenue au député à la Chambre et, surtout, à rendre hommage aux services rendus par son père et auxquels le député a fait allusion. Nous savons que c'est parce que les anciens combattants ont servi notre pays que nous pouvons aujourd'hui débattre de dossiers comme celui dont il est ici question et c'est pour cela que nous les saluons et leur exprimons notre reconnaissance.

Le député a parlé de la situation des infrastructures dans sa province et, plus particulièrement, de la situation à laquelle est confrontée la ville d'Estevan.

Cependant, après avoir discuté récemment avec les maires de Saskatoon et de Regina, je comprends aussi que ces villes subissent d'énormes pressions en vue d'entreprendre des dépenses d'infrastructure cette année. Le problème, entre autres, c'est qu'il y a des élections en vue, ce qui pourrait entraver la conclusion rapide d'une entente et le versement des fonds d'infrastructure à ces municipalités si la Province tarde à intervenir et que le budget n'est pas adopté rapidement, notamment parce qu'une grande partie de l'argent destiné aux infrastructures annoncé par le gouvernement précédent n'a jamais été versé à son homologue de la province d'où vient le député. C'est l'une des raisons pour lesquelles, partout au pays, de nombreux programmes d'infrastructure n'ont rien accompli au cours de la dernière année.

Le député d'en face entend-il collaborer avec le gouvernement actuel pour assurer la réussite des programmes d'infrastructure qui seront annoncés bientôt dans le budget et de la distribution des fonds de l'année dernière afin que les municipalités de la Saskatchewan, en particulier, reçoivent rapidement les sommes promises avant qu'une autre saison de construction tombe à l'eau dans la province même du député?

• (1155)

M. Robert Kitchen: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et des observations au sujet de l'infrastructure.

Mis à part Estevan, dans ma circonscription, des milliers de collectivités ont présenté des demandes et attendent une réponse. On leur a dit que leurs demandes étaient mises sur la glace en raison des élections. Les élections ont eu lieu en octobre. Il s'est écoulé suffisamment de temps pour qu'on puisse indiquer quelles demandes ont été approuvées et verser les fonds afin que les travaux puissent commencer. Ces collectivités ont déjà des projets prêts à démarrer. Elles attendent simplement que le gouvernement leur donne le feu vert.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, en réponse au député de Souris—Moose Mountain, je trouve un peu fort que les conservateurs, après

10 ans de contrôle à la Chambre et 41 ans de contrôle à l'Assemblée législative de l'Alberta, n'assument pas leur part de responsabilité pour les pertes d'emploi dans la région.

Si un parti avait l'espoir de construire un pipeline, de concrétiser un projet d'exportation de carburant non raffiné, et d'obtenir l'assentiment social et l'appui des collectivités pour un tel projet, il devrait faire en sorte que cela améliore la sécurité énergétique du Canada et augmente le nombre d'emplois en permettant que nous raffinions partout où nous le pouvons localement et que nous détenions une partie de la propriété et du contrôle au Canada, et non pas en tenant des audiences d'évaluation environnementale vides de sens, des audiences publiques où il n'y a en fait pas d'audience, mais plutôt des témoins qui ne peuvent ni s'exprimer ni être contre-interrogés. En outre, le gouvernement conservateur s'est battu pendant 10 ans et a dépensé au moins 100 millions de dollars de l'argent des contribuables pour lutter contre le contrôle des Autochtones et l'obligation d'obtenir leur consentement pour l'utilisation des terres. Si ces choses ne s'étaient pas produites, je pense que le gouvernement du député n'aurait peut-être pas laissé les habitants de l'Alberta dans la situation actuelle. Le député ne peut blâmer le gouvernement néo-démocrate de l'Alberta pour ce qui s'est produit au cours des cinq ou six derniers mois.

Je vais conclure en citant un ancien député conservateur et ancien premier ministre de l'Alberta, Jim Prentice, qui, juste avant de perdre les élections au profit du NPD, a dit ceci: « Regardez dans le miroir. »

M. Robert Kitchen: Monsieur le Président, je ne suis pas sûr d'avoir vraiment compris la question que m'a posée la députée. Cependant, je peux dire qu'il y a eu un programme énergétique national qui a permis d'examiner et d'évaluer toutes les questions liées aux oléoducs. On a suivi toutes les étapes qui s'imposent, effectué toutes les évaluations, et établi les critères à respecter. Il revient aux promoteurs de donner leur avis afin de compléter cette rétroaction.

Bon nombre de ces processus seraient renforcés si le Nouveau Parti démocratique les appuyait.

[Français]

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Don Valley-Est.

[Traduction]

J'aimerais d'abord vous féliciter, monsieur le Président, d'avoir été désigné pour occuper le fauteuil. Il est aussi merveilleux de vous revoir à la Chambre après une courte pause.

Je prends la parole pour la première fois au sein de la 42^e législature, et j'aimerais commencer par remercier les électeurs de ma circonscription de l'Ouest de l'île de Montréal, Lac-Saint-Louis, de m'avoir accordé leur confiance encore une fois. C'est une lourde responsabilité que je prends évidemment très au sérieux. J'ai hâte de reprendre mon travail acharné afin de bien représenter mes électeurs au Parlement fédéral.

Le discours du Trône, dont nous débattons aujourd'hui, reflète bien les thèmes de la campagne électorale. Il parle d'un désir de réaliser le vrai changement dans ce pays. C'est un discours éloquent sur l'intention du gouvernement d'apporter le véritable changement qui a été clairement réclamé par les Canadiens, car ils savent que l'avenir du pays en dépend.

Je n'essaie pas d'être partisan. La partisanerie aveugle et gratuite n'est pas constructive. Ce n'est pas une avenue qui mène à de bonnes politiques publiques. De toute façon, ce n'est pas ce que les gens de ma circonscription aiment ou veulent. Il est juste de dire qu'un sentiment a été exprimé dans tout le pays, des provinces de l'Atlantique à la Colombie-Britannique, en passant par le Québec, l'Ontario, les Prairies et l'Alberta, à savoir qu'une nouvelle impulsion était nécessaire pour gérer l'accumulation constante de défis, surtout sur le plan économique; que la façon de gouverner et les politiques du gouvernement précédent ne suffisaient plus pour relever efficacement ces défis; et qu'il était temps de mettre fin à une certaine inertie politique dans de nombreux domaines, de l'économie à la politique étrangère, en passant par les questions autochtones et l'environnement, qui est aujourd'hui si essentiel à la politique économique.

Le 19 octobre, les Canadiens ont indiqué qu'ils soutenaient l'opinion voulant que de nouvelles idées et la volonté de les mettre en pratique étaient nécessaires pour assurer la prospérité future du Canada dans un monde hautement concurrentiel et complexe qui évolue rapidement, et que ces nouvelles idées étaient également la clé de notre progrès culturel et social. Voilà en quoi consiste le discours du Trône: de nouvelles idées pour régler des problèmes persistants et affronter de nouveaux défis qui se présentent rapidement, encore une fois en portant une attention particulière à la réalisation de progrès notables à l'égard de difficultés économiques tenaces qui nuisent à la classe moyenne du Canada.

L'essentiel du message économique du gouvernement est que nous devons investir dans l'avenir pour accorder des avantages tangibles aux Canadiens et à leurs familles, aujourd'hui et demain. À cette fin, dans notre programme électoral, nous nous sommes notamment engagés à doubler les dépenses en infrastructure au cours des 10 prochaines années en investissant des fonds supplémentaires totalisant 60 milliards de dollars. Je ne sais pas pour l'instant si ces dépenses seront engagées sur une certaine période. Le ministre des Finances et le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités travaillent assidûment là-dessus en ce moment même.

● (1200)

[Français]

Comme je l'ai mentionné, nous avons un programme ambitieux, qui a été au cœur du discours du Trône. De mon point de vue, on dirait qu'il est taillé sur mesure pour ma circonscription. Or ce n'est pas le cas. Ce programme est taillé sur mesure pour toutes les circonscriptions du Canada, et je parle de notre engagement à augmenter nos investissements en infrastructure.

En effet, nous nous sommes engagés à investir dans les infrastructures du pays, et dans trois volets en particulier: les infrastructures vertes, le transport collectif et l'infrastructure sociale, comme le logement social, par exemple.

Le comté de Lac-Saint-Louis, que je représente, est vraiment de classe moyenne. Cela dit, il a quand même des besoins auxquels la plateforme libérale répondra, surtout dans le domaine des investissements en infrastructure que nous nous sommes engagés à faire.

[Traduction]

Je représente une excellente circonscription où vivent des gens de la classe moyenne, une circonscription à la population croissante et à l'économie dynamique, située dans un environnement magnifique et bordée de trois côtés par des cours d'eau, dont le majestueux fleuve Saint-Laurent. Ma circonscription connaît quelques besoins criants et urgents, auxquels répondront les trois parties de notre plan

L'Adresse

d'infrastructure. J'aimerais décrire ce que les trois facettes de notre plan apporteront aux résidents de Lac-Saint-Louis.

À titre d'exemple, l'Association de l'ouest de l'île pour les handicapés intellectuels a élaboré un projet qui pourra démarrer dès que les fonds seront disponibles. Ce projet vise la construction d'un centre communautaire. Grâce à cet espace supplémentaire, l'organisme pourrait offrir davantage d'activités aux familles dont les enfants ont des besoins spéciaux. Et ce n'est pas tout! Cet espace pourrait aussi répondre à d'autres besoins dans la collectivité. Des parents pourraient s'y réunir pour parler des apprentissages de leurs enfants, de leurs comportements et de leurs jeux, et trouver des façons d'aider leurs enfants à bien grandir, même dans les familles à faible revenu. Ce lieu de rencontre servirait aussi, sans doute, à des gens qui souhaitent lancer des entreprises sociales, dont les bénéfices servent à financer une cause. J'espère que, grâce au plan d'infrastructure du gouvernement, l'Association de l'ouest de l'île pour les handicapés intellectuels pourra réaliser ce rêve.

Deuxièmement, les fonds pour le transport en commun seront les bienvenus. Un projet intitulé le Train de l'Ouest est en cours depuis environ 15 ans. C'était une idée de mon prédécesseur, Clifford Lincoln, qui a représenté ma circonscription pendant 10 ans avant que je ne sois élu. Ce projet, cette idée qui a germé, est maintenant prêt à démarrer. Nous attendons une décision de la Caisse de dépôt et placement du Québec quant au financement du projet. Compte tenu du nouveau programme d'infrastructure et des fonds supplémentaires qu'il prévoit, le gouvernement fédéral sera en mesure de devenir un partenaire du projet et, nous l'espérons, d'avoir une certaine influence sur la structure du projet. Je suis impatient de travailler avec le gouvernement, les maires de ma circonscription et les députés de l'Assemblée nationale, les représentants provinciaux, afin de réaliser ce projet. Il faut du transport en commun dans l'Ouest de l'île de Montréal. Nous avons bien un train, mais il partage la ligne avec des trains de marchandises, et le service n'est pas à la hauteur.

Enfin, je me suis réuni il y a quelques semaines avec le maire et certains conseillers du village de Senneville, qui fait partie de ma circonscription, et ils m'ont parlé de la nécessité de remplacer leur réseau d'égout. Voilà exactement le genre de projet qui correspond au volet de notre plan d'infrastructure qui vise l'investissement dans les technologies vertes.

Je me réjouis à l'idée de collaborer avec mes collègues et d'autres intervenants pour faire en sorte que notre plan réponde aux besoins importants de ma collectivité, tout comme, j'en suis sûr, il répondra aux importants besoins de collectivités dans l'ensemble du pays.

● (1205)

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais savoir quand le plan pour l'infrastructure verte, l'infrastructure sociale et le plan d'infrastructure seront mis en oeuvre. Comme 20 millions de dollars sont prévus pour chacun de ces éléments sur une période de 10 ans, ce qui correspond à environ 2 milliards de dollars par année, je me demande combien de nouveaux emplois seront créés et dans quelle mesure cela stimulera l'économie.

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue à la députée et la féliciter d'avoir été élue.

L'Adresse

Comme elle le sait, la Chambre est dotée de budgets annuels, et c'est dans ces budgets annuels que figurent les détails concernant les initiatives comme celle dont je parlais dans mon allocution. Pour ce qui est du nombre d'emplois, tout dépendra des sommes investies. Certains projets créeront plus d'emplois que d'autres. L'idée, derrière les dépenses en infrastructures, c'est de créer des retombées dès aujourd'hui pour les Canadiens, mais aussi de préparer le terrain pour la relance économique de demain. Si l'économie se remet à rouler, mais que les gens sont incapables de se rendre du point A au point B, de leur domicile au travail que nous aurons créé pour eux, alors la relance va finir par faire du surplace.

Nous investissons pour en ressentir les retombées aujourd'hui, mais en réalité nous sommes tournés vers l'avenir. Le gouvernement au grand complet est tourné vers l'avenir, et c'est pour cette raison que nous faisons ces investissements.

• (1210)

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, j'ai remarqué la manière dont le député avait intégré les besoins de sa circonscription en matière d'infrastructures sociales, qui font partie d'une enveloppe de dépenses plus vaste englobant le logement.

Il y a eu des critiques, notamment de la part du troisième parti, concernant l'insuffisance des infrastructures sociales entièrement destinées au logement. Selon ces critiques, nous devrions nous préoccuper du logement et uniquement du logement, et laisser les autres volets à d'autres ministères.

Le député pourrait-il nous dire à quel point il est important d'intégrer simultanément les infrastructures sociales et le logement afin d'arriver à des milieux de vie complets et réussis? Pourrait-il aussi nous expliquer pourquoi il est si important que nous ne nous arrêtions pas au seul logement et que, au fur et à mesure que nous bâtissons de nouvelles collectivités et trouverons un toit aux Canadiens, nous intégrions au contraire les services sociaux en leur trouvant des locaux?

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, c'est une excellente question, car au fil du temps, nous avons appris à voir le monde d'un autre oeil. Auparavant, nous le percevions comme un groupe d'éléments isolés, alors que maintenant, nous le voyons plutôt comme un écosystème; pour nous, les collectivités sont des écosystèmes. J'ai souvent dit à mes électeurs que notre collectivité — comme toutes les autres ici représentées, j'en suis certain — est spéciale en raison de son réseau de groupes communautaires qui répondent à peu près à tous les besoins qu'une personne ou une famille pourrait avoir.

Je dis souvent à mes électeurs que oui, nous avons de belles maisons dans notre circonscription. Ce sont des constructions sur un lopin de terre avec des voitures, mais elles ne constituent pas une collectivité. Ce sont les gens qui y vivent qui forment une collectivité lorsqu'ils se réunissent à des endroits comme — espérons-le — le futur centre Kizmet pour échanger des idées et s'entraider.

Voilà pourquoi le logement est important. Il l'est, certes, mais nous devons réunir les personnes qui vivent dans ces habitations, qu'il s'agisse de logements sociaux ou de maisons unifamiliales, afin qu'elles collaborent et vivent ensemble.

[Français]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour sa réélection et pour son discours prononcé à la Chambre, aujourd'hui.

Pendant la campagne électorale, j'ai eu la chance de parler à plusieurs producteurs laitiers de partout dans le comté de Berthier—Maskinongé. Ils ont soulevé des craintes importantes par rapport à des accords commerciaux comme l'Accord économique et commercial global Canada-Union européenne et le Partenariat transpacifique.

Une promesse électorale du Parti libéral était de régler la question des protéines laitières. Le centième jour approche. Je sais que les libéraux ont eu beaucoup de pain sur la planche et que ce n'est pas toujours facile de remplir ses promesses, mais je voudrais entendre les commentaires du député ou savoir quand le gouvernement agira concrètement pour régler la question des protéines laitières en provenance des États-Unis, parce que cela représente des pertes annuelles de 50 000 \$ pour les producteurs.

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, j'aimerais féliciter, à mon tour, l'honorable députée de sa réélection.

J'ai un comté qu'on traite de banlieue, mais qui a quand même une composante rurale. À Sainte-Anne-de-Bellevue, nous avons la chance d'avoir la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill. J'ai donc quelques connaissances concernant les enjeux du secteur rural et agricole. En réponse à la question soulevée concernant l'échéancier, je sais que nous en avons discuté entre collègues et que nous avons reçu des représentants du secteur laitier lorsque nous étions dans l'opposition. Toutefois, malheureusement, n'étant pas le ministre de l'Agriculture, je n'ai pas de réponse par rapport à l'échéancier précis.

• (1215)

[Traduction]

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de commenter le discours du Trône.

Le discours du Trône fait état de démarches importantes qui offriront des avantages à long terme aux électeurs de la grande circonscription que je représente, Don Valley-Est, et à l'ensemble des Canadiens.

En premier lieu, le discours du Trône reconnaît que la diversité est notre force. Dans la circonscription de Don Valley-Est, près de 60 p. 100 des résidents sont des Canadiens de première génération. Ils ont immigré au Canada de diverses régions du monde avec un but commun: celui de s'offrir à eux et à leurs familles un avenir meilleur.

Une fois établies, de nombreuses personnes de ma circonscription tendent la main aux nouveaux arrivants. Un exemple formidable: l'organisme The Clothing Drive, qui fournit des vêtements, des bottes, des manteaux, des chaussures, des sacs d'école, entre autres, aux centaines de réfugiés syriens nouvellement arrivés. Je suis fière d'avoir participé à l'ouverture officielle de son bureau dans ma circonscription.

Cet organisme est né d'un appel à l'aide sur Facebook. En quatre semaines, il a rassemblé des centaines et des milliers de bénévoles de tous les horizons, mais unis par leur désir de venir en aide. On reconnaît bien là la mentalité canadienne. Ensemble, nous formons une force phénoménale, porteuse de changements favorables à la société.

Les dix dernières années ont été marquées par la division. Les gens sont las de ce genre de mesquinerie et ils souhaitent revoir leur Canada. Leur générosité et leur bienveillance se sont clairement manifestées après que notre premier ministre ait montré l'exemple et donné le ton à tous les Canadiens. Grâce à son leadership, la nature compatissante des Canadiens est mise à contribution.

L'Adresse

Il y a deux semaines, j'ai accueilli 300 réfugiés dans ma circonscription. J'ai été renversée par la générosité des groupes religieux, des sociétés civiles et des particuliers qui ont offert leur aide. Par exemple, un groupe de fidèles a recueilli 3,6 millions de dollars, ce qui est fantastique. Ce groupe a l'intention de parrainer 17 familles de réfugiés syriens et, par le fait même, de soulager le gouvernement d'autant. Voilà qui est remarquable. D'autres synagogues et mosquées ont déjà parrainé quatre ou cinq familles chacune.

J'ai été témoin d'un moment touchant durant une assemblée publique sur les réfugiés syriens que j'avais organisée. Un membre d'un groupe religieux venait d'aller chercher les membres de sa famille à l'aéroport et cherchait un logement convenable pour eux. C'est alors qu'un Canadien généreux a offert de les loger dans son sous-sol. Il a réaménagé sa maison pour tenir compte des besoins de la famille. Je me réjouis de pouvoir dire qu'une famille chrétienne irakienne est maintenant bien installée dans le domicile d'un musulman. C'est le genre de pluralisme que nous devrions chercher à assurer. Je suis heureuse d'affirmer que, grâce au leadership du gouvernement libéral, le Canada est de retour.

Le gouvernement s'est engagé à favoriser la croissance de la classe moyenne. La première chose qu'il voulait faire était de réduire le taux d'imposition des personnes gagnant entre 45 000 \$ et 90 000 \$. Cet allègement fiscal est avantageux pour 90 % de la population.

Dans ma circonscription, près de la moitié des habitants gagnent moins de 50 000 \$. Il s'agit de personnes qui travaillent fort et qui contribuent à l'économie canadienne. L'allègement fiscal du gouvernement est important, car il permettra à 90 % des Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches. Grâce à cet argent supplémentaire, ils pourront contribuer à la croissance économique.

Je suis certaine que de nombreux autres députés doivent composer avec un taux de chômage élevé dans leur circonscription. Dans Don Valley-Est, le taux de chômage s'élève à 11 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale. Pourquoi? C'est parce que, au cours des 10 dernières années, nous n'avons pas fait les bons investissements économiques. Le taux de chômage chez les jeunes est encore plus élevé. En investissant dans la classe moyenne, nous veillerons à ce que les gens ayant besoin d'aide la reçoivent. Cela comprend les gens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts et qui veulent améliorer leur niveau de vie.

● (1220)

Le gouvernement sait qu'il est important d'investir dans les gens et la prochaine génération. La façon dont nous investissons est aussi cruciale que les gens dans lesquels nous investissons. L'Allocation canadienne aux enfants que nous proposons est un pilier solide pour soutenir la croissance de l'économie et de la classe moyenne. Élever un enfant coûte cher. Certains parents cumulent deux ou trois emplois pour à peine arriver à joindre les deux bouts. Bref, ils survivent. Par conséquent, notre prestation canadienne pour la garde d'enfants ciblée viendrait en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Le troisième pilier de la croissance économique est l'investissement dans l'infrastructure, tant sociale que matérielle, comme les routes, la signalisation prioritaire pour le transport en commun, etc. Dans des villes comme Toronto ou Vancouver, le prix des logements est trop élevé pour des gens qui gagnent entre 45 000 et 50 000 \$ par année. Il est donc important d'investir dans l'infrastructure sociale.

Mes collègues et moi avons eu l'occasion de rencontrer le maire de Toronto, l'honorable John Tory. Le maire et son équipe de conseillers savent à quel point ces investissements sont importants et sont prêts à travailler de concert avec le gouvernement. Ils sont ravis que le gouvernement fédéral reprenne ses activités, communique avec eux

et les traite avec respect en leur permettant de choisir des projets qui offriront un rendement maximal du capital investi, tant sur le plan de la justice sociale que de la création d'emplois.

Le maire était particulièrement ravi des investissements dans les transports en commun. Tout le monde sait que la productivité du Canada a chuté ces 10 dernières années. Il est important d'effectuer des investissements intelligents dans les transports en commun des grandes villes comme Toronto. On permet ainsi aux gens de se déplacer plus rapidement, ce qui réduit le stress et le temps consacré aux déplacements et contribue à la productivité en général. Dans ma circonscription, beaucoup de gens dépendent des transports en commun pour se rendre à l'école ou au travail, ou encore pour faire du bénévolat. L'investissement que nous faisons dans les transports en commun leur permettra donc d'être plus efficaces et productifs.

Il faut adopter une stratégie cohérente pour stimuler l'économie, et c'est justement ce qu'a fait le gouvernement lorsqu'il a réduit l'impôt des gens à revenu moyen et lorsqu'il investit dans l'avenir au moyen de la prestation canadienne pour la garde d'enfants, dans l'infrastructure, le logement social, les transports en commun et bien d'autres domaines encore, comme l'éducation postsecondaire. C'est un moyen sûr de stimuler l'économie.

Toutefois, la viabilité de l'économie repose sur un environnement propre. Pendant 10 ans, l'ancien gouvernement a nié les effets des changements climatiques et refusé de diversifier ses ressources. S'il l'avait fait, nous ne serions pas dans la situation où nous sommes aujourd'hui. Nous aurions un environnement économique plus propre et plus prospère. À cause de l'incompétence ou de la négligence du gouvernement précédent, nous avons perdu 74 % du marché de l'énergie propre. Le gouvernement prend donc la mesure audacieuse de mobiliser les provinces et les territoires pour s'assurer que nous avons les meilleurs scientifiques, ingénieurs et chercheurs, et que nous récupérerons la part de marché. Nous nous sommes engagés à investir dans les technologies vertes et les emplois de l'avenir.

Don Valley-Est a une population très bien scolarisée. Dans ma circonscription, 40 % des résidents ont fait des études universitaires ou collégiales, ce qui dépasse la moyenne nationale. Ces gens hautement scolarisés bénéficieront de notre investissement dans les emplois créés par l'entremise de notre partenariat avec l'environnement.

Le gouvernement est résolu à apporter un vrai changement. Nous avons été élus parce que nous nous sommes engagés à faire du Canada un pays meilleur, prospère et inclusif qui respecte sa diversité; un Canada qui tire sa force de sa diversité. Le discours du Trône véhicule très clairement ce message.

● (1225)

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, j'ai aimé l'intervention de ma collègue. Elle a parlé des Canadiens qui travaillent fort pour joindre les deux bouts et qui vivent d'un chèque de paie à l'autre. Elle a parlé d'investir dans les bonnes personnes.

Oxfam a récemment publié une étude qui soulignait l'écart croissant entre les riches et les pauvres dans le monde. Le gouvernement a eu l'occasion de s'attaquer au problème au Canada. Toutefois, la soi-disant baisse d'impôts pour la classe moyenne des libéraux profite à 30 % de la classe moyenne élevée. En fait, les 10 % les plus riches profitent de ce transfert.

L'Adresse

Pourquoi ne pas aider les personnes de la classe moyenne et celles qui vivent d'un chèque de paie à l'autre? Cet enjeu n'est malheureusement pas abordé. Ma collègue peut-elle répondre à cette question?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, en tant que comptable professionnelle agréée, je prépare de nombreuses déclarations de revenus. L'investissement du gouvernement dans la classe moyenne par l'entremise de la réduction des impôts de neuf personnes sur dix est un grand pas dans la bonne direction.

Le député a parlé de l'écart entre les riches et les pauvres. Cet écart ne fait que s'accroître depuis 10 ans. Nous avons choisi de remédier à la situation et nous l'avons fait par l'entremise de réductions d'impôt judicieuses, d'investissements dans le programme d'allocation pour enfants et d'investissements dans les infrastructures. Cette stratégie cohérente favorisera la croissance économique.

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue a notamment parlé des familles, surtout celles de sa circonscription, qui tentent de s'en tirer et d'avancer. Est-ce qu'elle pourrait parler plus en détail de l'Allocation canadienne aux enfants, qui permet de sortir 316 000 enfants de la pauvreté, et de son incidence sur les familles de sa circonscription?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, les gens de ma circonscription qui gagnent entre 45 000 et 50 000 \$ n'ont pas vraiment les moyens de payer la garderie pour leurs enfants. L'argent supplémentaire qu'ils vont recevoir, et qui va être calculé en fonction de leurs revenus, va leur être très utile. Comme l'a dit la députée, cet argent va aider à sortir de la pauvreté 316 000 enfants.

Beaucoup de gens ont recours aux banques alimentaires. Beaucoup de gens doivent jongler avec deux ou trois emplois pour pouvoir joindre les deux bouts. Cet argent supplémentaire dont ils vont pouvoir disposer contribuera à alléger leurs difficultés.

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis d'entendre ma collègue parler d'infrastructures, d'infrastructures vertes et d'infrastructures sociales. Je suis très fière que ce soit le gouvernement conservateur qui ait créé le Fonds pour l'infrastructure verte, car cela a permis de financer et de promouvoir les biocarburants, le traitement des matières organiques, la production de biogaz et d'énergie géothermique, et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Je suis contente de voir que 20 milliards de dollars supplémentaires vont être injectés dans ce fonds.

J'aimerais également dire quelques mots sur les infrastructures sociales et l'arrivée de 25 000 réfugiés.

Dans la ville de Surrey, dont j'ai été la mairesse, on parle 95 langues et, dans toute la province, c'est la ville qui a reçu le plus grand nombre de réfugiés parrainés par le gouvernement. La prochaine vague devrait nous amener 900 réfugiés de plus, dont 60 % ont moins de 18 ans. Notre district scolaire est déjà saturé. Nous avons besoin de 425 logements à long terme pour ces réfugiés, ainsi que de nouveaux locaux scolaires. Sans compter qu'il est question de fermer un centre d'accueil et de congédier des travailleurs des services d'établissement.

Comment les libéraux ont-ils l'intention d'accueillir tous ces nouveaux réfugiés? Cela va-t-il faire partie du programme d'infrastructures sociales?

• (1230)

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, la députée a posé beaucoup de questions et je vais lui répondre, pour commencer, que

les libéraux se sont engagés à investir 20 milliards de dollars dans les technologies vertes. Le gouvernement précédent n'avait aucune idée de ce qu'est le changement climatique, donc nous sommes en train de reprendre pied.

Pour ce qui est des réfugiés syriens, c'est la première fois que plusieurs ordres de gouvernement sont consultés. Le premier ministre précédent ne consultait personne et refusait de rencontrer les premiers ministres provinciaux et territoriaux. Aujourd'hui, nous renouons avec la tradition et nous les faisons participer à nos décisions. Comme je l'ai dit, on essaie de trouver des moyens, dans ma circonscription, pour que les gens puissent accueillir des réfugiés parrainés par le gouvernement, car cela fait partie de la tradition canadienne: s'investir et accueillir les autres.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'intention de partager mon temps de parole avec ma collègue la députée de Berthier—Maskinongé.

Comme c'est mon premier vrai discours à la Chambre des communes, je tiens à remercier les électeurs et les bénévoles de Nanaimo—Ladysmith, ainsi que ma famille et mes amis, de l'honneur et du privilège qu'ils m'ont faits en m'envoyant siéger à la Chambre des communes. Je salue également mes collègues du gouvernement local ainsi que les électeurs, qui m'ont appris énormément de choses au cours de mes quatre mandats.

Je tiens également à signaler que j'ai le privilège d'habiter sur le territoire non cédé de trois Premières Nations de ma circonscription, les Snuneymuxw, les Stz'uminus et les Snaw-naw-as, ou nation Nanoose, tout comme de nombreux chefs et résidents métis et autochtones. Grâce à eux, je vois chaque jour davantage combien il est important de procéder à la réconciliation et à l'établissement d'une relation saine, car le Canada en a grand besoin. Ils m'ont convaincue de la nécessité d'avoir une enquête sur les femmes autochtones assassinées ou disparues, de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, de donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation et d'établir une relation véritable de nation à nation.

C'étaient tous des objectifs que partageaient les libéraux et les néo-démocrates pendant la campagne électorale, mais malheureusement, dans le discours du Trône, on ne trouve aucun détail et aucun engagement là-dessus. Où sont toutes leurs bonnes intentions? Pour faire bonne figure, le gouvernement libéral aurait pu au moins s'engager à faire des investissements bien ciblés, et il aurait pu présenter un plan détaillé pour concrétiser sa promesse de mettre fin aux avis de faire bouillir l'eau dans les réserves. Dans un pays comme le nôtre, on ne peut pas se faire le chantre de l'espoir pour ensuite ne pas tenir parole.

Mais ce n'est pas le seul raté du discours du Trône. Je suis bien sûr très soulagée de voir que le gouvernement a réitéré ses engagements d'investir dans les infrastructures, mais nous voulons avoir des détails sur les sommes qui seront consenties et comment elles seront distribuées. Le transport public interrégional est un exemple d'investissement gagnant-gagnant-gagnant. C'est bon pour notre économie, pour nos collectivités et pour notre environnement.

L'Adresse

Nanaimo—Ladysmith manque de transports publics entre ses deux collectivités. Il n'y a pas de transports publics entre Nanaimo et Ladysmith, alors que ces deux collectivités ne sont qu'à 20 minutes de distance. Cela rend les choses difficiles pour celui qui trouve un emploi en dehors de sa collectivité immédiate, ce n'est pas bon pour les entreprises et ce n'est pas bon pour l'environnement. Ce qui serait encore mieux, ce serait de promouvoir les transports publics interrégionaux jusqu'à la circonscription de Cowichan—Malahat—Langford, car cela permettrait de desservir les nouveaux campus de l'Université de l'île de Vancouver. La création de transports publics interrégionaux reliant ces deux collectivités serait bénéfique pour les étudiants, et bien entendu pour l'économie et pour l'environnement.

Dans ma propre collectivité de l'île Gabriola, les résidents en ont eu assez d'attendre des financements pour des transports publics, et ils ont décidé de créer leur propre service régional. Cette collectivité d'à peine 4 000 habitants a réussi à financer, avec l'aide du district régional de Nanaimo, trois autobus fonctionnant aux biocarburants. Le système n'utilise que des bénévoles, et samedi dernier, ils ont célébré leur 33 333^e passager. C'est un résultat extraordinaire pour une organisation communautaire aussi petite. Je suis très fière de ce qu'ils ont fait, mais un système de transports publics ne devrait pas fonctionner uniquement avec des bénévoles. Nous avons grand besoin de partenaires fédéraux et provinciaux pour que les transports publics soient viables.

L'an dernier, plusieurs députés néo-démocrates représentant des collectivités dynamiques ont demandé au gouvernement fédéral de permettre à BC Ferries de présenter une demande de financement pour des infrastructures. Dans nos collectivités, les usagers des traversiers ont été frappés par des augmentations de tarifs considérables, en raison de la philosophie du gouvernement libéral de la Colombie-Britannique axée sur la semi-privatisation. C'est très difficile pour les collectivités, car les nouveaux tarifs sont à peine abordables. BC Ferries est pour nous une autoroute marine. En tant que parti d'opposition progressiste, les néo-démocrates n'auront de cesse d'inciter le gouvernement fédéral à faire de solides investissements à long terme dans les infrastructures de transports publics.

• (1235)

Le discours du Trône prévoit le dépôt de mesures législatives destinées à accroître le soutien aux survivants d'actes de violence conjugale et d'agression sexuelle. Je ne saurais trop insister sur les immenses besoins de Nanaimo—Ladysmith sur ce plan. Nous devons prévenir la violence faite aux femmes. On a trop souvent laissé cette lourde responsabilité aux organismes de première ligne qui ramassent les morceaux au quotidien.

La Haven Society de Nanaimo en est un exemple. Cet organisme reçoit chaque jour huit appels téléphoniques provenant de personnes en détresse. Chaque année, il dessert tout près de 4 000 personnes de la région qui ont toutes été victimes de diverses formes de violence, y compris de violence sexuelle, physique ou psychologique. Cependant, chaque année, faute de moyens financiers appropriés, la Haven Society se voit dans l'obligation de refuser ses services à 75 femmes qui sont prêtes à mettre fin à une relation de violence parce qu'il n'y a pas d'endroit où les loger. Imaginez la détresse de ces femmes. Il n'y a tout simplement pas assez de maisons d'hébergement.

Il existe par ailleurs, partout au pays, un important réseau de maisons d'hébergement pour victimes de violence conjugale qui ont su relever le défi. Une nuit, une année, 8 000 femmes et enfants étaient hébergés dans de telles maisons. Par contre, une autre nuit

cette année-là, on a dû refuser l'hébergement à plus de 500 femmes et enfants par manque de place.

Je tiens à reconnaître l'engagement personnel de ma collègue d'en face, la ministre de la Condition féminine. J'espère de tout cœur que sa collègue la ministre des Finances ainsi que son cabinet sont d'accord, comme moi, qu'il est crucial de trouver des solutions. Je tiens à saluer le travail accompli par le personnel des maisons d'hébergement et les efforts déployés par les intervenants dans la lutte contre la violence, et ce, à l'échelle du Canada. J'espère que le gouvernement en place les appuiera et qu'il protégera les plus vulnérables.

Les changements climatiques constituent le grand défi et la grande menace de notre époque. Je m'en rends compte chez nous, alors que le saumon a peine à frayer dans les cours d'eau qui s'assèchent et se réchauffent, comme les rivières Cowichan et Nanaimo. Alors que nous avons plus que jamais besoin de stabilité et de sécurité alimentaire, je vois des agriculteurs à Cedar et à Lantzville lutter contre la sécheresse dans des forêts pluviales. Et comme bon nombre de Canadiens, je suis heureuse que le gouvernement croie en la réalité scientifique, mais Dieu nous garde de nous en réjouir, car il témoigne de cette sombre décennie que nous venons tout juste de traverser.

Malgré cet engagement du gouvernement, le discours du Trône indique simplement que le gouvernement fera preuve de leadership en la matière. En réalité, il n'existe aucun vrai plan d'action, ni engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'existe pas non plus d'engagement à rendre le gouvernement responsable devant la loi de fixer des cibles et de les atteindre. À trois reprises, les néo-démocrates ont présenté une telle motion à la Chambre. Et je crois que les libéraux, presque tous les libéraux, nous avaient appuyés, presque à chaque fois, alors qu'ils étaient deuxième ou troisième parti en Chambre, alors pourquoi pas maintenant?

De plus, les changements climatiques devraient faire partie des évaluations environnementales et des examens effectués par l'Office national de l'énergie, mais cela n'était pas dans le discours du Trône non plus. Durant la campagne, les libéraux ont promis de renforcer le processus d'examen des oléoducs, bien que jusqu'à présent, ils aient laissé Kinder Morgan poursuivre son projet d'oléoduc et accroître son trafic de pétroliers, comme il en avait été décidé sous le gouvernement Harper. Les libéraux devront respecter leurs engagements. Il est plus que temps que le gouvernement mette en place un processus d'examen tenant compte des changements climatiques, un processus favorisant la contre-vérification des projets et la pleine participation du public, un processus qui tienne compte du point de vue des collectivités locales et des Autochtones.

Nanaimo—Ladysmith est un centre de soins de santé. Nous accueillons beaucoup de patients, de familles et de travailleurs de première ligne qui se confient à nous régulièrement. Tout au long de la campagne, on nous a dit à quel point ces gens et le système de soins de santé publique sont sous pression. Je suis très heureuse que, dans le discours du Trône, les libéraux prennent acte de la nécessité de réinvestir dans un nouvel accord sur la santé, aspect que le gouvernement conservateur avait abandonné. Cependant, encore une fois, il n'y a rien de concret.

L'Adresse

Ce que j'aimerais voir par-dessus tout, c'est l'engagement du gouvernement libéral à faire tout son possible pour garantir un médecin de famille aux cinq millions de Canadiens qui n'en ont pas. Je serais très heureuse qu'on corrige rapidement le programme des titres de compétence étrangers. J'ai entendu parler d'une famille de Nanaimo dont le fils est né et a grandi dans cette municipalité. Il est allé étudier aux États-Unis où il a obtenu son diplôme de médecine et il veut maintenant rentrer chez lui, à Nanaimo, pour y être médecin de famille, mais le Canada ne reconnaît pas ses titres de compétence étrangers. C'est très frustrant.

• (1240)

Il y a beaucoup de travail à faire, tant d'espoir et tant d'occasions. Quand l'économie est en difficulté, ce sont les plus vulnérables, les plus démunis qui souffrent le plus. Le gouvernement peut et doit jouer un rôle direct dans la réduction de ces inégalités et les néo-démocrates inciteront le gouvernement libéral à prendre des mesures concrètes pour le faire. Thomas Mulcair et l'équipe du NPD concrétiseront une telle action tous les jours à la Chambre.

Le vice-président: Un rappel à tous les députés. Les noms des députés d'Outremont et de Calgary Heritage ont été cités. Or, il ne faut mentionner un député que par le nom de sa circonscription et non par son prénom ou son nom de famille. C'est une pratique que nous devons respecter, mais il faudra un peu de temps pour en faire une habitude.

Passons aux questions et commentaires. Le secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien a la parole.

M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue de l'opposition pour son élection et pour ses commentaires à la Chambre aujourd'hui.

De quelle manière la députée et ses collègues entendent-ils travailler avec le gouvernement afin d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et de faire en sorte qu'ils bénéficient tous des services dont ils ont besoin?

Mme Sheila Malcolmson: Monsieur le Président, je reconnais que les Canadiens veulent que nous travaillions ensemble, que nous coopérons, et c'est ce qu'entendent faire les néo-démocrates. Nous avons fait campagne sur la plupart des thèmes défendus par les libéraux. Je viens d'énumérer une longue liste de choses à faire que les collègues du député, selon moi, croient également réalisables, faisables, une liste de mesures qui bénéficieraient à toutes les collectivités au pays ainsi qu'à l'environnement et à l'économie.

Les néo-démocrates et les libéraux ont pour tradition bien établie de travailler ensemble. Les néo-démocrates sont à l'origine de certaines des meilleures idées mises en œuvre au Canada, comme le Programme de la sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada, les soins de santé publique et même les excuses faites par les conservateurs à propos des pensionnats indiens.

Nous saurons nous montrer constructifs, coopératifs et utiles quand cela sera possible. En revanche, si le gouvernement n'agit pas dans le sens de ses promesses électorales ou dans le respect du discours du Trône, les néo-démocrates se dresseront et exigeront des comptes du gouvernement.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée pour son élection et son discours. Quel plaisir de voir des gens qui, comme elle, ont une idée de la façon dont nous pouvons améliorer notre pays.

J'ai une remarque à lui faire au sujet de l'accréditation des médecins, qui ne relève pas du gouvernement fédéral, mais bien des

provinces, qui elles seules ont compétence en la matière. C'est l'un des défis de notre structure fédérale. Je l'invite d'ailleurs à communiquer avec le collège des médecins et des chirurgiens de la Colombie-Britannique.

J'ai hâte de travailler avec la députée sur ce genre de dossiers.

Mme Sheila Malcolmson: Monsieur le Président, les néo-démocrates estiment que le problème est dû à une décennie de leadership absent de la part du gouvernement fédéral dans le secteur des soins de santé. Je suis issue des administrations locales et je sais donc à quel point nous devons travailler main dans la main, mais si le gouvernement fédéral établit des normes, mène la barque, impose des conditions aux transferts de financement et encourage les gouvernements provinciaux — et a fortiori les collèges des médecins de chaque province — à faire ce qu'il faut, cela donne le ton.

• (1245)

M. James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je veux féliciter la députée d'en face pour son discours et la remercier pour ses aimables paroles à propos du discours du Trône. Après avoir écouté ce qu'elle a dit, je ne sais pas vraiment si elle va ou non appuyer le discours du Trône.

Mme Sheila Malcolmson: Monsieur le Président, nous appuyons sans conteste nombre d'éléments du discours du Trône, mais comme le disent et le répètent les chefs, y compris le chef national de l'Assemblée des Premières Nations aujourd'hui, il est plus facile d'écrire des mots sur du papier que de véritablement agir. De ce côté-ci de la Chambre, c'est aux actions que nous nous intéressons. Nous avons une décennie de leadership défaillant à rattraper.

[Français]

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de son discours très intéressant. On voit qu'elle est vraiment préoccupée par ce qui se passe dans sa circonscription.

La députée a mentionné des problèmes de sécheresse dans des zones humides. Peut-elle parler davantage des effets des changements climatiques dans sa circonscription et du fait que les gens sont préoccupés par ces questions?

[Traduction]

Mme Sheila Malcolmson: Monsieur le Président, la communauté de Nanaimo—Ladysmith connaît déjà un climat méditerranéen, avec des hivers très humides et des étés très secs. Les conditions météorologiques qui se pérennisent ont engendré un écosystème extrêmement fragile. Les changements sont omniprésents: chez les espèces envahissantes et dans le type de légumes aisément cultivables, de même que sous la forme d'une réelle pression sur nos populations de saumon et sur notre pêche commerciale, qui fait traditionnellement partie de notre culture régionale.

La menace des feux de forêt et la pression sur nos sapeurs-pompiers pèsent également lourd sur notre région, qui dépend de l'industrie forestière. Pendant la campagne, j'ai eu le plaisir, aux côtés de collègues néo-démocrates et de sapeurs-pompiers, de prendre position en faveur d'un cadre de riposte aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Celui-ci vise à garantir que nos communautés soient prêtes à faire immédiatement face à d'éventuelles vagues d'incendies ou de sécheresses extrêmes.

L'Adresse

[Français]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, en premier lieu, j'aimerais prendre quelques instants pour remercier les électeurs et électrices de Berthier—Maskinongé de m'avoir fait confiance pour un deuxième mandat. Je remercie également ma famille, qui m'a soutenue pendant la plus longue campagne électorale de l'histoire, tous les bénévoles qui y ont contribué, ainsi que tous les candidats qui se sont présentés aux dernières élections. C'est vraiment honorable de leur part.

J'aimerais parler un peu de la circonscription de Berthier—Maskinongé, qui a changé un peu depuis la dernière législature. Je représente trois MRC, soit les MRC d'Autray, de Maskinongé et de Matawinie, qui compte Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois et Saint-Damien. En fait, je représente 37 municipalités. C'est un des plus beaux comtés au Canada et j'en suis vraiment fière.

Mon discours d'aujourd'hui portera sur le discours du Trône, qui comportait certainement plusieurs points positifs pour les citoyens de Berthier—Maskinongé. Tout d'abord, le gouvernement a parlé de rétablir une meilleure relation de nation à nation. Il est important d'adopter toutes les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, et je me réjouis que nous aurons enfin une enquête nationale sur les femmes autochtones disparues ou assassinées.

Aujourd'hui, il est particulièrement important de le souligner, alors qu'un rapport du Tribunal des droits de la personne mentionne que le gouvernement n'a pas aidé les Premières Nations depuis plusieurs années et qu'il n'avait pas prévu un financement adéquat. Il était très important de le souligner dans le discours du Trône, mais nous aimerions obtenir plus d'information et des échéanciers concrets.

Par ailleurs, la question du régime de pensions a également été abordée dans le discours du Trône. Après plusieurs années d'inaction de la part du gouvernement conservateur, il est important de bonifier notre régime de pensions au Canada. Nous attendons avec impatience des mesures concrètes relativement au Supplément de revenu garanti, afin d'aider à sortir 200 000 aînés de la pauvreté.

Une autre bonne nouvelle était le retour du formulaire long du recensement. Ces données sont nécessaires pour comprendre les réalités socioéconomiques de chaque milieu, et bien plus encore. Le développement des infrastructures a également été mentionné, mais encore une fois, il n'y a pas de plan concret.

D'autre part, il faut noter le changement de ton apporté par ce gouvernement, qui prône l'ouverture et la transparence dans un esprit de travail collectif. Cependant, encore une fois, il faut que les bottines suivent les babines. Il doit prendre des mesures concrètes pour aller plus loin que ses paroles.

L'assurance-emploi a également été mentionnée dans le discours du Trône, mais encore une fois, on ne connaît pas trop les intentions du gouvernement à cet égard. Il est important de réformer notre système d'assurance-emploi afin de s'assurer que tous les travailleurs et travailleuses qui y cotisent y ont accès, et ce, dans un délai raisonnable.

Malheureusement, plusieurs éléments étaient absents du discours du Trône, qui était très court. Il s'agissait surtout d'une vision, sans aucune mention d'échéanciers ou de mesures concrètes. Je demeure positive pour la suite des choses, mais on n'a pas mentionné les régions dans le discours du Trône, comme la circonscription de Berthier—Maskinongé, et je trouve qu'il est important de le faire. Il est aussi important d'aider les moins nantis et les aînés.

J'ai eu l'honneur d'être porte-parole en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, un domaine qui n'a pas été mentionné dans le discours du Trône. Aucun mot n'a été prononcé à ce sujet. Alors, j'ai très hâte de travailler avec le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, son secrétaire parlementaire et mon collègue conservateur de l'opposition.

Nous savons que 80 % des emplois du Canada sont créés par les PME.

• (1250)

L'économie de la région passe par la santé de nos PME et par le milieu agricole. Il est donc vraiment important d'améliorer les infrastructures.

Durant la campagne électorale et au cours des quatre dernières années, nous avons beaucoup parlé de l'accès à Internet haute vitesse. C'est important en région. Or certaines municipalités n'y ont pas encore accès. C'est important pour le développement des PME et pour les travailleurs autonomes. Cela permet aussi de garder les jeunes en région et d'y attirer des gens. J'aurais aimé voir cela dans le discours du Trône, mais cela n'y était pas.

Le gouvernement a fait des promesses concernant la livraison à domicile du courrier par Postes Canada. Toutefois, nous ne savons pas s'il va la rétablir. Par conséquent, je me demande si le gouvernement comprend l'importance de la livraison à domicile pour nos aînés.

Au dernier Parlement, mon collègue de Trois-Rivières et moi-même avons vraiment travaillé à sensibiliser tous les parlementaires à la Chambre à la cause des victimes de la pyrrhotite en Mauricie. Malheureusement, nous n'avons obtenu ni appui, ni argent, ni aide pour ces victimes de la part du gouvernement conservateur. Cependant, nous avons bon espoir d'obtenir de l'appui de la part du gouvernement actuel.

La pyrrhotite est une espèce minérale qu'on retrouve dans le béton et qui touche quelque 2 000 maisons en Mauricie. Cette espèce minérale fait craquer le béton. Par conséquent, la valeur des maisons touchées est réduite de 40 %. Les propriétaires de ces maisons devront faire lever leur maison pour que la fondation soit refaite.

Le 30 mai dernier, une marche de solidarité s'est tenue à Trois-Rivières. Environ 3 000 personnes se sont mobilisées lors de cette activité apolitique pour exhorter le gouvernement à débloquer des fonds.

À propos de la crise de la pyrrhotite, Mme Michèle Comtois et M. Denis Beauvilliers, résidant dans le secteur de Lac-à-la-Tortue, ont dit:

[...] le gouvernement fédéral dispose d'une bouée de sauvetage qu'il doit rapidement lancer aux gens «pognés à la gorge» par ce cancer du béton.

Ces citoyens se sentent vraiment mal pris. Le gouvernement provincial a investi en débloquent des sommes; par contre, le gouvernement fédéral n'a jamais vraiment agi.

Des citoyens nous proposent des idées. Je reçois beaucoup de courriels avec des idées sur ce que nous pouvons faire. Par exemple, un citoyen de Saint-Étienne-des-Grès propose un crédit d'impôt. Bref, j'ai beaucoup d'idées, et j'ai bon espoir de travailler avec le gouvernement libéral et d'obtenir de l'aide pour les victimes de la pyrrhotite.

L'Adresse

J'ai déjà parlé du fait que je suis la porte-parole adjointe en matière d'agriculture et d'agroalimentaire pour mon parti. L'an dernier, le Québec a perdu 250 fermes. L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne sème la crainte chez nos producteurs. Nous avons besoin de plus de clarté au sujet des compensations que le gouvernement conservateur avait annoncées. Nous ne sommes pas certains de ce que le gouvernement libéral va faire concernant cette question.

Un autre enjeu important qui pourrait être réglé dans de brefs délais, je l'espère, est le problème des protéines laitières. Présentement, les producteurs de taille moyenne perdent environ 50 000 \$ par année. Si le gouvernement nous donnait signe de vie et nous disait quand il agira à ce sujet et quel sera son plan, je pense que plusieurs producteurs partout au Québec et au Canada seraient soulagés. Je voulais explorer ces questions importantes.

Toutefois, je veux aussi aborder un autre point important. En effet, on parle dans tous les journaux du prix des aliments. De toute évidence, on ne peut pas contrôler la valeur de l'argent. Cependant, un plan pourrait être mis en place pour s'assurer que les Canadiens moins nantis ont accès à des aliments. J'aimerais que le gouvernement libéral présente une stratégie pour s'assurer que les gens auront accès à des aliments frais. D'ailleurs, j'ai plusieurs articles qui précisent que le prix de ces aliments pourrait encore augmenter de 4 %.

• (1255)

J'ai bon espoir de travailler avec le Parti libéral, mais aussi avec mes collègues conservateurs, afin d'obtenir des gains pour nos concitoyens.

M. Nick Whalen (St. John's-Est, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de ses commentaires et la félicite pour son élection.

Elle a parlé de ce que ne contenait pas le discours du Trône, mais appuie-t-elle ce qu'il contient? Va-t-elle voter en faveur du discours du Trône?

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je veux aussi le féliciter pour son élection.

Le discours du Trône a duré entre 10 et 15 minutes, et il contenait plusieurs points positifs. Encore une fois, il faut mettre un peu de chair autour de l'os. On ne sait pas exactement quelle est la direction prise par le gouvernement, et on ne connaît pas les échéanciers.

On a besoin de plus de concret de la part du gouvernement en place. Jusqu'à maintenant, c'est positif. Je suis d'accord sur presque tous les points soulevés dans le discours du Trône. Les néo-démocrates savent qu'ils travailleront avec le gouvernement. Ce sera important d'aller plus loin et de s'assurer que les promesses porteront leurs fruits. Il ne faut pas que ce soit seulement des belles paroles. Il faut avoir du concret. J'ai vraiment hâte que le gouvernement nous le démontre.

• (1300)

[Traduction]

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour sa réélection à la Chambre et pour sa nomination comme porte-parole adjointe en matière d'agriculture.

Je suis, moi aussi, issu d'une circonscription fortement agricole, où de nombreux exploitants appartiennent au secteur de la gestion de l'offre, mais où il y a aussi des céréaliculteurs et des éleveurs de porcs.

Le discours du Trône des libéraux ne fait aucune mention des agriculteurs. On penserait presque qu'on les a laissés tomber, comme s'ils étaient les victimes du discours du Trône. J'espère de tout cœur que ce n'est pas le cas.

Qu'aurait dû inclure le discours du Trône pour que le gouvernement montre son soutien à nos agriculteurs, qui travaillent si fort?

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'avoir été réélu. En toute honnêteté, je dois dire que j'ai été surprise qu'il ne soit pas fait mention de l'industrie agricole dans le discours du Trône alors qu'on sait qu'un emploi sur huit dépend de ce secteur. C'est la réalité à l'échelle de notre magnifique pays.

Dans la lettre de mandat ministériel, le gouvernement confie au ministre de l'Agriculture le mandat d'élaborer une politique alimentaire. Après avoir examiné très attentivement la situation et avoir consulté les Canadiens et les agriculteurs d'un bout à l'autre du pays, le Nouveau Parti démocratique a élaboré une excellente stratégie alimentaire, prête à être mise en œuvre. Notre parti est le seul à proposer une stratégie alimentaire, une vision à long terme, ce qui est vraiment très important pour le secteur agricole.

Au cours des semaines et des mois à venir, j'espère collaborer avec le ministre de l'Agriculture et avec mes collègues de l'opposition pour faire avancer le secteur agricole et mettre en œuvre une vision à long terme.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, ma collègue a fait état de nos préoccupations à l'égard du programme commercial du nouveau gouvernement. De toute évidence, nous avons très clairement exprimé notre opposition au Partenariat transpacifique, le PTP, notamment à cause des conséquences que cet accord aurait en termes d'emplois pour les Canadiens. En fait, il y a quelques jours à peine, on a rapporté que, selon toutes probabilités, le PTP entraînerait la perte de 58 000 emplois canadiens bien rémunérés. Or, le gouvernement ne semble absolument pas préoccupé par ce genre d'estimation.

Dans quelle mesure est-il important pour les électeurs de la députée et pour les Canadiens de savoir que le gouvernement fédéral défend les emplois?

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue, la députée de Churchill—Keewatinook Aski, de sa réélection. J'aimerais aussi la remercier du travail remarquable qu'elle réalise depuis quelques années à la Chambre des communes.

Les agriculteurs ont encaissé des pertes à la suite de l'entrée en vigueur de l'accord commercial entre le Canada et l'Europe. Nous sommes maintenant saisis du Partenariat transpacifique, qui a été négocié pendant la dernière campagne électorale. Les Canadiens n'ont même pas pu prendre connaissance du texte complet de cet accord avant d'aller aux urnes le 19 octobre. Nous en savons maintenant plus au sujet des pertes d'emplois possibles dans l'industrie manufacturière. Cet accord entraînera des pertes énormes pour de nombreux agriculteurs, en particulier des producteurs laitiers et des agriculteurs qui sont assujettis à notre système de gestion de l'offre. Un rapport publié il y a quelques semaines a fait état du nombre d'exploitations agricoles qui ont disparu au Québec. Nous avons perdu 250 exploitations agricoles au Québec l'an dernier.

L'Adresse

Il est vraiment important que le gouvernement ratifie le meilleur accord possible pour les Canadiens et les agriculteurs. Nous avons bon espoir que le gouvernement tentera de renégocier le Partenariat transpacifique. Lorsque la situation économique est aussi fragile qu'en ce moment, il est important d'obtenir les meilleurs accords commerciaux possibles. Nous espérons que le gouvernement prendra les mesures qui s'imposent, car nous ne pouvons pas nous permettre de perdre encore plus d'emplois ou d'exploitations agricoles.

● (1305)

M. Vance Badawey (Niagara-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Yukon.

C'est rempli d'humilité que je prends la parole en ce lieu magnifique et historique. Je repense aux paroles d'un ancien premier ministre:

Il faut respecter le passé et le saluer, mais sans le vénérer. C'est dans notre avenir que s'épanouira notre grandeur.

Nous tous, qui siégeons maintenant à la Chambre des communes, sommes liés aux milliers d'hommes et de femmes qui, avant nous, ont présidé aux destinées de notre merveilleux pays. Ces gens avaient une vision.

Des gens des quatre coins du monde ont choisi de s'établir au Canada. Près de 500 000 personnes ont choisi la région de Niagara pour élever leur famille, se lancer en affaires, créer de nouvelles technologies et de nouveaux médicaments, ou en apprendre davantage sur notre galaxie. Cette diversité de la population canadienne se reflète dans la législation actuelle.

À l'occasion de ce débat sur le discours du Trône, je repense à ceux et celles qui ont pris la parole à la Chambre avant nous pour débattre de questions comme celles-ci: comment prendre soin des anciens combattants et leur rendre hommage après la Grande Guerre; le rôle du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale; la construction du canal Welland, partie intégrante de la voie maritime du Saint-Laurent qui relie Thunder Bay à Niagara Centre, à Toronto et à de merveilleuses villes du Québec, et mène ensuite à l'Europe, à l'Afrique et à la Chine; la création des Casques bleus de l'ONU; la conception du drapeau canadien; l'élaboration du Pacte de l'automobile, et la création de l'assurance-maladie. Je pense aussi aux débats plus récents sur le rapatriement de la Constitution et la Charte des droits, qui ont donné aux Canadiens le pouvoir de mener leur destinée. Mes pensées se tournent également vers l'accord sur les pluies acides et l'ALENA: ils ont démontré que le Canada sait collaborer efficacement avec ses voisins afin de protéger l'environnement et de créer des emplois et des possibilités de réussite pour notre génération.

Ce ne sont là que quelques-uns des milliers de sujets à avoir été débattus dans cette vénérable enceinte. C'est maintenant à notre tour, à nous tous, des deux côtés de la Chambre — nous qui avons l'honneur d'avoir été élus par nos concitoyens pour constituer la 42^e législature — de reprendre le flambeau et de le porter bien haut. C'est dans cet esprit que je promets aux merveilleux citoyens et entreprises de Niagara-Centre et à tous les habitants de la région de Niagara, des Grands Lacs et d'un bout à l'autre de notre grand pays, le Canada, de faire de mon mieux pour être à la hauteur de leurs attentes et d'accepter humblement ce défi pour être leur porte-parole à Ottawa. Je remercie sincèrement les habitants de la circonscription de Niagara-Centre de m'avoir fait confiance et de me permettre de poursuivre une tradition au service du public au palier fédéral de gouvernement.

Au Canada, le corridor du canal est au cœur de la circonscription Niagara-Centre. Le canal Welland traverse la circonscription et relie le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent au lac Érié et aux autres Grands Lacs. Fruit d'une collaboration internationale, cet exploit d'ingénierie se trouve à une journée de route des principaux centres qui génèrent plus de 44 % des revenus annuels du continent nord-américain, et il relie notre pays aux marchés du monde. Plus de 164 millions de tonnes métriques passent par cette voie maritime. Niagara-Centre est donc au cœur d'un système de transport multimodal international.

Dans le cadre de notre débat sur le discours du Trône, j'invite mes collègues à réfléchir à ce que nous, en tant que membres d'une équipe ici à la Chambre, allons laisser en héritage à nos petits-enfants. Durant la première moitié des années 1900, nos prédécesseurs se sont prononcés dans cet endroit et ils ont décidé de construire la voie maritime du Saint-Laurent. C'est en 1959 qu'elle a été ouverte à la navigation et, 60 ans plus tard, cet investissement est à l'origine de 100 000 emplois canadiens et de près de 2 milliards de dollars de recettes en impôts pour les municipalités et les gouvernements fédéral et provinciaux. C'est ce qui s'appelle avoir une vision.

● (1310)

Alors que le Canada cherche à réduire la dépendance de son économie aux moyens de transport qui produisent du carbone, le canal Welland, dans la région de Niagara, offre une autre façon de transporter des marchandises dans le Centre de l'Amérique du Nord. En expédiant les marchandises par bateau, nous réduirions notre dépendance aux camions pour le transport sur longue distance, et nous produirions cinq fois moins d'émissions de gaz à effet de serre en transportant les mêmes marchandises sur la même distance sur les Grands Lacs. En optant pour un meilleur réseau de transport multimodal, on pourrait aider le Canada non seulement à atteindre ses objectifs de la 21^e Conférence des parties, mais aussi à répondre à ses besoins en matière d'infrastructure.

Aujourd'hui, les Grands Lacs nous permettent de retirer 7,1 millions de camions des routes, et de réaliser des économies évaluées à 4,6 milliards de dollars pour l'entretien des routes. Imaginons ce que nous pouvons faire pour développer notre économie et protéger l'environnement grâce à des investissements judicieux et ciblés comme ceux visant à établir un meilleur réseau de transport multimodal. Encore une fois, c'est ce qui s'appelle avoir une vision. Je rappelle aux députés que c'est maintenant à notre tour d'agir.

Quel sera l'héritage de la génération actuelle qui profitera encore à la prochaine génération, dans 60 ans? Le corridor du canal et la circonscription de Niagara-Centre sont prêts à aider le Canada à atteindre ses objectifs environnementaux tout en faisant croître son économie. À l'image du Canada, qui est un pays diversifié, ayant su traverser une période difficile avec optimisme et esprit d'innovation, la population de Niagara-Centre est prête à surmonter tous les obstacles avec une détermination exemplaire. Nous sommes le Niagara. Nous contribuerons à consolider notre vision du pays, pour que chacun ait sa place au Canada. Surtout, nous ne ménagerons pas nos efforts, en collaboration avec les autres députés, pour que cette vision se concrétise.

L'Adresse

Je serai toujours reconnaissant aux gens de Niagara-Centre de m'avoir confié le mandat de défendre leurs intérêts à Ottawa. Qu'il soit question de développement économique, d'infrastructure, de sécurité publique, de formation professionnelle et d'éducation, de commerce et d'exportations, je peux leur dire que je ferai valoir leur point de vue à la Chambre. Je défendrai notamment l'idée d'une zone de libre-échange permettant de faire concurrence à la zone de libre-échange américaine, de l'autre côté de la frontière. Je réclamerai de nouvelles infrastructures pour mettre les gens au travail dès aujourd'hui et veillerai à ce que notre vision façonne un meilleur avenir pour le Canada; je prônerai l'amélioration de la situation de l'emploi ainsi que le recyclage professionnel, afin que tous les travailleurs puissent s'adapter aux nouvelles réalités professionnelles; je militerai pour la réduction des obstacles commerciaux qui empêchent la commercialisation des vins du Niagara à l'étranger et dans les autres provinces.

À l'aube de mon aventure comme représentant de Niagara-Centre à Ottawa, je me dois de remercier ma famille aimante de son soutien et de son affection: mon épouse, Lisa, mes filles, Logan et Jordan, mes parents, Claudette et George. Quant à mes frères et soeurs, à leur famille et à leurs amis, ils m'ont manifesté un appui indéfectible dont je leur suis extrêmement reconnaissant.

Je termine en souhaitant qu'au cours du débat sur le discours du Trône, nous prenions en considération trois éléments fondamentaux — la société, l'environnement et l'économie — afin que nos efforts contribuent à offrir à la classe moyenne un environnement sain et une économie forte.

Même si nous ne sommes pas tous du même côté de la Chambre, je suis convaincu que cette vision servira les intérêts des générations futures, pour qui nous sommes ici. Notre principale priorité est de satisfaire les gens que nous représentons, pas le parti auquel nous appartenons; satisfaire ceux que nous représentons aujourd'hui sans mettre en péril ceux qui viendront après nous. En travaillant plus étroitement ensemble à la Chambre pour assurer la prospérité du pays aujourd'hui, nous travaillerons ensemble à la Chambre à faire en sorte que les Canadiens marchent toujours la main dans la main.

• (1315)

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, il fait bon de vous voir de retour au fauteuil pour servir cette législature en 2016.

J'aimerais également féliciter le nouveau député de Niagara-Centre pour son élection au Parlement et pour son allocution, dans laquelle il a beaucoup parlé d'économie, sujet certainement très important pour la région de Niagara, qui dépend beaucoup du commerce. Pour ce qui est de sa citation de Pierre Trudeau, « Il faut respecter le passé et le saluer », j'abonde dans le même sens.

Les liens commerciaux, plus particulièrement dans la région de Niagara — qu'on parle aussi bien de nos liens avec les États-Unis dans le cadre de l'ALENA, conclu par un gouvernement conservateur antérieur, que de ceux qu'incarnent les accords commerciaux que nous avons conclus avec l'Europe, l'accord avec la Corée du Sud et le Partenariat transpacifique —, ces liens, dis-je, sont très importants pour un pays commerçant comme le Canada. De plus, nos fabricants, nos viticulteurs et toutes sortes d'emplois dans le Sud de l'Ontario en sont tributaires.

Le député reconnaîtrait-il devant la Chambre que, pour concrétiser son plan économique, le gouvernement dont il fait partie s'appuiera sur les marchés importants qu'ont ouverts des gouvernements conservateurs?

M. Vance Badawey: Monsieur le Président, je remercie le député de poser cette question. C'est une excellente question qui porte à vrai dire sur un sujet dont nous discutons depuis un certain temps avec les électeurs de Niagara-Centre et les intervenants de différents milieux, comme le secteur de l'automobile, les syndicats et, bien entendu, les secteurs de la vente au détail et du commerce.

Oui, nous allons prendre ces questions en considération et veiller à ce que les gens — les électeurs et les gens d'affaires, non seulement dans Niagara-Centre, mais dans toute la province et tout le pays — se fassent entendre et à ce qu'on leur accorde ce qu'ils réclament, à savoir que notre pays leur ouvre des marchés étrangers où faire du commerce, ce qui renforcera la vigueur de nos entreprises et de notre économie à très long terme.

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Niagara-Centre pour sa première élection à la Chambre des communes et pour l'excellence de son premier discours.

J'aimerais demander au député si, à titre de porte-parole des électeurs de Niagara-Centre, il est disposé à travailler en équipe avec d'autres députés, notamment le député de St. Catharines et moi-même, en ma qualité de secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, en s'opposant aux barrières non tarifaires le long de la Voie maritime du Saint-Laurent, y compris le rejet d'eaux usées dans la voie maritime.

M. Vance Badawey: Monsieur le Président, c'est une excellente question et je remercie le député de l'avoir posée. La collaboration avec nos voisins du Sud est inscrite à notre programme. Nous devons nous assurer que les autorités fédérales et les États américains comprennent les barrières qui s'appliquent actuellement dans les Grands Lacs, à l'est, principalement en ce qui concerne l'eau de ballast et son traitement.

Les députés des deux côtés de la Chambre doivent intervenir fermement auprès de nos partenaires américains pour que nous soyons sur un pied d'égalité et que les règlements qui existent actuellement au Canada concordent avec ceux en vigueur aux États-Unis et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, dans l'intérêt de nos entreprises dont les échanges commerciaux transitent par là.

Les règlements doivent être cohérents pour que nous soyons sur un pied d'égalité. Bien entendu, puisque l'eau de ballast est au coeur du débat actuel, tout comme d'autres éléments que nous étudierons, il faut nous assurer que nous sommes constamment sur un pied d'égalité et que les règles sont cohérentes dans l'ensemble de l'industrie.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre le député proposer que nous travaillions tous ensemble dans les dossiers comme les obstacles au commerce interprovincial. À l'heure actuelle, par exemple, les producteurs de vin ontariens peuvent vendre leurs produits en Colombie-Britannique, mais l'inverse n'est pas vrai.

Le député nous appuiera-t-il dans nos efforts visant à faire en sorte que tous les Canadiens puissent déguster les produits vinicoles canadiens, qu'ils proviennent de la région du Niagara, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique ou de toute autre région qui aspire à la viticulture?

M. Vance Badawey: Bien sûr, monsieur le Président, il va sans dire que nous envisagerons toute mesure qui soit dans l'intérêt d'un secteur économique, quel qu'il soit.

L'Adresse

J'aimerais obtenir des renseignements supplémentaires afin d'aider le député à promouvoir sa cause. Je lui serais reconnaissant de me faire parvenir plus d'information pour que je puisse prendre ma décision et lui venir en aide.

● (1320)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, lors d'une récente réunion on m'a dit que le discours du Trône était une bonne occasion pour les nouveaux députés de prononcer leur premier discours à la Chambre; c'est donc ce que j'aimerais faire.

C'est un grand honneur et un privilège de représenter la magnifique circonscription de Yukon. Je suis très ému par l'honneur d'avoir été élu par mes pairs, d'autant plus que la population de ma circonscription est très diversifiée et éclectique sur le plan politique. Je me réjouis de l'appui que m'ont accordé les habitants du Yukon.

Je tiens à féliciter ma circonscription. Elle se classe au deuxième rang des circonscriptions ayant enregistré le taux de participation le plus élevé. Je tiens tout particulièrement à féliciter les membres des Premières Nations du Yukon ainsi que les jeunes de la circonscription qui se sont présentés au scrutin en nombre record pour témoigner de leur engagement envers la démocratie.

Bien évidemment, nous devons tous beaucoup à notre famille. Je remercie ma femme Melissa. C'est une épouse des plus empathiques et compréhensives; elle m'apporte un grand soutien. Je remercie ma fille Aurora, qui a sept ans. Elle est animée d'une grande sensibilité et d'un esprit créatif, et en plus, elle est bilingue. *Dora* lui a appris un peu d'espagnol. Elle parle aussi le tutchone du Sud, une langue autochtone du Yukon. Je remercie également mon dynamique garçon de quatre ans, Dawson.

Aujourd'hui, nous pourrions parler d'un certain nombre d'éléments du discours du Trône, mais je voudrais m'attarder sur la question des personnes vulnérables. On dit souvent qu'un pays peut être jugé à l'aune du traitement qu'il réserve aux personnes les plus vulnérables. C'est une question qui a toujours figuré au sommet de mes priorités en politique. Aider les personnes qui en ont vraiment besoin est l'une des principales raisons pour lesquelles je fais de la politique. Pourquoi sommes-nous ici, sinon pour les aider? Les gens qui sont capables de se débrouiller seuls dans leurs relations avec l'État ne sont pas au premier rang de nos priorités.

Qui sont les personnes vulnérables? Nous pourrions tous, à moment ou un autre de notre vie, nous retrouver parmi les personnes vulnérables. Tous les Canadiens sont susceptibles de devenir vulnérables au cours de leur vie. Je voudrais parler de quelques-unes des situations de vulnérabilité vécues par les gens que nous nous proposons d'aider.

Voyons premièrement le cas des personnes âgées. Je suis très heureux que nous leur venions en aide. Je ne peux tout simplement pas m'imaginer comment elles arrivent à survivre avec une pension modeste et le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter de façon exponentielle. Beaucoup de députés connaissent sans doute des personnes âgées qui sont obligées de choisir entre bien se nourrir et chauffer suffisamment leur logement. Personne n'aime avoir à prendre une telle décision. Il est plutôt difficile pour nous, les députés, de comprendre cette situation parce que nous n'avons pas à la vivre. Nous devons penser à ces gens lorsque nous faisons nos choix, aux Communes.

Je suis heureux de savoir que nous allons indexer et augmenter le Supplément de revenu garanti, qui s'ajoute à la pension de la Sécurité de la vieillesse. Le calcul du taux d'indexation se fera à partir d'un panier de provisions où se trouvent des produits dont les personnes âgées ont besoin davantage qu'une personne d'âge moyen. Le calcul

de l'indice des prix sera ainsi plus proche de la réalité. De plus, le gouvernement veut augmenter les pensions du RPC. Pour ce faire, il devra s'entendre avec les provinces et les territoires. Ce n'est pas une sinécure. Si notre projet ne peut pas se réaliser et que les provinces décident de faire cavalier seul, je leur demanderais de s'arranger pour améliorer le sort des personnes âgées en veillant à ce qu'elles disposent d'un revenu suffisant dans les dernières années de leur vie.

Je suis également heureux que nous offrions aux aînés une augmentation substantielle pour les soins à domicile, afin qu'ils puissent plus facilement rester chez eux. De plus, nous ouvrirons les discussions sur les coûts importants des médicaments pour certains aînés.

Les immigrants sont un autre groupe vulnérable. Depuis quelques années, il faut de plus en plus de temps pour faire venir au pays certaines catégories d'immigrants, comme les époux et les grands-parents.

● (1325)

Je pense que les députés savent à quel point les grands-parents sont importants au sein de leur famille, à quel point il est important qu'ils jouent avec les enfants et soient amis avec eux. Les députés peuvent-ils s'imaginer ne pas les avoir auprès d'eux pendant cinq ans? Encore pire, les députés peuvent-ils s'imaginer ce qu'il se passerait si quelqu'un les séparait demain de leur conjoint et leur disait qu'ils ne pouvaient pas le revoir avant deux ans? Les immigrants doivent composer avec de tels temps d'attente. C'est très difficile. Nous n'avons pas à faire face à ce genre de choses, mais nous devons essayer de nous mettre à leur place.

Les gens peuvent être très vulnérables quand ils ont besoin de soins de santé, et je suis donc ravi que des discussions aient été entamées avec les provinces pour trouver des moyens d'améliorer le système.

L'assurance-emploi est un autre sujet important. Il est difficile d'imaginer que des gens doivent retourner chez eux un soir en se demandant s'ils devront déménager parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour payer le loyer ou l'hypothèque, ou pour payer l'épicerie, et qu'ils doivent dire à leurs enfants qu'à cause de ce problème, ils devront déménager, mais qu'ils ne savent pas où. Ce ne serait facile pour aucun d'entre nous. Encore une fois, nous devons penser à ces personnes. Voilà pourquoi je suis heureux du fait que des changements seront apportés à l'assurance-emploi. Ces changements sont particulièrement importants pour ma circonscription, car chez nous la saison de construction et de travail est courte. Le nombre d'heures de travail que peut accumuler une personne est parfois très limité.

Je pense que nous sommes tous sensibles aux besoins des anciens combattants qui sont allés au combat pour défendre les libertés dont nous jouissons aujourd'hui, et nous voulons qu'ils soient traités le mieux possible. Bon nombre d'entre eux ont subi des blessures physiques ou psychologiques et, bien sûr, nous devrions faire tout ce que nous pouvons pour eux. Je suis ravi que nous ayons promis d'augmenter les normes de service. Les longues périodes d'attente dont j'ai entendu parler au fil des ans pour les services qu'ils méritent sont tout simplement inacceptables. Je pense que tout le monde ici est parfaitement d'accord sur ce point.

Un autre groupe vulnérable ces jours-ci est celui des Canadiens moyens, dont nous faisons tous partie il y a quelques mois. Nous savons à quel point les prix augmentent, surtout pour ceux qui ont une famille. Certains Canadiens moyens peinent à joindre les deux bouts. Je suis ravi que certaines dispositions en tiennent compte.

L'Adresse

De plus, en ce qui concerne les pauvres de partout dans le monde, je suis heureux que nous nous penchions de nouveau sur la question, car, comme nous le savons tous, certains sont dans une situation absolument terrible et arrivent à peine à survivre, ou même n'y arrivent pas.

Un autre problème propre à ma circonscription concerne les gens qui vivent dans des régions rurales, où il est parfois beaucoup plus difficile de trouver un emploi. De très longues distances les séparent des services, y compris des soins médicaux et dentaires. Ces services ne sont pas toujours disponibles dans les collectivités rurales, notamment les collectivités très éloignées du Yukon telles que Dawson, Carmacks, Ross River, Teslin, Faro, Watson Lake, Haines Junction, Mayo, Carcross, Old Crow, Mount Lorne, Ibex Valley, Pelly Crossing, Burwash Landing, Beaver Creek, Marsh Lake, Tagish, Stewart Crossing, Elsa, Rancheria, West Dawson et Keno, qui compte 11 résidents, pour ne nommer que celles-là.

Bien entendu, les peuples autochtones sont très vulnérables. Leur qualité de vie et les facteurs qui influent sur celle-ci sont évidemment inférieurs, et de loin, à ceux observés dans le cas des autres Canadiens. Je suis donc très heureux que le gouvernement ait fait de nombreuses promesses à cet égard. Je les aborderai dans un autre discours.

Il y a bien sûr des mesures visant à aider les jeunes, qui sont de toute évidence fort vulnérables, plus particulièrement sur le plan financier.

Enfin — j'ai gardé l'aspect le plus important pour la fin —, nous avons prévu de l'argent pour les familles, plus particulièrement celles à faible revenu, ce qui nous permettra de sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté. S'il y a une chose que je souhaite accomplir au cours de la présente législature, c'est bien celle-là.

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Yukon, notre voisin du Nord, de son discours.

Il a abordé plusieurs éléments préoccupants, notamment dans le domaine de la santé. Je me demande quelle est son opinion au sujet des soins palliatifs, étant donné qu'il a parlé de plusieurs aspects de la santé. A-t-il une opinion à ce sujet, et est-il prêt à se pencher sur la question?

• (1330)

L'hon. Larry Bagnell: Monsieur le Président, c'est une excellente question.

Dans ma vie privée, j'ai assurément fourni du soutien dans des situations liées à des soins palliatifs, avant que mes parents ne décèdent. Comme je l'ai mentionné, je suis heureux de constater que nous augmenterons le financement dans un domaine connexe, c'est-à-dire les soins à domicile.

Je suis tout à fait disposé à discuter avec le député s'il a des propositions concrètes à présenter. C'est très important. Il y a également la question du soutien pour les gens qui prennent soin de personnes dans de telles situations.

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Yukon pour sa réélection à la Chambre. Je lui souhaite un bon retour à la Chambre et je le remercie de ses commentaires et de ses préoccupations quant aux collectivités du Canada qui ne reçoivent ni le soutien ni l'attention dont elles ont besoin et qu'elles méritent.

Le député a abordé la question de la pauvreté chez les enfants. En Colombie-Britannique, nous avons la regrettable distinction d'avoir un taux extrêmement élevé de pauvreté chez les enfants. Tout

comme lui, je souhaite prendre des mesures afin d'atténuer la pauvreté dans l'ensemble du pays.

Le député estime également, tout comme moi, qu'il nous faut une Garde côtière vigoureuse et durable. Un certain nombre de postes ont été fermés sur les côtes, y compris sur la côte Ouest. J'aimerais savoir si le député pourrait nous dire si des postes seront ouverts de nouveau ou si l'on envisage de rouvrir des postes qui avaient été fermés. Je pense aux postes de Comox, d'Iqaluit et d'autres encore, y compris à Vancouver, où le centre des Services de communications et de trafic maritimes a été fermé.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du discours du Trône et du budget à venir, compte-t-il mettre l'accent sur la réouverture de postes et l'affectation de ressources à la Garde côtière?

L'hon. Larry Bagnell: C'était une excellente question, monsieur le Président.

Je suis désolé, mais je ne peux toutefois pas y répondre. Ces endroits ne font pas partie de ma circonscription. Je ne les connais pas. Je suis un grand admirateur de la Garde côtière. Je suis ravi qu'il soit question d'en remettre les navires à neuf.

Je suis content que le député ait parlé de Comox, car cela me fait penser à un autre enjeu au sujet duquel j'espère bien avoir l'appui du député. Il n'y a aucun avion de recherche et de sauvetage dans la moitié nord du pays. Dans le Grand Nord, les gens sont plus vulnérables, parce que plus éloignés, plus susceptibles de mourir d'hypothermie en une demi-heure, alors pourquoi ne pas déplacer les opérations de recherche et de sauvetage de Comox dans le Nord, où les gens peuvent se retrouver dans une situation d'urgence les rendant extrêmement vulnérables? Il y a longtemps que cette question fait partie de mes priorités personnelles.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai moi aussi le plaisir de prendre la parole une première fois pour souhaiter « bon retour » à mon collègue de Yukon.

Je suis devenue amie avec le député qui représentait Yukon pendant la 41^e législature, mais j'aimerais aujourd'hui rendre publiquement hommage à l'actuel député de cette circonscription. Je ne faisais pas encore de politique quand je l'ai croisé la première fois. J'étais plutôt directrice exécutive du Sierra Club. À l'époque, le député de Yukon payait lui-même ce qu'il en coûtait pour se rendre à Washington pour aider les groupes d'environnementalistes et la nation Gwich'in à empêcher le gouvernement américain d'ouvrir la Réserve faunique nationale de l'Arctique, qu'on appelait alors les terres visées par l'article 1002, à l'exploitation pétrolière et gazière.

Il s'agissait d'une entreprise terriblement importante, et il la prenait à coeur. Il a payé de ses poches. Je suis ravie de le revoir ici aujourd'hui.

Convient-il avec moi que la loi sur la conservation des parcs nationaux du Canada devrait être modifiée afin d'interdire les activités pétrolières et gazières dans le parc national de l'Île-de-Sable?

L'hon. Larry Bagnell: Monsieur le Président, encore une fois, je ne connais pas tous les détails de ce dossier. Je suis toutefois un ardent défenseur des parcs. Je vais certainement me pencher sur la question et j'en reparlerai à la députée.

L'Adresse

Espérons que le président Obama nous regarde. Il a une dernière occasion de protéger les terres visées par l'article 1002 en en faisant un parc, ce qu'aucun président n'a fait avant lui. Cette décision aurait pour effet de protéger la harde de caribous de la Porcupine, une harde internationale, et de sauver d'un génocide culturel tout un peuple dont la survie dépend de cet animal. Espérons que, durant les derniers mois de son mandat, le président Obama prendra une décision en faveur de la survie des peuples gwich'in de l'Alaska, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

• (1335)

Le vice-président: Avant que nous ne reprenions le débat, je tiens à faire un rappel à tous les députés. Je ne vise pas les interventions entendues au cours des dernières heures. De bons premiers discours ont été prononcés dernièrement. Il arrive que des députés utilisent la deuxième personne ou le « vous ». Dans les discours à la Chambre, il faut utiliser la troisième personne: il, elle, ils au pluriel. Pourquoi? Ce faisant, les interventions et les discours sont clairement adressés à la présidence et non à un ou des députés de l'autre côté de la Chambre.

Afin d'éviter de prendre cette habitude, les députés doivent faire attention de ne pas utiliser le « vous ». Lorsqu'un député commence à utiliser le « vous » dans ses discours ou ses remarques, c'est peut-être le signe qu'il adopte le style qu'il faut éviter. Il lui faut alors penser à employer la troisième personne. Je vous le rappelle gentiment. Cette règle contribue à rendre les discours moins personnels, plus exacts et à faire en sorte que le décorum de la Chambre soit respecté. Je presse les députés de s'y conformer. Je le répète, je ne critique pas les députés, mais je les invite à prendre de bonnes habitudes.

Nous reprenons le débat. Le député de Kitchener—Conestoga a la parole.

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Richmond-Centre.

C'est pour moi un grand honneur de pouvoir encore une fois participer à notre processus démocratique et prendre la parole à la Chambre au nom de ceux qui m'ont élu pour représenter la meilleure circonscription au Canada, Kitchener—Conestoga. C'est en pensant à l'intérêt de mes électeurs que je commenterai le discours du Trône du gouvernement.

En tant que député d'une circonscription urbaine-rurale, je me préoccupe de l'omission flagrante de l'agriculture. Oui, l'agriculture importe aux collectivités rurales de ma circonscription, mais elle importe aussi grandement aux collectivités urbaines que je représente. Les agriculteurs nourrissent les citoyens. Ma circonscription compte plus de 1 200 fermes, sur environ 1 400 dans toute la région de Waterloo, et ces 1 200 fermes ont généré des recettes brutes de 473 millions de dollars en 2010. Les agriculteurs sont des professionnels. Ils veulent honorer l'obligation sociale qu'ils ont de protéger l'environnement, d'assurer la santé et le bien-être des animaux et d'offrir les aliments et produits de la meilleure qualité qui soit à leurs familles, à leurs collectivités et au monde entier.

La ferme familiale est le fondement du Canada que nous aimons aujourd'hui. Les produits ont évolué et la technologie a progressé, mais une chose demeure constante: les agriculteurs canadiens se lèvent avant l'aurore et travaillent bien après le crépuscule afin d'accomplir le dur labeur nécessaire pour nourrir les gens de notre pays.

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien génère plus de 100 milliards de dollars d'activité économique chaque année, et il

emploie plus de 2 millions de Canadiens. On ne saurait trop insister sur l'importance de l'agriculture pour nos intérêts nationaux. Un emploi sur huit au Canada dépend de l'agriculture, par exemple ceux en agriculture primaire, dans le secteur de la transformation des aliments, en horticulture et dans les marchés agricoles. En passant, j'espère que tous mes collègues ont visité le célèbre marché des fermiers de St. Jacobs, qui se trouve dans ma circonscription, Kitchener—Conestoga.

En 1900, il y a plus d'un siècle, un agriculteur canadien produisait assez de nourriture pour 10 personnes. Aujourd'hui, il produit de la nourriture pour plus de 120 personnes. Ce ne sont pas des gens que le gouvernement devrait ignorer lors de l'élaboration de son programme pour la présente session. Le gouvernement libéral devrait se lancer énergiquement à la conquête de nouveaux marchés pour nos producteurs tout en protégeant la gestion de l'offre. Il devrait investir dans les technologies agricoles et agroalimentaires de pointe, rendre les règles du jeu plus équitables pour nos producteurs afin qu'ils puissent mieux soutenir la concurrence de leurs partenaires commerciaux, prendre des décisions réglementaires fondées sur des données scientifiques, et assurer un système de transport efficace et efficient, tout en maintenant un faible taux d'imposition pour les producteurs et les transformateurs.

Notre parti a toujours accordé une grande importance au secteur agricole canadien, et nous continuerons de le faire maintenant que nous formons l'opposition. Malheureusement, au cours des trois mois depuis avoir suivi les élections, le gouvernement a fait preuve de suffisamment d'inertie dans ce dossier et dans un certain nombre d'autres dossiers pour rendre les Canadiens inquiets quant à l'avenir.

En ce qui concerne l'économie, les impôts et les déficits, notre chef a très bien décrit la situation dans sa réponse au discours du Trône lorsqu'elle a dit « Nous faisons confiance aux Canadiens et nous sommes persuadés que l'argent qu'ils gagnent durement est mieux dans leurs poches qu'entre les mains des politiciens ». Les électeurs de ma circonscription préféreraient investir et dépenser l'argent qu'ils ont durement gagné plutôt que de laisser le gouvernement décider de la façon dont ils peuvent ou non le dépenser.

J'aimerais me concentrer sur trois sujets: le commerce, l'engagement du gouvernement à faire baisser le plafond des cotisations au CELI et sa promesse d'enregistrer un gros déficit pour augmenter le financement des infrastructures.

Premièrement, en ce qui concerne le commerce, je suis très heureux d'apprendre que le gouvernement libéral a signé le Partenariat transpacifique, ou PTP. Dans l'intérêt de tous les Canadiens, il doit maintenant le ratifier dans les plus brefs délais. Le PTP nous offrirait l'accès à de nouveaux marchés avec lesquels nous n'avons pas d'accords de libre-échange à l'heure actuelle, tels que le Japon, la troisième économie mondiale en importance. En ratifiant le PTP, le Canada préserverait les liens privilégiés qu'il entretient avec son principal partenaire commercial, les États-Unis, et renforcerait son partenariat dans le cadre de l'ALENA.

La ratification de cet accord est particulièrement importante pour notre secteur agricole. Je pense encore une fois aux agriculteurs de la région de Waterloo. Le PTP accorderait à ces agriculteurs qui travaillent fort un accès préférentiel aux marchés pour des produits tels que le bœuf et le porc canadiens de grande qualité et notre sirop d'érable. Soit dit en passant, la circonscription de Kitchener—Conestoga est l'hôte du festival du sirop d'érable d'Elmira, le plus grand festival du sirop d'érable d'un jour dans le monde, qui se déroulera le 2 avril cette année.

L'Adresse

En générant des possibilités d'exportation pour les produits agricoles et agroalimentaires canadiens, le PTP protégerait et créerait des emplois et améliorerait les perspectives économiques et la sécurité financière des entreprises et des travailleurs canadiens et de leur famille dans toutes les régions du Canada.

● (1340)

Parlons maintenant du compte d'épargne libre d'impôt. Le Parti conservateur est fier d'avoir créé cette mesure, qui encourage les Canadiens à être responsables et à économiser en vue de leurs besoins futurs. Quelques jours après le discours du Trône, mon bureau a reçu un appel d'une aînée qui suppliait mon personnel et moi de faire tout en notre pouvoir pour empêcher le gouvernement libéral de réduire la limite de cotisation à ce qui est sa source première d'économie. Cette femme, soit dit en passant, n'a pas un gros revenu, contrairement à ce que le gouvernement libéral voudrait faire croire aux Canadiens. De nombreux Canadiens en sont venus à dépendre du compte d'épargne libre d'impôt dans la planification de leur avenir. Les changements négatifs proposés rendront la vie moins abordable pour les Canadiens qui essaient d'économiser en vue de leurs années vulnérables.

Examinons maintenant la question des infrastructures. En décembre, j'ai rédigé une lettre à l'intention du premier ministre et des principaux membres de son Cabinet concernant les engagements qu'ils ont pris en matière de financement des infrastructures, en particulier dans ma circonscription. Entre autres, pendant la campagne, le premier ministre actuel a assuré les électeurs qu'un gouvernement libéral, une fois élu, financerait un lien ferroviaire à deux voies en service à longueur de journée vers Toronto, de sorte que les navetteurs puissent faire l'aller-retour à n'importe quelle heure de la journée. Alors que le gouvernement libéral de l'Ontario continue de se traîner les pieds, j'exhorte le gouvernement fédéral à ne pas manquer à sa promesse.

Comme nous le savons tous très bien, ces projets coûtent cher. Le gouvernement a clairement fait valoir dans sa plateforme qu'il utiliserait le surplus de l'ancien gouvernement et se placerait en situation de déficit. Le problème, c'est que la promesse de maintenir le déficit à 10 milliards de dollars ne tient plus. On a gonflé ce montant à 20 000 milliards de dollars et peut-être même 30 milliards de dollars. Chaque semaine, on constate de nouvelles lacunes dans l'établissement des coûts de la plateforme libérale. Récemment, un rapport du directeur parlementaire du budget a contredit l'affirmation des libéraux relative à une hausse des impôts sans incidence pour les Canadiens. Il a plutôt constaté que le financement de ces mesures soi-disant neutres allait coûter 100 millions de dollars par année. Les Canadiens savent qu'il n'y a qu'un parti qui veillera toujours aux intérêts des travailleurs: le Parti conservateur.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à accroître la sécurité des Canadiens et à renforcer ses relations avec ses alliés. Les conservateurs ont dit que, pour faire front commun avec ses alliés, le Canada devait maintenir son engagement relatif à la mission de combats aériens contre le groupe armé État islamique et continuer d'utiliser les CF-18. Le premier ministre n'a toujours pas expliqué comment le retrait des chasseurs CF-18 de la lutte contre le groupe armé État islamique allait aider nos partenaires de la coalition. Si le Canada veut vraiment renforcer ses relations avec ses alliés, il ne devrait pas retirer ses CF-18. Nous devrions nous battre aux côtés de nos alliés.

Pendant près d'un an, les Forces armées canadiennes et l'Aviation royale canadienne ont dispensé de l'entraînement et exécuté des frappes aériennes avec succès dans la région. Dire que le Canada ne possède pas les ressources nécessaires pour faire les deux à la fois ne

concorde tout simplement pas avec la contribution que nous avons déjà apportée et avec les bons résultats que nous avons déjà obtenus. Les vaillants soldats des Forces armées canadiennes sont toujours prêts à mener à bien la tâche difficile qu'on leur demande et qui vise l'affaiblissement et l'élimination de l'EIIS, un groupe terroriste qui commet des meurtres et des atrocités insupportables. Il est clair que nous devons rester dans la coalition qui lutte contre l'EIIS en participant au combat, dans l'intérêt de tous les Canadiens, ici et dans le reste du monde. Il est aussi dans l'intérêt des réfugiés que nous avons accueillis à bras ouverts de continuer de participer à ce combat. Pour beaucoup d'entre eux, l'objectif ultime est de retrouver une patrie sûre et stable, et notre rôle est de leur donner l'occasion, s'ils le désirent, de retourner chez eux, dans leur pays d'origine, pour y vivre librement, sans craindre la persécution ou la mort.

Les électeurs de ma circonscription s'attendent à ce que le gouvernement prenne des mesures vigoureuses dans tous les secteurs de l'économie. Les libéraux doivent nous dire ce qu'ils ont l'intention de faire pour nos agriculteurs. De plus, les gens s'attendent à ce que le gouvernement pilote habilement l'économie canadienne, à un moment où les marchés internationaux sont fragiles, tout en gérant adroitement leur contribution à l'assiette fiscale et en appliquant le principe selon lequel nous ne devons rien faire qui ne soit pas dans nos moyens.

Enfin, à une époque où la plupart de nos plus proches alliés renforcent leur participation au combat contre le barbare groupe État islamique, les Canadiens s'attendent à ce que nous continuions d'épauler nos amis. Hélas, il n'en a pas été question dans le discours du Trône.

● (1345)

J'ai l'espoir que le gouvernement libéral se rendra compte qu'il s'est fourvoyé, et qu'il prendra les mesures au nom de nos alliés internationaux, au nom de nos petites et moyennes entreprises qui cherchent à s'implanter sur de nouveaux marchés, et spécialement au nom de notre agriculture, un secteur vital pour notre pays, afin que nos exploitations agricoles familiales puissent prospérer et que les Canadiens puissent continuer d'avoir accès à des ressources alimentaires de la meilleure qualité au monde.

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je suis allée plusieurs fois à St. Jacobs. J'ai de la famille dans la circonscription du député, et c'est vraiment un merveilleux endroit à visiter.

Je viens d'une circonscription rurale, et je voudrais dire quelques mots en réponse aux remarques du député et lui poser une question sur le monde de l'agriculture.

Au cours des 10 dernières années, j'ai vu différents programmes comme Agri-stabilité subir des compressions, et le soutien financier dont nos agriculteurs ont besoin a été considérablement réduit, voire éliminé.

Le député d'en face est-il prêt à collaborer avec notre gouvernement pour veiller à ce que le monde agricole et nos agriculteurs reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour nourrir nos collectivités et, à vrai dire, l'ensemble de notre pays?

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, j'invite volontiers la députée à revenir visiter le magnifique village de St. Jacobs.

La plus grande différence entre le Parti conservateur et le Parti libéral en matière d'agriculture, c'est que les conservateurs pensent que les agriculteurs souhaitent cultiver la terre plutôt que surveiller leur boîte aux lettres.

L'Adresse

Pendant de nombreuses années, les agriculteurs ont été tributaires des subventions, des paiements complémentaires et des autres programmes de ce genre. Nous avons investi dans la recherche scientifique afin que les agriculteurs puissent produire des aliments de grande qualité avec moins de pesticides et obtenir de meilleures récoltes. Nous avons aussi mis en place des programmes de traçabilité pour pouvoir réagir rapidement en cas d'incident malheureux.

Les agriculteurs que je rencontre dans ma région sont ravis des investissements que nous avons réalisés pour les aider à mieux faire leur travail. Ils ne souhaitent pas du tout continuer à dépendre des subventions gouvernementales. Cependant, je suis tout à fait disposé à travailler avec le parti d'en face en vue d'améliorer la qualité de vie des familles d'agriculteurs et la viabilité de leurs exploitations.

Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député que les sommes perçues par le gouvernement sous forme de taxes et d'impôts sont destinées aux programmes nationaux et non pas aux politiciens. Le régime de soins de santé représente l'un de nos programmes nationaux les plus précieux.

Cela dit, nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui des représentants de la Coalition canadienne de la santé, qui aimeraient adresser quelques demandes au nouveau gouvernement.

Premièrement, ils souhaitent la conclusion d'un nouvel accord de 10 ans entre le gouvernement fédéral et les provinces pour assurer un financement stable des soins de santé. Ils souhaitent également l'implantation d'une stratégie nationale sur les médicaments et d'une stratégie nationale pour la prestation de soins aux aînés, et ils demandent au gouvernement fédéral de contribuer aux soins de santé à hauteur de 25 %.

Le député est-il disposé à appuyer ces demandes?

• (1350)

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, j'ai cru, pendant un instant, que ma collègue avait oublié que je ne suis plus député ministériel.

Toutefois, je suis fier des investissements et des initiatives du gouvernement conservateur précédent en santé. Il y a eu beaucoup de déclarations inexactes et de désinformation au cours des dernières années au sujet de prétendues compressions. Le gouvernement dont je faisais partie a augmenté le financement versé aux provinces, au rythme de 6 % par année. Ce n'est certainement pas une compression.

Nous nous étions aussi engagés à continuer d'injecter de l'argent. Je suis heureux que nous fassions le maximum pour améliorer les soins de santé dont jouissent les Canadiens.

Si les députés examinent mon bilan, ils verront que, au cours des dernières années, j'ai beaucoup travaillé sur certains dossiers, notamment des initiatives en santé mentale, la prévention du suicide et les soins palliatifs. J'ai certainement l'intention de poursuivre sur cette lancée.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Kitchener—Conestoga pour sa réélection.

Pour faire suite à ce qu'a dit la députée d'en face sur l'agriculture, je précise que je viens d'une circonscription fortement agricole. Il est certain que l'agriculture est une grande priorité pour moi et pour mes concitoyens, qui m'ont appuyé et qui veulent que je les représente ici.

Qu'aurait voulu voir le député dans le discours du Trône? Qu'est-ce qu'il y manque? On aurait dû y lire quelque chose sur l'agriculture. J'aimerais donner la possibilité au député de développer sa pensée.

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, en fait, j'ai parlé de cette question dans mon intervention, en exhortant le gouvernement libéral à, par exemple, chercher plus activement de nouveaux marchés.

Je ne saurais dire aux députés quels seront les effets de la proposition d'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, de l'Accord de libre-échange Canada-Corée et du Partenariat transpacifique sur l'exportation de produits agricoles comme le porc et le boeuf et sur les droits de douane élevés qui sont actuellement imposés à ces produits. C'est le genre de dossiers que le gouvernement libéral devra défendre pour permettre à nos agriculteurs d'avoir accès aux nouveaux marchés.

En ce qui concerne la recherche scientifique, j'y ai fait allusion tout à l'heure en réponse à la question de ma collègue d'en face. Nous devons donner aux agriculteurs des outils de recherche pour les aider à développer des produits de meilleure qualité, qu'il s'agisse de bétail ou de cultures. C'est ce que le gouvernement conservateur avait fait. De nombreux agriculteurs communiquent avec moi pour me dire qu'ils sont satisfaits de cette initiative et qu'ils la préfèrent aux subventions gouvernementales et aux programmes complémentaires qui, à la longue, ne les aident pas.

L'hon. Alice Wong (Richmond-Centre, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier les électeurs de la circonscription de Richmond-Centre, qui m'ont accordé à nouveau leur confiance pour les représenter. C'est la troisième fois que j'ai la chance d'être élue et c'est toujours un honneur de prendre la parole au nom des gens que je représente, auparavant dans la circonscription de Richmond et maintenant dans celle de Richmond-Centre.

J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour remercier les gens qui m'ont appuyée et les bénévoles de Richmond et, surtout, mon mari Enoch. Ses encouragements, son soutien et ses sacrifices ont rendu possible mon travail à Ottawa.

Vers 20 heures, le jour des élections, l'un des grands réseaux de télévision a annoncé ma défaite et, par conséquent, ma retraite anticipée. Il a fallu quelques heures de plus à Élections Canada pour compter le reste des bulletins de vote et, heureusement, je suis ici aujourd'hui pour en parler.

Ce soir-là, un de mes électeurs m'a envoyé une citation du célèbre auteur Mark Twain: « Les rumeurs concernant ma mort sont très exagérées. » Je suis ici aujourd'hui pour dire aux électeurs de ma circonscription que, à titre de députée de la loyale opposition de Sa Majesté, je demanderai des comptes au gouvernement libéral.

Je voudrais faire quelques observations sur le discours du Trône et parler de certains enjeux dont il a été question dans mes conversations avec beaucoup d'électeurs de ma circonscription, Richmond-Centre.

On m'a assigné le rôle de porte-parole de l'opposition en matière de petite entreprise. Dans le district électoral de Richmond-Centre, les petites entreprises créent beaucoup d'emplois. Que ce soit dans les meilleurs restaurants, les entreprises touristiques ou les entreprises d'importation et d'exportation, ma circonscription regorge de propriétaires et d'employés de petites entreprises.

Déclarations de députés

Le commerce international, en particulier avec les pays du Pacifique, est un enjeu économique majeur pour mes électeurs, car ils habitent au cœur de la Porte d'entrée du Pacifique. Voilà pourquoi il est avantageux, sur le plan économique, de mettre en œuvre le Partenariat transpacifique et de continuer à conclure des accords de libre-échange. Il importe de mentionner l'accord de libre-échange que le gouvernement conservateur a signé avec la Corée du Sud, qui stimulera l'activité économique des deux pays et permettra de créer des emplois dans la région de Vancouver et partout au Canada.

Il est tout aussi important de maintenir le fardeau fiscal à un bas niveau pour les petites entreprises. Le gouvernement conservateur, grâce au projet de loi C-59 adopté lors de la dernière législature, a fait passer le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 %; cette diminution se fera graduellement au cours des quatre prochaines années. Je demande au nouveau gouvernement libéral de conserver cette mesure prudente, qui renforcera le secteur de la petite entreprise créateur d'emploi.

Jetons de nouveau un coup d'oeil au discours du Trône pour voir s'il y était question d'entreprises. Combien de fois a-t-on entendu le mot « entreprise » dans le discours du Trône? Pas une seule. Combien de fois y a-t-il été question d'emploi? Une seule fois, lorsqu'il était question du régime d'assurance-emploi et du fait que certaines personnes touchent des prestations lorsqu'elles ne travaillent pas, soit parce qu'elles ont perdu leur emploi ou qu'elles sont en congé de maladie ou de maternité.

Parlant d'assurance-emploi, je signale que nous surveillerons très attentivement l'incidence qu'aura l'augmentation des charges sociales sur les petites entreprises, en l'occurrence un véritable moteur de création d'emplois. L'augmentation des charges sociales représente une hausse réelle des coûts pour les entreprises. Or, des coûts d'exploitation moins élevés favoriseraient davantage la création d'emplois.

Dans le discours du Trône, le gouvernement ne précise pas comment il entend soutenir le secteur privé, par exemple au moyen de réductions d'impôts, d'une diminution des tracasseries administratives, de la formation ou d'autres mesures susceptibles de stimuler la création d'emplois et l'activité économique.

• (1355)

Il va sans dire qu'il est troublant de voir le gouvernement prendre une direction diamétralement opposée, alors qu'on sait qu'un appareil gouvernemental lourd entraîne d'importants déficits, que ces derniers font grossir la dette et qu'une lourde dette fait à son tour augmenter les intérêts et les dépenses du gouvernement. Nous savons tous qui paie la note. Ce sont les contribuables qui feront les frais des déficits que les libéraux sont en train de préparer. Cette situation contrarie bien des gens.

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. La députée de Richmond-Centre disposera de quatre minutes et demie lorsque la Chambre reprendra le débat sur cette question.

La Chambre passe maintenant aux déclarations de députés.

La députée de Scarborough-Centre a la parole.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

L'ORGANISME PROJECT ENGAGEMENT

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souligner l'excellent travail qu'accomplit Project

Engagement dans la circonscription de Scarborough-Centre et dans la grande région de Toronto. Project Engagement est un organisme bénévole à but non lucratif créé en 2004. En fondant cet organisme, Michael Thompson, conseiller municipal de la région, et Vincent Gasparro, homme d'affaires, voulaient distribuer des denrées alimentaires, des vêtements et d'autres biens essentiels aux familles les plus démunies de Scarborough et de Toronto.

Je peux dire qu'ils ont réussi à améliorer le sort de ces familles. Pendant le temps des Fêtes, j'ai eu le plaisir de me joindre au groupe de plus de 600 bénévoles et de préparer avec eux des paniers de provisions qui ont permis à plus de 400 familles de passer un plus beau Noël. Ces familles ont pu ainsi manger un repas chaud et offrir des jouets aux enfants.

Project Engagement permet vraiment d'améliorer le sort des familles les plus démunies. Le Canada a besoin de plus de projets comme celui-ci.

* * *

• (1400)

BARRIE—INNISFIL

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à M. Bruce MacGregor, l'ex-président de notre association de circonscription conservatrice. Après avoir été à la barre de notre association locale pendant cinq mandats, ce qui est un record, Bruce a cédé les rênes à Mme Anne Kell à l'assemblée générale annuelle tenue la fin de semaine dernière.

Bruce vit à Barrie depuis 45 ans et il en est fier. Son dévouement envers notre association de circonscription n'est surpassé que par son engagement inébranlable envers le grand mouvement conservateur.

Barrie—Innisfil peut être très fière des services que Bruce a rendus à la collectivité. Nous le remercions du fond du cœur et lui offrons nos meilleurs vœux pour l'avenir. Je sais que je parle au nom de tous les députés quand je dis que nos bénévoles sont essentiels à notre succès. Ce sont leur passion, leur énergie et leurs sacrifices qui nous permettent à tous de réussir. Nous ne saurions nous en passer.

Je remercie Bruce MacGregor et son épouse, Pat.

* * *

CHARLIE KEAGAN

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui alors que nous pleurons le décès de Charlie Keagan. M. Keagan a agi comme conseiller de la ville de North Sydney, dans la municipalité régionale du Cap-Breton. Il siégeait également au conseil scolaire.

Outre le fait d'avoir agi comme représentant élu et d'avoir travaillé pour Marine Atlantique pendant 35 ans, il a consacré une grande partie de son temps à aider de nombreux groupes de bénévoles partout dans la collectivité. Parmi ses plus grandes réalisations, citons le travail qu'il a effectué pour revitaliser Indian Beach.

Samedi dernier, mon épouse, Pam, et moi-même avons assisté à des funérailles très touchantes à l'église St. Joseph. Le révérend Patrick O'Neil a offert une cérémonie magnifique devant plus de 300 personnes. L'ancien premier ministre Russell MacLellan ainsi que des représentants des trois ordres de gouvernement étaient également présents. Des membres des Chevaliers de Colomb et de la Légion royale canadienne, deux organismes auxquels appartenait Charlie, ont assuré une garde d'honneur à ses funérailles.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour témoigner leur reconnaissance à Charlie pour ses nombreuses contributions au sein de notre collectivité.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, selon une récente étude menée par Oxfam, 62 des milliardaires les plus riches du monde ont une fortune équivalente à celle de la moitié de la population mondiale. Cela démontre que l'écart entre les riches et le reste d'entre nous continue de se creuser. Les inégalités au chapitre des revenus et de la richesse représentent l'un des plus grands défis de notre époque.

Au lieu de s'attaquer directement à ce problème, le gouvernement libéral l'aggrave. La semaine dernière, le rapport du directeur parlementaire du budget a révélé que la plupart des Canadiens n'allaient pas du tout bénéficier de ce que les libéraux appellent la baisse d'impôts pour la classe moyenne.

D'ailleurs, le rapport a confirmé que le plan des libéraux profiterait aux 30 % les mieux nantis, et que ce sont les 10 % les plus riches qui en profiteront le plus. Comme les conservateurs l'ont fait avant eux, les libéraux font croître les inégalités économiques.

Dans ma circonscription, Port Moody—Coquitlam, les électeurs sont aux prises avec des difficultés économiques à cause du coût exorbitant des logements et du coût élevé des services de garde, des médicaments d'ordonnance et des produits alimentaires. Nombreux sont ceux qui arrivent à peine à joindre les deux bouts. Au NPD, nous allons continuer de travailler avec la société civile, les entreprises, les syndicats, les groupes communautaires et les Canadiens afin de promouvoir un Canada plus juste et plus prospère pour l'ensemble des familles canadiennes, et non seulement pour une minorité de mieux nantis.

* * *

ÉCHEC AU CRIME

M. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole à la Chambre pour souligner que le mois de janvier est le Mois échec au crime.

Depuis qu'il a été instauré dans la belle ville de Calgary en 1982, le programme Échec au crime est devenu un outil indispensable de prévention du crime dans plus de 90 collectivités du Canada. Il s'agit d'un partenariat unique entre le public, les médias locaux et la police en vue de nous acquitter de notre responsabilité commune d'assurer la sécurité publique, de réduire la criminalité et de prévenir la victimisation.

Depuis sa mise en oeuvre, le programme Échec au crime a aidé à régler plus de 300 000 dossiers et a permis de récupérer des produits de contrebande d'une valeur de plus de 500 millions de dollars. La plus grande contribution du programme demeure toutefois dans le domaine de la prévention du crime.

La peur est le plus grand ennemi de la sécurité publique, et en permettant aux citoyens d'informer la police de façon anonyme et sécuritaire, le programme Échec au crime décourage les criminels qui ont recours à la peur et à l'intimidation pour faire d'autres victimes.

Le Mois échec au crime fournit l'occasion de sensibiliser la population à cet important programme et de faire part de notre admiration et de notre reconnaissance envers les nombreux employés et bénévoles qui aident nos services de police spécialisés à assurer la sécurité du Canada.

Déclarations de députés

● (1405)

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'être de retour à la Chambre après deux semaines bien remplies dans ma circonscription, Cariboo—Prince George.

Aujourd'hui, j'ai l'honneur d'accueillir à la Chambre deux dirigeantes régionales, Sherry Ogasawara et Tracy Calogheros.

Pendant que le premier ministre prenait des égoportraits avec des vedettes du grand écran, j'ai participé, en compagnie de trois de mes collègues, au forum sur les ressources naturelles de la Colombie-Britannique, qui a été organisé par la première ministre de cette province. C'est l'un des plus importants forums du genre au Canada.

Le forum a eu lieu à Prince George, en Colombie-Britannique. Plus de 900 professionnels de l'industrie, représentants du gouvernement provincial et des administrations municipales et chefs autochtones y ont participé.

L'absence du gouvernement et son silence ne sont pas passés inaperçus, loin de là. Je suis très déçu qu'aucun député du Parti libéral n'ait participé au forum, pas même le député d'en face, le ministre des Ressources naturelles.

D'ailleurs, c'est ce même ministre qui a pris la parole à la Chambre hier et a déclaré qu'il rencontrait des dirigeants de l'industrie. Il a pourtant décliné l'invitation qu'il a eue de participer à l'un des plus importants événements au pays dans le domaine des ressources naturelles.

Je tiens donc à dire ceci à mon collègue. Même s'il souhaite peut-être que nous soyons reconnus pour...

Le vice-président: Le député d'Avalon a la parole.

* * *

LES SERVICES D'URGENCE

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à une personne qui, pendant 40 ans, a fourni des services d'urgence dans une région rurale de ma circonscription.

Mme Rita Pennell, de Trepassey, vient tout juste de prendre sa retraite à l'âge de 78 ans. Elle offrait un soutien inébranlable aux gens qui avaient besoin de services d'urgence. Qu'elle conduise le véhicule les menant à l'hôpital ou leur offre des soins, sa présence les reconfortait.

Récemment, j'ai eu le privilège d'aller chez Mme Pennell et d'entendre ses anecdotes fascinantes. J'ai pu constater qu'elle traitait chaque patient comme un membre de sa famille. Elle tenait à ce que chacun reçoive les soins dont il avait besoin. Si une tempête de neige l'empêchait de circuler, elle téléphonait directement au ministre pour faire déneiger les routes.

Le lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador a rendu hommage à Mme Pennell dernièrement. Bien qu'elle soit maintenant retraitée des services d'urgence, elle continue de faire beaucoup de bénévolat dans sa collectivité et ne ménage pas ses efforts pour faire de Trepassey un endroit où il fait bon vivre.

J'invite les députés à se joindre à moi pour remercier Mme Pennell.

*Déclarations de députés***LA LÉGION D'HONNEUR**

M. John Oliver (Oakville, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur que d'informer la Chambre qu'un résidant d'Oakville âgé de 92 ans, Edward James Kersey, a été élevé au rang de chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, la plus haute décoration honorifique décernée par la France.

Le révérend Kersey s'est enrôlé dans l'armée canadienne le 24 janvier 1943. Il a débarqué sur la plage de Juno le 10 juillet 1944 et a participé à des combats en France, en Belgique et en Hollande. Il se trouvait avec son unité à Oldenburg, en Allemagne, lorsque la guerre a pris fin. Ses efforts et sa bravoure ont aidé à faire en sorte que le Canada et la France soient des sociétés démocratiques et libres.

Cette décoration témoigne de son courage et de son dévouement en vue de la poursuite de la liberté et de la paix. Nous avons donc une énorme dette de reconnaissance envers le révérend Kersey.

En tant que chevalier de la Légion d'honneur, il fait partie d'un ordre international qui a joué un rôle déterminant en vue de la création d'un monde plus fort, plus équitable et plus juste.

Je tiens donc à remercier et à féliciter le révérend Kersey.

* * *

[Français]

LE PORT DE QUÉBEC

M. Alupa Clarke (Beauport—Limoilou, PCC): Monsieur le Président, depuis sa fondation, la ville de Québec dispose d'un port qui joue un rôle de premier plan dans sa prospérité économique. Si le mot « Québec » signifie « là où le fleuve se rétrécit », c'est encore plus vrai aujourd'hui, puisque le port de Québec figure comme le dernier port pouvant accueillir des navires de haute mer à l'intérieur du continent.

Pour cette raison, le projet Beauport 2020, annoncé en 2015 par les autorités portuaires de Québec et appuyé par le gouvernement conservateur précédent à hauteur de 60 millions de dollars, permettra au port de Québec de demeurer concurrentiel à l'échelle internationale, tout en créant près de 3 000 nouveaux emplois dans la région, selon KPMG. Notons que le prolongement et la revitalisation des installations portuaires sont nécessaires à la pérennité du port.

Enfin, une très grande partie de ce port loge dans ma circonscription, Beauport—Limoilou. Ainsi, j'encourage le présent gouvernement à appuyer les démarches du port en ce qui a trait à ce projet en particulier. En effet, celui-ci s'inscrit dans une vision d'avenir pour Beauport—Limoilou, pour Québec et pour le Canada.

* * *

MIKAËL KINGSBURY

Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour féliciter un athlète olympique canadien de haut calibre natif de Deux-Montagnes, dans ma circonscription.

En effet, la fin de semaine dernière, à Val Saint-Côme, au Québec, le skieur de bosses Mikaël Kingsbury a établi un record incontesté, alors qu'il a savouré sa 30^e victoire à la Coupe du monde. Âgé de 23 ans, M. Kingsbury a un parcours garni de victoires, alors qu'il a remporté, entre autres, la médaille d'argent aux Olympiques de Sotchi et déjà quatre Globes de cristal dans sa discipline.

Monsieur Kingsbury, je profite de l'occasion pour souligner vos efforts et votre persévérance. Vous êtes une inspiration et un exemple

de courage et de réussite pour les jeunes athlètes partout au pays. Soyons fiers de nos athlètes canadiens.

Félicitations, monsieur Kingsbury!

* * *

● (1410)

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Monsieur le Président, lundi dernier, la Fédération canadienne des municipalités et ses partenaires ont publié le deuxième Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes. Ses résultats donnent matière à réflexion. Le Bulletin énonce que l'état du tiers de toutes les infrastructures municipales au Canada est jugé passable, mauvais ou très mauvais, et ce nombre comprend des infrastructures de transport dont on a grand besoin.

Les transports représentent un investissement important pour l'ensemble des Canadiens, et nous devons nous assurer d'y affecter les ressources nécessaires pour que les Canadiens puissent continuer à se déplacer. C'est une question particulièrement pertinente dans ma région, qui se trouve dans la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique, car nous accueillerons environ un million de nouveaux résidents et 600 000 nouveaux emplois d'ici 2040. Les investissements dans les transports en commun aident non seulement les gens à atteindre leur destination rapidement et efficacement, mais ils favorisent aussi une économie concurrentielle, un environnement propre et une meilleure qualité de vie.

J'encourage tous les députés à travailler avec les autres ordres de gouvernement au Canada afin d'investir dans les infrastructures de transport dont nous avons tant besoin, y compris pour prolonger le réseau de trains légers jusqu'à ma circonscription, Cloverdale—Langley City.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, il y a près de deux ans, la Fédération de Russie envahissait, occupait et annexait illégalement la Crimée, un territoire que la communauté internationale reconnaissait pourtant comme appartenant à l'Ukraine. Le régime de Poutine a répliqué par une prise de contrôle militaire aux manifestations de l'EuroMaïdan organisées par les Ukrainiens pour protester contre leur dirigeant prorusse, Viktor Ianoukovitch. L'envoi de troupes armées dans le territoire souverain d'un autre État est une violation claire des normes et du droit internationaux.

L'ancien gouvernement conservateur n'avait pas son pareil dans le monde pour fournir de l'aide économique, militaire et diplomatique à nos alliés ukrainiens.

Nous avions très clairement dit que le Canada ne reconnaîtrait jamais l'annexion illégale de la Crimée, pas davantage après 5 mois qu'après 50 ans.

Aujourd'hui, le ministre russe des Affaires étrangères, M. Lavrov, a déclaré ceci:

Nous n'avons rien à donner [...] Nous ne discutons avec personne du retour de la Crimée.

Hélas, le premier ministre veut récompenser la Fédération de Russie en normalisant les relations entre nos deux pays, alors que le régime russe alimente en armes et en troupes le conflit qui fait rage dans le Donbass, dans l'Est de l'Ukraine.

Je demande au gouvernement de maintenir toutes les sanctions contre la Fédération de Russie et les individus derrière l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass.

* * *

[Français]

MYLÈNE PAQUETTE

M. David Lametti (LaSalle—Émard—Verdun, Lib.): Monsieur le Président, en 2013, Mylène Paquette, résidente de la circonscription de LaSalle—Émard—Verdun, est devenue la première personne à franchir en solitaire l'océan Atlantique Nord à la rame, du Canada à la France.

Grâce à son courage remarquable et à sa persévérance tout au long de son périple laborieux, elle a incité d'autres gens à surmonter leurs peurs et des obstacles et à se consacrer à l'effort physique. Elle est devenue une source de fierté et d'inspiration pour plusieurs, au Canada et à l'étranger. Elle a été reconnue, au mois de décembre dernier, par le gouverneur général du Canada.

En tant que député, je félicite Mme Paquette et j'invite la Chambre des communes à reconnaître aujourd'hui l'exploit de Mme Paquette, une grande Verdunoise, Québécoise et Canadienne.

* * *

LA GESTION DE L'OFFRE

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais prendre cette minute pour rappeler au gouvernement libéral toute l'importance de protéger notre système de gestion de l'offre, notamment en ce qui a trait au problème des protéines laitières qui franchissent nos frontières.

La Chambre le sait, au NPD, nous nous sommes fermement engagés à travailler avec les producteurs, afin de régler, au cours des 100 premiers jours, le problème des protéines laitières en provenance des États-Unis. Rappelons que le Parti libéral s'est également engagé à agir.

Demain, ce sera le centième jour du nouveau gouvernement, et nos producteurs de partout au pays attendent toujours des mesures concrètes de sa part. J'espère que les producteurs n'auront pas à attendre 100 autres jours. Dans ma circonscription, et ailleurs au pays, les agriculteurs sont inquiets et impatients. Actuellement, une ferme de taille moyenne perd 1 000 \$ par semaine. C'est complètement inacceptable.

Compte tenu de la grande incertitude que vivent nos producteurs par rapport au Partenariat transpacifique, je demande au gouvernement d'agir maintenant dans le dossier des protéines laitières.

* * *

•(1415)

[Traduction]

LA FUSILLADE À LA LOCHE

M. Tom Lukiwski (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, je tiens à offrir mes sincères condoléances aux gens de La Loche. La récente tragédie a brisé le cœur des Canadiens partout au pays.

En pensant à nos enfants et à nos proches, il est facile d'imaginer l'horreur et le chagrin qu'engendre cette tragédie. Selon moi, la situation nous bouleverse aussi parce que nous sommes tous conscients des conditions de vie difficiles dans les communautés isolées du Nord, une situation dont la gravité a malheureusement été ignorée par des générations de politiciens.

Questions orales

Je veux que les gens de La Loche et toutes les personnes touchées par cette tragédie sachent que les députés fédéraux et les Canadiens dans leur ensemble leur réservent une place dans leur cœur et dans leurs prières.

Que Dieu bénisse les gens de La Loche.

* * *

L'EMPLOI

Mme Alaina Lockhart (Fundy Royal, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, la grande région de Sussex, au Nouveau-Brunswick, d'où je viens, a été atterrée d'apprendre qu'elle perdra 430 emplois dans le secteur minier à cause des prix du marché et des coûts de production.

En effet, la société Potash Corporation de la Saskatchewan suspendra indéfiniment les activités à sa mine de potasse de Picadilly.

Les habitants de Sussex ont rapidement montré leur force et leur résilience. Ils croient en la valeur de nos ressources naturelles et en la vigueur de nos municipalités, ainsi qu'à l'éthique et aux compétences remarquables de notre main-d'oeuvre, ce qui leur donne de l'espoir.

À titre de députée de Fundy Royal, je m'engage à soutenir ces travailleurs et leur famille ainsi que les entreprises locales touchées par cette décision.

Maintenant plus que jamais, les investissements du gouvernement dans les infrastructures seront importants afin de créer immédiatement des emplois et de nous assurer que nous sommes prêts à tirer parti des investissements privés futurs qui favoriseront la création d'emplois à long terme.

Toutes les belles réussites locales auxquelles le gouvernement peut contribuer renforceront la stabilité de la région et aideront le Nouveau-Brunswick à conserver la main-d'oeuvre dont il a besoin pour prospérer.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE TRANSPORT AÉRIEN

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier le premier ministre d'avoir suivi mon conseil et d'avoir rencontré M. Coderre. Il s'agit d'une question qui touche l'économie nationale et les emplois pour tous les Canadiens.

Il y a toutefois d'autres projets qui peuvent créer des emplois. Par exemple, si les libéraux donnaient le feu vert au projet d'expansion de l'aéroport des îles de Toronto, Bombardier aurait un nouveau gros client pour ses avions de la C Series fabriqués au Canada, et il n'en coûterait rien. Pourquoi le premier ministre nuit-il à l'emploi dans l'industrie aérospatiale?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la chef de l'opposition de sa question. Elle me permet de répéter qu'aux dernières élections, nous avons pris l'engagement envers les habitants de Toronto, qui se soucie de l'aménagement de leur secteur riverain, de ne pas rouvrir l'accord tripartite. Nous avons tenu cette promesse et nous en sommes très fiers.

*Questions orales***LA DÉFENSE NATIONALE**

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le ministre de la Défense nationale a dit en novembre dernier que les Canadiens n'ont rien à craindre du groupe État islamique, mais depuis qu'il a fait cette déclaration, il y a eu des attentats djihadistes inspirés par ce groupe à Paris, à Istanbul, à Beyrouth et à Jakarta, où un Canadien a été tué, ainsi qu'au Burkina Faso, où six Canadiens ont été assassinés par des terroristes.

Le premier ministre est-il d'accord avec son ministre de la Défense pour dire que le groupe État islamique ne représente pas une menace pour les Canadiens?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le groupe État islamique constitue une menace réelle. Toutefois, en tant que dirigeants du pays, nous devons donner aux Canadiens l'assurance que notre institution et nos services de sécurité les protégeront. C'est exactement ce que nous allons faire.

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'Opposition, PCC): Monsieur le Président, en ce qui concerne le groupe État islamique, le premier ministre n'appuie pas par des gestes ses propres paroles en matière de diversité. L'une des plus grandes menaces sur la planète envers la liberté de culture et de religion, les droits des femmes et les droits des gais et des lesbiennes, est le groupe État islamique.

C'est une chose de faire des discours sur la diversité à partir d'une station de ski en Suisse, mais c'en est une autre de lutter pour les gens dont la vie est menacée par des terroristes et des meurtriers en Irak et en Syrie. Comment le premier ministre peut-il dire que la diversité lui tient à coeur et laisser la lutte aux autres?

• (1420)

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, en fait, grâce au plan que nous préparons, le Canada sera plus fort pour appuyer la coalition dans sa lutte contre ce groupe terroriste, le soi-disant État islamique. Nous le ferons avec fierté et avec courage, comme le Canada se doit de le faire partout dans le monde, quand vient le temps de lutter contre le terrorisme.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, nous sommes bien contents de voir que le premier ministre a donné suite à notre recommandation d'hier et que, ce matin, il a pu rencontrer son bon vieux *chum* libéral. Nous espérons que le premier ministre a parlé d'économie et du projet du pipeline qui va créer 3 000 emplois et qui aura des retombées de 1 milliard de dollars.

Le premier ministre est député de Papineau, donc de Montréal. Dans ce gouvernement, il y a des Québécois. Ce gouvernement s'engage-t-il à défendre l'économie du Québec en proposant de ce projet, qui est bon pour l'économie du Québec et du Canada, et en faisant la promotion?

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous défendons les intérêts économiques de tous les Canadiens, qu'ils vivent en Alberta, en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick, au Québec ou à Terre-Neuve.

L'aménagement de projets d'infrastructure majeurs est très important pour l'économie canadienne, alors que nous cherchons des moyens de transporter la durabilité de nos ressources naturelles

jusqu'aux côtes. Voilà le message que nous véhiculons aux Canadiens, quelle que soit la région où ils vivent.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement est-il conscient que ce projet permettra d'alimenter les deux raffineries pétrolières que nous avons au Québec? Ce gouvernement est-il conscient également que ce projet pourra aider l'industrie pétrochimique du Québec? Cela représente 70 000 emplois sérieux et bien rémunérés au Québec.

Le gouvernement s'engage-t-il à parler haut et fort pour l'économie du Québec?

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous savons à quel point le secteur des ressources naturelles est important pour la création d'emplois au Canada. Nous savons également que, en ce moment, certaines régions du pays sont aux prises avec des pertes d'emplois dues aux prix des produits de base, particulièrement en Alberta et en Saskatchewan, et aussi au Nouveau-Brunswick, comme mon collègue vient de le dire. Nous savons en outre que les projets d'envergure sont bons pour le pays, mais ils doivent être réalisés avec la confiance des Canadiens.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, le Tribunal canadien des droits de la personne a rendu un jugement cinglant qui confirme la discrimination systémique persistante qu'endurent les enfants et les familles des Premières Nations.

Le premier ministre agira-t-il sans délai pour redresser cette injustice en donnant l'ordre aux avocats du gouvernement de ne pas interjeter appel de la décision d'aujourd'hui et s'engagera-t-il à prévoir les sommes nécessaires dans le budget afin de pouvoir commencer à mettre un terme à la discrimination, au colonialisme et au racisme qui ont cours depuis trop longtemps au sein des institutions canadiennes?

L'hon. Jody Wilson-Raybould (ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord prendre acte du jugement rendu aujourd'hui par le tribunal ainsi que du leadership et des efforts de revendication de Cindy Blackstock, de l'Assemblée des Premières Nations et des peuples autochtones.

L'énoncé de décision compte 180 pages. Nous l'étudierons de près, cela va sans dire. Nous comprenons et reconnaissons cependant qu'il n'y aura probablement pas de raison de demander une révision de la décision.

Nous pouvons mieux faire; nous devons mieux faire. Nous remanierons le système d'aide à l'enfance au Canada.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Probablement pas, monsieur le Président? Il n'y a aucune raison d'en appeler de la décision.

Questions orales

Aujourd'hui, la commissaire à l'environnement du Canada a sévèrement critiqué le système actuel de réglementation des pipelines. Pendant la campagne électorale, le chef libéral s'est clairement engagé à réformer le processus d'évaluation environnementale. Il a promis que les nouveaux règlements s'appliqueraient aux projets existants et que le processus d'évaluation des projets en cours serait repris à zéro.

Les libéraux vont-ils respecter cette promesse très claire de changer les règles et de veiller à reprendre les évaluations?

• (1425)

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je suis honorée de répondre à ma première question en tant que représentante des habitants d'Ottawa-Centre.

Nous sommes déterminés à rétablir la confiance des Canadiens envers le processus d'évaluation environnementale, une confiance qui a été perdue sous le gouvernement conservateur. Pour ce faire, nous appuierons nos décisions par des consultations auprès des Canadiens. Nous fonderons nos décisions sur les données probantes et la science, en consultation avec les peuples autochtones et la population canadienne. Nous tiendrons également compte de l'impact des changements climatiques.

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, la ministre n'a pas répondu à la question. Pour rétablir la confiance des Canadiens, il faut commencer par tenir ses promesses.

[Français]

Ce n'est pas ce qui a été promis lors de la campagne électorale. Deux fois plutôt qu'une, en campagne électorale, le chef libéral a promis que l'ensemble des vérifications et des évaluations environnementales sur les oléoducs au Canada devait être refait du début. Pas question de faire du « patchage » d'un item ou d'un autre.

Vont-ils respecter leur promesse de refaire les évaluations environnementales, oui ou non?

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, un des engagements que nous avons pris en tant que gouvernement est de rétablir la confiance des Canadiens envers les processus d'évaluation environnementale. C'est la seule façon d'acheminer de manière responsable nos ressources vers les marchés du 20^e siècle. Nous allons le faire.

* * *

L'ASSURANCE-EMPLOI

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): C'est une autre tentative de changer de sujet!

La promesse faite lors de la campagne électorale était de refaire les évaluations environnementales pour Kinder Morgan et Énergie Est. Le gouvernement est en train de reculer là-dessus aussi.

Par ailleurs, un autre engagement était d'aider les gens qui en ont le plus besoin. Mes collègues savent-ils que seulement le tiers des Canadiens sont admissibles à l'assurance-emploi lorsqu'ils perdent leur travail? Les conservateurs ont fait défaut de ramener le seuil à 360 heures.

Les libéraux vont-ils agir face à cette situation critique et garantir l'assurance-emploi?

[Traduction]

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de répondre à la question et de faire savoir à la Chambre ainsi qu'à tous les Canadiens que nous procédons à un examen actif des normes relatives à l'assurance-emploi, et que nous maintiendrons et respecterons les engagements pris au cours de la campagne électorale.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, les Nations unies ont récemment publié un rapport selon lequel l'EIIS détiendrait en tant qu'esclaves près de 3 500 personnes, principalement de la minorité yézidie. L'EIIS est responsable de la mort de près de 18 000 personnes et du déplacement de plus de trois millions d'Irakiens uniquement. Compte tenu de la responsabilité de protéger qui incombe aux Nations unies, les gouvernements canadiens précédents sont intervenus. Or, le gouvernement actuel ne semble pas avoir de plan pour mettre fin au génocide en Syrie et en Irak.

Pourquoi le premier ministre confie-t-il à d'autres l'obligation qui incombe au Canada de protéger les populations innocentes?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'assure à mon collègue que nous ferons tout le contraire. Nous lutterons très vigoureusement et avec détermination contre le soi-disant État islamique précisément pour les motifs qu'il vient de mentionner. Notre intervention sera plus efficace qu'elle ne l'a été dans le passé. Nous collaborerons avec la coalition pour veiller à ce que la contribution du Canada soit un véritable apport et non un double emploi. Nous appuierons nos alliés avec vigueur et résolution.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, lors d'une entrevue à la radio, le ministre de la Défense nationale a déclaré que nos alliés souhaitent évidemment que les CF-18 canadiens continuent de participer aux opérations.

Nos alliés souhaitent que le Canada poursuive la lutte contre l'EIIS en laissant les CF-18 participer aux opérations. Les Canadiens veulent eux aussi que nos avions chasseurs continuent de participer à la lutte. Pourquoi le premier ministre et l'EIIS sont-ils les seuls à souhaiter que nous cessions de pilonner des cibles de l'EIIS?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, dans un conflit comme celui-ci, il est primordial de bien évaluer ce qui se passe sur le terrain. Comme les conservateurs n'ont pas bien évalué la situation, nous nous retrouvons actuellement devant un gâchis. Voilà pourquoi je prends le temps de faire une évaluation attentive et de m'assurer que nous prenons les mesures appropriées et que nous disposons de la capacité voulue pour que notre intervention soit vraiment efficace. C'est ainsi que j'ai procédé dans le passé et que je procéderai encore une fois.

Questions orales

●(1430)

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, on a appris aujourd'hui que, lorsqu'ils se sont rencontrés en Turquie, le premier ministre et Vladimir Poutine ont tous deux exprimé la volonté de normaliser les relations entre nos deux pays. Or, ce n'est pas ce que le premier ministre a annoncé aux Canadiens après cette rencontre. Le ministre russe des Affaires étrangères dit maintenant souhaiter que le Canada modère l'appui indéfectible qu'il manifeste à l'égard des Ukrainiens.

Pourquoi le gouvernement du Canada abandonne-t-il les Ukrainiens à leur sort? Pourquoi le premier ministre s'acquitte-t-il avec Poutine?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, l'Ukraine pourra toujours compter sur le Canada. Nous n'acceptons pas l'ingérence de la Russie en Ukraine ni l'invasion du territoire ukrainien par ce pays. Nous allons trouver la façon la plus efficace de la faire savoir au gouvernement russe.

[Français]

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, il a été rapporté que Bombardier tentait de faire des affaires en Iran en dépit du fait que le Canada a des sanctions strictes en place.

Ces sanctions existent pour des raisons légitimes, telles que les menaces à l'existence d'Israël et le soutien au terrorisme.

Bombardier sait-elle quelque chose que le reste du Canada ne sait pas? Le gouvernement a-t-il déjà levé les sanctions contre l'Iran?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, il est vrai que les Nations unies demandent aux pays concernés de retirer les sanctions liées à l'accord conclu pour s'assurer que l'Iran n'utilise pas le nucléaire pour des raisons militaires.

Le Canada retirera donc ces sanctions, mais ce que le Canada maintiendra, c'est une méfiance envers un régime qui ne doit pas retourner à l'armement nucléaire, qui est un danger pour les droits humains et qui n'est pas un ami d'alliés, notamment Israël.

C'est donc avec les yeux ouverts que nous allons agir conformément aux Nations unies.

[Traduction]

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, l'Iran est depuis longtemps un acteur infréquentable du Moyen-Orient. Il fournit de l'aide militaire au régime Assad, en Syrie. Le chef suprême de l'Iran menace fréquemment d'anéantir Israël. La réouverture de la mission canadienne à Téhéran mettrait en danger les fonctionnaires du service extérieur canadien.

Le gouvernement renoncera-t-il à normaliser ses relations avec l'Iran et maintiendra-t-il les sanctions actuelles?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, à cause des façons de faire tortueuses de l'ancien gouvernement, le Canada n'est pas présent en Iran. Or, ce n'est une bonne chose ni pour les Iraniens, ni pour la défense des droits de la personne dans ce pays, ni pour la défense des intérêts stratégiques du Canada dans la région, ni pour Israël. Ce n'est une bonne chose pour personne. Nous changerons cette politique.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, nous avons constaté que l'Iran est très sélectif dans sa façon de protéger les missions diplomatiques étrangères.

Je me demande si le ministre des Affaires étrangères est plus disposé aujourd'hui qu'hier à condamner explicitement le fait que des dirigeants palestiniens incitent des individus à commettre des attaques meurtrières contre des civils israéliens. Je me demande si la réticence du ministre à agir en ce sens a quoi que ce soit à voir avec son intention avouée de voir le Canada reprendre son rôle d'intermédiaire honnête au Moyen-Orient. Il s'agirait d'un retour à la philosophie libérale discréditée qui consiste à accorder une équivalence morale aux terroristes palestiniens et aux victimes israéliennes.

Le ministre va-t-il condamner aujourd'hui cette incitation à la violence?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est l'ami d'Israël et il continuera toujours de l'être. Ce que nous ne ferons pas, c'est de céder aux tentatives de l'opposition — le Parti conservateur —, qui souhaite faire de ce dossier une question partisane au Canada.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, le Tribunal canadien des droits de la personne confirme aujourd'hui ce que les communautés autochtones savent depuis trop longtemps: les enfants des Premières Nations vivant sur les réserves reçoivent moins d'aide que les autres enfants canadiens. Or le ministère de la Justice a utilisé toutes les tactiques pour faire dérailler le processus et nier la réalité affectant tant d'enfants.

La ministre de la Justice confirme-t-elle aujourd'hui qu'elle ne portera pas en appel cette décision historique?

C'est une question simple qui se répond par oui ou par non.

●(1435)

[Traduction]

L'hon. Jody Wilson-Raybould (ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Lib.): Comme je le disais, monsieur le Président, la décision compte 180 pages. Nous tâchons de faire preuve de diligence raisonnable et de l'étudier rapidement, mais je ne m'attends pas à y trouver quoi que ce soit qui m'amènerait à demander une révision judiciaire. Il est question d'égalité. Le gouvernement a à coeur l'égalité et se fait un devoir de parler et de collaborer avec les Premières Nations afin que chaque enfant ait la possibilité de réussir.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, les enfants ont les yeux rivés sur le Parlement, car ils veulent voir comment nous allons mettre fin aux politiques qui ont entraîné l'éclatement de nombreuses familles autochtones et empêché trop d'enfants d'avoir accès à des services de toutes sortes, qu'il s'agisse de soins dentaires d'urgence ou de fauteuils roulants adaptés. Pour les enfants autochtones du pays, c'est ainsi que le système fonctionne. Le gouvernement équilibre le budget à leur détriment, car à ses yeux, ils ne méritent pas d'être protégés.

Ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Il s'agit d'une règle juridiquement contraignante. Que compte faire le président pour éradiquer la négligence systémique qui règne dans les principaux ministères fédéraux? Quel est son plan d'action?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de son plaidoyer.

Questions orales

Comme nous le savons, les lettres de mandat de tous les ministres et de tous les députés ministériels présentent les relations avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis comme une question d'une grande importance. Nous prenons très au sérieux le rapport absolument accablant publié par le tribunal aujourd'hui. Tous les membres du gouvernement actuel travailleront sans relâche à redresser les torts du passé et à faire en sorte que tous les enfants autochtones aient des chances égales au départ.

* * *

LES FINANCES

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget signale que, dans les pays du G7, ce sont les ménages canadiens qui sont les plus endettés. Il dit qu'il y a de quoi être inquiet, car cela rend les Canadiens plus vulnérables aux mauvaises nouvelles économiques — en cas de perte d'emploi, par exemple. Ce commentaire s'applique aux ménages canadiens, mais aussi à notre pays.

Qui va utiliser au maximum les cartes de crédit du pays pour de folles dépenses? Le ministre des Finances. Pourquoi le gouvernement laisse-t-il tomber tout bon sens en matière de finances?

[Français]

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue. Le gouvernement veut s'assurer que la situation financière des ménages demeure solide et que leur niveau d'endettement est gérable. Nous surveillons évidemment le ratio du service de la dette des ménages et beaucoup d'autres indicateurs. Le gouvernement a pris dernièrement une mesure afin d'aborder la vulnérabilité et les risques éventuels des secteurs du logement en exigeant des mises de fonds supplémentaires. C'est la façon de travailler pour faire croître la classe moyenne.

[Traduction]

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, il n'est pas question de dire « faites ce que je dis, pas ce que je fais ». Les libéraux disent clairement qu'il y a un problème d'endettement des ménages canadiens, mais ils omettent de dire qu'il y aura un réel problème avec la dette nationale s'ils se lancent dans ces folles dépenses.

Une façon de comprendre ce qui se passe au pays est de demander au comité des finances de tenir des consultations prébudgétaires, conformément au mandat d'un comité parlementaire. Or, il n'y a rien de tel de prévu.

La question est très simple pour le gouvernement. Le comité des finances tiendra-t-il des consultations prébudgétaires, oui ou non?

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux d'annoncer que nous avons parcouru le Canada avec le ministre des Finances et que nous avons rencontré des milliers de Canadiens. Les Canadiens nous ont demandé d'investir dans l'innovation et la productivité et de nous occuper des infrastructures et des exportations.

Je suis heureux d'informer la Chambre que des milliers de gens nous ont aussi transmis leurs idées en ligne. Plus de 120 000 personnes ont interagi en ligne avec nous.

Les Canadiens veulent que nous investissions dans l'économie et c'est exactement ce que nous ferons pour eux.

M. Phil McColeman (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens perdent leur emploi, ils font moins

d'investissements et leur avenir financier est incertain. Mais tout ce qu'on entend des banquettes libérales, ce sont des projets de dépenses massives qui, nous dit-on, entraîneront des déficits pouvant atteindre 30 milliards de dollars.

Le ministre des Finances pourrait-il confirmer que les libéraux comptent encore sur les petites entreprises, y compris les ingénieurs, les médecins, les vétérinaires et d'autres professionnels encore pour financer son orgie de dépenses?

● (1440)

[Français]

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon honorable collègue de l'autre côté de la Chambre que nous avons hérité d'une dette de plus de 150 milliards de dollars canadiens du gouvernement conservateur. Nous avons un plan pour faire croître l'économie et nous l'avons déjà amorcé. Dans le cadre de notre mandat, nous allons respecter trois principes clés: nous maintiendrons le ratio de la dette sur le PIB sur une tangente décroissante, nous gérerons nos dépenses avec prudence et nous rétablirons l'équilibre budgétaire d'ici la fin de notre mandat. Voilà de la gestion responsable.

[Traduction]

M. Phil McColeman (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, nous étions en position excédentaire lorsque nous avons quitté en octobre 2015. C'est le directeur parlementaire du budget qui l'a dit.

C'est clair. Le plan des libéraux consiste seulement à dépenser. Le gouvernement a déjà commencé à s'en prendre aux familles lorsqu'il a aboli le fractionnement du revenu et abaissé le plafond du compte d'épargne libre d'impôt, et il a laissé entendre qu'il comptait retirer le crédit d'impôt aux étudiants, aux apprentis, aux acheteurs d'une première maison et aux familles dont les enfants participent à des programmes sportifs et artistiques.

Comment le ministre des Finances va-t-il financer ses dépenses impressionnantes? Qui d'autre compte-t-il prendre en cible?

Le Président: Je commence à entendre des bruits venant de plusieurs côtés. Ce n'est pas de bon augure. Il serait préférable que le silence règne des deux côtés. Il serait utile que tout le monde coopère. Après tout, nous sommes dans le creuset de la démocratie. C'est un lieu propice aux vigoureux débats où de nouvelles idées sont mises à l'épreuve. C'est ni à la vigueur des applaudissements ni à la longueur de l'ovation que l'on en détermine le mérite, cependant. Encore moins à leur résistance aux interruptions malpolies. Il faut qu'elles résistent à l'épreuve du temps. Cela dit, nous pouvons poursuivre.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Veuillez tout d'abord accepter mes excuses, monsieur le Président. Je n'ai pas vu que vous preniez la parole.

Le député a parlé d'excédent. Mais les Canadiens savent bien qu'il nous a laissé une dette de 150 milliards de dollars.

Nous avons un plan pour stimuler l'économie.

Questions orales

[Français]

En décembre, nous avons déjà amorcé le processus avec la réduction d'impôt pour la classe moyenne, qui va bénéficier à plus de 9 millions de contribuables. Il s'agit d'une des mesures. Nous allons aussi inclure dans le prochain budget fédéral l'Allocation canadienne aux enfants qui bénéficiera à neuf familles sur dix et qui permettra à des centaines de milliers d'enfants de sortir de la pauvreté.

C'est cela que les Canadiens nous ont demandé de faire, soit investir dans la classe moyenne et faire croître l'économie. C'est exactement ce que nous allons faire.

[Traduction]

Le Président: En tant que nouveau député, le député de St. Albert—Edmonton devrait savoir qu'il y a certaines choses qu'il ne devrait pas apprendre des députés plus âgés et plus chevronnés. Notamment, comment chahuter. C'est un comportement à éviter.

Le député de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques a la parole.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD): Monsieur le Président, le rapport de la commissaire à l'environnement et au développement durable a révélé de sérieuses lacunes dans le système de surveillance des pipelines. Tout d'abord, les plans d'urgence et le système de surveillance sont désuets. Le rapport a aussi indiqué que le public était tenu dans le noir et, pour couronner le tout, l'Office national de l'énergie ne s'assure même pas que les conditions imposées aux compagnies sont respectées.

Comment les Canadiens sont-ils censés avoir confiance dans le système? Quand les libéraux vont-ils réaliser que cela prend plus qu'un pansement pour corriger ce système totalement défaillant?

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai parlé hier à la commissaire Gelfand au sujet de son rapport, et j'ai discuté de ses recommandations ce matin avec le président de l'Office national de l'énergie.

Ce dernier m'a assuré que des mesures seront prises immédiatement. En fait, les choses sont en marche depuis un certain temps déjà. Mon ministère s'engage à suivre de près ces mesures pour s'assurer que les recommandations de la commissaire seront entièrement mises en oeuvre.

● (1445)

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, le ministre s'y perd un peu, parce que la commissaire à l'environnement indique, noir sur blanc, dans son rapport, à quel point le processus actuel de l'Office national de l'énergie est imparfait, voire dangereux. Dans plus de la moitié des cas étudiés, l'organisme de réglementation ne fait même pas le suivi des conditions qu'il impose aux sociétés de pipelines.

Le premier ministre et ses députés ont fait des promesses explicites aux citoyens de la Colombie-Britannique. Reste à voir maintenant si le gouvernement les tiendra vraiment.

Le gouvernement demandera-t-il à l'Office national de l'énergie d'examiner les projets de Kinder Morgan et d'Énergie Est dans le cadre de nouveaux processus crédibles auxquels les Canadiens pourront enfin faire confiance?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.):

Monsieur le Président, nous avons dit qu'il y aura un nouveau processus de transition pour les projets que l'Office national de l'énergie examine actuellement. Nous avons affirmé que les principes et la période de transition seront annoncés dans quelques semaines. Je peux dire maintenant que cela se fera dans quelques jours.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

Mme Alexandra Mendès (Brossard—Saint-Lambert, Lib.):

Monsieur le Président, notre gouvernement s'est engagé à apporter des modifications importantes en ce qui a trait au fonctionnement du Parlement.

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes pourrait-il nous faire des mises à jour quant aux initiatives déjà entreprises et nous informer sur le plan d'action adopté par le gouvernement pour concrétiser les réformes souhaitées?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Brossard—Saint-Lambert de sa question.

Comme on le sait, je rencontre régulièrement les leaders de l'opposition à la Chambre. Je peux même assurer mes collègues qu'une certaine amitié se développe. Hier, j'ai écrit au président du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre pour lui demander s'il était possible de témoigner et de partager nos idées avec nos collègues du Comité. Il m'a récemment informé que je pourrais même y aller jeudi de cette semaine.

Je demeure donc énormément confiant qu'avec nos collègues et l'appui des députés de la Chambre nous pourrions arriver à rendre plus efficace non seulement le Parlement, mais aussi la conciliation travail-famille.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, hier, le ministre a prouvé qu'il ignorait que c'est sous un gouvernement conservateur que le premier pipeline Keystone a été approuvé et construit, tout comme le pipeline Alberta Clipper, l'inversion du pipeline 9B et le doublement d'ancrage. Or, sous l'irresponsable gouvernement libéral actuel, le pipeline Keystone XL a été rejeté pratiquement sans résistance des libéraux, sans qu'ils ne s'y opposent ni ne s'en préoccupent.

Or, la société TransCanada n'accepte pas la situation passivement. En fait, elle conteste la décision du gouvernement américain en vertu de l'ALENA.

Le gouvernement appuiera-t-il cette contestation? Est-ce qu'il s'y ralliera et est-ce qu'il la soutiendra?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.):

Monsieur le Président, au moment où le gouvernement des États-Unis a pris sa décision, le premier ministre a indiqué que nous la déplorions. Nous avons aussi signalé que la décision d'en appeler devant le tribunal de l'ALENA revient au promoteur du projet et non au gouvernement du Canada.

Questions orales

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement devrait avoir honte. Des gouvernements antérieurs ont émis des contestations en vertu de l'ALENA, et l'étiquetage indiquant le pays d'origine en est un très bon exemple. Le gouvernement devrait soutenir les emplois et les débouchés, et appuyer cette contestation.

Hier, le ministre a aussi dit que les dirigeants du secteur des ressources naturelles venaient tout juste de comprendre l'importance des préoccupations des Autochtones et des enjeux liés à l'environnement. Son arrogance est-elle donc sans bornes?

Depuis 2013, il y a eu plus de 500 consultations sur le projet Énergie Est. Nous avons un ministre qui ne sait pas quels pipelines ont été construits dans les derniers quatre à dix ans, qui ne comprend pas le processus et qui ne soutiendra pas les emplois canadiens. Il y a déjà un manque de confiance à l'égard du ministre...

Le Président: Le ministre des Ressources naturelles a la parole.

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, la confiance qui importe vraiment est celle des Canadiens à l'égard du cadre réglementaire que nous préconisons.

Plutôt que de faire de la politique avec les pipelines, plutôt que d'essayer de dresser une région du pays contre l'autre, nous voulons unir les Canadiens, qui vont comprendre que le cadre réglementaire que nous préconisons, en ce moment de transition, est bien meilleur que celui du gouvernement précédent.

• (1450)

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, hier, le premier ministre a eu tort de prétendre que le gouvernement qu'il dirige s'efforce de créer des emplois. Il n'y a qu'un important projet national de construction qui créera les milliers d'emplois bien rémunérés dont nous avons grandement besoin dans l'ensemble du Canada. C'est le projet Énergie Est. Tandis que le gouvernement réfléchit à de vagues changements de réglementation, des centaines de milliers de Canadiens réfléchissent eux aussi, mais au moyen de payer leurs factures du mois.

Le ministre des Ressources naturelles se rend-il compte qu'il n'inspire pas confiance en essayant de manier les leviers de l'économie et qu'il crée plutôt un environnement économique instable?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous avons indiqué que nous comprenons les conséquences humaines des pertes d'emplois. Nous savons que la faiblesse des cours des matières premières dans le secteur des hydrocarbures et de la potasse causent des mises à pied au pays, comme ce fut le cas récemment au Nouveau-Brunswick. Nous prenons ce problème très au sérieux.

Nous comprenons aussi qu'à l'avenir, nous aurons de meilleures chances de créer des emplois dans le secteur de l'énergie si nous veillons à ce que les grands projets de pipeline et les autres projets au pays soient régis par un cadre réglementaire qui suscite la confiance des Canadiens.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, des gens de partout au Canada viennent en Alberta à la recherche de nouvelles possibilités pour eux-mêmes et leur famille, mais les travailleurs albertains, y compris des milliers de personnes de Lakeland, sont frappés extrêmement durement par le ralentissement du secteur de l'énergie. De ce côté-ci, nous savons que cela a des répercussions sur tous les secteurs et tous les Canadiens. Une Alberta forte et un Canada fort vont de pair.

Je suis fière du secteur énergétique de calibre mondial de l'Alberta. Quand le ministre des Ressources naturelles ou l'un des quatre députés libéraux de l'Alberta soutiendra-t-il enfin les travailleurs du secteur énergétique de l'Alberta, qui contribuent tant à l'économie du Canada?

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de se soucier du sort des Albertains, car moi aussi, je m'en soucie. Les gens avec qui je discute trouvent rafraîchissante la nouvelle approche adoptée par le gouvernement.

Le premier ministre est prêt à dialoguer avec les Premières Nations et il a volontairement consulté les premiers ministres des provinces et d'autres personnes sur le terrain afin de vérifier si les projets font consensus. Je pense que la députée devrait venir à Calgary pour parler aux gens. Elle verra qu'ils sont heureux que nous soyons aux commandes.

* * *

[Français]

POSTES CANADA

Mme Karine Trudel (Jonquière, NPD): Monsieur le Président, la fin de la livraison du courrier à domicile continue de mettre en colère de nombreux citoyens. Les nouvelles boîtes communautaires sont un vrai fiasco: serrures gelées, boîtes inaccessibles et enneigées, en plus de problèmes de sécurité. Il y a même eu des vols de courrier. Les municipalités demandent maintenant l'obligation légale d'être consultées.

Alors que le premier ministre a déjà renié sa promesse de rétablir la livraison du courrier à domicile, la ministre peut-elle confirmer que les consultations seront ouvertes et accessibles à la population et qu'elles se feront partout au Canada?

[Traduction]

L'hon. Judy Foote (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, comme nous nous sommes engagés à le faire durant la campagne électorale, nous veillerons à ce qu'un examen indépendant de Postes Canada soit effectué; il déterminera s'il était approprié d'installer des boîtes postales communautaires. Nous avons demandé à Postes Canada de cesser de le faire, car les Canadiens n'étaient pas satisfaits de cette initiative.

Nous veillerons à ce que les Canadiens soient consultés partout au pays. Nous nous assurerons qu'un groupe de travail indépendant s'en occupe.

* * *

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, le Bureau de la sécurité des transports fait état d'une augmentation du nombre de déraillements, de trains à la dérive et de violations des règles de sécurité ferroviaire, y compris d'ingénieurs exténués.

Depuis la catastrophe survenue à Lac-Mégantic, les sociétés ferroviaires sont tenues de signaler les risques potentiels, les régions visées et comment les risques sont gérés. Pendant la campagne électorale, le gouvernement a promis d'accroître la transparence, mais il refuse de rendre publics les rapports sur les risques liés au trafic ferroviaire.

Questions orales

Le ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à la Chambre à rendre publics les risques pour la sécurité que posent les activités ferroviaires partout au Canada?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, la sécurité ferroviaire est de la plus haute importance pour le gouvernement.

Nous avons récemment intenté des poursuites contre le Canadien Pacifique en ce qui a trait à la fatigue du personnel de la société ferroviaire. Il s'agit d'une question qui nous préoccupe. Il y a beaucoup trop de déraillements dans ce pays. Nous devons améliorer la sécurité ferroviaire.

Nous allons poursuivre nos travaux à cet égard afin que les municipalités partout au Canada aient le sentiment que le réseau ferroviaire est sécuritaire. Il s'agit d'un engagement de la part du gouvernement.

* * *

• (1455)

LE SÉNAT

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Monsieur le Président, le Sénat a besoin d'une véritable réforme, pas des prétendus changements proposés par les libéraux.

Les libéraux, toutefois, ont annoncé la création d'un comité consultatif non élu et non redevable qui fera des recommandations secrètes concernant un Sénat non élu. Les membres de ce conseil se réuniront en secret et fourniront en secret une courte liste non contraignante. Le premier ministre choisira ou non, en secret, des sénateurs à partir de cette liste.

Pourquoi un tel secret de la part des libéraux?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été heureuse d'annoncer le 19 janvier dernier la nomination de membres au comité consultatif indépendant sur les nominations au Sénat, une étape cruciale du processus amorcé par le gouvernement afin d'insuffler un nouvel esprit de neutralité au Sénat.

Le comité consultatif est présidé par la distinguée récipiendaire de l'Ordre du Canada, Huguette Labelle. Ce comité est composé d'une présidente et de membres spéciaux représentant les provinces qui ont des sièges vacants au Sénat.

Nous sommes convaincus que le processus se traduira par un Sénat moins partisan et plus efficace.

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, tout ce qui touche le processus de nomination au Sénat est secret: la liste de candidats secrète, les avis secrets qui sont prodigués, et le premier ministre cachottier, qui utilise ensuite le cône de silence de Maxwell Smart pour prendre ses décisions.

L'an dernier, un sondage d'Angus Reid a révélé que 84 % des Canadiens étaient favorables à ce que les sénateurs soient élus ou à ce que le Sénat soit aboli, tandis que 14 % des répondants se sont dits favorables à ce qu'ils soient nommés.

Ma question pour la ministre est la suivante: croit-elle que toutes ces manoeuvres secrètes feront augmenter le pourcentage de personnes favorables aux nominations?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens nous ont chargés d'apporter des changements réels au Sénat, et nous le faisons sans rouvrir la Constitution.

Le comité consultatif sera guidé par des critères publics, fondés sur le mérite, pour identifier les Canadiens susceptibles de contribuer de façon significative aux travaux du Sénat.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, j'ai devant moi une copie du jugement de la Cour suprême, et il n'y mentionne pas le secret, pas plus qu'il ne le mandate ou l'exige.

Au sujet de la réforme électorale, la dernière fois qu'un gouvernement au Canada a modifié le système électoral sans référendum, c'était en 1951, lorsque le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique a calculé qu'un mode de scrutin préférentiel lui serait favorable et l'a donc imposé à la province comme façon légale de trancher le résultat de l'élection de 1952.

Fort heureusement, cela n'a pas fonctionné pour les libéraux. La réaction des électeurs leur a fait perdre inopinément les élections. On n'a pas réussi à changer le système sans référendum en 1951. Pourquoi les libéraux pensent-ils que cela fonctionnera maintenant?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter au député d'en face un bon anniversaire en retard d'un jour.

Je rappelle aux députés de la Chambre que la discussion que nous aurons au sujet de cette réforme très importante sera complexe et qu'il ne suffira pas de répondre par oui ou par non. C'est beaucoup plus compliqué que cela.

Nous avons une occasion extraordinaire d'étudier diverses façons de faire en sorte que les Canadiens se sentent pleinement engagés dans notre démocratie et qu'ils puissent y participer. Voilà pourquoi nous nous sommes engagés...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Brampton-Est a la parole.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Raj Grewal (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, un nombre effarant parmi les électeurs de ma circonscription, Brampton-Est, sont frustrés par les délais de traitement des demandes de parrainage familial et de parrainage de conjoint, des demandes de citoyenneté, des demandes de renouvellement de la carte de résident permanent et des demandes de visa de visiteur. Le ministre de l'Immigration peut-il dire à la Chambre quels sont les délais de traitement, et peut-il donner aux Canadiens de l'ensemble du pays l'assurance que le gouvernement reformera le programme d'immigration de manière à le rendre équitable, transparent et efficace pour tous les Canadiens?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a absolument raison. Au cours de la dernière décennie, les délais de traitement pour les membres de la famille ont grimpé en flèche, à tel point que la situation est aujourd'hui désastreuse. Même pour les époux, le traitement prend habituellement deux ans, alors que le délai est de quatre à six mois dans d'autres pays. Je dirais donc aux députés que, en tant que ministre de l'Immigration, j'aurai comme principale priorité de réduire ces délais de traitement de façon substantielle au cours des prochaines années.

Questions orales

• (1500)

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

M. Chris Warkentin (Grande Prairie—Mackenzie, PCC): Monsieur le Président, il y a une personne à la Chambre qui s'y connaît en conflits d'intérêts: le ministre de l'Agriculture. En fait, en 2002, il a été contraint de démissionner de son poste de solliciteur général lorsqu'on s'est aperçu que le gouvernement avait transféré des fonds à l'endroit où son frère travaillait. À l'époque, il a été jugé qu'il n'avait effectivement pas satisfait à ses obligations.

Je me demande si le ministre a appris de ses erreurs. Prendra-t-il la parole à la Chambre pour admettre que sa chef de cabinet est en plein conflit d'intérêts?

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, ma chef de cabinet est parfaitement qualifiée pour occuper son poste. Je suis fier de sa solide expérience en agriculture.

Je peux garantir à mes collègues de la Chambre qu'elle est assujettie à la Loi sur les conflits d'intérêts depuis son premier jour dans mon cabinet et qu'elle suivra toutes les directives de la commissaire aux conflits d'intérêts.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, cela fait quatre ans et demi que le *Kathryn Spirit* gît à Beauharnois, dans le lac Saint-Louis. Les élus et la population sont de plus en plus inquiets face aux risques d'incendie et de vandalisme, puisque le bateau n'est ni surveillé ni entretenu.

Depuis quatre ans, j'ai envoyé 16 lettres à différents ministres, et ce, sans résultat. J'ai aussi consulté des experts en recyclage de bateaux et proposé des solutions.

Au lieu de faire comme les conservateurs et de nier le problème, les libéraux vont-ils enfin agir et déplacer le bateau?

[Traduction]

L'hon. Hunter Tootoo (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de prendre la parole pour souligner un autre anniversaire, c'est-à-dire le 54^e anniversaire de la Garde côtière canadienne. J'aimerais profiter de l'occasion pour saluer les femmes et les hommes dévoués qui en font partie.

Je tiens à assurer à la députée et au public, comme je l'ai fait hier, que le *Kathryn Spirit* ne déverse actuellement pas de polluants. J'ai travaillé et je continuerai de travailler avec mon collègue et voisin de banquette, le ministre des Transports, pour évaluer la situation, et nous élaborerons des plans à mesure que nous progresserons.

* * *

LA SANTÉ

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, hier, j'ai pris la parole à la Chambre pour parler des problèmes alimentaires qui touchent ma circonscription, Toronto—Danforth. Les Canadiens s'inquiètent des effets négatifs de la consommation d'aliments préparés à haute teneur en sodium et en gras trans.

La ministre de la Santé peut-elle dire à la Chambre ce que le gouvernement entend faire pour éliminer les gras trans et réduire le sodium dans les aliments préparés?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme ma collègue le sait, j'ai été médecin de famille. J'ai donc vu beaucoup de patients aux prises avec les effets dévastateurs des maladies du cœur et des accidents vasculaires cérébraux. Par conséquent, j'ai maintenant la responsabilité, à titre de ministre de la Santé, de travailler en collaboration avec tous les Canadiens pour réduire la prévalence de ces troubles. Pour ce faire, nous allons entre autres réduire la quantité de gras trans et la consommation de sodium. Mon ministère, Santé Canada, a déjà présenté des lignes directrices sur l'étiquetage nutritionnel obligatoire afin de réduire les gras trans, et il continuera de collaborer avec l'industrie alimentaire et tous les Canadiens pour améliorer l'état de santé de l'ensemble de la population canadienne.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral prône des mesures qui nuisent au secteur manufacturier: une taxe sur le carbone néfaste à l'emploi, une hausse des charges sociales et une hausse du coût de l'énergie. Le gouvernement n'a pas mentionné le secteur manufacturier dans le discours du Trône, et le premier ministre a même déclaré que l'Ontario devait abandonner peu à peu le secteur manufacturier.

C'est inacceptable. Quand le gouvernement agira-t-il comme il se doit? Quand cessera-t-il de s'ingérer dans ce secteur et choisira-t-il de soutenir l'industrie de l'automobile afin qu'elle puisse créer des emplois bien rémunérés pour la classe moyenne des collectivités comme Oshawa?

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, comme on le sait, le gouvernement est conscient de toute l'importance du secteur canadien de l'automobile, qui emploie près d'un demi-million de personnes. Dans le cadre de son programme d'innovation, le gouvernement continuera d'oeuvrer avec ses partenaires au renforcement des secteurs automobile et manufacturier.

* * *

• (1505)

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, dans son rapport, la commissaire à l'environnement est catégorique en affirmant ce qui suit: « L'Office n'avait pas surveillé de manière appropriée [...] la mise en oeuvre des conditions d'approbation des pipelines, ni effectué de suivi adéquat des écarts de conformité des compagnies. »

Le suivi est défaillant. De plus, le projet Énergie Est est rejeté par plus de la moitié de la population du Québec. Dans ces circonstances, le premier ministre n'a d'autre choix que d'assumer son leadership. S'engage-t-il à trancher en abandonnant ce projet ou va-t-il faire fi de la volonté de la nation québécoise?

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, j'ai rencontré la commissaire, comme l'a fait mon collègue le ministre Carr.

L'Office national de l'énergie nous a indiqué qu'il acceptait les résultats du rapport et qu'il était en train de mettre en place des solutions.

L'Adresse

Le Président: Je rappelle à mes collègues qu'il ne faut pas mentionner le nom d'un ministre, mais seulement son ministère.

L'honorable député de Montcalm a la parole.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, lorsque la Colombie-Britannique dit non à Northern Gateway, on l'écoute. Quand les Américains disent non à Keystone XL, on les écoute.

Cependant, quand 82 villes représentant 4 millions de Québécois font leur devoir et disent non à Énergie Est, on nous insulte, on nous méprise et on nous menace.

Quand le premier ministre va-t-il enlever son chandail d'arbitre pour gagner du temps? Quand ce gouvernement va-t-il enfin comprendre que, pour le projet de pipeline de TransCanada au Québec, c'est non?

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, il serait intéressant de comparer comment les trois partis d'en face réagissent à la méthode que nous proposons. Nous proposons, en fait, de consulter les Canadiens au sujet du processus qui mènera à la réalisation de ces grands projets cruciaux pour l'avenir de l'économie canadienne, et de gagner la confiance des Canadiens sans chercher à créer des divisions fondées sur les secteurs, les régions ou les allégeances politiques.

* * *

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, serait-il possible de demander le consentement unanime de la Chambre pour déposer des documents imprimés et publiés durant la campagne électorale? Peut-être que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances n'a pas eu l'occasion de les lire. Il s'agit de mises à jour financières préparées dans les deux langues officielles par le ministère des Finances, indiquant que le gouvernement conservateur est parti en laissant un surplus aux libéraux.

Des voix: Non.

Le Président: Il n'y a pas consentement unanime.

La députée de Saanich—Gulf Islands invoque le Règlement.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je crois que vous conviendrez qu'il s'agit d'un recours légitime au Règlement. Il en découle. Ce n'est pas qu'un simple rappel. Je reprends vos propos durant la période des questions visant à rappeler les députés à l'ordre. Alors que j'assistais à la COP21, j'ai eu des échos selon lesquels un vent nouveau soufflait au Parlement, que tous s'entendaient pour que cesse le chahut et que nous pouvions nous attendre à un rétablissement d'un certain décorum à la Chambre.

Monsieur le Président, vous avez dit que vous entendiez le bruit depuis votre siège. Je rappelle aux députés que, selon les articles 16 et 18 du Règlement, il est interdit d'interrompre les députés et de leur manquer de respect. J'aimerais que les règles de la Chambre soient observées et que le décorum soit maintenu. Je ferai tout mon possible pour vous aider depuis le fin fond de la Chambre, monsieur le Président, parce que le bruit m'empêche d'entendre les questions des députés et les réponses des ministres.

Le Président: Je remercie la députée de son intervention. Je ne sais pas s'il s'agissait d'un rappel au Règlement, mais j'ai beaucoup aimé. J'ai apprécié son appui envers ces efforts parce que je sais que les Canadiens attachent beaucoup d'importance à cette question. Ils savent que des étudiants viennent ici régulièrement et voient ce qui se passe au Parlement et ils veulent que ce soit un lieu où les débats sont intenses, mais où tous les intervenants se respectent. Nous pouvons tous faire preuve de retenue lorsque nous n'avons pas entendu une intervention, et la plupart des députés ont montré qu'ils en étaient capables.

Nous pourrions aussi réduire quelque peu le nombre d'ovations. Cela aiderait également.

DISCOURS DU TRÔNE

• (1510)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouvernement général en réponse au discours qu'il a présenté lors de l'ouverture de la session.

Le Président: Nous reprenons le débat. La députée de Richmond-Centre dispose de quatre minutes.

L'hon. Alice Wong (Richmond-Centre, PCC): Je poursuis, monsieur le Président.

Avant de m'interrompre pour laisser la place aux déclarations de députés et à la période des questions, je parlais de l'incidence qu'aurait l'augmentation des déficits libéraux et de la dette gouvernementale. Ce sujet trouble énormément de monde dans Richmond-Centre, car la plupart des électeurs y sont de mouvance fiscalement conservatrice et vivent selon leurs moyens. Avec toutes les belles paroles dont nous abreuvons les libéraux concernant la durabilité de l'environnement, nous serions aussi en droit, il me semble, de nous attendre à ce que leurs mesures budgétaires soient également responsables et viables à long terme. Or, on voit tout de suite qu'il n'en est rien, même si le vérificateur général a clairement montré que le gouvernement conservateur avait terminé sa dernière année complète au pouvoir avec un excédent.

Il y a un autre sujet important qui a été abordé pendant la dernière campagne électorale et dont un très grand nombre d'électeurs de ma circonscription m'ont parlé: c'est l'intention qu'ont les libéraux de légaliser la marijuana. Alors qu'il n'y a jamais été question des entreprises, le discours du Trône faisait mention de la marijuana. Je cite directement dans le texte:

Cela comprend le dépôt de mesures législatives [...] qui légaliseront et réglementeront la consommation de marijuana et limiteront l'accès à cette substance.

Je le dis haut et fort: de nombreux électeurs de Richmond-Centre — moi y compris — sont contre la légalisation de la marijuana, et j'ai très clairement énoncé notre politique en la matière pendant la campagne électorale. En tant que représentante de Richmond-Centre, je vais surveiller de près la manière dont réagira le gouvernement dans ce dossier.

Voilà qui conclut mon intervention. Je terminerai en disant que je suis moi aussi heureuse d'être de retour à la Chambre des communes pour y représenter les électeurs de ma circonscription et pour y servir notre grand pays, le Canada.

L'Adresse

● (1515)

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée d'avoir exprimé son inquiétude à propos des déficits. Je ne sais pas pourquoi elle ne s'inquiétait pas autant à ce sujet quand son parti, lorsqu'il formait le gouvernement, accumulait les déficits. Je me réjouis toutefois de son nouvel enthousiasme pour l'équilibre budgétaire. Lorsque nous aurons relancé l'économie, c'est certainement l'objectif que nous nous fixerons.

Ma question porte sur les remarques de la députée au sujet de la légalisation de la marijuana. Je me demande si la députée sait que les politiques actuelles sur la marijuana sont un échec total. En effet, le taux de consommation de la marijuana chez les jeunes dépasse actuellement les 20 % et il est presque deux fois plus élevé que le taux de tabagisme.

La députée peut-elle commenter le succès que nous avons remporté — un succès dont je peux témoigner en tant qu'ancien directeur général de l'un des plus grands organismes de santé du pays — dans le dossier de la lutte contre le tabagisme en réglementant les produits du tabac, en sensibilisant la population, en veillant à ce que les mineurs n'aient pas accès aux produits du tabac et en dissuadant les jeunes d'en consommer grâce à des campagnes fructueuses? S'est-elle penchée sur cette question et collaborera-t-elle avec nous à transformer les échecs subis dans le dossier de la marijuana en réussites afin de protéger les jeunes?

L'hon. Alice Wong (Richmond-Centre, PCC): Monsieur le Président, je tiens à dire qu'il est plus sain de ne pas fumer de la marijuana. Il n'est pas sain de cultiver un produit qui, c'est prouvé, a des effets néfastes sur l'intelligence des personnes qui le consomment. J'aimerais demander au député d'en face si les libéraux préféreraient se trouver dans une voiture conduite par une personne ayant fumé du tabac ou de la marijuana.

J'aimerais aussi informer le député d'en face des nombreuses préoccupations dont les parents de ma circonscription m'ont fait part. Dans la ville de Vancouver seulement, on compte 100 dispensaires illégaux et néfastes ouverts aux jeunes.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ma question porte sur les commentaires de la députée. Le déficit des conservateurs a été soulevé aujourd'hui à la période des questions, et il ne devrait y avoir aucune méprise à ce sujet. Lorsque Jean Chrétien est devenu premier ministre, il a hérité d'un déficit de plusieurs milliards de dollars. Lorsque le premier ministre précédent est arrivé au pouvoir, il a hérité d'un excédent de plusieurs milliards. En deux ans, il a transformé cet excédent en un déficit de plusieurs milliards de dollars. C'était même avant la récession. Depuis, tous les budgets ont été déficitaires, y compris le budget actuel. Pourquoi le gouvernement libéral devrait-il écouter le Parti conservateur alors qu'il n'a jamais eu de budget équilibré ou d'excédent au cours des 20 dernières années?

L'hon. Alice Wong: Monsieur le Président, j'aimerais remettre les pendules à l'heure. C'est le gouvernement Martin qui a réduit les dépenses en santé et en éducation pour équilibrer le budget. C'est pourquoi, lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, ils ont dû augmenter les transferts en matière de santé et d'éducation. C'est le genre de bilan que le gouvernement libéral a eu. C'est le genre de budget prétendument équilibré qu'il a eu, au détriment des écoliers, de l'éducation et des soins de santé. C'est ce que les libéraux ont fait.

● (1520)

M. Mark Holland (secrétaire parlementaire de la ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, je compte partager mon temps avec le député d'Hamilton-Est—Stoney Creek.

Quel plaisir de se retrouver dans cette enceinte, pour un quatrième mandat dans mon cas, et d'avoir la possibilité de prendre la parole à la Chambre des communes.

Pour commencer, permettez-moi de vous féliciter, monsieur le Président. Ce fut un honneur et un privilège de travailler avec vous, et je me réjouis sincèrement de votre élection à la présidence. J'espère que vous occuperez ce poste pendant longtemps.

La première fois que je suis venu ici, j'étais élève de 8^e année à l'école publique Westney Heights, à Ajax. Je participais à un voyage scolaire. Je me souviens que j'étais très impressionné par ce que cette institution représentait, par le fait que des gens de n'importe quelle origine ou n'importe quel milieu social pouvaient venir ici pour représenter leur collectivité et défendre ses intérêts. Je m'adresse à vous aujourd'hui en étant animé par le même optimisme et le même émerveillement.

Je tiens à dire aux habitants et aux électeurs d'Ajax combien je leur suis reconnaissant de me donner la possibilité de les servir.

Je voudrais également remercier ma famille, et en particulier mes enfants. Bon nombre de députés savent déjà ou découvrent tout juste que leur nouvelle fonction est parfois difficilement compatible avec une vie de famille. Mon fils Braeson, qui a 20 ans, ma fille Maia et mon plus jeune garçon, Riley, ont été pour moi d'incroyables soutiens. J'ai de la chance de les avoir. Je suis très reconnaissant d'avoir une famille aussi merveilleuse.

Je tiens également à remercier ma formidable équipe de campagne, notamment mon directeur de campagne Evan Wiseman, ainsi que Sterling Lee, mes amis de la Fondation des maladies du cœur, qui ont été absolument incroyables pendant toute la campagne, Krista Orendorff, Alex Maheux et Nadia Formigoni. Je tiens également à remercier Jules Monteyne, Norma Telfer, Rhonda Evans, Sumi Shan, Surinder Kumar, Humera Khan, Jim et Liz Wiseman, Milan Kubik, Tom Thiru, Dinesh Kumar, Randy Low, Stephanie Ince et bien d'autres. Il y a tellement de travail à faire avant qu'on puisse avoir la possibilité de servir.

S'agissant des problèmes auxquels sont confrontés les habitants d'Ajax, je peux vous dire que lorsque j'ai eu l'occasion, comme bien d'autres députés pendant cette longue campagne électorale de 100 jours, d'aller frapper aux portes et de discuter avec les gens des problèmes qui les préoccupaient et qui les empêchaient de dormir, je me suis vite rendu compte que le plus difficile, pour eux, était de joindre les deux bouts, d'envoyer les enfants à l'école et de payer leur hypothèque. Ils réussissaient à honorer leurs obligations, mais leurs revenus n'augmentaient pas pour autant. En effet, depuis 10 ans, leurs revenus étaient restés les mêmes. L'une des raisons pour lesquelles nous avons l'honneur de servir aujourd'hui dans cette institution, c'est que nous avons su parler franchement des besoins de la classe moyenne, de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et à améliorer leur quotidien. C'est la raison pour laquelle le discours du Trône mentionne clairement des réductions d'impôt pour la classe moyenne, afin de l'aider à améliorer sa situation.

L'Adresse

L'un des problèmes qui préoccupaient beaucoup les habitants d'Ajax, c'était tout simplement de pouvoir se rendre à leur lieu de travail. J'ai rencontré des gens à qui cela prenait plus d'une heure et qui étaient frustrés de devoir prendre un système de transports publics complètement désuet et insuffisamment financé. Tout ce qu'ils veulent, c'est pouvoir rentrer chez eux rapidement pour être avec leur famille. Ils veulent pouvoir se rendre à leur travail et rentrer chez eux sans avoir à passer autant de temps dans les embouteillages. Ils comprennent bien que notre plan d'investissement dans les infrastructures améliorera leur vie quotidienne, car ils pourront passer plus de temps avec leur famille. Ils comprennent aussi qu'à une époque où la croissance s'essouffle, des investissements dans les infrastructures permettront de stimuler l'économie et d'améliorer la situation économique du pays. Ils voient bien que les infrastructures sont le meilleur investissement que nous puissions faire, car ils ont vu à quoi avaient abouti des années d'investissement insuffisant à Durham en particulier et dans le Grand Toronto en général. Ils ont compris qu'il fallait un changement. Le plan que nous avons présenté dans le discours du Trône s'articule solidement sur cette ambition.

Les électeurs m'ont aussi beaucoup parlé, et cela concerne directement mon rôle de secrétaire parlementaire, de la nécessité pour le gouvernement de faire les choses autrement. Par rapport aux quatre élections auxquelles j'avais participé auparavant, la dernière était différente. Les gens parlaient du ton et de la teneur des débats à Ottawa, de leur extrême partisanerie, des attaques personnelles et de l'absence de questions de fond, et ils voulaient que chacun d'entre nous fasse des efforts à cet égard. C'est la première fois que j'ai entendu des gens se préoccuper sérieusement de la vigueur de notre démocratie, face à l'érosion de nos institutions parlementaires et à l'affaiblissement des pouvoirs des agents du Parlement, qui ont pour mandat de surveiller les institutions qui protègent notre démocratie.

• (1525)

Cela me rappelle l'époque où je travaillais avec le directeur parlementaire du budget, alors que j'étais porte-parole en matière de sûreté publique et de sécurité nationale. J'essayais d'obtenir des estimations de coûts pour des projets de loi, avant le vote de ces textes. Je demandais tout simplement, avant de passer au vote avec mes collègues, combien allait coûter telle ou telle chose, mais impossible de le savoir. Nous ne réussissions jamais à obtenir des réponses claires, qu'il s'agisse de services correctionnels, d'avions ou de quoi que ce soit. Et le problème n'a fait que s'aggraver.

Si notre démocratie reste forte, ce n'est pas parce que nous sommes un pays ou un peuple meilleur que les autres ou que nous savons mieux que les autres. Elle reste forte grâce à nos institutions qui la protègent, grâce à nos agents du Parlement qui en assurent la surveillance et qui, en posant des questions dérangeantes, jettent un éclairage nouveau sur les recoins les plus sombres. C'est à ces institutions que notre démocratie doit sa vitalité. Certains peuvent penser qu'il est dans notre intérêt, à court terme, d'affaiblir ces institutions parce que cela leur permet de garder le pouvoir et d'obtenir des avantages, mais l'érosion que cela entraîne est profonde.

L'ancien directeur exécutif de la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC que je suis est emballé par l'intention annoncée dans le discours du Trône d'agir sur le plan de la prévention en santé. Pour la première fois de notre histoire, nous avons une génération de jeunes dont l'état de santé est très préoccupant. L'obésité chez les enfants a triplé en une seule génération. Si nous ne nous attaquons pas sérieusement à ce problème, un tsunami de maladies chroniques va s'abattre sur notre pays.

Dans le domaine que je connais et que je représentais, soit les troubles cardiaques et les AVC, je dirais qu'on peut prévenir environ 70 % des maladies. C'est difficile à croire, mais la situation est à peu près la même dans le cas du cancer. Nous savons quoi faire. Nous lançons des initiatives comme celles qui visent à éliminer la publicité destinée aux enfants. Chaque année, plus de 2 milliards de dollars sont investis pour essayer de convaincre nos enfants de mal s'alimenter. Nous avons donc l'occasion d'équilibrer les choses en accordant autant de temps d'antenne aux annonces publicitaires destinées à vanter les bienfaits des aliments sains auprès des enfants.

Les agences misent sur la capacité des enfants à nous harceler. Quel parent ne l'a pas été par des enfants obsédés par un produit alimentaire, comme les bonbons de Bob l'éponge; ils harcèlent leurs parents jusqu'à ce que ceux-ci cèdent. Il faut que cela change. Il faut placer la publicité des aliments sains sur un pied d'égalité.

Je suis aussi enchanté de l'intention que nous avons de renforcer la lutte contre le tabagisme. Le Canada a été en tête de file dans le monde à ce titre et a toujours répondu présent en matière de prévention en santé. Ces 10 dernières années, nous avons été complètement absents dans la lutte contre le tabagisme. Il est crucial de nous pencher sur le dossier de la banalisation des emballages afin que les publicitaires ne puissent pas s'en servir.

L'exemple que nous donnons dans la lutte contre le tabagisme, dont je parlais il y a quelques instants, nous servira dans nos débats sur la marijuana. Certains tiennent à s'opposer à ce débat comme si nous n'avions aucun problème à l'heure actuelle; ils veulent offrir la marijuana parce que les gens la demandent, mais c'est absurde. En fait, nos politiques sont un échec total dans le cas de la marijuana.

Nos jeunes fument deux fois plus de marijuana que de cigarettes. Pensons-y un peu. Si nous réduisions simplement le niveau de consommation de marijuana à celui des cigarettes, ce serait une réussite extraordinaire. Nous abaisserions la consommation d'une substance illicite à celle d'une substance légale. Du point de vue de la santé, nous avons ici une occasion idéale d'appliquer les leçons de notre lutte contre le tabagisme pour réduire la consommation de marijuana et ainsi protéger nos enfants tout en éliminant un acte illégal.

C'est un grand honneur pour moi de revenir ici. J'ai hâte de participer à nos débats. Dans mon rôle de secrétaire parlementaire, je me ferai un plaisir de travailler avec mes collègues des deux côtés de la Chambre pour renforcer nos institutions démocratiques et pour participer au débat des jours à venir.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député d'avoir été réélu à la Chambre des communes. Nous sommes tous les deux d'ardents défenseurs de la région de Durham, et j'ai beaucoup aimé son premier discours.

J'aurais été étonné que le député utilise l'approche que nous avons retenue de notre expérience avec le tabac, à l'heure où le gouvernement rend la marijuana plus accessible à un plus grand nombre de Canadiens. La leçon que nous avons retenue de notre expérience avec le tabac reposait sur les graves conséquences sanitaires que ce produit a eues pour la société au cours des 50 dernières années. C'est la raison pour laquelle nous avons limité l'accès à la cigarette et adopté des programmes pour empêcher les jeunes de commencer à fumer. Or, le gouvernement s'embarque dans la direction opposée.

L'Adresse

Si nous voulions tirer des leçons de notre expérience avec le tabac, nous ne rendrions pas légale une substance dont les effets nocifs sur le développement du cerveau chez les jeunes ont été confirmés par des études cliniques. Pourquoi vouloir rendre cette substance plus accessible aux jeunes?

Pourquoi ne voulons-nous pas tirer des leçons de notre expérience avec le tabac en maintenant le caractère illégal de cette substance?

• (1530)

M. Mark Holland: Monsieur le Président, je me réjouis à l'idée de travailler avec le député pour faire de Durham une collectivité plus dynamique. Nous avons beaucoup de travail à faire dans ce sens.

Pour répondre à la question qu'il a posée, je dirai que la marijuana est déjà accessible à un grand nombre de jeunes. Comme je l'ai dit, plus de 20 % des jeunes ont accès à la marijuana.

Certes, nous pouvons vouloir vivre dans une autre réalité et prétendre que les jeunes n'y ont pas accès, mais le fait est que, depuis 10 ans, cette substance est de plus en plus fumée et utilisée.

Soyons francs. On a beau vouloir réduire la consommation de marijuana chez les jeunes, il n'en demeure pas moins que, selon les données scientifiques, il est actuellement extrêmement facile pour un jeune de se procurer la substance. Les criminels sont prêts à vendre leurs produits à n'importe qui, les contrôles sont parfaitement inadéquats et les politiques du passé ont été un fiasco complet.

Il faut bien comprendre qu'en ce qui concerne le tabac, le taux de prévalence était de près de 50 %. Grâce aux politiques visant à restreindre son utilisation, notamment par les jeunes, et aux campagnes sanitaires publiques visant à sensibiliser les gens au danger de cette substance, le taux de prévalence est passé de plus de 50 % à 9 % chez les jeunes. Ça donne à réfléchir.

Si nous nous fixons comme objectif à court terme de réduire le taux de prévalence de la marijuana à celui du tabac, et je ne dis pas que c'est une fin en soi, nous aurons déjà accompli quelque chose, mais ce qui a été fait jusqu'à présent n'est qu'un échec. Si nous voulons vraiment changer les choses, faisons-le.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole et félicite mon ami le député d'Ajax d'avoir été réélu à la Chambre. En ce qui me concerne, lorsque je dis qu'il est un ami, je veux dire qu'il est véritablement un ami proche que je connais depuis une vingtaine d'années. Jamais je n'aurais imaginé, à l'époque, que j'aurais un jour l'occasion de siéger en sa compagnie dans cette enceinte. J'ai vraiment hâte de travailler avec lui sur les dossiers dont il a parlé dans son allocution.

Le député d'Ajax a soulevé plusieurs sujets sur lesquels j'aimerais lui poser des questions, mais il y en a un qui retient particulièrement mon attention puisqu'il concerne la région que nous représentons. Je ne suis pas de Durham, mais je représente une région qui se trouve un peu à l'ouest de la sienne, Scarborough.

J'aimerais savoir s'il croit que certains projets ou certains points particuliers de notre plateforme ayant trait aux infrastructures pourraient avoir une incidence concrète sur son domicile, à Ajax. Pourrait-il expliquer à la Chambre sur quels projets nous pourrions travailler en collaboration avec les autres députés?

M. Mark Holland: Monsieur le Président, permettez-moi de poursuivre brièvement les éloges en disant à mon honorable collègue que moi non plus je n'aurais jamais imaginé un jour avoir l'occasion de répondre à une de ses questions. C'est un très grand honneur de

siéger aux côtés d'un ami de si longue date. J'espère que nous aurons la chance de siéger ensemble encore longtemps.

En ce qui concerne le transport public, nous devons en faire notre principale priorité. Le réseau de transport public à Durham est terriblement insuffisant. Notre infrastructure verte a besoin d'investissements. Il y a énormément de travail à faire. Nous avons des discussions avec nos maires. Nous collaborons avec la province. Nous travaillerons avec les députés d'en face pour que Durham obtienne sa juste part et puisse prendre de l'essor.

• (1535)

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Ajax de partager une partie de son temps avec moi afin que j'aie le privilège et l'honneur de prendre part aujourd'hui à la 42^e législature à titre de représentant élu de la circonscription d'Hamilton-Est—Stoney Creek.

Je dois ma présence ici aujourd'hui à un groupe de bénévoles peu nombreux, mais dévoués, qui ont transmis notre message aux électeurs de ma circonscription tout au long de la campagne. Je leur serai à jamais redevable, de même qu'à mon épouse depuis 50 ans cette année, de m'avoir donné le soutien dont nous tous, ici à la Chambre, avons besoin pour réussir.

Lorsque je suis à Ottawa, je passe tous les jours devant le Monument commémoratif de guerre du Canada et je rends un hommage silencieux au caporal Nathan Cirillo qui était un fier membre du régiment Argyll and Sutherland Highlanders, d'Hamilton. Le matin du 22 octobre 2014, le soleil brillait et tout semblait normal à mon arrivée à l'hôtel de ville d'Hamilton pour ma journée de travail. En l'espace de quelques heures, notre monde s'est écroulé, à partir du moment où nous avons appris que des coups de feu avaient été tirés, puis lorsque nous avons compris que l'un des nôtres avait été touché et enfin en apprenant la tragique nouvelle du décès du caporal Cirillo.

Plus tard ce jour-là, je me suis rendu à la résidence familiale des Cirillo en compagnie du chef de police De Caire. Conscients de la nécessité d'exprimer le chagrin terrible qu'éprouvaient les Canadiens d'un bout à l'autre du pays, nous avons alors entrepris la planification de funérailles dignes de la mémoire du caporal. Le chef De Caire a pris des dispositions pour organiser le cortège motorisé en provenance d'Ottawa alors que le régiment a coordonné, avec mon bureau et la famille, le détail de la veillée funèbre et de la cérémonie.

Nathan ne saura jamais à quel point son sacrifice a contribué à rapprocher les Canadiens dans le chagrin et la fierté. Je songe à lui chaque jour lorsque je marche jusqu'au Parlement. Je suis fier de la façon dont Hamilton a réagi et du fait qu'elle a organisé l'une des cérémonies funéraires les plus mémorables de l'histoire de notre pays pour rendre hommage à un humble soldat canadien.

Je suis persuadé que les gens de la circonscription d'Hamilton-Est—Stoney Creek ne regretteront pas d'avoir accordé leur confiance à l'actuel gouvernement fédéral. Ma collègue d'Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas et moi ferons des interventions positives et utiles dans cette enceinte à la lumière de notre expérience pour faire progresser notre ville.

L'Adresse

Je crois que nombre de collègues dans cette Chambre seront étonnés lorsque je leur dirai ce qui a été accompli au cours des dernières années de mon mandat de maire. Voilà qui m'amène au discours du Trône, en particulier à la partie qui porte sur les investissements dans les infrastructures.

À Hamilton, le taux de chômage a tendance à être inférieur à la moyenne canadienne et ontarienne et, lorsque j'ai quitté mes fonctions de maire, il s'élevait à 5,2 %. Au cours de chacune des quatre années de mon mandat, la valeur des nouveaux projets de construction à Hamilton, une ville d'un demi-million d'habitants, a été supérieure à 1 milliard de dollars. On parle donc de 1 milliard de dollars par an pendant quatre années consécutives.

La valeur des propriétés à Hamilton a connu le taux de croissance moyen le plus élevé de toutes les villes canadiennes et, parallèlement, nous sommes parvenus à réduire considérablement le nombre de personnes inscrites au programme Ontario au travail et de bénéficiaires de l'aide sociale. Le revenu médian des ménages d'Hamilton est passé à plus de 80 000 \$, ce qui est nettement supérieur aux moyennes fédérale et provinciale.

Dans le secteur manufacturier, aux prises avec de grandes difficultés, Hamilton compte encore plus de 23 000 travailleurs. Il n'y a pratiquement plus de terrains industriels disponibles, et des clients éventuels se sont inscrits sur une liste d'attente.

Il se fabrique encore des choses à Hamilton, et le secteur manufacturier est la véritable pierre angulaire d'une économie durable.

L'entreprise National Steel Car est, selon moi, l'un des meilleurs exemples de réussite. Autrefois, cette entreprise comptait un effectif de 1 000 employés, mais, au cours de mon mandat, elle a procédé à deux campagnes de recrutement publiques. Elle emploie maintenant 2 500 hommes et femmes, qui fabriquent des wagons-citernes, des wagons à céréales et des wagons de transport de la potasse pour des clients un peu partout en Amérique du Nord.

Le port d'Hamilton est l'un des plus grands complexes industriels du Canada. La région est toujours une importante productrice d'acier, mais ces dernières années, son industrie agricole a pris de l'expansion grâce à des installations de manutention des grains, à des usines de transformation du soja et à une toute nouvelle minoterie qui est actuellement en construction. D'ailleurs, un de ses clients sera la plus grande boulangerie du Canada, qui a ouvert ses portes il y a environ un an à Hamilton Mountain.

Si les députés ne sont pas allés récemment au centre-ville d'Hamilton, ils risquent de ne pas en croire leurs yeux. Juste en face de l'hôtel de ville se trouve le nouveau campus de santé McMaster, d'une valeur de 80 millions de dollars. C'est là que l'on forme des médecins de famille, tout en offrant des soins cliniques à 16 000 personnes qui, autrement, n'auraient pas de médecin de famille. On y trouve aussi le service de santé publique d'Hamilton, qui crée un tout nouveau modèle de prestation des services de santé pour les villes canadiennes. Près du centre de santé, il y a deux nouveaux hôtels et plusieurs nouvelles tours d'habitation résidentielle. Une fois que le tout sera construit, cet acre de terre générera plus de 1 million de dollars en nouvelles taxes pour notre ville.

● (1540)

J'ai eu le plaisir et le privilège, pendant plus de 20 saisons, de décrire à la radio les matchs des Tiger-Cats d'Hamilton et des Argonauts de Toronto, selon l'endroit où je travaillais. Ce travail m'a permis, chaque année pendant 20 ans, de me rendre dans toutes les villes du Canada où il y a une équipe de la LCF ainsi que dans quelques villes des États-Unis. J'ai pu ainsi voir ces villes évoluer.

J'ai vu l'Exposition internationale de Vancouver, en 1986, et le stade couvert, le développement de la Fourche, à Winnipeg, la rénovation des voies ferrées, à Edmonton, le système de transport en commun de Calgary et bien d'autres projets dus à la croissance de ces villes.

Hélas, pendant tout ce temps, quand je rentrais chez moi, je constatais que ma ville avait à peine changé. C'est ce qui m'a poussé à faire de la politique, parce que je savais, comme le dit souvent le premier ministre, qu'il est toujours possible d'améliorer les choses. Nous avons donc renversé la tendance à Hamilton à l'aide de quelques investissements clés. Nous avons pu le faire en augmentant les taxes de 1,3 %, en moyenne, pendant quatre ans, l'une des hausses de taxes les plus faibles de l'Ontario. J'ai fondé ma politique de dépenses sur les principes que mon père et des milliers d'autres immigrants ont suivis pour devenir prospères dans leur nouveau pays, c'est-à-dire vivre selon ses moyens, faire tout ce qu'on peut soi-même et tirer le maximum de ce qu'on a.

Mes parents sont arrivés au Canada tout juste avant la Grande Crise, mais ils ont tout de même réussi à construire, sans subventions du gouvernement, un centre culturel croate, qui a ouvert en 1930. Tous les groupes ethnoculturels d'Hamilton pourraient dire la même chose: les Serbes, les Italiens, les Ukrainiens, les Polonais, les Hongrois, les Écossais et bien d'autres. Souvent, à l'époque, la mise de fonds permettant aux nouveaux mariés d'acheter une maison était amassée pendant la soirée du mariage. Parfois, si c'était justifié, les gens empruntaient une petite somme, pour faire des rénovations, pour acheter les vêtements que les enfants portaient à l'école ou même pour leur payer des études universitaires; en effet, tous les immigrants voulaient que leurs enfants fassent des études.

Cela m'amène au discours du Trône, en particulier au programme d'infrastructure annoncé par le premier ministre pendant la campagne. Il y a parmi nous beaucoup d'anciens maires. Aucun d'entre eux ne nierait que nos villes ont besoin d'aide pour rénover des infrastructures vieillissantes, offrir des logements abordables, fournir des services collectifs grandement nécessaires, assainir l'environnement et permettre au secteur privé d'investir dans la collectivité afin d'assurer les emplois et la croissance économique qui permettront le recouvrement des sommes investies par l'État. Par exemple, la société U.S. Steel est en faillite, ce qui met en péril les pensions et les prestations de milliers de nos résidents. Des centaines d'acres pourraient devenir disponibles pour le développement commercial et industriel; les salaires et les recettes fiscales qui s'ensuivraient pourraient soulager les pensionnés et fournir des emplois aux jeunes. En fin de compte, tout le pays en profiterait, mais les contribuables d'Hamilton ne peuvent pas acheter ces terres et les décontaminer.

Les projets que j'ai mentionnés qui ont amélioré les villes de football ont tous bénéficié d'investissements fédéraux et provinciaux dans les infrastructures. Dans le centre-ville d'Hamilton, une nouvelle station du train de banlieue a rapporté directement grâce à de nouvelles initiatives génératrices de recettes et à l'augmentation de la valeur des terres. L'entente conclue était simple et reflétait la confiance qui avait été perdue dans la ville d'Hamilton. Nous nous sommes égarés, mais je crois que nous avons maintenant la possibilité à la Chambre de changer notre pays par notre manière de travailler ensemble. Les libéraux veulent régler les problèmes sociaux et d'infrastructure d'Hamilton en réunissant les élus de tous les paliers de gouvernement. Nous appelons cela l'équipe Hamilton. Cela a fonctionné quand j'étais maire. Le nouveau stade n'aurait pas pu être construit sans l'aide des élus fédéraux, dont beaucoup siègent en face. Les fonds obtenus d'un programme fédéral de financement des infrastructures accéléreront de plusieurs années l'expansion du service de train de banlieue et en permettront le prolongement jusque dans la péninsule du Niagara.

En terminant, je demanderais à mes collègues d'en face de laisser de côté l'acrimonie et la rancœur qui a dégradé le travail du Parlement à maintes occasions par le passé. Je sais, de par mon expérience en tant que maire d'Hamilton, qu'il y a de bonnes gens dans tous les coins de la Chambre qui ont aidé à faire des contributions historiques à la renaissance de ma collectivité et qui peuvent faire de même pour l'ensemble du Canada, le meilleur pays au monde.

M. David Sweet (Flamborough—Glanbrook, PCC): Monsieur le Président, d'emblée, je vais laisser de côté toute rancœur et féliciter mon collègue d'Hamilton-Est—Stoney Creek de son premier discours à la Chambre. Je le félicite aussi de son travail en tant que maire de la Ville d'Hamilton, l'une des meilleures administrations avec lesquelles j'ai jamais fait affaire lorsque j'étais député d'Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale.

J'aimerais poser une question conviviale à mon collègue. Au cours de son mandat à la mairie, nous avons investi dans des entreprises telles que Maple Leaf, Canada Bread et FibreCast, ce qui a favorisé la renaissance du secteur manufacturier à Hamilton. Nous avons fait de multiples investissements dans l'aéroport d'Hamilton; un investissement de 200 millions de dollars dans l'assainissement des eaux usées d'Hamilton; un investissement de 150 millions de dollars dans le projet de Randle Reef, qui s'est révélé très difficile, mais les travaux sont en cours pour retirer Hamilton de la liste des endroits problématiques des Grands Lacs et faire en sorte que le secteur riverain puisse être aménagé. Nous avons fait de multiples investissements dans le parc de l'innovation McMaster: 60 millions de dollars dans le laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET, le premier dossier auquel j'ai travaillé; ainsi que 10 millions de dollars dans le centre de ressources automobiles McMaster. Ce sont là des centres de recherche novateurs qui créeront des emplois dans l'avenir, des emplois hautement rémunérés, des emplois de grande valeur. Nous avons aussi investi dans l'infrastructure sociale, c'est-à-dire dans le Manoir Ronald McDonald, pour que les parents puissent y séjourner pendant que leurs enfants se font soigner à l'hôpital McMaster.

J'aimerais demander à mon collègue s'il affirmerait que ces investissements ont été faits et, puisque j'y suis, je tiens à le rassurer qu'il trouvera tout appui dont il a besoin pour Hamilton auprès du député de Flamborough—Glanbrook.

• (1545)

M. Bob Bratina: Monsieur le Président, en fait, la liste est trop courte. Le député a oublié de mentionner que c'est un investissement

L'Adresse

de 69 millions de dollars du gouvernement fédéral qui a permis la construction de notre magnifique stade flambant neuf, le Tim Hortons Field. C'est un centre multisports polyvalent de calibre international.

Je le répète, nous entretenons des rapports avec les libéraux provinciaux et les conservateurs fédéraux sous le nom de l'équipe Hamilton. Nous savions tous ce que nous voulions accomplir.

Oui, je confirme que cette liste est exacte et j'espère que pareille collaboration se poursuivra à la Chambre.

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, le discours du Trône des libéraux parle de création d'emplois, mais il néglige de mentionner le rôle important que jouent les petites entreprises à cet égard. Ces entreprises, qui créent plus de 77 % des nouveaux emplois dans le secteur privé, sont les véritables créateurs d'emplois de notre pays.

J'ai récemment rencontré le propriétaire d'une petite entreprise de ma circonscription qui craint d'avoir du mal à joindre les deux bouts.

Le gouvernement fédéral peut aider les petites entreprises en réduisant leur taux d'imposition de 11 % à 9 %.

Il est aussi temps de rendre plus rigoureux les règlements qui limitent les frais exorbitants facturés par les sociétés émettrices de cartes de crédit aux détaillants et aux propriétaires de petites entreprises.

Le député d'en face convient-il qu'il est temps que le gouvernement fédéral intervienne dans ces dossiers prioritaires et prenne immédiatement des mesures pour aider les petites entreprises?

M. Bob Bratina: Monsieur le Président, je sais que tous les députés de mon parti s'inquiètent du sort des travailleurs et des employeurs. À Hamilton, nous avons connu l'apport de grandes sociétés comme ArcelorMittal Dofasco. Leurs chaînes d'approvisionnement favorisent l'essor des petites entreprises.

Lorsque j'ai travaillé pour Dofasco, il y a 50 ans, cette entreprise avait entre 13 000 et 14 000 employés. J'allais m'acheter un café et un sandwich tous les matins chez Muffy's, puis je partais au travail. Les technologies modernes, les rationalisations et les pertes d'emplois dans les usines ont fait disparaître Muffy's et des tas d'autres petites entreprises du genre.

Sans entrer dans les détails de ce que nous pourrions faire directement pour les petites entreprises, je dirais que, dans une ville comme Hamilton, dotée d'un important complexe industriel, nous devons veiller à ce que les grandes entreprises, dans le secteur de l'automobile et les autres secteurs, demeurent viables et puissent avoir un effet démultiplicateur sur l'économie grâce aux chaînes d'approvisionnement qui permettent aux petites entreprises d'être prospères.

Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.): Monsieur le Président, je vous remercie de cette occasion de prendre la parole pour la première fois à la Chambre aujourd'hui en tant que députée de Pickering—Uxbridge. Aujourd'hui, je vais partager mon temps de parole avec le député de Louis-Hébert.

L'Adresse

J'avais préparé mes observations d'aujourd'hui en réponse au discours du Trône, mais je m'en voudrais de ne pas d'abord prendre le temps de souligner la disparition tragique d'un membre de ma collectivité, Adam Wood, un enseignant d'Uxbridge qui a été tué lors des événements tragiques survenus à La Loche. Lorsque j'ai parlé à la famille de M. Wood, ils ont demandé à ce que l'on respecte leur vie privée pendant qu'ils pleurent ce décès tragique. Ce genre de tragédie resserre les liens entre les membres de la collectivité, qui font preuve de solidarité en cette période de deuil. Pas plus tard que ce matin, j'ai appris que la collectivité a commencé à recueillir des fonds pour aider la famille à payer les frais funéraires. Je suis remplie de fierté à l'idée de représenter une collectivité aussi chaleureuse et solidaire.

J'aimerais remercier le service de police régional de Durham, le ministre de la Sécurité publique et son personnel, ainsi que le ministre de la Santé pour leurs témoignages de sollicitude et de soutien. Je tiens également à remercier ma collègue, la députée qui représente la collectivité de La Loche. Je suis sûre qu'elle est éprouvée par le deuil qu'elle partage avec sa collectivité, mais elle a téléphoné pour prendre des nouvelles de la famille Wood et pour témoigner son soutien envers notre collectivité en cette période difficile, un geste qui m'a profondément touchée.

Je suis extrêmement fière de servir ma collectivité, Pickering—Uxbridge, à la Chambre. Je n'aurais pas pu servir cette merveilleuse collectivité sans l'aide de mes amis, de ma famille et de tous ceux qui m'ont appuyée, plus particulièrement mes parents, car même si, au départ, ils n'étaient pas vraiment convaincus que c'était une bonne idée que je me lance en politique, ils ont toujours été mes plus fervents partisans. Ma mère, Doreen, déplore le fait qu'il faut faire campagne, mais elle est la meilleure militante qui soit et la force derrière tout ce que j'entreprends.

J'ai été la plus jeune femme élue au conseil municipal de Pickering, et au fil des ans, j'ai trimé dur pour devenir conseillère régionale et maire adjointe. J'ai également été nommée au comité des finances de la région, au sein duquel j'ai appris énormément de choses qui m'aideront à m'acquitter de mes nouvelles responsabilités ici. Après avoir travaillé près de 10 ans pour l'administration municipale, je dois dire que je suis très satisfaite du discours du Trône, qui appuie les collectivités partout au pays et reconnaît leurs besoins; c'est une bonne nouvelle.

Pendant la campagne, nous avons promis aux Canadiens que, grâce à l'espoir et au travail acharné, nous renforcerons notre économie, favoriserons la croissance de la classe moyenne et lutterons contre les effets des changements climatiques. Ce fut une fierté pour moi d'entendre le gouvernement énoncer ces priorités et ces engagements dans le discours du Trône.

Les Canadiens nous ont confié un mandat clair. Le discours du Trône englobe tous les Canadiens; en effet, dans celui-ci, nous nous sommes entre autres engagés à offrir une retraite sûre à nos aînés, à appuyer nos anciens combattants, à accorder plus d'argent à la classe moyenne et à sortir de la pauvreté près de 300 000 enfants. Ce sont là quelques-unes des priorités du gouvernement.

Étant donné mon expérience au niveau municipal, je suis particulièrement fière du plan de notre parti, un plan visant à renforcer la classe moyenne et à stimuler l'économie grâce à des investissements dans les infrastructures. Les investissements dans les infrastructures vertes, les infrastructures sociales et le transport collectif joueront un rôle clé dans la croissance de l'économie. Il est important que le gouvernement procure aux municipalités un financement stable et prévisible à long terme. Elles pourront ainsi

planifier des investissements stratégiques judicieux, qui permettront de réduire les bouchons de circulation, d'aider les personnes les plus vulnérables de la société et de créer de l'emploi.

L'ancien gouvernement laissait les municipalités dans l'incertitude; elles ne savaient jamais si elles recevraient le financement dont elles avaient ardemment besoin. Bien que les municipalités aient la responsabilité de fournir 60 % des services publics, elles ne reçoivent qu'environ 9 % des taxes et impôts perçus. Notre gouvernement est conscient du fardeau des municipalités. Il est résolu à collaborer avec elles afin qu'elles obtiennent les ressources dont elles ont besoin, et à respecter ses engagements ambitieux en matière d'infrastructures. Il faut procurer aux municipalités un financement stable à long terme, non seulement parce qu'elles le demandent, mais parce que c'est une décision prudente sur le plan financier. Si les municipalités ont plus d'argent, les contribuables auront plus d'argent dans leurs poches.

C'est un grand honneur de représenter les gens de Pickering—Uxbridge. Je les remercie encore une fois de m'avoir accordé leur confiance. C'est avec plaisir que je présenterai à la Chambre des communes leurs points de vue et idées à propos de notre circonscription et de notre pays.

• (1550)

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, je suis conscient de l'expérience de la députée sur la scène municipale. J'ai moi-même été maire pendant un certain nombre d'années. Les infrastructures sont un sujet important pour nous.

J'aimerais qu'elle réponde à ce qui suit. Lorsque le gouvernement fédéral établit un plan afin de verser des fonds à une province, les municipalités se retrouvent dans une situation difficile différente.

La députée serait-elle favorable à ce que le gouvernement fédéral traite directement les demandes de fonds d'infrastructure des municipalités au lieu de verser les sommes par l'intermédiaire de leur gouvernement provincial?

• (1555)

Mme Jennifer O'Connell: À vrai dire, monsieur le Président, nous sommes tout à fait d'accord pour dire qu'il faut changer la façon dont le gouvernement précédent traitait les demandes relatives à des projets et affectait les fonds aux municipalités.

Le processus par demande ne fonctionne pas. Il coûte plus cher aux municipalités parce qu'il crée un afflux d'appels d'offres, sans compter qu'il faut composer avec des échéanciers distincts. Chaque province a son propre calendrier budgétaire; il est donc très difficile pour les municipalités d'emprunter au moment voulu pour financer des projets.

Je suis fière de venir d'une région ayant une cote de crédit AAA en raison de sa planification à long terme, mais ce n'est pas toujours le cas.

J'espère que nous aurons l'appui des députés d'en face pour assurer un financement stable et abandonner le processus de demande par projet afin que les municipalités puissent planifier et établir un budget, tout comme nous le faisons nous-mêmes dans nos propres foyers.

M. Mark Holland (secrétaire parlementaire de la ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, je félicite ma collègue et voisine de Pickering—Uxbridge pour son tout premier discours et pour avoir bien su énoncer les priorités du gouvernement telles qu'elles sont décrites dans le discours du Trône.

L'Adresse

C'est un immense privilège de pouvoir poser cette question à une personne qui a déjà fait du bénévolat dans mon bureau de campagne la première fois que je me suis porté candidat à des élections fédérales, et dont j'ai ensuite suivi la campagne fructueuse à l'échelon municipal. C'est un honneur de la voir ici. Je me réjouis à la perspective de travailler avec ma bonne amie dans l'exercice de ses fonctions à la Chambre.

Je sais que la députée connaît bien les principaux défis auxquels les municipalités ont été confrontées dans leurs échanges avec le gouvernement fédéral au cours de la dernière décennie, alors qu'on leur a imposé des priorités souvent d'ordre politique au lieu de vraiment répondre à leurs besoins à l'échelon municipal pour stimuler leur croissance et leur réussite.

En reprenant les priorités énoncées dans le discours du Trône, la députée pourrait-elle parler de sa vision de cette nouvelle relation avec les municipalités et dire comment elle pense que cette relation devrait fonctionner à la lumière de son expérience de la politique municipale?

Mme Jennifer O'Connell: Monsieur le Président, lorsque j'ai commencé ma carrière politique en travaillant bénévolement pour le député, j'ignorais que cela m'amènerait jusqu'ici.

Je remercie sincèrement le député de sa question ainsi que de ses conseils et de son encadrement au fil des ans. Aujourd'hui, je représente une partie de la circonscription qu'il a lui-même représentée et qui s'appelait alors Ajax—Pickering, et j'espère que je serai à la hauteur.

La question des priorités et du financement versé aux municipalités est tout à fait névralgique à mes yeux. C'est en grande partie ce qui m'a poussée à me présenter aux dernières élections. Il ne revient pas au gouvernement fédéral de déterminer les priorités des municipalités. Il doit plutôt aider celles-ci à mettre en oeuvre les projets qui leur conviennent le mieux.

Dans la région de Durham, les transports en commun, par exemple, sont prioritaires. Franchement, comment le gouvernement pourrait-il, au niveau national, s'impliquer dans la création de circuits de transports en commun? Il devrait plutôt appuyer les priorités locales. C'est la meilleure façon de procéder. Un financement stable auquel les municipalités peuvent avoir accès lorsque les projets sont prêts à être mis en oeuvre permet de réaliser des économies optimales, un peu comme pour les fonds de la taxe fédérale sur l'essence. Ce programme est une réussite, d'après ce que j'ai entendu aux consultations prébudgétaires avec les municipalités de ma circonscription. Celles-ci accueilleraient favorablement et appuieraient un programme du genre.

[Français]

M. Joël Lightbound (Louis-Hébert, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'humilité et de fierté que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour y faire mon premier discours.

Avant toute chose, je tiens à remercier les gens de Louis-Hébert qui m'ont fait confiance, le 19 octobre dernier. Pour moi, il n'y aura jamais de plus grand honneur que de représenter mon monde, mes concitoyens, ici, à Ottawa. C'est pour moi un grand privilège et une source de fierté indicible. Je vais tout faire pour être digne de leur confiance et qu'ils soient fiers de leur député.

Pendant ma campagne, j'ai souvent dit qu'il fallait se donner, dans mon comté, une alternative jeune, travaillante et positive. Pour la jeunesse, il n'y a pas grand-chose que je peux faire. Selon toute vraisemblance, cela va aller en s'effritant, tranquillement pas vite. En

contrepartie, j'entends toujours être un député travaillant, positif et accessible.

Je veux aussi prendre le temps de remercier mon équipe et les bénévoles qui m'ont aidé à me rendre ici. Bien que mon aventure politique soit toujours embryonnaire, il y a une chose, entre autres, qu'elle m'a enseignée très rapidement: en politique, faire cavalier seul est suicidaire et on dépend toujours du concours des autres. Je ne les nommerai pas tous, de peur d'en oublier, mais ils se reconnaissent et ils ont toute ma gratitude.

Toutefois, il y a deux personnes que je me dois de nommer. D'abord, il y a ma mère, Lucie, qui est à mes côtés depuis toujours et qui est de tous les combats avec moi, depuis ma première élection comme président de ma classe en première année à l'École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, jusqu'à cette dernière campagne. Merci, Lucie.

Je veux aussi remercier mon président, M. Jean-Marie Bélanger, dont le père a siégé ici, à la Chambre, et où le fils politique siège maintenant. Merci, Jean-Marie.

Au cours des débats sur le discours du Trône, on a entendu beaucoup de mes honorables collègues vanter les mérites, les richesses et les beautés de leur comté avec beaucoup d'éloquence. Je n'ai aucune misère à les croire; le Canada est un beau et grand pays. Toutefois, Louis-Hébert n'est pas en reste non plus. Non seulement a-t-on le pittoresque Vieux-Cap-Rouge avec la magnifique église Saint-Félix, qui borde la rivière du Cap-Rouge, mais on a aussi la Plage-Jacques-Cartier et la promenade Samuel-De Champlain, avec leur vue imprenable sur le fleuve. On a aussi des sites patrimoniaux riches en histoire, à Sillery, avec, par exemple, la Maison des Jésuites ou le domaine Catarqui, pour ne nommer que ceux-là.

C'est aussi un comté qui jouit d'une grande vitalité économique, au coeur duquel se trouve aussi l'Université Laval, qui est la première université francophone en Amérique du Nord, mais aujourd'hui une institution du savoir de renommée mondiale et, depuis décembre, la première université à s'être dotée d'un campus carboneutre au Québec.

Au-delà de tout cela, ce qui distingue mon comté, c'est son monde. Ce sont des gens fiers et intelligents, mais surtout des gens qui ont du coeur. C'est d'ailleurs pour cela que ma mère a choisi de s'installer à Sainte-Foy avec mon frère et moi quand j'avais six mois. Elle savait que, pour élever deux enfants seule, elle aurait besoin de toute une communauté. Elle savait que, dans son cas en particulier, il faudrait, comme le veut le proverbe africain, un village pour élever un enfant ou deux et qu'elle pourrait compter sur les gens de mon coin de pays. C'est donc les gens de Louis-Hébert qui ont fait de moi l'homme que je suis devenu, et jamais je n'aurais pensé m'engager en politique autrement qu'avec eux à mes côtés.

Si mon comté se porte relativement bien, il reste de grands défis, tant à l'intérieur de ses frontières que plus largement, dans ma région. Dans ma région, j'entends travailler, entre autres, à l'obtention d'investissements dans l'optique photonique — une expertise et une source de fierté pour ma région —, à soutenir l'Université Laval et l'Aéroport international Jean-Lesage dans l'obtention d'un centre de prédéouanement et à appuyer les démarches du Port de Québec pour un développement responsable.

L'Adresse

Ce sont là des défis auxquels j'entends travailler et auxquels j'espère travailler avec mes collègues de l'autre côté de la Chambre, notamment mon collègue de Louis-Saint-Laurent, qui est ici, et mes collègues de Beauport—Limoilou, de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, de Portneuf—Jacques-Cartier, de Lévis—Lotbinière, mais aussi, évidemment, avec mon ami et collègue, le député de Québec. J'en oublie peut-être.

Toutefois, il reste d'autres défis. Il reste des familles qui ont de la misère à joindre les deux bouts. Il y a des mères et des pères monoparentaux qui voient arriver la fin de mois avec angoisse. Il reste des investissements importants à faire en infrastructure, notamment dans le transport collectif. Il reste à résolutement donner priorité à la recherche et développement pour que l'économie de ma région en soit une qui soit véritablement du savoir.

Si je me suis lancé en politique, c'est que, tout comme mon équipe, j'étais animé de la profonde conviction qu'il était temps de se redonner un gouvernement qui va prendre soin de son monde, de ses vétérans comme de ses Premières Nations, de ses jeunes comme de ses moins jeunes et de son économie comme de son environnement, sans toujours opposer l'un à l'autre, comme s'ils devaient être mutuellement exclusifs. Je me suis lancé en politique parce que j'étais animé de la profonde conviction qu'il était temps de tourner la page et d'écrire un nouveau chapitre dans l'histoire du Canada.

• (1600)

Ce gouvernement a déjà commencé à écrire ce chapitre en rétablissant le formulaire détaillé de Statistique Canada, en mettant sur pied une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées, en baissant les impôts de la classe moyenne, en reprenant du leadership en matière d'environnement comme on l'a vu à Paris à la COP21, en démuselant nos scientifiques, en retrouvant notre influence positive à l'échelle internationale, et en allant de l'avant avec notre allocation canadienne aux enfants qui sortira — ce n'est pas moi qui le dis — 315 000 enfants de la pauvreté, selon la Bibliothèque du Parlement.

Enfin, je suis conscient qu'il reste encore beaucoup de travail à faire, mais le discours du Trône prononcé en décembre dernier trace le chemin à suivre pour se redonner un pays autrement plus juste et plus responsable.

• (1605)

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. En terminant, il a parlé d'un gouvernement plus responsable. Quand on parle d'un gouvernement plus responsable, il s'agit de s'assurer que tous les projets de pipeline, par exemple, obtiennent vraiment l'aval de la population, c'est-à-dire l'acceptabilité sociale. Dans mon comté, la MRC de Vaudreuil-Soulanges réclame depuis longtemps des informations supplémentaires au sujet du projet d'oléoduc Énergie Est, en particulier. Elle veut avoir l'assurance que les mesures d'urgence seront efficaces. Aujourd'hui, on a reçu de l'information de la commissaire à l'environnement et au développement durable selon laquelle il y avait des manquements graves par rapport au traitement des mesures d'urgence des pipelines, et que les conditions de surveillance n'étaient pas nécessairement implantées ou qu'il n'y avait pas de suivi effectué.

J'aimerais savoir ce que les libéraux proposent pour faire en sorte que la population soit vraiment rassurée au sujet des pipelines, et s'ils vont vraiment s'assurer que le processus efficace d'évaluation environnementale va être rétabli dans son intégralité, comme il l'était avant que les conservateurs ne l'aient supprimé.

M. Joël Lightbound: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de l'autre côté de la Chambre de sa question. En effet, je pense qu'un de nos engagements, au cours de la campagne électorale, était de redonner aux organismes responsables de la supervision environnementale, par exemple l'Agence canadienne de l'énergie, toute leur crédibilité. Un des engagements qui s'inscrit dans cette lignée, c'est d'avoir démuselé nos scientifiques au Canada pour leur permettre de s'exprimer librement. Cependant, il est évident que pour que des projets tels que celui d'Énergie Est puissent aller de l'avant, il faut d'abord et avant tout qu'il y ait un processus d'évaluation environnementale très rigoureux et vigoureux. Un échec de l'ancien gouvernement, c'est peut-être de ne pas avoir su mettre en avant une entité crédible en matière d'environnement. C'est comme cela qu'on ira de l'avant.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, je tiens à saluer mon collègue de Louis-Hébert et à le féliciter pour son discours fort intéressant, et en particulier pour l'hommage bien mérité rendu à sa mère.

Le député a fait référence à un projet qui est très important pour notre parti politique. Il s'agit de l'avenir de l'aéroport de Québec. On se souvient que c'est un projet perpétuel. Notre gouvernement ainsi que les précédents ont fait de grands travaux. On souhaite que le gouvernement actuel poursuive dans cette voie. J'aimerais savoir quel est le plan de match du député de Louis-Hébert, où est situé l'aéroport de Québec, afin que l'on puisse un jour avoir enfin un centre de prédédouanement.

M. Joël Lightbound: Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier mon collègue de Louis-Saint-Laurent de sa question. Je pense que s'il y a un dossier sur lequel on va s'entendre, c'est celui-là. L'aéroport de Québec demande un centre de prédédouanement depuis 2001. En 2001, une liste de neuf aéroports canadiens susceptibles de recevoir un centre de prédédouanement américain a été dressée. Huit des neuf aéroports ont obtenu un centre de prédédouanement, mais celui de Québec n'en a pas eu. Je pense donc qu'il est grand temps qu'on obtienne un tel centre.

Quelles sont les démarches que j'ai entreprises à ce sujet? J'ai rencontré M. Gagné, le président de l'aéroport et j'ai des rencontres prévues avec, entre autres, un fonctionnaire, M. Rioux, qui est responsable du dossier à Transports Canada.

J'entends faire valoir clairement au ministre des Transports qu'un centre de prédédouanement est fondamental pour le développement économique de la région de Québec. Je pense qu'il est plus que temps. Ce sont donc les démarches que j'entends entreprendre.

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec ma collègue de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix.

Les libéraux ont confirmé, dans le discours du Trône, qu'ils croient encore à la vieille théorie keynésienne selon laquelle les gouvernements, celui-ci en particulier, peuvent créer de la richesse en dépensant davantage. Toutefois, quand le gouvernement injecte de l'argent dans l'économie, il faut se demander d'où vient cet argent. On sait bien qu'il ne tombe pas du ciel.

La réalité, c'est que chaque fois que le gouvernement prend un dollar additionnel dans la poche de quelqu'un, c'est un dollar que cette personne ne peut dépenser ou investir. Dans ce cas-là, les dépenses publiques augmentent et les dépenses privées diminuent, et il n'y a aucune création de richesse.

L'Adresse

Les emprunts du gouvernement font la même chose. Les investisseurs privés qui prêtent leur argent au gouvernement auront moins d'argent à prêter aux entrepreneurs du secteur privé. Or, comme nous le savons tous, ce sont les entrepreneurs qui créent la richesse, et non les dépenses du gouvernement. Les emprunts et les dépenses du secteur public et du gouvernement augmentent, et malheureusement, les emprunts du secteur privé diminuent en même temps. Il n'y a aucune création de richesse.

C'est comme si on prenait une chaudière d'eau dans une piscine où l'eau est profonde et qu'on la transviderait dans une piscine où l'eau est peu profonde; rien ne se crée. La prospérité ne survient pas lorsque le gouvernement dépense, mais plutôt lorsque les entrepreneurs investissent. C'est ainsi que l'on relance l'économie. Il faut donner aux entrepreneurs le moyen de créer de la richesse.

Pour ce faire, le gouvernement doit mettre en place les meilleures conditions possibles pour que les entrepreneurs et le secteur privé deviennent plus productifs. Malheureusement, ce n'est pas ce que fait le gouvernement libéral. Il doit baisser les impôts des particuliers et des entrepreneurs, diminuer le fardeau réglementaire, faire la promotion du libre-échange et signer des ententes de libre-échange, comme notre gouvernement l'a fait dans le passé avec plus de 38 pays.

La croissance et le progrès passent par plus de liberté économique et moins d'intervention de l'État dans la vie de tous les jours des Canadiens. L'augmentation des dépenses publiques n'est pas la solution à nos défis sociaux et économiques. Au contraire, cela pourrait nous entraîner dans une spirale d'endettement dont nous ne pourrions sortir.

• (1610)

[Traduction]

J'ai quelques autres questions à poser à mes collègues du Parti libéral.

Qu'arrivera-t-il si la politique économique du gouvernement libéral est fondamentalement défectueuse et n'assure pas la prospérité du Canada?

Qu'arrivera-t-il si ce n'est pas en augmentant les dépenses et emprunts gouvernementaux qu'on relèvera nos défis économiques?

Qu'arrivera-t-il si on se réveille un jour soudainement conscient du fait que l'état déplorable des finances canadiennes était la conséquence prévisible du présent programme d'emprunts et de dépenses excessifs du gouvernement?

Qu'arrivera-t-il si le premier ministre a tort de penser que plus le gouvernement augmente ses dépenses et stimule l'économie, plus les revenus vont croître et moins il aura à se soucier du déficit?

Qu'arrivera-t-il si le premier ministre a complètement tort de penser que les budgets s'équilibrent tout seuls?

Qu'arrivera-t-il si le ministre des Finances a tort et qu'il commet lui aussi une grave erreur en pensant que les dépenses mènent à la prospérité?

Qu'arrivera-t-il si les Canadiens ont raison de croire que ce n'est pas en dépensant au-delà de ses moyens que l'on s'enrichit?

Qu'arrivera-t-il si les déficits nuisent aux générations futures au lieu de favoriser la richesse?

Qu'arrivera-t-il si c'est en encourageant les entrepreneurs à investir et non en augmentant les dépenses gouvernementales que l'on devient prospère?

Qu'arrivera-t-il si l'augmentation des emprunts et des dépenses du gouvernement a pour effet de ralentir l'économie et non de la stimuler?

Qu'arrivera-t-il si mes craintes ne sont pas fondées? Rien.

Qu'arrivera-t-il si j'ai raison et que mes craintes sont justifiées? Rien de bon.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant que le député croie que la déréglementation et la réduction des impôts constituent la meilleure façon de renforcer les entreprises qui stimulent l'économie. C'est ce que nous avons fait pendant 10 ans. Le résultat? L'exportation de nos emplois et de nos profits, et plus de 600 milliards de dollars « dormant » dans les coffres des entreprises qui n'ont pas été investis à cause de l'absence de confiance dans l'économie canadienne.

Pourquoi le secteur privé n'a-t-il pas fait d'investissements pour contrer notre dépendance excessive envers le secteur énergétique quand il y a eu une chute du prix de l'énergie et que nous savions les dommages que cela causerait à l'économie albertaine et les répercussions que cela aurait sur l'ensemble du pays?

Au lieu de proposer une solution idéologique à ce problème, le député pourrait-il nous donner un exemple d'intervention économique adéquate, utile et efficace que le gouvernement pourrait mettre en place, étant donné que l'approche employée pendant 10 ans n'a vraiment pas fonctionné?

• (1615)

[Français]

L'hon. Maxime Bernier: Monsieur le Président, je vais répondre à la question de mon collègue de façon précise sur ce que ce gouvernement fédéral devrait faire dans le futur. Je suis revenu d'un voyage dans l'Ouest canadien la semaine dernière et il est vrai que le prix des ressources naturelles est à la baisse, mais ce que les gens et les entrepreneurs veulent, c'est d'être capables d'exporter leur pétrole partout dans le monde. Pour ce faire, il y a un projet d'oléoduc que le secteur privé veut démarrer.

Il s'agit d'un investissement du secteur privé de plus de 15 milliards de dollars et il n'endettera donc pas les générations futures. Cet investissement privé ne sera pas fait avec de l'argent de l'État, mais par de vrais entrepreneurs. Le gouvernement en place est contre ce projet, ce qui est complètement déplorable. Il s'agit d'un projet important qui respecte l'environnement.

Le gouvernement devrait être en faveur de ce projet qui est un moyen de créer de la richesse et qui va aussi servir à unir le pays dans un développement économique durable.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je souscris à certaines des remarques faites par le député d'en face. Toutefois, le député de Beauce a parlé de l'absence de création de richesse, un sujet sur lequel l'ancien gouvernement en savait long.

Cela se résume au fait que les finances publiques comprennent deux volets, qui peuvent mettre le gouvernement dans une situation difficile ou l'en sortir. Il s'agit des recettes et des dépenses. Le député de Beauce parle beaucoup des dépenses, mais j'aimerais connaître sa position sur les recettes.

L'Adresse

Au cours des deux dernières décennies, les libéraux et les conservateurs ont réduit l'impôt des sociétés de manière à nous permettre de très bien soutenir la concurrence à l'échelle mondiale. Pourtant, les entreprises canadiennes n'investissent aucun argent pour créer la richesse que nous voulons. Nous devons vraiment hausser le taux d'imposition des sociétés pour le bien des Canadiens.

[Français]

L'hon. Maxime Bernier: Monsieur le Président, ce que mon collègue ne comprend pas, c'est que lorsque l'on augmente les taxes des entreprises et des entrepreneurs, indirectement, on augmente les taxes des individus et des Canadiens. Comme vous le savez, une entreprise oeuvre toujours dans un milieu concurrentiel, et une taxe pour un entrepreneur est un coût. L'entrepreneur va essayer de transférer ce coût soit à lui-même en ayant un moins grand rendement sur son investissement, soit à ses clients en augmentant le prix de ses produits, soit à ses employés en diminuant les augmentations de salaire ou en ne donnant pas d'augmentation de salaire.

Comme nous savons tous, ici à la Chambre, nous sommes tous des consommateurs, nous sommes tous des investisseurs de par notre fonds de pension et nous sommes tous des travailleurs. Donc, augmenter l'impôt des entreprises, indirectement, c'est augmenter l'impôt des individus.

Ce que notre gouvernement a fait et dont je suis très fier, c'est de baisser l'impôt des individus et celui des entreprises pour leur laisser de l'argent. Ce sont elles qui créent de la richesse, et non les gouvernements.

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, je suis fière de prendre la parole aujourd'hui pour la première fois en 2016. J'en profite pour saluer les gens de mon comté, Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, ainsi que mes collègues de la Chambre des communes, et pour leur souhaiter une année riche et prospère.

Je voudrais aussi prendre un moment pour remercier les maires et citoyens de ma circonscription, qui sont venus en grand nombre lors de la journée portes ouvertes de mon bureau, sur la Côte-de-Beaupré. Ils en ont fait un franc succès.

J'ai été très heureuse de cette journée, car l'objectif premier était que les gens constatent qu'ils sont les bienvenus dans ce nouveau bureau. Le message a bien circulé, puisque nous avons accueilli un plus grand nombre de visiteurs qu'espéré. Il est important pour moi que les gens qui viennent chez moi se sentent comme chez eux.

Je profite aussi de l'occasion pour inviter la population à participer aux diverses activités hivernales qui se tiendront prochainement dans ma circonscription, notamment le Carnaval des neiges de Saint-Férréol-les-Neiges et de Saint-Tite-des-Caps, afin de passer de beaux moments en famille ou entre amis.

Aujourd'hui, toutefois, je parlerai de ce que j'attends de ce gouvernement qui, jusqu'à maintenant, m'a semblé un peu perdu entre les égoportraits et l'autoproclamation et, en tout dernier lieu, très peu enclin à la compassion.

Entre un premier ministre qui joue la *rock star* et un premier ministre qui défend réellement les intérêts des Canadiens, je choisis le deuxième, peut-être moins éclatant, mais beaucoup plus efficace.

Durant toute la campagne électorale, on nous a sonné les oreilles avec un plan, un plan par-ci, un plan par-là; bref, un plan. Trois mois plus tard, après beaucoup de valse et d'hésitation, nous en sommes

revenus à n'avoir entendu que le mot « plan », vide de contenu, d'orientation ou de projets concrets.

C'est sans surprise que, dans son discours du Trône du 4 décembre dernier, le premier ministre nous a laissés pantois devant un discours pauvre en détails, laissant les Canadiennes et les Canadiens dans le néant.

Depuis son arrivée, ce gouvernement n'a rien fait, sauf briser ses promesses. Il a vendu du rêve aux gens et ceux-ci se trouvent maintenant désabusés et déçus. Les libéraux se lancent dans une folie dépensière, et même le ministre des Finances refuse de s'engager à respecter la promesse électorale du Parti libéral d'accuser des déficits annuels n'excédant pas les 10 milliards de dollars.

À combien vont s'élever les déficits annuels pour financer les dépenses extravagantes des libéraux, 15 milliards, 20 milliards ou 30 milliards de dollars? Nous savons tous que cette folie se fera encore aux frais des contribuables.

Cela confirme ce que de nombreux Canadiens savent: le Parti conservateur est le parti du faible fardeau fiscal, de la réduction des dépenses et d'une solide gestion économique. Nous aurons le gouvernement à l'oeil. Nous serons les chiens de garde de l'économie canadienne.

Avec plus de promesses brisées que réalisées, celles qui sont mises en avant sont devenues dangereuses pour notre sécurité nationale. Le tout premier message que les libéraux ont transmis au président des États-Unis était que nous retirions les CF-18 de l'Aviation royale canadienne de la coalition contre le groupe État islamique. Alors que nos alliés dans le monde entier intensifient leur lutte contre le terrorisme et le groupe État islamique, le Canada fait marche arrière.

Il y a six mois seulement, le Canada a tenu une rencontre internationale à Québec afin de discuter des aspects militaires et politiques de la mission contre le groupe État islamique. Aujourd'hui, nous ne sommes même pas bienvenus à la table de discussion. La preuve, c'est qu'une réunion de haut niveau pour discuter des frappes aériennes s'est tenue à Paris en présence, entre autres, des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Australie. Le grand absent, c'était le Canada. Après cela, le gouvernement ne peut pas nous dire qu'il n'a pas laissé tomber ses partenaires dans la lutte contre le terrorisme.

• (1620)

De plus, en tant que porte-parole de l'opposition officielle en matière de francophonie canadienne, quelle a été ma stupéfaction de constater qu'aucune allusion aux partenaires francophones du Canada n'a été faite dans le discours du Trône! Sachant que, lors de la dernière réunion de l'Organisation internationale de la Francophonie, à Dakar, les partenaires ont adopté une résolution concernant la lutte contre le terrorisme, je suis d'avis que le discours du Trône était une très bonne occasion de continuer notre engagement en ce sens.

Les libéraux clament que le Canada est de retour sur la scène mondiale. En réalité, nous sommes obligés de rester à l'écart, alors que nos alliés se battent pour défendre nos valeurs communes. Nous devons être aux côtés de nos alliés et affronter la menace bien réelle à laquelle nous faisons face, en particulier après les événements survenus à Paris, à Beyrouth et ailleurs dans le monde.

L'Adresse

La réalité a vite rattrapé le gouvernement, la semaine dernière, lorsque les attentats au Burkina Faso et en Indonésie ont enlevé la vie à des Canadiens d'exception. Le Parti conservateur continuera à presser les libéraux de revenir sur leur décision et de maintenir nos CF-18. C'est sans surprise qu'il n'y avait rien dans le discours du Trône au sujet de la lutte contre le groupe État islamique, dont le nom n'a même pas été mentionné. Le silence du premier ministre du Canada par rapport à ce fléau est assourdissant.

Un autre fait étonnant, c'est que le discours du Trône ne mentionne même pas une seule fois les agriculteurs et l'agriculture. La ferme familiale représente les fondements du Canada que nous chérissons aujourd'hui. Les produits évoluent, tout comme la technologie, mais une chose demeure constante: bien avant le lever du soleil, jusqu'à bien après son coucher, les agriculteurs canadiens ont l'éreintant travail de nourrir notre pays.

Comment le gouvernement appuiera-t-il les Canadiens des régions rurales, alors qu'il ne les reconnaît même pas dans le discours du Trône?

Je presse le nouveau gouvernement de poursuivre notre travail en recherchant activement de nouveaux marchés pour nos producteurs tout en protégeant la gestion de l'offre, en investissant dans la technologie agricole et agroalimentaire de pointe, en prenant des décisions réglementaires fondées sur la science et en s'assurant que le système de transport est efficace et efficient.

Notre parti a toujours accordé la priorité aux agriculteurs, et nous allons continuer à le faire dans l'opposition. Cela ne changera pas. Contrairement aux libéraux, les conservateurs sont reconnus pour dire ce qu'ils font et faire ce qu'ils disent.

Le premier ministre a encore raté une belle occasion de parler des enjeux majeurs pour l'avenir de notre pays. Je parle ici de la création d'emplois, un enjeu névralgique dans ma circonscription et dans celle de bien des Canadiens. Les électeurs sont déçus de se sentir si abandonnés par le gouvernement. Il n'y avait aucun plan pour la création d'emplois dans le secteur privé ni aucune allusion aux secteurs énergétique et manufacturier dans le discours du Trône. Les libéraux s'empressent de nous promettre des déficits outranciers, mais ils n'ont aucune vision pour ces secteurs qui génèrent chaque année des milliards de dollars en activité économique. Les libéraux sont devenus les chefs de file du « deux poids, deux mesures ».

Lors de la dernière campagne électorale, ils se targuaient de revoir les nominations qu'ils disaient partisans pour faire autrement. Eh bien, surprise: depuis le début du mandat libéral, les nominations partisans fusent de toutes parts! Récemment, nous avons appris que le premier ministre a nommé des amis influents du Parti libéral à des postes diplomatiques clés, notamment aux postes d'ambassadeur aux États-Unis et aux Nations Unies. Les libéraux sont les maîtres d'oeuvre du copinage et de la partisanerie à outrance.

• (1625)

[Traduction]

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue d'en face pour son discours franc, direct et passionné au sujet du Parti libéral et des prochaines étapes.

En ce qui a trait à son commentaire voulant que le Parti conservateur soit le chien de garde du Parti libéral, je lui demande respectueusement qui surveillait l'économie au cours des 10 dernières années. Nous avons connu deux récessions et huit déficits consécutifs. Les conservateurs ont reçu un surplus et nous ont laissé un déficit. Je ne comprends pas...

Des voix: Oh, oh!

• (1630)

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): À l'ordre, s'il vous plaît. Je rappelle aux députés de respecter le processus. Les députés qui souhaitent intervenir doivent se lever pour obtenir la parole.

Je redonne la parole au député de Saint John—Rothesay.

M. Wayne Long: Monsieur le Président, je tiens à rappeler à la députée que l'une des propositions du Parti libéral était de rendre de l'argent à la classe moyenne par l'entremise d'un allègement fiscal et, de façon plus importante, de redonner de l'argent aux familles qui en ont besoin. L'Allocation canadienne aux enfants permettrait de remettre de l'argent dans les poches des familles canadiennes, ce qui améliorerait la qualité de vie de neuf familles canadiennes sur dix.

La députée a dit que les Canadiens étaient déçus du Parti libéral. Je lui demanderais respectueusement quelles chaînes de télévision elle regarde, parce que je crois que les Canadiens sont satisfaits du nouveau gouvernement et surtout sont heureux du changement de culture au sein de l'appareil gouvernemental.

[Français]

Mme Sylvie Boucher: Monsieur le Président, je remercie mon confrère de sa question.

Lors de la crise économique de 2008, les conservateurs formaient le gouvernement et le Canada est un des pays qui s'en est le mieux sorti. Nous avons fait des choix stratégiques pour que nos concitoyens et concitoyennes aient plus d'argent dans leurs poches.

Vous avez supposément hérité, mais nous, nous avons fait en sorte que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 2006, nous avons hérité de vos rêves. C'est reconnu de toutes parts, les libéraux vendent du rêve. Toutefois, ils le font avec quel argent? Ils le font avec l'argent des contribuables. Où allez-vous prendre cet argent? Si vous avez une graine pour faire pousser de l'argent, donnez-la-nous. Nous n'attendons que cela, avoir de l'argent. Or ce que vous faites en ce moment, c'est hypothéquer l'avenir de mes petits-enfants et jamais je ne vous laisserai faire cela.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Avant de continuer avec les questions et commentaires, j'aimerais rappeler aux députés que l'on doit s'adresser au Président et non pas directement aux autres députés.

L'honorable députée de Jonquière a la parole.

Mme Karine Trudel (Jonquière, NPD): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Dans ma circonscription, plusieurs travailleurs sortent d'un lockout de trois ans. Malheureusement, pendant trois ans, des employés de garage ont été mis à la rue par leur employeur. Heureusement, cela a été réglé cette semaine. Nous allons bientôt voir de nouveau l'ouverture des garages et les employés vont pouvoir retrouver leur emploi. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'emplois de service, plusieurs d'entre eux ne pourront pas retravailler tout de suite et, malheureusement, à cause de la Loi sur l'assurance-emploi, ils ne pourront pas bénéficier de prestations d'assurance-emploi.

L'Adresse

Ma collègue pense-t-elle qu'une caisse autonome et indépendante, accessible aux travailleurs, pourrait aider ces gens-là? De même, l'abolition de la réforme de l'assurance-emploi adoptée sous l'ancien gouvernement serait-elle bonne pour ces travailleurs et pour aider les familles de ma circonscription, Jonquière?

Mme Sylvie Boucher: Monsieur le Président, je tiens à remercier ma consœur de sa question.

J'applaudis le fait qu'un lockout de trois ans soit maintenant réglé. Pour toutes les personnes qui travaillent, c'est génial de pouvoir travailler.

En ce qui a trait à l'assurance-emploi, nous avons toujours dit que la création d'emplois est aussi importante. Quand on fait de la création d'emplois, on donne la chance aux gens de travailler. J'ai déjà bénéficié de l'assurance-emploi et je peux dire que ce n'est pas toujours une sinécure. Je peux comprendre cette situation, mais à un moment donné, il faut s'en sortir et être capable de créer des emplois pour que les gens se sentent utiles. En faisant de la création d'emplois — et c'est ce que je dis toujours aux gens de mon comté —, il faut avoir une idée prometteuse pour faire en sorte que les emplois ne durent pas que six mois, mais que ce soit à long terme pour que les gens puissent travailler. C'est cela, gagner son pain.

[Traduction]

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): À l'ordre, s'il vous plaît. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre la question qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Calgary Forest Lawn, Le développement international.

Nous reprenons le débat. Le ministre des Anciens Combattants a la parole.

• (1635)

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, c'est un grand honneur et un privilège pour moi de prendre la parole en cette auguste enceinte pour me prononcer sur le discours du Trône.

C'est également la première fois que j'ai l'occasion de remercier les électeurs de Calgary-Centre de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir permis de devenir, à l'instar de mon collègue de Calgary Skyview, l'un des premiers libéraux de Calgary à être élus à la Chambre des communes en 48 ans. C'est un véritable privilège d'avoir gagné la confiance des habitants de cette circonscription et de les représenter ici.

Calgary-Centre est un endroit unique. Sa population et ses communautés sont très diversifiées. Nous avons des enfants à l'école et des aînés d'un âge avancé. Nous avons des enseignants et des entrepreneurs, de nombreuses personnes qui réussissent très bien et de nombreuses autres qui ont du mal à joindre les deux bouts. C'est presque un microcosme de ce que nous retrouvons dans la plupart des centres urbains. Bon nombre des politiques que nous avons présentées en tant que parti et qui sont incluses dans le discours du Trône tiennent compte des problèmes des gens. À mon avis, le discours du Trône et les politiques que nous avons présentées en tant que parti durant la campagne électorale traitent réellement des problèmes auxquels l'Alberta et Calgary sont confrontées à l'heure actuelle.

Je voudrais remercier les nombreuses personnes qui m'ont aidé au cours de ma vie. Je commence par les deux personnes qui sont présentes depuis le début: ma mère et mon père, Richard Hehr et Judy Hehr, deux enseignants pragmatiques et rigoureux de l'Alberta,

qui m'ont enseigné la valeur du travail au service du public, qui m'ont appris à me comporter en être humain raisonnable la plupart du temps et qui ont réussi à guider l'adolescent tantôt récalcitrant, tantôt nonchalant que j'étais pour que j'aie un avenir plus productif. Je les remercie d'avoir été présents tout le temps. Ils se sont beaucoup investis dans ma campagne électorale et m'ont enseigné l'importance d'adhérer au principe de l'égalité des chances. Que l'on soit né dans une famille riche ou dans un milieu défavorisé, on a droit à un traitement équitable dans ce pays. Il incombe à l'État de veiller au maintien de solides écoles publiques et de préserver l'accès aux services de santé et aux études universitaires. Un filet de sécurité sociale doit permettre à l'État d'aider les gens à se relever et à reprendre leur cheminement si jamais ils se heurtent à des écueils ou se retrouvent en difficulté.

J'ai la chance de représenter la circonscription où j'ai vu le jour. J'habite à 17 coins de rue de l'hôpital où je suis né. Mes parents m'ont épaulé dès le début de ma campagne et ont frappé aux portes avec une énergie inégalée. Sans leur amour et leur soutien, je ne serais certainement pas ici aujourd'hui.

Je voudrais également remercier ma soeur, Kristie Smith. Même si elle a deux ans de moins que moi, elle a toujours été ma grande soeur. Elle était plus organisée, un peu plus brillante et compétente que moi, et elle m'a toujours aidé dans les nombreuses difficultés et épreuves. La vie n'a pas toujours été facile pour elle, je l'avoue, mais elle va très bien. Les personnes qui apportent le plus de joie dans ma vie sont les membres de ma famille, dont les trois enfants de ma soeur, Marshall, Jackson et Parker. Ils sont d'une grande importance pour moi et ils m'ont aidé à me rendre là où je suis aujourd'hui.

Je veux aussi ajouter que j'ai pu compter sur un nombre impressionnant de bénévoles et de gens qui m'ont suivi dans cette aventure et qui ont travaillé d'arrache-pied durant cette longue campagne. Ils étaient là pour faire du porte-à-porte, distribuer des dépliants et dire aux gens que je suis un gars raisonnable la plupart du temps. Je les remercie d'avoir été là pour m'aider.

En ce qui concerne nos promesses durant la campagne et comment elles peuvent aider l'Alberta et Calgary en ce moment, il nous faut examiner les facteurs qui entrent en ligne de compte. Certaines des mesures contenues dans notre programme auront des effets positifs durant cette période sans aucun doute difficile.

• (1640)

Nous réduisons le fardeau fiscal des gens de la classe moyenne. Les Canadiens pourront ainsi disposer de plus d'argent, qu'ils pourront injecter dès maintenant dans l'économie pour la raviver. Je suis aussi très fier du fait que nous allons sortir plus de 300 000 enfants de la pauvreté grâce à l'Allocation canadienne aux enfants. Ces excellentes mesures favoriseront l'égalité des chances pour toutes les familles. Une part de ces fonds sera aussi injectée dans l'économie.

Pour savoir ce que les gens pensent des investissements que nous allons faire dans les infrastructures, il n'est pas nécessaire de chercher bien loin. On n'a qu'à lire le *Globe and Mail*. Pratiquement tous les économistes canadiens affirment qu'il s'agit du moment opportun. Le gouvernement doit faire ces investissements de toute façon, et les projets à long terme stimuleront l'économie et favoriseront la prospérité des gens. Bon nombre de projets de ce genre permettront au Canada d'être plus productif et aux gens de trouver rapidement du travail. Il y a beaucoup de chômeurs en Alberta; ces mesures seront utiles. Je crois que ces promesses électorales ont interpellé bien des gens.

L'Adresse

Je me réjouis à l'idée de faire avancer les choses dans ces dossiers et dans de nombreux autres.

Je me dois de souligner que le secteur pétrolier et gazier occupe une large place dans notre économie. Je suis né à Calgary en 1969, et j'ai grandement profité du succès de cette industrie, qui nous a permis de bâtir nos vies et de réaliser beaucoup de choses.

Je crois que le gouvernement adopte la bonne approche dans ce dossier parce que nous considérons l'énergie et l'économie comme les deux côtés de la même médaille. Nous comprenons que nous ne pouvons pas avoir accès aux marchés sans parvenir d'abord à un consensus. Je pense que même les députés d'en face reconnaîtront que leurs efforts à cet égard n'ont pas été vraiment fructueux. En effet, depuis 2006, malgré leurs affirmations selon lesquelles nous allions devenir une superpuissance énergétique, nos produits n'ont pas atteint les côtes. Nos produits énergétiques n'ont pas été exportés vers le Sud comme l'ancien gouvernement le croyait. Je sens que nous avons un premier ministre qui est prêt à s'engager dans une stratégie énergétique canadienne.

Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole.

Nous avons un premier ministre prêt à s'impliquer dans une stratégie énergétique canadienne qui était l'idée de l'ancienne première ministre Redford et que la première ministre Notley appuie pleinement. Ce projet d'édification nationale nous permettrait d'interagir avec les premiers ministres provinciaux et territoriaux.

Nous constatons que nous avons un premier ministre qui est résolu à collaborer avec les Premières Nations et les groupes autochtones, à collaborer avec la communauté environnementale, et à faire en sorte que nous prenions au sérieux les changements climatiques.

Cependant, je ferai remarquer que, si nous acheminons notre produit aux côtes, nous devons trouver acheteur. Je ferai également remarquer qu'il y a trois ans, l'Union européenne était à un vote près de dire non à notre pétrole. Voilà à quel point l'enjeu est sérieux.

En terminant, je dirai ceci. Un petit gars de Calgary a été élu. Premièrement, c'est assez incroyable. Deuxièmement, il s'est retrouvé au sein du gouvernement national. Troisièmement, il a été nommé ministre de la Couronne. Bonté divine, c'est un triffecta aux courses de chevaux. En tant que ministre des Anciens Combattants, j'ai reçu le ferme mandat de faire mieux les choses dans ce dossier, de collaborer étroitement avec le ministre de la Défense nationale, et de colmater la brèche pour voir mieux réussir les hommes et les femmes qui ont servi notre grande nation, que ce soit au niveau de l'emploi, des études, ou du traitement de blessures physiques ou émotionnelles. Je suis très fier qu'on m'ait confié cette responsabilité.

En terminant, j'aimerais remercier les citoyens de Calgary-Centre de m'avoir donné cette occasion non seulement de travailler pour, espérons-le, de bonnes politiques publiques à long terme, mais aussi de partager ma vie avec tous et chacun d'entre eux. C'est un véritable honneur.

• (1645)

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, en tant que porte-parole adjointe du Parti conservateur dans le dossier des anciens combattants, j'aimerais dire d'entrée de jeu que l'ancien ministre, Erin O'Toole, a réussi à faire collaborer le MDN et Anciens Combattants Canada pour qu'il soit beaucoup plus facile pour les soldats canadiens blessés de passer de l'armée à la vie civile. Comme il l'a dit, il est très important que cette transition se fasse sans heurt. Je me réjouis à l'idée de travailler avec mes collègues en vue d'atteindre cet objectif.

Au cours de la campagne électorale, le Parti libéral a fait 15 promesses importantes, mais coûteuses, à nos anciens combattants. De ce côté-ci de la Chambre, nous souhaitons que les anciens combattants obtiennent ce qu'ils méritent en améliorant la Charte des anciens combattants. En même temps, comme je l'ai mentionné dans mon discours, les anciens combattants de ma région sont très inquiets. Ils m'ont dit avoir entendu toutes sortes de promesses, mais ont aussi constaté que, par le passé, les libéraux avaient sabré dans le budget du MDN. Ils m'ont demandé si, une fois au pouvoir, les libéraux rempliraient leurs promesses sur le dos des hommes et des femmes qui servent actuellement au sein de nos forces armées.

J'aimerais savoir si les coûts ont été évalués. A-t-on présenté des documents qui nous indiqueraient comment ces 15 promesses vont être respectées?

Le président suppléant (M. Anthony Rota): Avant de donner la parole au ministre des Anciens Combattants, je tiens à rappeler aux députés que, lorsqu'ils parlent de leurs collègues à la Chambre, ils doivent faire référence à leur circonscription plutôt qu'utiliser leur nom.

L'hon. Kent Hehr: Monsieur le Président, l'ex-ministre responsable faisait avancer les chaînes de la justice dans ce dossier. Le problème tenait en partie au fait que les neuf années et demie précédentes ne s'étaient pas déroulées tout à fait sans heurts pour le gouvernement conservateur. Il aurait peut-être dû être nommé ministre beaucoup plus vite. Quoi qu'il en soit, tout cela apporte de l'eau au moulin.

Comme la députée le sait et l'a signalé à juste titre, je suis maintenant le ministre responsable de ce qui se passe au ministère des Anciens Combattants. Vous avez raison. Notre parti a fait 15 promesses précises aux anciens combattants. Ces promesses sont clairement exposées dans nos lettres de mandat. Je suis fier que le premier ministre les ait affichées. Vous pouvez maintenant repérer nos mandats particuliers et voir si je respecte le mien. Voilà une excellente initiative de la part du gouvernement. Vous pourrez ainsi mieux faire votre travail, tout comme moi...

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Je suis certain que ce n'est pas de moi que vous parlez.

L'hon. Kent Hehr: Je suis désolé, monsieur le Président.

Comme la députée l'a signalé, c'est effectivement une excellente façon d'assurer l'ouverture et la transparence, et cela lui permet de faire de son mieux pour suivre l'évolution de ce dossier.

Dans cette lettre de mandat, il y a des choses qui sont plus faciles à faire, d'autres, plus difficiles. Nous le reconnaissons. J'ai formé une équipe extraordinaire qui, dès le premier jour, s'est attaquée à la mise en oeuvre de ce programme ambitieux. La députée n'ignore pas qu'il y a un processus à suivre. Nous ferons une annonce sous peu. Je lui demande de nous laisser du temps. Il n'y a que 100 jours que nous sommes au pouvoir. Je suis persuadé qu'après ce mandat de quatre ans, les choses iront mieux qu'aujourd'hui au ministère des Anciens Combattants.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le ministre d'avoir été élu et d'avoir été nommé au sein du Cabinet. Le récit de son expérience et de son parcours personnels m'a beaucoup émue et encouragée.

Il y a beaucoup de pauvreté dans Vancouver-Est. Je me demande si le ministre serait prêt à demander au gouvernement d'élaborer une stratégie nationale pour vaincre la pauvreté.

L'Adresse

La situation des réfugiés met autre chose en lumière. L'aide sociale est excessivement faible; elle permet très difficilement aux gens de survivre. Je me demande si le ministre, de concert avec le gouvernement fédéral, serait prêt à demander aux gouvernements provinciaux et territoriaux d'augmenter les prestations d'aide sociale pour s'attaquer efficacement, chez tous les Canadiens, au problème de la pauvreté.

L'hon. Kent Hehr: Monsieur le Président, la députée a raison de rappeler que l'inégalité est l'un des problèmes avec lesquels doivent composer les Canadiens, les gouvernements et de nombreuses personnes dans le monde entier. Beaucoup de gens sont en difficulté et très peu sont très à l'aise. Les préoccupations de ma collègue sont les mêmes que celles du gouvernement. Comment pouvons-nous améliorer le sort des gens en difficulté? Que devons-nous faire pour que l'aide sociale des provinces permette aux gens d'obtenir suffisamment d'argent pour qu'ils puissent cultiver leurs espoirs et leurs rêves? Je ne suis pas sûr que ce soit le cas actuellement. J'ai bien l'impression que le gouvernement se penchera sur bon nombre de ces questions. Je suis toujours prêt à entendre les idées de la députée, car nous devons nous mettre au travail.

• (1650)

M. Colin Fraser (Nova-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois dans cette magnifique enceinte, au nom des bons citoyens de Nova-Ouest. Je suis très fier d'avoir le privilège de représenter les quelque 83 000 personnes de ma circonscription. Je les remercie sincèrement de m'avoir accordé leur confiance pour être leur porte-parole durant cet important dialogue national.

On parle de Nova-Ouest comme d'un microcosme du Canada rural. De Waterville à Pubnico, en passant par toutes les autres magnifiques collectivités, ma circonscription regorge de richesses naturelles et de talents et a une histoire fascinante. Toutefois, comme d'autres régions rurales des Maritimes et du Canada, nous devons faire face à des défis importants: une population vieillissante, des problèmes de transport et une pénurie de bons emplois. C'est la raison pour laquelle je suis très encouragé par le discours du Trône et la possibilité qu'offre cette 42^e législature de réaliser le vrai changement pour les Canadiens, y compris dans les régions rurales du Canada et, plus particulièrement, dans ma circonscription de Nova-Ouest.

À l'approche des célébrations du 150^e anniversaire du Canada, en 2017, il est important de souligner l'histoire incroyablement riche de notre pays. Le discours du Trône a clairement établi que la diversité est la force du Canada, et la relation entre la diversité et notre histoire est claire dans Nova-Ouest. Quatre peuples fondateurs du Canada sont enracinés dans l'histoire de ma circonscription. L'histoire de l'Ouest de la Nouvelle-Écosse et l'histoire du Canada vont de pair.

[Français]

On parle d'un Canada bilingue et multiculturel; or, à cet égard, ma circonscription, Nova-Ouest, a une histoire riche qui mérite d'être racontée et reconnue.

C'est à Port-Royal qu'est née l'Acadie, berceau des premiers francophones en Amérique du Nord, lorsque Samuel de Champlain s'y est établi en 1605. Des liens d'amitié profonds furent forgés entre les Acadiens et les Micmacs, donnant vie à un métissage entre ces peuples fondateurs.

[Traduction]

Pas très loin de là, à Annapolis Royal, une charte royale a été signée et a donné naissance à la province de la Nouvelle-Écosse, en

1621. C'est grâce à cette charte que la Nouvelle-Écosse a reçu par la suite ses armoiries et son drapeau, qui représentaient sa relation avec l'Écosse. Après la guerre de l'Indépendance, un grand nombre de loyalistes noirs sont arrivés en Nouvelle-Écosse entre 1783 et 1785; c'est le groupe le plus important de personnes nées en Afrique ou d'origine africaine à venir s'établir dans la province. C'est cette riche diversité — Acadiens, Micmacs, Métis, Britanniques et Afro-Canadiens — qui contribue au caractère et à la vitalité de Nova-Ouest.

[Français]

La vitalité des communautés acadiennes de la Baie Sainte-Marie et d'Argyle contribue à leur développement économique rural. Par exemple, l'Université Sainte-Anne, seule institution postsecondaire de langue française en Nouvelle-Écosse, contribue énormément à l'industrie culturelle et créative de ma région.

Je dois aussi noter que la promotion des langues officielles de notre pays passe également par la promotion et la création de possibilités d'apprentissage linguistique en français langue seconde. C'est pourquoi je soutiens un discours du Trône qui vise à encourager l'utilisation des langues officielles du pays et qui prévoit des investissements dans nos industries culturelles et créatives canadiennes.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous voyons un grand nombre de gens à Nova-Ouest ouvrir généreusement leur cœur aux réfugiés syriens. Plusieurs localités de ma circonscription ont aidé les bonnes gens que nous avons accueillis, que ce soit des organismes comme le groupe d'aide aux réfugiés de Yarmouth ou le groupe Annapolis Royal Community Assisting Relocation, ou encore des groupes confessionnels comme les wesleyens de Digby ou l'Église baptiste unie de Hillgrove. Nos communautés sont enrichies par le rôle que nous jouons dans le projet national du Canada pour les réfugiés syriens. Ils enrichissent nos collectivités et rendent notre pays plus fort.

Le Canada est un pays fort, non seulement grâce à son peuple, mais aussi en raison de ses richesses naturelles, et il en est ainsi à Nova-Ouest comme n'importe où ailleurs au pays. On trouve dans ma circonscription les meilleurs fruits de mer du monde. Le homard, les pétoncles et l'aiglefin sont pêchés dans nos eaux au large de la côte Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse. Les terres fertiles de la vallée de l'Annapolis donnent des pommes et d'autres produits réputés dans le monde et on y trouve maintenant des entreprises viticoles qui produisent d'excellents vins. Ces remarquables produits de qualité supérieure requièrent un environnement sain qui favorise des récoltes abondantes. C'est l'exemple le plus élémentaire montrant qu'un environnement sain et une économie forte vont de pair. Nous devons veiller non seulement à pouvoir profiter de ces richesses aujourd'hui, mais aussi à préserver la qualité et l'abondance dont nous jouissons pour les futures générations.

L'Adresse

• (1655)

Il y a aussi la baie de Fundy, au large de nos côtes, qui est une véritable merveille naturelle. Ses marées, les plus hautes au monde, offrent d'énormes possibilités quant à la mise au point de nouvelles technologies qui exploiteraient cette immense énergie marémotrice pour produire de l'énergie propre et puissante. Un tel projet stimulerait l'activité économique et réduirait la pollution causée par le carbone, tout en effectuant une transition vers une énergie renouvelable et durable. Le vent qui souffle constamment sur nos côtes offre aussi d'énormes possibilités en matière d'énergie éolienne.

Investir dans ces technologies propres pour saisir de nouvelles possibilités ne permettrait pas seulement à notre pays de respecter ses obligations en matière de lutte aux changements climatiques, cela produirait aussi de nombreux bons emplois et créerait des possibilités d'exportation pour ces innovations technologiques.

Grâce à ses richesses naturelles et à sa population accueillante, Nova-Ouest détient un potentiel non exploité qui pourrait attirer de nouvelles entreprises et des touristes. Ma circonscription est parsemée de villes et de villages pittoresques. J'invite tous les Canadiens à se rendre compte par eux-mêmes de l'hospitalité et du charme de nos superbes gîtes du passant, ou à visiter le parc national Kejimikujik pour observer la diversité de la nature sauvage encore vierge et les nombreux lacs qui se trouvent au cœur de la Nouvelle-Écosse. Les gens de Nova-Ouest accueillent très favorablement les engagements à fournir des ressources supplémentaires à nos parcs nationaux, particulièrement parce que nous nous apprêtons à mettre en valeur nos grands espaces dans le cadre des célébrations nationales qui auront lieu en 2017.

Autre élément important pour le développement économique futur: l'accès à des réseaux de transport permettant le déplacement des passagers et des marchandises. À l'avenir, les investissements dans ce genre d'infrastructures, tel que ceux mentionnés dans le discours du Trône, contribueront certainement à atténuer des problèmes importants à Nova-Ouest, dont les problèmes de transport.

La base des Forces canadiennes de la 14^e Escadre de Greenwood revêt une importance extraordinaire pour Nova-Ouest, non seulement en raison des retombées économiques qu'elle génère dans la région, mais aussi pour la fierté que nous inspirent les hommes et les femmes des Forces canadiennes et leurs familles, qui y vivent, travaillent et prennent leur retraite. J'ai le bonheur de représenter beaucoup d'anciens combattants de différentes générations, qui vivent dans la vallée ainsi qu'à Nova-Ouest. J'appuie donc tout à fait l'engagement à munir les forces militaires d'un meilleur équipement et un gouvernement pour qui les soins apportés aux anciens combattants sont une priorité. Il faut rétablir des cliniques de soins de santé mentale, donner une pension à vie aux anciens combattants blessés et fournir un meilleur soutien aux familles.

Grâce à leur histoire commune, à leur culture et à leurs ressources naturelles, les habitants de Nova-Ouest jouissent d'une belle qualité de vie. Nous voulons qu'ils vivent, travaillent et élèvent leur famille dans la dignité. Toutefois, durant la campagne électorale, alors que je visitais ma circonscription, il m'est apparu clairement qu'un trop grand nombre d'ainés de Nova-Ouest ont du mal à joindre les deux bouts et vivent dans la pauvreté. Les engagements envers les aînés sont très importants aux yeux des électeurs de ma circonscription. Ils devraient avoir la certitude que les prestations de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti seront indexés au coût de la vie. Après avoir travaillé de nombreuses années, les Canadiens méritent de vivre leur retraite dans la dignité, dès l'âge de 65 ans.

C'est pourquoi je salue le plan visant à ramener de 67 à 65 ans l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti. Aider les aînés qui vivent seuls en augmentant de 10 % le Supplément de revenu garanti améliorera de façon marquée la qualité de vie des bonnes gens que je représente.

Le vieillissement de la population signifie également des pressions accrues sur les ressources mises en oeuvre pour nous fournir localement des services de santé. Je souscris pleinement à l'engagement du gouvernement de collaborer avec les provinces et les territoires pour conclure un nouvel accord sur la santé. Au fil des changements démographiques, les petites provinces comme la Nouvelle-Écosse peinent de plus en plus à fournir des services de santé comparables à ceux des provinces de plus grande taille, tout en maintenant un fardeau fiscal comparable. La qualité de vie des familles de la Nouvelle-Écosse est primordiale pour que les collectivités soient florissantes et que les enfants soient en santé. Les investissements dont le gouvernement a donné les grandes lignes dans le discours du Trône seront grandement utiles pour que nous souhitions léguer aux prochaines générations le pays que nous souhaitons.

Par conséquent, tâchons d'unir nos efforts dans cette 42^e législature et soyons de dignes successeurs de ceux qui nous ont précédés dans cette enceinte. Dialoguons de manière constructive. Enrichissons la discussion avec des points de vue divers pour tâcher de trouver des solutions à des problèmes difficiles, mais respectons-nous toujours les uns les autres et respectons les gens qui nous ont élus pour les représenter et qui font preuve de bonne volonté et de gentillesse.

J'ai hâte de pouvoir travailler avec mes collègues députés pour que le Canada chemine sur le chemin de la paix, de l'ordre et de la bonne gouvernance.

• (1700)

M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de Nova-Ouest. Je l'appelle mon collègue en matière de recherche et de sauvetage, parce qu'il y a dans ma circonscription la base de Gander et, dans la sienne, la base de Greenwood. Les militaires de ces deux bases collaborent afin de sauver des vies sur la côte Est, et ils le font avec courage.

Mon collègue est un député d'une région rurale, tout comme je le suis. L'un des problèmes majeurs liés à une population vieillissante, c'est que, dans bien des cas, lorsqu'un époux décède, l'époux survivant continue de vivre dans la maison où il vit depuis de nombreuses années. Alors que le couple disposait de deux revenus provenant de la Sécurité de la vieillesse, l'époux survivant n'en a plus qu'un. Malheureusement, les factures demeurent les mêmes. Voilà pourquoi je suis fier d'affirmer que nous augmenterons de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour l'époux survivant.

Le député pourrait-il nous en dire plus à cet égard, en utilisant des exemples de sa propre circonscription? Je sais qu'il y a de nombreux aînés dans sa circonscription, tout comme c'est le cas dans la mienne.

M. Colin Fraser: Monsieur le Président, il s'agit d'une mesure importante qui améliorera la vie des aînés. Ma collectivité compte de nombreux aînés. Pendant la campagne électorale, alors que je discutais avec des aînés et que ceux-ci m'invitaient dans leur foyer, il est devenu évident qu'ils éprouvaient des difficultés financières.

L'Adresse

Les engagements que nous avons pris pendant la campagne électorale et qui ont été énoncés dans le discours du Trône montrent clairement que le fait d'aider tout particulièrement les aînés vivant seuls et d'augmenter de 10 % le Supplément de revenu garanti pour ces aînés les aiderait énormément à payer leurs factures.

D'autres mesures seront prises afin d'aider les aînés. Nous collaborerons avec les provinces afin d'élargir la portée du Régime de pensions du Canada et de veiller à ce que le système de soins de santé réponde adéquatement aux besoins des personnes qui vivent en milieu rural et qui n'ont parfois pas accès à l'aide médicale dont elles ont besoin.

Mme Tracey Ramsey (Essex, NDP): Monsieur le Président, tout au long du débat, bon nombre de députés ont parlé de familles et de personnes qui connaissent des difficultés dans leur circonscription. Dans Essex, que je représente, il y a aussi des gens en difficulté. Malheureusement, dans le discours, on n'a pas présenté de plan pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au Canada. Rien n'est proposé pour régler la question de l'absence de salaire minimum fédéral, qui fait en sorte que beaucoup trop de Canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté même s'ils travaillent à temps plein.

On pourrait aider directement des dizaines de milliers de famille en leur accordant une augmentation de salaire grâce à l'instauration d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure.

Le député d'en face convient-il que le gouvernement doit faire preuve de leadership à l'égard de tous les Canadiens en leur fournissant une aide directe sous la forme d'une augmentation de salaire grâce au rétablissement du salaire minimum fédéral, qui serait porté à 15 \$ l'heure, tout en soutenant les travailleurs canadiens de manière à ce que ceux qui touchent le salaire minimum ne tombent pas sous le seuil de la pauvreté?

M. Colin Fraser: Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois à la députée, je tiens à souligner que je suis en désaccord avec elle. Dans mon discours, j'ai énoncé très clairement certaines des mesures que nous prenons pour aider les familles en difficulté. J'ai entre autres mentionné l'Allocation canadienne aux enfants. Nous savons qu'elle aidera les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts, y compris dans ma circonscription. Cette allocation sera calculée en fonction des revenus et elle sera non imposable. Le gouvernement veut que les Canadiens qui en ont le plus besoin puissent conserver une plus grande part de leur argent; c'est un investissement important qu'il s'est engagé à faire.

En ce qui concerne les aînés, j'ai clairement exposé certaines des mesures que nous prenons pour aider ceux qui vivent dans la pauvreté. Mon collègue m'a posé une question qui portait précisément sur ce sujet, il y a quelques instants.

Pour ce qui est du salaire minimum fédéral, rappelons qu'il était l'objet de l'un des engagements du Nouveau Parti démocratique pendant la campagne électorale. Or, une telle mesure n'aiderait aucun habitant de ma circonscription. Elle n'accroîtrait pas la richesse de qui que ce soit dans ma circonscription et elle n'aiderait personne à joindre les deux bouts.

Bien entendu, il importe de discuter avec les provinces pour trouver des moyens de réduire la pauvreté, comme faire des investissements dans l'infrastructure sociale et veiller à ce que les gens aient accès à un logement abordable. Ce sont des investissements importants, et le gouvernement s'engage à les faire.

● (1705)

[Français]

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, je vous avise que je partagerai mon temps de parole avec le député de Fredericton.

C'est un honneur pour moi de m'exprimer ici, devant la Chambre, à l'occasion de mon premier véritable discours. En premier lieu, je veux remercier à nouveau les citoyens de Châteauguay—Lacolle de la confiance qu'ils m'ont accordée.

Je profite aussi de cette occasion pour remercier ma famille de son soutien énorme, exprimé avant même mon investiture en tant que candidate: ma fille, Emily, et son mari, Michael, mes fils jumeaux, Benjamin et Daniel, ma mère et mon père, ainsi que mes trois frères et mes cinq soeurs. C'est une petite famille. Avec aussi beaucoup d'affection, je remercie également les deux papas de mes enfants, mon ex-conjoint John ainsi que mon ex-conjoint Bill, de tous leurs bons conseils, et surtout, de la complicité que nous avons su développer durant plus de 30 ans en tant que parents de nos chers enfants.

Mon expérience de vie m'a amenée à une étape dans ma carrière où j'ai senti le besoin de faire une transition professionnelle de banquière à travailleuse sociale, adoptant la mission d'aider les Canadiens à mieux comprendre et à mieux gérer leurs ressources financières.

En 2005, ici même, à Ottawa, j'ai participé, de ma propre initiative, à la première conférence nationale portant sur les Canadiens et l'argent, le Symposium national sur la capacité financière. Les participants à ce colloque représentaient un spectre impressionnant de Canadiens habilités à définir la notion de capacité financière, qui se définit comme ceci: « un concept comprenant trois éléments différents: connaissance et compréhension de la réalité financière, habiletés et compétences financières et responsabilité financière. »

Ces principes, maintenant reconnus comme faisant partie de la littératie financière, j'ai su les intégrer dans mon travail en tant qu'animatrice d'ateliers sur les finances personnelles, mais aussi en tant que chroniqueuse dans les médias. J'ai eu le plaisir de participer à divers forums sur le sujet et de développer des activités d'éducation financière pour toutes les étapes de la vie. L'objectif était d'aider les gens à trouver ce qu'ils voulaient finalement dans la vie, peu importe leur choix ou leur style de vie, c'est-à-dire la sécurité financière.

[Traduction]

En travaillant avec des Canadiens de toutes les couches de la société, et en particulier avec les Canadiens vulnérables et à faible revenu, je me suis rendu compte que l'éducation financière ne peut résoudre à elle seule l'insuffisance de revenus mensuels prévisibles pour les familles et les aînés. C'est pourquoi je suis ravie de voir que le gouvernement s'est engagé à mettre en oeuvre une Allocation canadienne aux enfants non imposable ce mois-ci. Cette mesure avantagera neuf familles canadiennes ayant de jeunes enfants sur dix et sortira 315 000 enfants de la pauvreté, tout comme le Supplément de revenu garanti l'avait fait pour les aînés à faible revenu, réduisant considérablement leur taux de pauvreté, il y a 20 ans.

L'Adresse

Je me réjouis aussi de la mesure du gouvernement visant à bonifier le Supplément de revenu garanti de 10 % et de sa volonté de travailler avec les provinces et les territoires en vue d'améliorer le Régime de pensions du Canada, une autre source importante de revenus périodiques et prévisibles pour les retraités et les gens envisageant de prendre leur retraite. J'aimerais ajouter que, en tant que Canadienne étant née en 1958 ou plus tard et ayant donc été visée par le passage de l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans, je suis reconnaissante que cette mesure ait été abrogée par le gouvernement. Il semble que, finalement, je pourrais réaliser les rêves de retraite que j'entretiens depuis longtemps.

• (1710)

[Français]

Dans un autre ordre d'idées, je tiens à rappeler l'engagement de notre gouvernement à conjuguer une économie forte avec un environnement sain, une aspiration de la plus haute importance pour la circonscription de Châteauguay—Lacolle et qui a suscité beaucoup d'intérêt partout dans la Rive-Sud de Montréal.

En effet, plus de 120 intervenants ont participé à notre consultation prébudgétaire en Montérégie, la semaine dernière, dont des acteurs économiques locaux, des maires et mairesses, des gens d'affaires, des éducateurs, des leaders en développement social et ainsi de suite.

Les gens sont d'ailleurs quasi unanimes concernant l'information selon laquelle le développement économique doit être effectué dans le respect de l'environnement, non seulement parce que nous souhaitons un environnement sain pour nous et pour nos familles, mais aussi parce que le véritable Canada est maintenant de retour sur la scène internationale.

Nous avons, entre autres, la possibilité d'assumer le leadership dans le domaine des technologies propres et de les exporter partout dans le monde. Par exemple, dans Châteauguay—Lacolle, des acteurs de notre industrie agricole désirent améliorer la gestion intégrée des pesticides sur les terres. Ils ont toutefois besoin de soutien autant sur le plan financier que sur celui de la recherche de nouvelles pratiques.

La population de Châteauguay—Lacolle est aussi très fière de compter sur son territoire le site de protection environnementale de l'île Saint-Bernard, acquise et protégée par la Ville de Châteauguay depuis 2011. Il s'agit de l'une des plus belles zones fauniques du Québec, mais plus encore, un solide modèle d'affaires à la fois touristique, culturel et éducatif; il a en effet remporté plusieurs prix d'excellence pour sa vision patrimoniale. Cet attrait touristique, qui offre notamment un écomarché, des croisières découvertes sur le lac Saint-Louis et un site d'archéologie, reçoit près de 180 000 visiteurs par année et permet de maintenir 40 emplois de qualité.

Par contre, il y a aussi dans notre comté un grand exemple de désastre environnemental. C'est le cas des lagunes de la région de Mercier et de Saint-Martine. Ces lagunes étaient des lieux de dépôt de déchets industriels entre 1968 et 1972. La nappe phréatique est encore aujourd'hui tellement contaminée que les riverains de la rivière Châteauguay ne peuvent même pas consommer leur propre eau courante.

Par conséquent, je suis très soulagée que notre gouvernement se soit engagé à monter un important programme d'investissement dans les infrastructures, incluant les infrastructures vertes. Cette participation financière stimulera l'innovation et fournira les sommes nécessaires au développement des technologies qui pourront permettre le nettoyage d'un bouleversement écologique, comme

c'est le cas pour les lagunes de Mercier. Je suis consciente que ce ne sera pas une tâche facile, étant donné la complexité du problème, mais nous devrions être en mesure de faire quelque chose de mieux.

Justement, comme le président Kennedy l'a fait aux États-Unis avec la création du programme NASA, notre gouvernement nous donne la possibilité de rêver et de réaliser des projets importants dans le cadre du programme pour l'infrastructure verte, afin de protéger et de restaurer notre environnement de façon durable pour nos générations futures.

[Traduction]

Enfin, comme nous célébrons cette année plusieurs anniversaires — dont le 175^e anniversaire de l'élection de Robert Baldwin et de sir Louis-Hippolyte LaFontaine, qui ont contribué à la création d'un gouvernement responsable, sans oublier le 150^e anniversaire de la Confédération en 2017 —, je termine ce discours en reprenant, avec quelques modifications, les propos de l'un de nos prédécesseurs à la Chambre, l'un de mes héros, un immigrant irlandais et grand homme d'État, Thomas D'Arcy McGee.

En 1860, sept ans avant le début de la Confédération et huit ans avant d'être tragiquement assassiné par un sympathisant des Fenians alors qu'il rentrait chez lui après un débat de fin de soirée au Parlement, Thomas D'Arcy McGee a dit ceci:

Je regarde l'avenir de mon pays d'adoption avec espoir [...] Je vois, dans un avenir rapproché, une grande nationalité délimitée, comme le bouclier d'Achille, par la bande bleue de l'océan [...] Je vois à l'intérieur de ce bouclier les sommets des montagnes de l'Ouest et la crête des vagues de l'Est, la sinueuse rivière Assiniboine, les cinq Grands Lacs, le Saint-Laurent, la rivière des Outaouais, la rivière Saguenay, la rivière Saint-Jean et le bassin Minas. Près de tous ces cours d'eau, dans les vallées qu'ils fertilisent et les villes qu'ils traversent, je vois une génération d'hommes [et de femmes] travailleurs, satisfaits, intègres et libres, capables de préserver en temps de paix et de guerre une Constitution digne de notre pays!

• (1715)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée pour ses commentaires.

Nous avons entendu plusieurs députés parler aujourd'hui de l'importance d'aider les personnes vulnérables et la classe moyenne, et je suis tout à fait d'accord avec cela. Il y a toutefois un fossé entre les mots et les faits.

Le gouvernement a considérablement abaissé le plafond du compte d'épargne libre d'impôt, même si plus de la moitié des gens qui cotisent la somme maximale à leur compte d'épargne libre d'impôt gagnent moins de 60 000 \$ par année. Ce sont là les chiffres du ministère des Finances.

Les modifications fiscales du gouvernement n'ont entraîné aucun allègement fiscal pour les personnes qui gagnent moins de 45 000 \$ par année.

Il y a un écart entre les discours sur l'aide à la classe moyenne et les plus vulnérables, et les faits à ce sujet.

La députée convient-elle avec moi qu'il est important d'aider les personnes qui gagnent moins de 60 000 \$ et moins de 45 000 \$ par année et que cela devrait être une priorité?

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, le compte d'épargne libre d'impôt est un sujet qui me tient à cœur. Lorsque j'étais professeure en travail social, j'en parlais à mes étudiants à titre de moyen de favoriser l'épargne fondée sur les actifs pour aider les personnes à se sortir de l'aide sociale et à ne plus vivre d'un chèque de paie à l'autre.

L'Adresse

Au départ, si l'on pense à la vision du regretté Jim Flaherty, le compte d'épargne libre d'impôt se voulait un instrument d'épargne pour les personnes à faible revenu et, à cet égard, le plafond de 5 500 \$ par année répond plus qu'adéquatement à cette exigence.

[Français]

M. François Choquette (Drummond, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de son discours.

Comme on l'a mentionné tout à l'heure, le NPD considère important de lutter contre les inégalités et contre la pauvreté chez les enfants — un sujet d'actualité. Dans ma circonscription, Drummond, c'est un sujet qui revient souvent. Il ne faut pas laisser nos jeunes vivre dans la pauvreté. C'est en les aidant et en luttant contre la pauvreté et la faim que les jeunes pourront étudier et avoir un avenir.

Nous avons une proposition très intéressante pour lutter contre la pauvreté chez les enfants: prendre les paiements par option d'achat qu'on retrouve surtout chez les PDG des très grandes entreprises, qui constitue un évitement fiscal totalement honteux. On pourrait investir cet argent directement dans la lutte contre la pauvreté chez les enfants.

Que pense mon honorable collègue de cette démarche visant à prendre cet argent, qui constitue un évitement fiscal totalement inacceptable, pour l'investir dans la lutte contre la pauvreté chez les enfants?

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question.

Justement, nous investissons dans nos jeunes en intégrant au revenu de base l'allocation pour les enfants. Cela n'est pas de la charité, mais plutôt une juste répartition des ressources du pays. C'est pour cela que nous avons établi ce plan. Ce n'est pas impossible. C'est quelque chose que les familles peuvent garder. Elles peuvent dépenser ces fonds sans avoir peur qu'ils soient imposés par la suite. C'est pour cela que nous avons travaillé et mis en place ce programme.

[Traduction]

M. Matt DeCoursey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, je vous remercie de l'honneur que vous me faites en m'accordant de nouveau la parole en ce début d'année, ce début de législature, afin que je puisse prononcer mon premier discours en bonne et due forme. C'est véritablement un honneur de représenter les bonnes gens de Fredericton, New Maryland, Oromocto, la région de Grand Lake et tous les autres coins de la circonscription.

Ce n'est pas seulement un privilège que d'avoir l'occasion de participer à la gouvernance et à l'orientation de notre grand pays et de prêter une voix à la région que je représente, c'est aussi la chance pour un gaillard de Freddy Beach de réaliser son rêve d'enfance.

Ces quelques derniers samedis passés au Boyce Farmers Market de Fredericton m'ont rappelé ce qui m'a donné envie de siéger à la Chambre. Je suis encouragé par le nombre d'électeurs qui m'ont exprimé combien ils espèrent que nous continuions à faire preuve de leadership inclusif et à gouverner sur un ton aussi positif. Ces rencontres, qui viennent s'ajouter aux 10 tables rondes et assemblées publiques que mon bureau a coordonnées la semaine dernière, me rappellent que nous sommes ici pour bâtir un Canada digne de tous les gens que nous représentons.

Prenons par exemple nos jeunes dirigeants autochtones, dont ceux qui bénéficient de l'enseignement et de l'orientation du personnel de l'école primaire commémorative Chief Harold Sappier de la Première Nation de St. Mary, et les nouveaux diplômés, dont la conscience sociale n'a d'égal que leur esprit d'entreprise, de

l'Université du Nouveau-Brunswick, mon alma mater, de l'Université St. Thomas et du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick. Nous devons bâtir un Canada digne de la population vieillissante du Nouveau-Brunswick, qui, à nos yeux, représente un atout pour notre prospérité commune, un Canada digne de tous les électeurs qui nous font part de leurs maintes perspectives et connaissances dans toutes sortes de dossiers auxquels le Parlement doit s'attaquer.

• (1720)

[Français]

J'aimerais aussi remercier tous les gens qui ont travaillé fort lors de ma campagne électorale. Leur intelligence et leur prévoyance m'ont grandement aidé à être élu. Comme tous les députés ici le savent, la détermination et la passion d'une équipe sont nécessaires pour gagner une campagne électorale. J'aimerais tous les remercier.

[Traduction]

Pendant la campagne, ce que j'ai trouvé le plus inspirant, c'était le leadership des jeunes et leur participation au processus démocratique. Leur enthousiasme et leur sagesse sont importants pour le bien-être de notre démocratie, et leur participation continue sera une composante importante de l'engagement du gouvernement à réformer nos institutions démocratiques et à faire en sorte qu'elles soient pertinentes.

Ces jeunes et moi nous engageons à offrir notre appui et notre collaboration à la ministre des Institutions démocratiques dans son important travail. Nous partageons tous l'objectif de renforcer notre pays et j'ai l'intention de travailler dur pour les gens de Fredericton.

Cette collectivité se glorifie d'avoir le titre de « ville la plus entrepreneuriale » du Canada atlantique et se classe parmi les 10 meilleurs endroits où vivre au Canada. Elle est également reconnue comme étant l'un des endroits les plus concurrentiels pour faire des affaires en Amérique sur le plan des coûts.

En tant que capitale culturelle canadienne de 2009, Fredericton est fière de posséder une scène culturelle et artistique diversifiée et en plein essor, une scène qui ne manquera pas de s'améliorer grâce au réinvestissement du gouvernement dans l'infrastructure sociale et dans les arts.

Capitale canadienne des jeunes entreprises et première ville sans fil au Canada, Fredericton doit notamment sa richesse à ses deux universités de calibre mondial, à ses collèges communautaires et à son carrefour d'entrepreneurs et d'entreprises haute technologie et de technologies intelligentes, lesquels sont impatients de voir le gouvernement déployer son ambitieux programme en matière de recherche et d'innovation.

La circonscription que je représente comprend la plus grande base d'entraînement militaire au Canada, la base Gagetown, qui injecte chaque année plus de 500 millions de dollars dans l'économie du Nouveau-Brunswick et qui emploie en permanence plus de 4 500 militaires et 100 employés civils assurant la continuité des services pendant que les familles des militaires arrivent et repartent.

Le discours du Trône est clair. Le gouvernement concentre ses efforts sur ses objectifs. Nous avons un plan progressiste et direct. Le discours l'a démontré, et le gouvernement a démontré également jusqu'ici que nous ne manquons pas d'ambition lorsqu'il s'agit du potentiel du Canada, voire du potentiel de l'ensemble des Canadiens.

L'Adresse

Notre plan se caractérise également par son réalisme, et nous savons que nous allons parvenir à le réaliser.

[Français]

Ce plan vise à ce que tous les Canadiens et Canadiennes aient une chance égale de réussir, laquelle repose sur le renforcement et la croissance de la classe moyenne. Le plan indique aussi que le gouvernement prouvera aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'au monde entier qu'un environnement sain et une économie forte vont de pair. L'un est impossible sans l'autre.

Pour favoriser la croissance économique, le gouvernement réalisera des investissements stratégiques dans les technologies propres, fournira un soutien accru aux entreprises qui cherchent à exporter ces technologies et prêchera par l'exemple en ce qui a trait à leur utilisation. Cela peut être fait à nos institutions de recherche innovatrice à Fredericton.

Puisqu'il s'agit de la bonne marche à suivre et que c'est une façon de stimuler la croissance économique, le gouvernement rétablira la relation de nation à nation entre le Canada et les peuples autochtones, une relation fondée sur la reconnaissance des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

• (1725)

[Traduction]

Le gouvernement s'est engagé à oeuvrer avec les provinces et les collectivités locales pour accueillir 25 000 réfugiés syriens d'ici la fin de février et leur permettre de se réinstaller au Canada. En plus d'être la démonstration de la véritable nature du Canada, incarnée par ses citoyens d'un océan à l'autre, cet engagement a permis de remettre au goût du jour la compassion et l'empathie qui faisaient un jour la réputation du Canada dans le monde.

Je n'ai jamais été aussi fier et je ne me suis jamais senti aussi privilégié que le jour de décembre où j'ai eu la chance d'accueillir les premiers réfugiés syriens ayant débarqué à l'aéroport de Fredericton. Je ne suis pas près d'oublier les sourires sur les visages des deux jeunes garçons, dont celui de 12 ans, qui a fait le voeu de devenir un médecin qui guérit les os, c'est-à-dire un chirurgien orthopédique.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a souligné à de nombreuses reprises l'accueil des Néo-Brunswickois, qui ont reçu les réfugiés en leur ouvrant leurs bras et leurs coeurs.

Je tiens à remercier la population du Grand Fredericton, notre association multiculturelle et nos groupes communautaires d'avoir su agir en chefs de file dans ces circonstances.

[Français]

Pour contribuer à la santé et au bien-être de l'ensemble des citoyens, le gouvernement amorcera un travail avec les provinces et les territoires pour mettre en place un nouvel accord sur la santé. Je veux souligner que, à Fredericton et au Nouveau-Brunswick, nous misons sur les soins de santé innovateurs. Nous voulons que les soins à domicile et les soins de santé mentale soient plus accessibles et que l'offre de services de santé mentale soit de première qualité pour les Canadiens qui en ont besoin, comme les anciens combattants et les premiers intervenants.

[Traduction]

Le Nouveau-Brunswick peut être un chef de file et innover dans le domaine de la santé, autant pour ce qui est de l'administration que de la prestation des soins. Nous sommes francophones, anglophones, autochtones et néo-canadiens; nous habitons en ville ou en campagne; nous sommes très proches et branchés sur le monde.

Nous sommes convaincus que notre région peut jouer un rôle de premier plan dans cette approche.

Je rappelle que la circonscription de Fredericton compte des institutions de premier plan et qu'il s'y fait des travaux de recherche et d'innovation de qualité supérieure. Les fonctionnaires y sont très qualifiés, instruits et professionnels. Nous voulons renforcer l'économie, et il faut aider les entreprises à innover encore davantage et à être encore plus concurrentielles et prospères pour pouvoir retenir les jeunes gens talentueux, qualifiés et bilingues.

À Fredericton, nous allons également mettre l'accent sur le vrai changement pour nos anciens combattants et veiller à ce que le gouvernement s'occupe sans condition de chaque soldat qui a sacrifié sans condition son bien-être physique et mental pour protéger notre pays. Il importe d'élargir les choix qui sont offerts aux anciens combattants et de leur accorder davantage d'indemnités et de soutien afin qu'ils puissent planifier adéquatement leur avenir. Le Canada doit être un chef de file mondial en matière de soins et de soutien destinés aux anciens combattants. Grâce à la présence de la Base des Forces canadiennes Gagetown, aux capacités de recherche de nos universités et aux solides services de soutien clinique à proximité, la circonscription de Fredericton est tout à fait qualifiée pour être la figure de proue d'une approche en matière de soins de santé physique et mentale destinés aux soldats, aux anciens combattants et à leur famille respective, à compter de l'enrôlement, pendant le service et, après le départ des Forces, au retour à la vie civile.

[Français]

Je sais que Fredericton, le Nouveau-Brunswick et notre beau pays sont capables de grandes réalisations et que le succès ne se définit pas uniquement par nos réussites personnelles, mais aussi par le legs à nos enfants d'un monde meilleur, plus pacifique et plus prospère.

[Traduction]

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de son discours et de son élection. Je l'ai écouté attentivement et je l'ai entendu dire qu'il est très fier du plan économique de son parti. Nous conviendrons tous, il me semble, que la situation actuelle est très éprouvante.

Le secteur manufacturier représente environ 8 % de notre PIB. Il s'agit d'un pan énorme de notre économie. Je sais qu'il est très important de s'intéresser aux différents secteurs, mais, dans le discours du Trône dont il est question aujourd'hui, on ne fait absolument pas mention du secteur manufacturier. Nous constatons aussi qu'il passe totalement sous silence les secteurs des ressources et de l'agriculture. Toutefois, dans ma ville, Oshawa, le secteur manufacturier est extrêmement important. Par exemple, un bon emploi dans une usine de montage peut engendrer de 5 à 10 emplois indirects.

Le député a déclaré qu'il est très fier du plan économique de son parti. Je lui saurais gré de nous parler du plan du Parti libéral pour le secteur manufacturier, plus particulièrement pour le secteur de la construction automobile, qui représente un moteur économique majeur pour l'ensemble du pays.

• (1730)

M. Matt DeCoursey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, il est évident qu'après que l'on a mis pendant 10 ans tous nos oeufs dans le même panier, le gouvernement est prêt à diversifier sa façon d'envisager la croissance économique. Cela signifie examiner tous les secteurs de l'économie afin de s'assurer que les familles, les professionnels et les gens qui vont travailler tous les jours peuvent avoir leur part de la richesse socioéconomique de notre grand pays.

L'Adresse

La circonscription que j'ai l'honneur de représenter recèle d'extraordinaires capacités de recherche et d'innovation permettant de faire fond sur de nouvelles idées et de nouvelles technologies pour faire progresser les secteurs de la technologie de l'information, de la fabrication et des ressources naturelles. Nous entretenons des liens étroits avec des marchés de tous les coins du monde. C'est ce genre d'approche qui me rend fier de siéger de ce côté-ci de la Chambre et d'appuyer un discours du Trône qui, je le répète, est aussi progressiste que réaliste et qui permettra illico de travailler dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je félicite le député de Fredericton pour son élection.

Je suis assez au courant de la situation à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Mon collègue, le chef du Parti vert du Nouveau-Brunswick, David Coon, a laissé entendre que, du fait que le Nouveau-Brunswick compte une population importante de personnes âgées, nous devrions être en faveur d'une renégociation de l'accord canadien sur la santé et examiner le financement fédéral-provincial pour les provinces en vertu de cet accord. Les provinces qui ont une forte population de personnes âgées et qui s'attendent à des coûts supplémentaires en santé devraient recevoir plus de financement.

Je me demande si le député de Fredericton convient que c'est une approche que devrait adopter le gouvernement fédéral pour aider les provinces à assumer leurs coûts en santé.

M. Matt DeCoursey: Monsieur le Président, je tiens à assurer à la chef du Parti vert que j'entretiens d'excellents rapports professionnels avec le chef du Parti vert provincial, qui représente une circonscription au coeur de Fredericton. Je suis impatient de travailler avec lui ainsi qu'avec la candidate du Parti vert aux élections fédérales, Mary Lou Babineau, qui a mené une magnifique campagne électorale. Je partage son esprit de collaboration pour faire progresser ma collectivité et ma province.

Je suis tout à fait en faveur de la collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces pour trouver des solutions aux situations comme celle qui existe au Nouveau-Brunswick. Là, la population vieillit, ce qui, comme je l'ai dit dans mon discours, devrait être perçu comme un atout pour notre prospérité. Des gens remarquables qui possèdent une riche expérience, de vastes connaissances et une grande expertise prennent leur retraite et ils peuvent redonner à nos collectivités.

Je travaille avec des chercheurs, des professionnels et des députés de tous les partis politiques pour veiller à ce que la collectivité que j'ai l'honneur de représenter et ma province soient perçues comme des lieux propices pour faire la démonstration de pratiques innovatrices en matière de gestion et de prestation des soins de santé, pratiques qui serviront de base au soutien en matière de santé dans tout le pays.

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a parlé notamment des dépenses en infrastructure et il a dit qu'après 10 ans de règne conservateur, nous allons enfin investir dans les infrastructures de notre pays.

J'aimerais que mon collègue nous dise ce que les investissements en infrastructure apporteront à sa circonscription.

M. Matt DeCoursey: Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Saint John—Rothesay d'avoir déjà réussi à communiquer la nécessité de considérer Saint John comme un endroit où nous pouvons réduire la pauvreté, en particulier chez les jeunes. C'est assurément une question qui me tient beaucoup à coeur actuellement sur le plan professionnel.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement doit favoriser les possibilités de croissance des collectivités. Dans la mienne, nous savons que chaque dollar investi en infrastructure aide à améliorer la qualité de vie, le bien-être et la santé des habitants.

Je suis impatient de travailler avec le député pour cerner les possibilités de développement et de croissance des collectivités grâce à nos investissements en infrastructure.

• (1735)

[Français]

M. Matthew Dubé (Beloil—Chambly, NPD): Monsieur le Président, je remercie mes collègues de leur bel accueil. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Drummond.

Je suis très heureux, aujourd'hui, de faire mon premier discours de cette législature, d'être de retour à la Chambre et de représenter encore une fois les gens de Beloil—Chambly. Je veux prendre le temps de les remercier de m'avoir accordé leur confiance encore une fois.

Comme c'est mon premier discours, j'aimerais prendre un instant pour dire à quel point j'ai été honoré de représenter les gens de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Mathieu-de-Beloil, les deux municipalités dont ma circonscription a été amputée dans le dernier processus de redécoupage. Saint-Basile étant la ville où je réside, j'ai le coeur lourd quand je m'y promène et que je discute avec les gens. Toutefois, je les rassure toujours en leur disant que je vais m'assurer que le nouveau député fait bien son travail, parce qu'on dirait que c'est mon député, aujourd'hui.

Même si ces deux municipalités ne font plus partie de ma circonscription, les enjeux demeurent les mêmes. J'y reviendrai, puisque j'aimerais d'abord adresser quelques remerciements, notamment à mon équipe. En politique fédérale, il est très rare que l'on garde la même équipe pendant quatre ans. Lorsqu'on est réélu en tant que député, c'est surtout parce qu'on a bien représenté nos concitoyens, mais c'est un travail qui ne se fait pas seul. Je remercie donc Francine, Cédric, Suzanne et Sébastien, qui ont été avec moi tout au long de cette aventure et qui ont fait un travail herculéen pour me représenter dans la communauté et pour s'assurer que les citoyens avaient droit aux services qui leur sont dus. Si je suis encore ici aujourd'hui et que certains d'entre eux travaillent toujours pour moi, c'est grâce au travail qu'ils font.

Je remercie également l'équipe qui m'a entouré lors de la campagne. On cogne à beaucoup de portes, mais il y a des gens qui passent beaucoup de temps avec nous, des candidats et des députés sortants, et qui nous donnent beaucoup de belles idées. Je pense notamment à Jacques, Guillaume et Francine, qui ont passé beaucoup de temps avec moi dans les différentes rues du comté. Je les remercie.

Parlons maintenant du discours du Trône, qui est le sujet d'aujourd'hui. Bien que nous soyons heureux du changement de ton, il faut dire que le gouvernement précédent n'a pas mis la barre très haute. Même si nous remarquons une certaine ouverture et un changement de ton, cela n'est pas assez. Cela prend également un changement de mesures, et c'est là qu'il y a certaines lacunes, malheureusement.

L'Adresse

Pensons par exemple aux changements climatiques et à l'environnement, un sujet qui a été soulevé à maintes reprises pendant la campagne électorale. J'ose dire que c'est l'un des sujets les plus urgents pour les prochaines années, non seulement pour le Québec et le Canada, mais aussi pour le monde. Pour s'attaquer à cet enjeu, nous devons nous fixer des objectifs. Toutefois, malgré le travail qui a été fait à Paris, ces objectifs sont très loin de ce qu'on entend de la part du gouvernement. Le gouvernement ne nous a pas présenté d'objectif concret concernant la réduction des gaz à effet de serre. C'est très décevant, d'autant plus que le discours du Trône était une très belle occasion de démontrer un changement de cap par rapport au gouvernement conservateur.

Quand on parle d'environnement, on ne parle pas seulement de la réduction des gaz à effet de serre. L'évaluation environnementale est aussi un sujet d'actualité. À cet égard, nous sommes obligés d'accepter la position du gouvernement, qui veut conserver le même système qui a été démantelé au cours des dernières années, plus particulièrement dans les quatre dernières années, par le gouvernement conservateur. C'est inacceptable. Ce système ne fonctionne pas. Il doit être revu et modernisé. Celui-ci ne prenait même pas en considération l'impact de différents projets d'extraction de ressources naturelles sur les changements climatiques.

Si l'on veut vraiment avoir un système digne du XXI^e siècle, à la hauteur des attentes des citoyens et qui va véritablement évaluer l'impact des projets sur notre environnement afin de le protéger, cela prend un changement. Or, malgré les belles paroles du gouvernement, ce changement ne semble pas être très près. Nous allons continuer de pousser le gouvernement dans ce sens, car c'est urgent.

Au chapitre des dossiers urgents qui n'ont pas été mentionnés dans le discours du Trône, on retrouve également l'agriculture, et ce, malgré l'importance qu'a pris la gestion de l'offre dans la dernière campagne électorale.

● (1740)

Le gouvernement est prêt à signer une entente, négociée à minuit moins dix par le gouvernement conservateur en pleine campagne électorale, qui pose un risque énorme pour le système de gestion de l'offre. Or celle-ci assure la prospérité de nos communautés et celle de nos agriculteurs. Ces derniers nous assurent non seulement une alimentation saine, mais ils font aussi rouler notre économie locale. C'est très inquiétant.

C'est surtout inquiétant parce que l'incertitude a régné pendant 10 ans chez nos agriculteurs. Ils entendaient sans cesse des députés de la Chambre dire qu'ils ne devaient pas s'inquiéter et qu'ils allaient protéger le système de gestion de l'offre. Au moment des négociations, ils avaient l'impression que tout était sur la table. C'est une approche qui doit cesser. Or cela ne semble pas être l'intention du gouvernement libéral.

Encore une fois, ce dossier n'est pas présent dans le discours du Trône. Nous devons continuer de pousser le gouvernement pour s'assurer qu'il change immédiatement de direction. C'est très urgent, et nous devons le faire au cours des prochains jours, des prochaines semaines et des prochains mois, surtout compte tenu du Partenariat Transpacifique qui est devant nous.

Parlons aussi d'autres éléments absents du discours du Trône, voire d'autres déceptions. Le projet de loi C-51 est un autre dossier dans lequel les libéraux ont suivi les conservateurs lors du dernier Parlement. C'est un des plus grands débats — sinon, le plus grand débat — auquel j'ai participé, dont était saisie la Chambre à la 41^e législature avant l'élection. Il s'agissait aussi d'une question très inquiétante.

Devant la peur que les conservateurs voulaient propager au sein de la population, on a assisté à un recul des droits et libertés de la population, et nous avons jugé cela inacceptable. Malgré les belles paroles des libéraux et l'impression qu'ils donnaient d'être contre le projet de loi C-51, ils ont voté pour ce projet de loi en s'engageant à apporter des changements pouvant régler beaucoup de leurs préoccupations. Or, malgré ces promesses, encore une fois, pas un mot n'a été émis dans le discours du Trône à ce sujet.

À ce jour, le processus entamé n'a pas été très réconfortant. Il y a eu très peu d'ouverture à l'idée que participent les partis de l'opposition au comité parlementaire, par exemple, qui va s'assurer que le Service canadien du renseignement de sécurité, *CSIS*, comme on le dit en anglais, aura vraiment la transparence nécessaire pour protéger les droits et libertés de la population.

Pour terminer, la fameuse ouverture que les libéraux voulaient démontrer envers la classe moyenne quant au taux d'imposition est une déception, encore une fois. Les gens qui gagnent moins de 45 000 \$ ne recevront pas une cenne des baisses d'impôt qui ont été proposées par le Parti libéral. Les gens qui en bénéficieront le plus sont ceux qui en ont vraisemblablement le moins besoin. C'est très inquiétant.

Au NPD, nous avons fait une proposition très simple, mais cet amendement a malheureusement été rejeté par le gouvernement. Cet amendement visait justement à étendre ces mesures pour s'assurer que nous venions vraiment en aide à la classe moyenne.

En même temps, quand on baisse les impôts de la population, il faut aussi s'assurer que ceux qui ne paient pas leur juste part le font. Je pense aux grandes entreprises qui, pendant très longtemps, après les gouvernements successifs, libéraux et conservateurs, ont vu leur taux d'imposition baisser. Maintenant, le taux d'imposition des grandes entreprises est un des plus bas au monde.

Pourtant, nous n'en voyons pas les bénéfices économiques. Aucun emploi ne se crée. Certaines des entreprises, pour lesquelles le taux d'imposition a baissé, ont même quitté le Canada, et les gens ont dû en subir les conséquences. C'est très décevant.

Pour terminer, le discours du Trône parle de priorités — c'est une façon d'énoncer ses priorités —, et je veux simplement réitérer mes priorités à court terme.

D'ailleurs, la candidate libérale de ma circonscription partageait ces mêmes priorités au cours de la dernière élection. J'ose donc croire que je vais avoir l'appui du gouvernement sur ces mesures.

Nous voulons notamment régler une fois pour toutes le conflit entre le gouvernement fédéral et la Ville de Chambly concernant les paiements en remplacement d'impôt; le gouvernement fédéral doit 500 000 \$ à la Ville de Chambly. Nous voulons aussi régler une fois pour toutes la question de sécurité nautique, soit la protection de nos berges sur la rivière Richelieu et la sécurité des plaisanciers. Nous voulons aussi parler de la sécurité ferroviaire.

Nous avons eu une question à la période des questions aujourd'hui, et la transparence promise n'est pas encore là.

● (1745)

Il y a beaucoup de travail à faire et je serai très heureux de continuer à l'accomplir. Je sais que mes collègues et moi allons tout faire pour s'assurer que le gouvernement respecte ses engagements et fait ce qui est dans le meilleur intérêt de tous nos concitoyens.

L'Adresse

[Traduction]

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député d'en face de son excellente allocution. Il a mentionné à plusieurs reprises que le NPD est un parti qui veille aux intérêts de la classe moyenne et des familles canadiennes.

Soulignons toutefois que le Parti libéral a instauré un allègement fiscal pour la classe moyenne et s'apprête à mettre en place l'Allocation canadienne aux enfants, qui apportera plus d'argent à neuf familles sur dix et tirera plus de 300 000 enfants de la pauvreté.

Le Nouveau Parti démocratique s'est rangé du côté des conservateurs et a voulu conserver la Prestation universelle pour la garde d'enfants, qui faisait en sorte que le même montant était remis aux familles, que leur revenu annuel soit de 300 000 \$ ou de 25 000 \$. Le député ne convient-il pas que l'Allocation canadienne aux enfants constitue un bien meilleur programme pour les familles canadiennes?

[Français]

M. Matthew Dubé: Monsieur le Président, on peut donner tout l'argent qu'on veut aux citoyens, mais si la garderie est trop chère, cela ne donne pas grand-chose. C'est pour cela que le NPD proposait un système de garderie abordable.

Parlons maintenant de la classe moyenne et de la façon de vraiment lui venir en aide. Ce n'est pas nous qui disons que les baisses d'impôt ne viendront pas aider les gens qui en ont vraiment besoin, c'est le directeur parlementaire du budget. Les gens n'ont pas seulement besoin d'une baisse d'impôt. Combien de fois avons-nous entendu parler du besoin de renforcer les transferts en matière de santé sabrés par le gouvernement conservateur? Cela revient souvent. Les gens sont très inquiets concernant la viabilité du système de santé publique. Malheureusement, c'est encore un sujet absent du discours du Trône.

J'ai entendu le commentaire et le chahut à mon endroit d'une collègue conservatrice, mais étant un député du Québec, je peux dire qu'il y avait quand même un transfert proposé par le NPD pour le système de garderie du Québec. Avec les prix à la hausse dans cette province, c'est certainement un transfert qui aurait été grandement apprécié par la classe moyenne.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations durant le débat.

Selon moi, c'est une question de priorités. Le député fait lui-même référence aux priorités. Je suis d'avis que le gouvernement du Canada a bien fait les choses. Nous en avons beaucoup parlé durant la campagne électorale et nous l'avons incorporé dans notre programme. Avec une classe moyenne vigoureuse, l'économie du Canada sera plus solide. Investir dans les infrastructures et dans la classe moyenne canadienne donnera espoir à toutes les régions du pays.

En ce qui concerne le fait d'encourager les Canadiens, si nous considérons les choses dans une perspective plus large, nous devrions investir dans nos collectivités au moyen de projets d'infrastructures, par exemple. Nous devrions penser à donner des avantages à la classe moyenne, en allégeant l'impôt et en versant des prestations pour enfants.

Le député ne voit-il pas que, globalement, le premier ministre et le gouvernement du Canada ont établi les bonnes priorités dans le discours du Trône, que nous présentons un discours du Trône qui

donnera de l'espoir aux citoyens, et que cela fait partie du travail que nous devons accomplir à Ottawa en tant que parlementaires?

[Français]

M. Matthew Dubé: Monsieur le Président, je suis certainement d'accord avec mon collègue quand il dit que venir en renfort à la classe moyenne est une bonne façon de faire rouler l'économie. C'est tout à fait vrai qu'une classe moyenne forte aidera l'économie. Le problème, ici, c'est qu'il parle de priorités et de dossiers où il y a urgence d'agir.

En ce qui me concerne, je pense au dossier de l'assurance-emploi au sujet duquel le gouvernement traîne la patte. Cela viendrait aider les gens qui en ont besoin. Au risque de me répéter, je pense aux gens qui gagnent moins de 45 000 \$ et qui ne recevront pas une cenne de cette baisse d'impôt mise en place par le gouvernement libéral. Je pense aux gens qui ont besoin d'avoir leur courrier livré à la maison et qui ont vu le gouvernement reculer sur cet engagement. Et, en ce qui a trait aux infrastructures, je vois un parti qui, pendant toute la campagne électorale, promettait de rétablir le crédit d'impôt pour le fonds de travailleurs du Québec, alors qu'il n'avait rien dit pendant quatre ans sur ce dossier pendant que le NPD le défendait à la Chambre des communes. Voilà qu'on traîne encore la patte et cela retarde des projets et des investissements. Quand on parle d'établir des priorités et de l'urgence d'agir, je pense que le gouvernement a encore beaucoup à apprendre. Nous serons prêts à lui donner la leçon.

● (1750)

M. François Choquette (Drummond, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'ai le plaisir de me lever à la Chambre pour répondre au discours du Trône et poser mes premiers jalons sur ce discours vraiment important. Nous commençons une nouvelle année, 2016. Je voudrais d'ailleurs en profiter pour remercier toute mon équipe qui a travaillé avec moi pour l'élection. Nous avons été presque une année électorale complète à travailler très fort. Nous sommes allés sur le terrain. Nous avons rencontré beaucoup de gens et ceux-ci nous ont mentionné les priorités qu'ils voudraient voir traitées effectivement par le gouvernement qui est en place. Les libéraux forment le gouvernement et mes concitoyens ont présenté plusieurs priorités qu'ils veulent retrouver dans le discours du Trône. Pour les gens du grand Drummond, pour la ville de Drummondville et pour toutes les régions rurales du grand Drummond, cela me fait plaisir de pouvoir les représenter et d'amener ces priorités à l'avant-scène aujourd'hui.

Une de ces priorités, qui demeure très importante pour les gens de Drummond, est tout ce qui concerne le développement durable. Durant les dernières années, nous avons bien tiré notre épingle du jeu. Il y a eu des investissements intéressants en infrastructures dans le grand Drummond et des investissements liés au développement durable. Nous aurons une nouvelle bibliothèque LEED qui va bénéficier de fonds du fédéral. Nous pouvons donc être très fiers de notre approche dans le grand Drummond, et c'est l'approche que nous devons avoir pour l'avenir.

L'Adresse

Malheureusement, tant dans le discours du Trône que dans les approches du premier ministre libéral à la COP21, la conférence sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris, on trouve encore les très faibles cibles des conservateurs dans la lutte sur les changements climatiques. Cela choque les gens du grand Drummond. Les gens sont fâchés de voir que les libéraux, qui avaient fait des promesses si intéressantes pour la lutte contre changement climatique, n'ont pas encore proposé de gestes concrets ni de cibles ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons hâte de voir des gestes, des actions précises de la part du gouvernement libéral. Nous voulons voir beaucoup plus d'actions concrètes dans les prochains jours.

J'ai été nommé porte-parole en matière de langues officielles, et j'en remercie le chef du NPD, qui a fait un excellent travail concernant ce dossier. Encore là, nous avons quelques indications intéressantes à ce sujet. Par contre, cela reste encore flou. Nous ne savons pas s'il y aura un dégel du financement pour les langues officielles. Cela fait presque 10 ans que le budget est gelé. Il aurait besoin d'être indexé et, bien sûr, il faut davantage de transparence pour savoir comment les fonds sont alloués aux programmes des langues officielles.

J'ai d'ailleurs déposé un projet de loi sur les langues officielles concernant le bilinguisme des juges à la Cour suprême. Ce projet de loi demande que les juges qui seront nommés à la Cour suprême aient une compréhension importante des deux langues officielles, justement parce que c'est le dernier recours que tous les Canadiens peuvent utiliser pour se faire défendre. Il est essentiel que tous les juges puissent comprendre les deux langues officielles et c'est essentiel pour tous les groupes de langues officielles au pays. Par conséquent, j'espère recevoir un accueil favorable des libéraux à cet égard et des autres députés de la Chambre. Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce dossier. Mon ancien collègue, Yvon Godin, l'excellent député d'Acadie—Bathurst, a travaillé très fort durant de longues années sur ce dossier, en a fait une bataille personnelle. Il a bien mené ce défi que j'espère mener à terme dans la prochaine année.

Il ne faut pas oublier toute la question de la lutte contre la pauvreté. Dans le grand Drummond, les gens sont extrêmement généreux. Récemment, il y a eu toutes les collectes pour la guignolée dans Drummond. Les gens sont généreux, ils donnent, mais cela cache quelque chose, qui est la pauvreté. Il y a encore beaucoup de pauvreté chez les jeunes et c'est totalement inacceptable dans notre société moderne, au Canada, qui est tout de même assez riche. On ne peut accepter qu'il y ait encore des jeunes, des enfants qui vivent dans la pauvreté et qui se retrouvent à ne pas avoir les mêmes outils, les mêmes chances pour l'avenir. Il faut absolument leur donner cette chance de pouvoir bien se nourrir, d'aller à l'école, de faire des études, de se trouver un emploi ultérieurement et des occasions pour qu'ils enrichissent notre société.

● (1755)

C'est pour cela qu'il est essentiel que les libéraux adoptent la politique de notre plateforme, soit celle de mettre fin à l'évitement fiscal. C'est une pratique honteuse et totalement inacceptable dans notre société. Les options d'achat versées en salaire aux plus grands PDG des plus grandes entreprises constituent un évitement fiscal totalement aberrant. C'est pour cela que nous avons dénoncé cette pratique. Ce que nous suggérons, c'est de prendre cet argent et de l'investir directement dans la lutte contre la pauvreté chez les enfants. Cela fait longtemps que nous en parlons et il est temps d'agir dans ce domaine.

En parlant d'inégalités et de lutte contre la pauvreté, les libéraux se sont vantés du fait qu'ils allaient lutter contre la pauvreté chez les aînés. Pour nous, au NPD, c'est également une priorité. Nous avons mentionné le fait que nous allions bonifier le Supplément de revenu garanti rapidement.

On ne retrouve rien dans le discours du Trône à ce sujet. On a mentionné qu'on allait ramener l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans. Les gens de ma circonscription et les gens du grand Drummond m'ont dit qu'il faut absolument ramener l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans, et que cela n'a pas de sens qu'un aîné ait seulement le minimum de la pension et le Supplément de revenu garanti. C'est extrêmement difficile de vivre avec cela et c'est totalement inacceptable. Pour lutter contre les inégalités, il faut absolument que les libéraux, maintenant au pouvoir, agissent immédiatement pour ramener l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans et pour bonifier le Supplément de revenu garanti. Ils ont fait des promesses et nous voulons voir des actions rapidement.

En parlant de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, le logement abordable est un autre cheval de bataille très important pour moi, très important pour le NPD et il l'a également été pour Jack Layton, notre ancien chef. Ce dernier a mené une lutte dans le dossier du logement abordable et il a fait un travail incroyable.

Dans ma circonscription, les groupes locaux ont travaillé très fort pour avoir un logement qui s'appelle L'Envolée des mères. Il s'agit d'un logement pour les mères de famille monoparentale qui veulent retourner aux études ou se trouver un emploi. C'est un endroit où on peut les accueillir, les encadrer, les aider, les soutenir et aider également les enfants pour qu'ils puissent prendre leur envol et devenir des gens qui vont contribuer à notre société. Je suis vraiment heureux d'avoir appuyé ce projet. J'ai d'ailleurs parrainé un logement que j'ai nommé le logement Jack Layton en l'honneur de notre ancien chef.

Dans le dossier du logement abordable, nous voulons avoir des actions concrètes. Dans Drummond, toutes les municipalités, pas seulement Drummondville, mais aussi les petites municipalités qui ont des logements abordables, veulent un financement continu et soutenu. C'est extrêmement important. J'espère voir des gestes concrets rapidement, parce que le discours du Trône est malheureusement très faible à cet égard. Pourtant, on attend beaucoup de la part du gouvernement. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la pauvreté, mais aussi de permettre à des gens de pouvoir enrichir notre communauté.

Pour terminer, le plan pour le retour à une économie plus dynamique doit aussi être axé sur les PME. Le NPD avait un plan merveilleux à cet égard. Le grand Drummond est un endroit de rêve pour les PME. Les choses vont très bien, mais il faut pouvoir continuer à soutenir nos petites et moyennes entreprises. Pour ce faire, nous avons un plan extrêmement important. J'espère que les libéraux pourront aussi adopter des mesures concrètes pour soutenir les PME afin que le grand Drummond en profite. Bien sûr, nous voulons continuer à dynamiser notre région dont nous sommes très fiers.

L'Adresse

J'ajouterais qu'il reste aussi un secteur où les libéraux ont peu agi et ont peu d'emprise présentement, et c'est décevant. Il s'agit du secteur de l'agriculture. C'est un secteur important dans ma circonscription; il en est de même pour la gestion de l'offre. Nous attendons des gestes concrets pour soutenir les fermes qui dépendent de la gestion de l'offre. J'ai d'ailleurs visité une ferme laitière vendredi dernier. Il est essentiel que nos fermes qui dépendent de la gestion de l'offre soient appuyées. Ce principe de la gestion de l'offre est essentiel pour toutes les fermes du grand Drummond.

● (1800)

J'espère que le gouvernement libéral pourra aller de l'avant dans ce domaine.

[Traduction]

M. Wayne Long (Saint John—Rothsay, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue d'en face de son excellent discours, et j'aimerais particulièrement parler de ses observations sur la pauvreté. C'est un sujet qui me tient à coeur, car c'est malheureusement dans ma circonscription, Saint John—Rothsay, que l'on trouve le plus haut taux de pauvreté chez les enfants au pays. D'ailleurs, dans le quartier 3, le taux de pauvreté chez les enfants s'élève à 50 %, ce qui est tout à fait inacceptable pour la ville et la région.

Ma question à mon collègue est la suivante. Le NPD a abondamment parlé de la classe moyenne et des familles, mais outre le fait d'avoir proposé le salaire minimum de 15 \$ l'heure, qui allait aider moins de 1 % des travailleurs canadiens, et le programme de garderies à 10 \$ par jour, qui allait prendre des années à mettre en oeuvre puisque bon nombre de provinces ne l'appuyaient pas, quelles sont les autres politiques que le NPD propose pour lutter contre la pauvreté chez les enfants?

[Français]

M. François Choquette: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses commentaires.

Effectivement, comme il l'a mentionné, on ne peut pas continuer à ne rien faire pour lutter contre la pauvreté chez les enfants. C'est d'ailleurs pour cela que le NPD a proposé de supprimer l'échappatoire fiscale sur les options d'achat d'actions, et ce, dès le prochain budget.

Je suggère donc à mon cher collègue de mentionner à ses collègues et au premier ministre de mettre en avant la suppression de l'échappatoire fiscale qui n'aide que les PDG des grandes entreprises, qui sont déjà millionnaires. C'est une injustice et une iniquité en matière d'impôt sur le revenu.

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours de mon confrère de Drummondville. D'ailleurs, je le félicite de son élection, et je lui souhaite un bon mandat.

Dans son discours, il n'a pas été question du pipeline de TransCanada, dossier très important au Québec. Son parti semble y naviguer sans avoir de position claire. Quatre-vingt-deux maires et 4 millions de personnes ont pris position contre le pipeline. De plus l'Assemblée nationale du Québec a posé sept conditions de façon unanime. Le député de Québec était aussi présent à l'assemblée. Or aucune des sept conditions n'a été respectée.

N'est-il pas temps que le NPD prenne clairement position? Quelle est la position de mon collègue sur le pipeline Énergie Est?

M. François Choquette: Monsieur le Président, j'en profite également pour saluer mon collègue de Bécancour—Nicolet—

Saurel, mon voisin, que je respecte beaucoup. Depuis plusieurs années, il connaît tous les rouages de la Chambre des communes.

Le NPD est totalement contre le projet Énergie Est dans sa forme actuelle. Cela n'a aucun sens. Dans sa forme actuelle, le projet ne tient pas la route, n'a pas l'acceptabilité sociale et n'est pas évalué selon les évaluations environnementales qui devraient être acceptées dans un pays comme le nôtre. Il devrait y avoir un standard de calibre mondial en ce qui concerne la sécurité.

Aujourd'hui, à plusieurs reprises, dont lors de la période des questions orales, nous avons demandé au gouvernement libéral pourquoi ne recommence-t-il pas le processus d'évaluation du projet de pipeline Énergie Est? C'est ce qu'il a promis pendant la campagne électorale. Qu'attend-il pour mettre enfin cela en application?

● (1805)

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Manicouagan.

Quand les électeurs nous donnent le mandat de les représenter et de porter leurs voix haut et fort dans l'enceinte de la démocratie qu'est la Chambre des communes, c'est un honneur et un grand privilège. J'ai eu l'occasion de siéger à l'Assemblée nationale. J'enseigne la démocratie depuis 30 ans et, pour moi, c'est important que tous les députés puissent se faire entendre avec les mêmes moyens dans cette enceinte, qui est le socle de la démocratie, c'est-à-dire le pouvoir législatif.

On me permettra donc de remercier, dans un premier temps, les électeurs et les électrices de Montcalm. Je veux leur assurer qu'ils peuvent compter sur moi pour faire entendre leurs voix, et je m'engage à les représenter avec rigueur et détermination. Je vais tout faire pour mériter une autre fois leur confiance.

Je voudrais aussi remercier l'ensemble des bénévoles. On oublie souvent que la politique n'est pas l'histoire d'une seule personne. Alors, je voudrais remercier toute l'équipe qui a cru en moi à 28 jours du jour de l'élection et qui m'a appuyé afin qu'on puisse bien représenter et atterrir à la Chambre. Je voudrais remercier aussi ma fille, Lorilou, et ma conjointe, Josée, qui appuie mon engagement politique depuis 25 ans. Au bout du compte, tout ce qui restera à un politicien, c'est sa famille et son intégrité.

Dans Montcalm, il y a 13 municipalités et trois MRC. C'est un magnifique comté que plusieurs rivières sillonnent. La circonscription de Montcalm regroupe plusieurs fermes. La principale industrie, c'est l'agriculture. J'y reviendrai tout à l'heure.

Les citoyens de Montcalm ont élu un député indépendantiste à Ottawa. Il y a un vieux principe en démocratie qui dit que, à partir du moment où l'on paie des impôts, on a le droit d'être représenté. Les Québécois paient des impôts et ils ont le droit d'être représentés. Je suis un député indépendantiste, mais je suis un démocrate. Je dirais même que, depuis la Révolution tranquille, le mouvement indépendantiste a démontré à plusieurs occasions qu'il est fondamentalement démocrate. Je dirais même que l'idéal démocratique est l'une des racines profondes du mouvement indépendantiste.

Rappelons-nous le rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne en 1982, que l'on pense à la Cour suprême, qui, à l'époque, à la suite d'un appel du gouvernement Lévesque, avait déclaré illégitime ce rapatriement unilatéral, quoique légal, bien qu'on sache très bien que, dans la démocratie, c'est la légitimité qui doit fonder la légalité. Je rappelle que, encore aujourd'hui et depuis 1982, aucun premier ministre du Québec, qu'il soit fédéraliste ou souverainiste, n'a signé cette Constitution. Malgré tout, les Québécois continuent de respecter les tribunaux, de payer les impôts, de respecter la démocratie et d'envoyer justement leurs représentants à la Chambre des communes.

On peut aussi penser au référendum de 1995, où la loi québécoise a littéralement été bafouée parce qu'on n'a pas respecté le plafond de dépenses du camp du Non. On a bafoué la loi référendaire québécoise. C'est un référendum que plusieurs qualifient de « volé », puisque, à l'époque, rappelons-le, il n'y avait pas d'obligation de s'identifier et de présenter une carte d'électeur avec photo pour voter et il y avait plusieurs doublons sur la liste électorale.

● (1810)

D'ailleurs, ce stratagème a été mis à jour en 1998. C'est en 1999 que le Québec a obligé les électeurs à s'identifier à l'aide d'une carte d'électeur afin de pouvoir voter. Pourtant, depuis 1995, les Québécois ont respecté les résultats, malgré le mince écart entre le camp des non et le camp des oui, soit de 1 %, ou 33 000 voix.

Si cela a été le cas, c'est parce que l'idéal démocratique est au cœur même du concept de la souveraineté du peuple. L'idéal démocratique est le fondement même de la philosophie libérale, celle-là même qui fonde ce pourquoi nous, les députés de tous les partis, sommes ici. Chaque État-nation a le droit d'assurer son avenir et de s'affranchir lorsqu'un autre État le subordonne.

Voilà donc pourquoi les électeurs de Montcalm ont élu un député qui les représentera dans des dossiers comme l'égalité hommes-femmes, la gestion de l'offre et le pipeline de TransCanada, qu'on ne veut pas voir passer au Québec. Ils ont élu un député indépendantiste et démocrate.

Si j'insiste sur la démocratie, c'est parce que, dans le discours du Trône, le premier ministre du Canada a indiqué qu'il voulait réformer la démocratie parlementaire. Il a indiqué: « Tous les membres [du Parlement] y seront honorés, respectés et entendus, peu importe leur allégeance. »

Je voudrais donc soumettre humblement à l'ensemble de mes collègues que les 10 députés du Bloc québécois, élus sous une même bannière et formant un groupe parlementaire sans l'ombre d'un doute — c'est un état de fait et non un jugement de valeur —, n'ont eux pas les mêmes droits que l'ensemble des parlementaires qui siègent à la Chambre. Nous n'avons pas les mêmes moyens pour faire entendre la voix de nos électeurs à la Chambre.

Le premier ministre a aussi indiqué qu'il voulait revoir le mode de scrutin. Lorsqu'on est démocrate, la première chose à faire afin que ce débat n'appartienne pas aux experts ou aux politiciens, mais plutôt au peuple, c'est de s'engager à tenir un référendum, puisque c'est le peuple, en fin de compte, qui se prononcera sur le changement de ces règles démocratiques. D'ailleurs, je l'ai vécu, ayant été porte-parole de l'opposition officielle en matière de réforme des institutions démocratiques au Québec lorsqu'on a tenté de changer le mode de scrutin au Québec.

Par expérience, je sais que chaque fois qu'un modèle est proposé, il est souvent biaisé et avantage assez souvent le parti qui veut le faire adopter. Or comment pourrait-on considérer, du haut de la

L'Adresse

majorité libérale, que le fait d'imposer un modèle de manière unilatérale respecte l'abc de la démocratie?

La démocratie repose sur des principes tels que l'égalité hommes-femmes et la séparation de l'Église et de l'État. C'est pourquoi nous nous sommes prononcés, pendant la campagne électorale, pour que l'on puisse voter, être assermenté et donner des services à visage découvert. Ce sont des moments symboliques importants d'adhésion à notre démocratie.

● (1815)

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, je félicite mon confrère du Bloc québécois pour son discours. Je pense que c'est une des premières fois où je peux me lever à la Chambre et dire que je suis d'accord avec un des aspects de son discours, soit la tenue d'un référendum, parce que la démocratie le demande et que c'est vraiment au peuple de décider de la question du vote à visage découvert.

Cela étant dit, j'aimerais savoir si, de l'autre côté de la Chambre, le gouvernement en place est d'accord avec le fait d'offrir des services à visage découvert, tout comme le demande mon confrère du Bloc québécois.

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, on comprendra que je ne peux pas répondre pour les gens d'en face, mais il me semble effectivement que mes collègues de l'autre côté devraient revoir la position ou le manque de position qu'ils ont adopté lors de la campagne électorale. À certains moments, il y a des gestes d'inclusion de la part des nouveaux arrivants et d'autres, il y a des gestes d'adhésion. Il y a des moments incontournables dans notre démocratie. Le droit de vote, c'est là où se scelle le contrat social. Or il n'est pas déraisonnable, en vertu de l'article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés, de demander à quelqu'un qui veut adhérer à ma société de le faire à visage découvert. Il n'est pas déraisonnable, en vertu de l'article 1 de la Charte, de demander à quelqu'un qui veut prêter serment, donc adhérer à la culture d'accueil, à la société démocratique d'accueil, de le faire à visage découvert. L'article 1 de la Charte dit qu'on peut porter atteinte à un droit dans des limites « qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ». Voilà le fondement de la position du Bloc québécois.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ma question pour le député du Bloc a trait à l'une des plus importantes politiques du Canada en tant que nation, à mon avis. Les Canadiens de toutes les régions jouissent de notre système de soins de santé. L'un des plus grands trésors du Canada, qui crée un sentiment d'appartenance chez de nombreux Canadiens, c'est un système de soins de santé sur lequel nous pouvons compter en cas de besoin.

L'une des plus grandes différences entre le présent gouvernement et le précédent, c'est que l'actuel premier ministre reconnaît l'importance de travailler avec les provinces, nos partenaires, à la prestation de plusieurs services. L'un des services que mes électeurs et moi jugeons importants — et c'est sûrement le cas pour les électeurs du député aussi —, c'est un système de soins de santé national fort.

L'Adresse

Ma question pour le député a trait aux soins de santé. Est-il d'avis que le gouvernement fédéral devrait travailler avec tous les partenaires de notre fédération pour tenter de rédiger un nouvel accord sur les soins de santé, en gardant en tête que les sommes records investies dans les soins de santé aujourd'hui sont en grande partie attribuables à un accord sur les soins de santé conclu en 2004, qui a duré 10 ans et qui a permis de garantir un certain niveau de financement pour assurer la prestation de soins de santé de qualité dans toutes les régions du pays?

• (1820)

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, la santé est une compétence du Québec. Au cours des années 1990, nous avons remarqué un désengagement de l'État fédéral en matière de santé. Les Québécois envoient environ 45 milliards de dollars de leurs impôts et de leurs taxes à l'État fédéral, il leur en revient une douzaine, et il faudrait se mettre à genoux pour dire merci.

Il y a eu un désengagement des différents gouvernements fédéraux en matière de santé. À une certaine époque, on donnait 50 ¢ pour 1 \$. Si on avait continué avec le gouvernement conservateur, on en serait rendu aujourd'hui à 18 ¢ pour 1 \$.

Pour ma part, je voudrais qu'on puisse maintenir l'augmentation des transferts en santé à 6 %, laisser les provinces décider où les besoins se font sentir et monter jusqu'à 25 %.

Cela serait acceptable, parce que le Québec est capable de gérer son secteur de la santé.

Le vice-président: Avant d'accorder la parole à l'honorable députée de Manicouagan, je dois l'informer qu'elle dispose d'environ sept minutes pour son discours. Il lui restera du temps pour continuer son discours lorsque la Chambre reprendra le débat.

La députée a la parole.

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, c'est la seconde fois que j'ai l'occasion de parler à la Chambre, et j'aimerais tout d'abord saluer mes concitoyens et mes concitoyennes et les remercier de m'avoir élue pour représenter la circonscription de Manicouagan. Avec 42 % des votes, je crois avoir toute la légitimité ici, à la Chambre, pour les représenter.

J'aimerais dire quelques mots sur une question qu'on semble avoir oubliée depuis les deux derniers jours, à la Chambre. Il s'agit de la question du respect. Je le vois sur des visages comme dans certaines paroles. Le Président l'a vu également aujourd'hui.

Bien sûr, je peux parler au nom de 42 % des électeurs. En même temps, je suis ici pour représenter l'ensemble de mes concitoyens. Quand je me lève, comme je l'ai promis, il y a dans cet acte le fait de prendre la parole, mais il y a également toute la noblesse de le faire au nom des citoyens. Il s'agit d'une question de respect pour l'ensemble de mes concitoyens, peu importe les allégeances politiques, et ce, même si je suis intimement et foncièrement indépendantiste.

Je réitère envers mes concitoyens mon engagement à tisser des liens, à être disponible et à mériter leur confiance en posant ce geste noble de me lever à la Chambre et de parler. Voilà la première chose que j'avais à dire.

Si je veux parler de Manicouagan en réponse au discours du Trône, c'est que je n'ai pas entendu — ou rarement — à la Chambre un mot qui me tient à coeur. Il est certain que le Canada est grand; le Québec l'est aussi. La circonscription de Manicouagan est située complètement à l'est du Québec, contiguë au Labrador, et s'étend sur

250 000 kilomètres carrés. C'est une immense circonscription. Que ce soit en anglais ou en français, on en parle comme d'une région.

Quand j'arrive à la Chambre pour représenter mes concitoyens, ce que j'apporte, c'est leur crainte. J'aurais souhaité la voir se dissiper à l'intérieur du discours du Trône, duquel le mot « région » est évacué. Je pourrais en donner plusieurs exemples.

Ce matin, le député de Mont-Royal a parlé d'infrastructures, par exemple, une question à laquelle tout le monde s'intéresse. Il s'agit d'une grande partie du plan libéral, et nous sommes curieux de voir ce qu'il en ressortira. Quand j'entends parler d'un tronçon d'autoroute ou de route qu'on souhaite réaliser pour parler de relance économique ou d'ajouter à l'économie, je peux certes le comprendre. Il reste que dans une circonscription comme la mienne où il y a 1 600 km de côte et où 600 km ne sont pas couverts par une route, j'ai envie justement de me lever et de parler à la Chambre pour représenter ses citoyens.

Je suis d'accord pour dire qu'il y a des améliorations à faire partout. Cependant, lorsque nous parlons de relance ou de plan économique, et c'est peut-être également l'idée du gouvernement, j'aimerais qu'il y ait une route d'un océan à l'autre. Il pourrait y en avoir une.

En effet, c'est une question importante pour mes concitoyens, qui n'ont pas accès à des soins de santé sur une distance de 600 kilomètres ou qui ne peuvent tout simplement pas sortir de chez eux, ou presque, pendant la saison hivernale.

Dans ma circonscription, il y a la Route blanche. Je ne sais pas si les gens savent ce que c'est. Il s'agit d'une route faite pour la motoneige. La seule façon de me déplacer dans ma circonscription, c'est de le faire en motoneige sur 600 kilomètres. Ces gens n'ont donc pas accès à certains services ni à la démocratie dans une certaine mesure. Avoir des bureaux de circonscription de manière à couvrir l'ensemble de ma circonscription relève de l'utopie.

• (1825)

Je voulais soulever cette notion de région, car on parle trop souvent de ce qui sera profitable du point de vue économique pour le Canada. Toutefois, quand on parle de développement, il faut aussi oser. Je ne sais pas ce qui était prévu dans le plan du gouvernement libéral à cet égard.

En ce moment, à la Chambre, je remarque que des gens, par leur faciès, sont irrespectueux, et cela me chagrine. Je vais tout de même poursuivre mon discours, avec mes 600 km de route. J'invite ces députés à les faire sur la Route blanche.

J'aurais aussi aimé parler de réforme démocratique, qui fait également partie du discours du gouvernement conservateur. Mon collègue de Montcalm l'a évoqué plus tôt. En tant que membre d'une formation politique, si je ne m'exprimais que sur une question de principe, je parlerais de la représentation des idées. On a parlé de débats d'idées. Le Président en parle souvent; ici, on discute d'idées. Or, un parti peut parler de réforme démocratique et de représentation s'il le souhaite, car je crois que toutes les idées peuvent être présentées à la Chambre et que l'on doit avoir les mêmes moyens.

En tant que représentante d'une circonscription, d'une région, je crois que mes concitoyens doivent avoir les mêmes droits que tous les autres citoyens du Canada. Ce n'est pas parce qu'un parti n'est pas reconnu, comme le nôtre ou celui de la chef du Parti vert, que le parti en question soit indépendantiste ou non, qu'on peut limiter ses droits, ses pouvoirs et les moyens dont il dispose pour représenter de façon équitable l'ensemble des électeurs.

Le vice-président: L'honorable députée de Manicouagan aura trois minutes pour compléter son discours lorsque la Chambre reprendra le débat concernant cette motion.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1830)

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'hon. Deepak Obhrai (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, je prends maintenant la parole à la Chambre à titre de député de l'opposition pour poser une question au gouvernement. Au cours des 10 dernières années, les rôles étaient inversés. Cela dit, compte tenu des résultats des dernières élections, les choses ont changé.

J'aimerais féliciter la députée de Burlington pour son élection à la Chambre des communes et de sa nomination au poste de secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, que j'ai moi aussi occupé par le passé, avant que nous inversions les rôles.

La question que j'ai posée à la ministre portait sur les mesures prises par la communauté internationale en réaction à la crise des réfugiés syriens. Nous savons tous que la situation est critique. Nous avons constaté qu'énormément de Syriens ont pris de grands risques en se rendant en Europe pour tenter de fuir les ravages de la guerre. C'est une solution limitée à un problème de bien plus grande envergure qui touche cette région.

Lorsque j'étais le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, j'ai malheureusement visité des camps de réfugiés en Turquie et en Jordanie. J'y ai vu des réfugiés qui fuyaient la guerre. Il y en a aussi au Liban. Bien sûr, nous attendons avec impatience les pourparlers de paix qui auront lieu sous peu. Nous espérons que l'on trouvera bientôt une solution au conflit en Syrie et que les Syriens pourront quitter les camps de réfugiés et rentrer chez eux.

Les personnes qui se sont réfugiées dans les camps ont besoin de l'aide de la communauté internationale. À une certaine époque, le Canada était l'un des principaux pays à offrir une aide de ce genre. Pendant la campagne électorale, le gouvernement a annoncé qu'il consacrerait plus de 100 millions de dollars à la crise des réfugiés et qu'il verserait des dons parallèles. Je constate qu'il l'a effectivement fait, et c'est un pas dans la bonne direction. De manière plus globale, il n'a toutefois rien dit au sujet des solutions à long terme qu'il envisage, ni de l'aide qu'il apportera aux réfugiés installés dans les camps de la Syrie. C'est le sujet de ma question.

Les libéraux ont annoncé qu'ils verseraient une somme équivalente aux dons des Canadiens. Comme on a pu le voir, les Canadiens sont touchés par la situation des réfugiés et prêts à les accueillir et à les aider. Je n'ai toutefois vu aucune initiative ou publicité du gouvernement au sujet des camps de réfugiés. J'espère que la secrétaire parlementaire pourra nous parler des gestes que pose le gouvernement dans ce domaine.

Mme Karina Gould (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de ses félicitations et je tiens également à le féliciter pour sa réélection.

C'est pour moi un honneur et un privilège d'intervenir pour la première fois à la Chambre. Je profite de l'occasion pour remercier

Motion d'ajournement

les habitants de Burlington de m'avoir confié la tâche de les représenter.

Je remercie le député de sa question et de l'intérêt qu'il manifeste à l'égard des habitants de la région. Cependant, la question posée est fondée sur une fausse prémisse. Comme le sait le député, la contribution du Canada a été et demeurera considérable dans la lutte contre l'EIIL. Le gouvernement a adopté une approche multidimensionnelle et intégrée pour veiller à ce que la réponse du Canada ait la plus grande incidence possible sur les habitants de la région.

Comme le député le sait également, le gouvernement s'est engagé à revoir l'engagement du Canada à ce jour dans la région et à examiner diverses façons de répondre aux graves besoins de façon complète et efficace. Nous effectuons cet examen à l'heure actuelle.

Le Canada demeure résolu à lutter contre l'EIIL et à protéger les personnes vivant dans les camps. La nouvelle orientation de l'engagement du Canada nous permettra de cibler de façon stratégique les domaines où la participation du Canada peut faire une différence, de tirer profit des connaissances spécialisées du Canada et de compléter les efforts de nos partenaires, notamment en offrant une formation aux forces locales.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, notre lutte contre l'EIIL représente seulement une partie de nos efforts pour résoudre la grave crise qui secoue actuellement la Syrie, l'Irak et l'ensemble de la région. Il est vrai que les efforts militaires et les efforts en matière de sécurité sont essentiels pour remporter la victoire contre ceux qui déstabilisent la région et terrorisent les populations locales, mais ils ne sont pas suffisants pour instaurer une paix durable en Syrie ou en Irak.

Nous devons nous rappeler que les solutions à la crise secouant cette région sont d'abord et avant tout politiques, et que les besoins humanitaires et les besoins en matière de développement augmentent.

Le gouvernement a indiqué clairement qu'il est prêt à en faire plus sur la scène internationale. Nous sommes aussi déterminés à soutenir les pays et les communautés de la région qui ont accueilli si généreusement des millions de réfugiés et de personnes déplacées. Jusqu'à présent, le Canada a versé plus de 960 millions de dollars en aide humanitaire, en aide au développement et en aide à la sécurité en réponse à cette crise. Plus de 650 millions de dollars ont été engagés pour fournir de l'aide humanitaire sur le terrain et sauver des vies. À l'heure actuelle, le Canada est l'un des 10 principaux fournisseurs d'aide humanitaire dans la région et offre de l'aide indispensable à des millions de personnes touchées par le conflit, y compris de la nourriture, de l'eau, des refuges, des soins de santé et des services de protection.

De plus, une fois que des secteurs sont stabilisés, il faut assurer le soutien à long terme de manière à renforcer la capacité de la population de reconstruire sa vie, son infrastructure et ses institutions. Sans cet engagement à long terme, les risques de connaître une déstabilisation ultérieure sont encore plus grands, et les États pourraient même tomber en déroute, avec tout ce que cela comporte de coûts humains et politiques et de coûts liés à la sécurité. Le Canada ne peut rester là sans rien faire et laisser cela se produire.

Bien entendu, nous sommes très fiers d'améliorer le sort de milliers de Syriens et de Canadiens en accueillant 25 000 réfugiés au pays. Nous partageons tous cette fierté.

Motion d'ajournement

Je conclurai en faisant remarquer que tous ces efforts mis ensemble s'inscrivent dans l'investissement global du Canada afin que la région du Moyen-Orient soit plus sûre, plus stable et plus résiliente pour l'avenir.

• (1835)

L'hon. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, les libéraux font ces déclarations pour se donner bonne conscience. Je vais citer ce que le ministre de la Défense nationale a dit aujourd'hui à la période des questions. Il a dit que notre engagement là-bas, approuvé par le Parlement, était une situation désastreuse. Que veut-il dire par « situation désastreuse »? C'est une insulte envers nos militaires qui sont là-bas pour piloter les CF-18, de même que pour nos formateurs qui sont là-bas pour former les peshmerga.

Sous le gouvernement dont je faisais partie, nous attaquions de front et avec robustesse le groupe État islamique. C'est le gouvernement actuel qui a semé le doute. Même nos propres alliés disent de laisser nos appareils là pour combattre ce groupe, car ils mènent le combat avec succès. De dire que la situation est désastreuse, comme le ministre de la Défense nationale a dit, est une grave insulte envers les Canadiens qui sont déjà là-bas. Voilà ce à quoi il faut remédier.

Mme Karina Gould: Monsieur le Président, j'aimerais faire une mise au point. Je crois que c'est le ministre de l'Immigration, des

Réfugiés et de la Citoyenneté qui a dit que la situation dans le système d'immigration était désastreuse, en raison du bilan du gouvernement précédent de l'autre côté de la Chambre, et non le ministre de la Défense nationale.

Toutefois, comme je l'ai mentionné, j'aimerais souligner que le Canada est en train d'examiner tous ses efforts dans la région pour s'assurer que ses interventions permettent de répondre aux besoins humanitaires et aux besoins en matière de sécurité et de développement sur le terrain. Nous veillerons à ce que notre engagement soit stratégiquement ciblé et bien conçu, non seulement pour combattre l'EIL, mais aussi pour contrer les menaces immédiates à la vie, favoriser la stabilité régionale et renforcer les collectivités et les gouvernements locaux. Cet effort coordonné contribuera à donner aux gens de la région une meilleure chance de rebâtir leurs collectivités et de connaître un avenir plus prospère.

[Français]

Le vice-président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 38.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 26 janvier 2016

AFFAIRES COURANTES			
L'environnement et le développement durable			
Le Président	401	M. Badawey	427
Pétitions			
La réforme démocratique			
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	401	M. O'Toole	428
L'environnement			
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	401	M. Lametti	428
Questions au <i>Feuilleton</i>			
M. Lamoureux	401	M. Albas	428
LE DISCOURS DU TRÔNE			
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse			
M. Albas	401	M. Bagnell	429
Mme Rudd	402	M. Shields	430
M. O'Toole	403	M. Donnelly	430
M. Kent	403	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	430
M. Vaughan	404	M. Albrecht	431
M. Carrie	405	Mme Rudd	432
M. Amos	405	Mme Mathysen	433
M. O'Toole	407	M. Falk	433
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	407	Mme Wong	433
M. Housefather	407	DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
M. Obhrai	409	L'organisme Project Engagement	
Mme Ashton	409	Mme Zahid	434
M. Kent	409	Barrie—Innisfil	
M. MacKinnon	409	M. Brassard	434
M. Genuis	411	Charlie Keagan	
M. Johns	411	M. Eyking	434
Mme Lapointe	411	L'économie	
M. Carrie	413	M. Donnelly	435
M. Boissonnault	413	Échec au crime	
M. Calkins	414	M. Blair	435
M. Boissonnault	415	Les ressources naturelles	
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	416	M. Doherty	435
M. Kitchen	416	Les services d'urgence	
M. Vaughan	418	M. McDonald	435
Mme Malcolmson	418	La Légion d'honneur	
M. Scarpaleggia	418	M. Oliver	436
Mme Watts	419	Le port de Québec	
M. Vaughan	420	M. Clarke	436
Mme Brosseau	420	Mikaël Kingsbury	
Mme Ratansi	420	Mme Lapointe	436
M. Donnelly	421	L'infrastructure	
Mme Rudd	422	M. Aldag	436
Mme Watts	422	Les affaires étrangères	
Mme Malcolmson	422	M. Bezan	436
M. Boissonnault	424	Mylène Paquette	
M. Albas	424	M. Lametti	437
M. Maloney	424	La gestion de l'offre	
Mme Laverdière	424	Mme Brosseau	437
Mme Brosseau	425	La fusillade à La Loche	
M. Whalen	426	M. Lukiwski	437
M. Falk	426	L'emploi	
Mme Ashton	426	Mme Lockhart	437

QUESTIONS ORALES

Le transport aérien			
Mme Ambrose	437	M. Carr	442
M. Gameau	437	M. Cullen	442
		M. Carr	442
La défense nationale		La réforme démocratique	
Mme Ambrose	438	Mme Mendès	442
M. Sajjan	438	M. LeBlanc	442
Mme Ambrose	438	Les ressources naturelles	
M. Dion	438	Mme Bergen	442
Les ressources naturelles		M. Carr	442
M. Deltell	438	Mme Bergen	443
M. Carr	438	M. Carr	443
M. Deltell	438	Mme Stubbs	443
M. Carr	438	M. Carr	443
		Mme Stubbs	443
Les affaires autochtones		M. Hehr	443
M. Mulcair	438	Postes Canada	
Mme Wilson-Raybould	438	Mme Trudel	443
L'environnement		Mme Foote	443
M. Mulcair	438	Le transport ferroviaire	
Mme McKenna	439	Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	443
M. Mulcair	439	M. Gameau	444
Mme McKenna	439	Le Sénat	
L'assurance-emploi		M. Richards	444
M. Mulcair	439	Mme Monsef	444
Mme Mihychuk	439	M. Reid	444
Les affaires étrangères		Mme Monsef	444
M. Bezan	439	La réforme démocratique	
M. Dion	439	M. Reid	444
La défense nationale		Mme Monsef	444
M. Bezan	439	L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Sajjan	439	M. Grewal	444
Les affaires étrangères		M. McCallum	444
M. Clement	440	Les nominations gouvernementales	
M. Dion	440	M. Warkentin	445
M. Clement	440	M. MacAulay	445
M. Dion	440	L'environnement	
M. Kent	440	Mme Quach	445
M. Dion	440	M. Tootoo	445
M. Kent	440	La santé	
M. Dion	440	Mme Dabrusin	445
Les affaires autochtones		Mme Philpott	445
M. Saganash	440	L'industrie automobile	
Mme Wilson-Raybould	440	M. Carrie	445
M. Angus	440	M. Fergus	445
Mme Bennett	440	Les ressources naturelles	
Les finances		Mme Pauzé	445
Mme Raitt	441	Mme McKenna	445
M. Champagne	441	M. Thériault	446
Mme Raitt	441	M. Carr	446
M. Champagne	441	Recours au Règlement	
M. McColeman	441	Questions orales	
M. Champagne	441	M. Scheer	446
M. McColeman	441	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	446
M. Champagne	441		
Les ressources naturelles			
M. Caron	442		

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Mme Wong	446
M. McKay	447
Mme Wong	447
M. Lamoureux	447
M. Holland	447
M. O'Toole	448
M. Chan	449
M. Bratina	449
M. Sweet	451
Mme Ramsey	451
Mme O'Connell	451
M. Shields	452
M. Holland	452
M. Lightbound	453
Mme Quach	454
M. Deltell	454
M. Bernier	454
M. Hardie	455
M. Cannings	455
Mme Boucher	456
M. Long	457
Mme Trudel	457
M. Hehr	458
Mme Wagantall	459
Mme Kwan	459

M. Fraser (Nova-Ouest)	460
M. Simms	461
Mme Ramsey	462
Mme Shanahan	462
M. Genuis	463
M. Choquette	464
M. DeCoursey	464
M. Carrie	465
M. DeCoursey	465
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	466
M. Long	466
M. Dubé	466
M. Long	468
M. Lamoureux	468
M. Choquette	468
M. Long	470
M. Plamondon	470
M. Thériault	470
Mme Boucher	471
M. Lamoureux	471
Mme Gill	472

MOTION D'AJOURNEMENT

Le développement international

M. Obhrai	473
Mme Gould	473

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>